

supplément de **LUTTE OUVRIERE**

ITALIE:

Les communistes au gouvernement et le problème de la tactique
8 Décembre 1977 J.POSADAS

A propos du comité central du PCB:

Les communistes belges, les "diisidents", et le progrès des Etats Ouvriers

Déclaration du Bureau Politique du PORT du 2 Février 1978

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

LUTTE OUVRIERE



ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 Francs 15 éme ANNEE N° 294 3 Février 1978

Périodique bi-mensuel - Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE - BP 273 - 6000 CHARLEROI
Abonnement de 12 numéros : 80 F. - Abonnement annuel : 150 F. - Abonnement de soutien : 500 F.
A verser au CCP 000-09762.34-26 de C Pôlet - Editeur Responsable : C. Pôlet - 51a, rue Garibaldi - 1060 Bruxelles.

Les accords du Stuyvenberg et la nécessité que le front commun syndical donne un contenu programmatique anticapitaliste à sa campagne de mobilisations

Editorial

LES ACCORDS DU STUYVENBERG NE RESOLVENT PAS LA
CRISE DU CAPITALISME

Les accords du Stuyvenberg expriment la crise politique de la bourgeoisie belge et sa désintégration. Pour pouvoir résoudre cette crise économique, sociale et politique du capitalisme, la bourgeoisie a besoin d'un gouvernement fort, qui développe une politique de centralisation, qui ne permet aucun mouvement revendicatif de la part des travailleurs. Et la pratique est tout à fait différente. Les accords du Stuyvenberg divise le pays en trois régions pour tenter de montrer que le gouvernement est capable de trouver des solutions pour résoudre la crise. Mais ces accords ne résolvent rien, parce que toute l'organisation sociale et politique du pays reste centralisée: les banques, l'armée, la gendarmerie, la police, le roi. (On n'a pas encore inventé un roi régionalisé, wallon, flamand et bruxellois)

La manifestation des militaires à Liège est également une expression de cette désintégration. Ils n'ont plus confiance dans l'Etat. Ils voient que le gouvernement est incapable de leur réserver un avenir prospère, stable et sûr. Cette manifestation a un sens réactionnaire parce qu'ils se sont prononcés ouvertement contre les organisations syndicales FGTEB et CSC, mais aussi elle exprime la perte de confiance des militaires de carrière dans le régime capitaliste.

Les accords du Stuyvenberg, montrent que le gouvernement fait une politique pour survivre au jour le jour, et la crise continue s'aggrave, le chômage touche près de 400.000 travailleurs, la Siderurgie est en crise, les verreries également et on discute maintenant de réouvrir les charbonnages dont certains ont été inondés.

Le gouvernement cherche des solutions pour sauver le capitalisme et ce sont les masses travailleuses qui paient. La réalité de la vie quotidienne des ouvriers, et des travailleurs en général montrent que le gouvernement ne résoud rien du tout. La détérioration des conditions de travail, des conditions de vie, en est le témoignage. Aucune convention collective, aucune programmation sociale n'a été signée cette année, et en plus de cela, le patronat cherche à attaquer, détruire les acquis sociaux essentiels: l'Index, la Sécurité sociale, l'indemnité de chômage etc... Les partis de la droite se disputent pour n'importe quoi. Les accords du Stuyvenberg représentent un compromis entre les différentes tendances de la bourgeoisie qui ne compte plus avec l'unité du pays. Il suffit par exemple de voir la multiplicité des partis libéraux.

LE RAPPORT DE FORCE EST FAVORABLE AU PROGRES
DE LA GAUCHE DANS LE MONDE ENTIER

Face à cette crise du capitalisme, la gauche fait des progrès dans le monde entier et plus particulièrement en France et en Italie. La séparation des communistes et des socialistes français, ne représentent pas un recul mais au contraire est un progrès de l'approfondissement de la discussion: Quel Socialisme pour la France? Et dans cette discussion, le Parti Communiste soutient une extension des nationalisations qui est une

partie du programme nécessaire pour un changement de société. En Italie les communistes se préparent à aller au gouvernement. Même s'ils y vont sans un programme anticapitaliste, ils vont devoir développer une politique contre le capitalisme. Washington a déjà déclaré qu'il ne permettrait jamais la participation des communistes, dans un gouvernement d'Europe. Et pourtant le PCI ne propose même pas un programme comme le PCF. Ce-

la montre bien qu'il s'agit, et de plus en plus, d'un affrontement de classe contre classe. Carter, qui parle tant des droits de l'homme, des droits démocratiques... quand il s'agit de l'Union Soviétique... utiliserait tous les moyens dont il dispose pour empêcher un Parti communiste comme le PCI qui obtient 34% des voix, d'aller au gouvernement. Voilà comment l'impérialisme comprend "les libertés et la démocratie". Le voyage de Carter au Moyen Orient et en Europe a des objectifs contre-révolutionnaires, réactionnaires. (comme le développe le camarade J Posadas dans le texte que nous publions dans ce N° de Lutte Ouvrière)

Il est allé chercher des points d'appui pour faire un front contre le progrès de la révolution dans le monde, au Moyen Orient et en Europe. Il démontre toute la faiblesse de l'impérialisme qui doit envoyer son président en prison pour trouver des points d'appui dans les régimes réactionnaires arabes.

Même les régimes fascistes du monde, comme le Chili ou l'Argentine sont en crise. Cela est assez évident pour le Chili parce que Pinochet et sa clique, malgré, tout leur appareil policier, répressif, malgré tous les crimes et les assassinats qu'ils ont commis sont tout à fait incapables de développer le pays du point de vue économique. Ils ont assassinés des dizaines de milliers de camarades ils ont détruits les acquis du gouvernement populaire d'Allende, les Syndicats et les partis de gauche. Mais le pays est dans une crise économique complète, l'inflation est galopante et le chômage, la misère sont monnaie courante. Pinochet a même du mettre Eduardo Frei en prison alors que celui-ci avait participé au coup d'état.

Le rapport de forces dans le monde est tout à fait favorable à de profonds changements sociaux, dans lesquels il n'y a pas de trois

Suite page 4

REVUE MARXISTE N° 5

Sur demande à l'adresse
du journal: 60 Francs

**REVUE
MARXISTE**

Organe du Secrétariat International
de la IVe Internationale
Trotskiste-Posadiste

XIe CONGRES MONDIAL
Ier CONGRES EXTRAORDINAIRE

LE PARTI, LA LUTTE DE CLASSES ET LA
IVème INTERNATIONALE

Le 24.6.1977 J. POSADAS

J. POSADAS

L'anniversaire de l'Union Soviétique
et les tâches du développement de la lutte
pour le socialisme aujourd'hui. 2.11.1977

L'ECHEC DES FINS CONTRE-REVOLUTIONNAIRES DE CARTER

Le voyage de Carter est un échec. Carter cherchait à encourager les bourgeoisies des pays arabes et surtout d'Egypte et à faire en sorte que cessent les heurts et les divergences inter-bourgeoises, de concurrence entre les bourgeoisies. Il allait montrer qu'il n'y avait pas de divergences économiques importantes et que les divergences étaient essentiellement sociales, du fait de la pression des masses égyptiennes et non du fait d'Israël. C'est un mensonge, car en Israël aussi il y a une pression sociale: l'attitude du Parti Communiste d'Israël le montre. On ne voit pas ce qu'il y a au fond, mais la couleur du dessus indique ce qu'il y a en dessous. Les communistes prennent la position de défendre le Polisario et les Palestiniens et ils disent ouvertement que les Palestiniens doivent avoir un pays. C'est très profond. Ils vont recevoir un très grand appui.

Comme Israël est un pays importé, elle a une base bourgeoise qui ne correspond pas au développement économique, social du pays. La moitié de l'économie est payée par l'impérialisme, sous forme de prêts de mille sortes, pour qu'Israël joue la fonction de gendarme du Moyen Orient.

Mais quand ce gendarme ne suffit plus et que maintenant, l'Egypte leur est nécessaire, c'est parce que la rébellion des masses est très profonde. Cette rébellion ne s'exprime pas seulement en Egypte. Mais dans ce pays, il y a des grèves, des mobilisations, et l'idiot de Sadate a été reçu dans la solitude. On dit que ce sont des millions qui sont venus l'accueillir? mais c'était la solitude! des jeunes gens de 14, 16, 18 ans, rien d'autre, et qui étaient payés pour y aller. C'était la même chose que pour le referendum de Pinochet.

La manoeuvre de Sadate, de ne pas apparaître en affrontement avec les Palestiniens, indique une opposition intérieure très grande, militaire, sociale, politique, et de masses. Tout le mouvement qu'il y avait en opposition à Sadate, les grèves, les manifestations en défense des nationalisations, en défense de Nasser: tout cela indique qu'il y a une grande opposition populaire, petite-bourgeoise, paysanne. C'est l'appareil d'une partie de la bourgeoisie et l'armée qui soutient Sadate. Sur cette base, ils essaient de créer tout un mysticisme; mais c'est une résolution d'appareil, dans laquelle la population n'intervient pas.

Il y a un mouvement marxiste important. Mais la résistance populaire ne s'exprime pas puisqu'il y a des répressions, des massacres, des assassinats, des emprisonnements. On peut voir ce que veut Sadate, par ce qu'il est en train de faire en Egypte: il tue il assassine, condamne, ne permet aucune expression de démocratie, ni de liberté.

Les Palestiniens et le Polisario ont fait preuve d'une telle résolution, d'un tel courage, qu'ils ont été capables de faire un Tal El Zatar. Et cela, malgré la petitesse de leur mouvement. Quand il existe une telle décision de lutte et que la lutte continue, sans se laisser abattre, sans s'effrayer ni se décourager, quand les Palestiniens unissent l'Etat Palestinien au socialisme, et qu'il y a des divisions en Israël, ce la indique quelle est la ligne du Moyen Orient. L'impérialisme vient couper court à cela. Il vient couper court à l'influence de deux mouvements qui, géographique

ment sont très petits, mais qui expriment et reflètent la volonté de transformations sociales des masses de tout le Moyen Orient.

Il veut aussi contenir les contradictions des bourgeoisies du Moyen Orient entre elles, qui les ont empêché et les empêchent, de s'unir contre les masses. De là, l'instabilité de la Syrie: elles ne peuvent s'unifier parce qu'elles se heurtent à l'intérêt et la volonté de transformations des masses syriennes, égyptiennes, libyennes, de tout le Moyen Orient. Cela ne s'exprime pas de façon aussi élevée en Arabie Séoudite ni au Koweït, mais cela s'exprime par contre en Irak.

Dans les Emirats Arabes, il n'y a pas de vie, pas de moyen de s'exprimer; mais dans tous ces pays il y a des mouvements contre les Emirs. Carter vient contenir tout cela, apporter son soutien. Mais il ne peut donner grand chose, parce que l'impérialisme est en crise et plein de contradictions, et il ne peut manier beaucoup d'argent, parce que le dollar est en train de tomber. Il ne le fait pas seulement par manoeuvre, mais bien parce que l'impérialisme lui-même est en train de tomber. En partie c'est une manoeuvre pour faire la concurrence, mais c'est aussi parce qu'ils n'ont pas autre chose. Quand la manoeuvre doit consister à dévaluer la monnaie, c'est qu'il y a une base réelle. L'Allemagne capitaliste aurait pu faire la manoeuvre, mais elle ne le fait pas.

Il faut considérer que l'impérialisme yankee vient soutenir les bourgeoisies arabes en même temps qu'Israël, à les faire pactiser entre elles, aux dépens du processus révolutionnaire, du progrès social du Moyen Orient. Même ainsi, le pacte ne peut être que superficiel parce que les contradictions et disputes entre les bourgeoisies arabes et Israël sont immenses, elles datent de nombreuses années.

Israël a des intérêts économiques dans les territoires occupés. Ils y ont découvert des puits de pétrole et fait des puits. Ils ne vont pas les rendre, mais les garder pour eux. Ils ont déjà calculé que le dernier gisement découvert couvre les 3/4 des besoins d'Israël. Il existe déjà une bourgeoisie juive, ayant des intérêts locaux et tendant à l'expansion impérialiste. Les Yankees appuient cela. Mais ceux-ci ont aussi besoin que les Israéliens cèdent dans la forme. Il n'y a plus de forme déjà: il y a le fond. Le fond détermine la forme; et la forme ne va pas retenir le fond.

Carter va contenir la dispute inter-bourgeoise au Moyen Orient, et la conduire vers un affrontement postérieur contre la révolution, il va étouffer deux foyers de stimulant de la révolution: la lutte des peuples du Moyen Orient contre Israël, et aussi la dispute inter-bourgeoise. Il va essayer d'arrêter cette lutte.

Quand un mouvement comme le Polisario et les Palestiniens qui ont fait Tal El Zatar - se produit, c'est parce qu'ils expriment une volonté de transformations sociales. Depuis un an et 1/2 - depuis les événements de Tal El Zatar, une transformation de ce

mouvement s'est réalisée et celui-ci pose ouvertement la transformation sociale. L'unification au travers de transformations sociales. Un courant domine déjà le mouvement arabe, qui veut des transformations sociales. Il est en alliance avec l'Union Soviétique.

L'impérialisme cherche à contenir ce processus et à ce que la bourgeoisie arabe s'unisse à Israël pour écraser la révolution. La fonction d'Israël, de gendarme ne lui sert déjà plus. C'est un gendarme qui n'a pas de moyen d'agir, pas de véhicule pour avancer. Le véhicule de la réaction ne lui sert pas. Il y a chaque fois plus de heurts entre les Israéliens et la bourgeoisie qui se forme en Arabie Séoudite: c'est un heurt réel, car cette dernière a des intérêts propres. En faisant une alliance avec Israël, elle devrait s'abandonner ses propres intérêts à l'alliance contre les masses, alors qu'elle espère agir pour son propre compte. Il en est de même, avec les bourgeoisies du Koweït, et de Syrie: leurs contradictions sont réelles. Elles ont tout intérêt à écraser les masses, mais à leur propre bénéfice. Comme ce ne sont pas encore des bourgeoisies formées culturellement, théoriquement, politiquement, socialement, elles sont toutes instables.

L'impérialisme veut se substituer à ce manque de formation ferme des bourgeoisies. Elles ont de l'assurance, en Egypte et en Israël, mais en Arabie Séoudite, même avec le grand pouvoir de ce pays, il y a une bourgeoisie nationale ascendante, qui a des inté-

LA PAIX DOIT SE BASER SUR UN PROGRES ECONOMIQUE ET SOCIAL DE TOUT LE MOYEN ORIENT, ISRAEL INCLUS

Les camarades socialistes, dirigeants et militants, doivent sentir qu'il en est ainsi. Schmidt est allé appuyer l'impérialisme yankee pour cette misérable perspective et ce programme de guerre atomique, contre la révolution au Moyen Orient et contre les masses du monde. Pour développer l'Afrique réellement, il faut développer l'économie. L'impérialisme ne le fait pas parce qu'il ne peut pas, il est impuissant à le faire et cela ne lui convient pas, c'est en dehors de tous les calculs du développement de l'existence capitaliste.

Mais il faut voir alors, l'intervention de l'Union Soviétique dans tous ces pays. Elle le fait avec résolution et force. Cela vaut pour tous ceux qui se joignent sur les dissidents pour juger l'Union Soviétique. Pas un dissident n'a ouvert la bouche au sujet du Zaïre; pas un dissident, n'était contre l'installation au Zaïre, sur un territoire plus important que toute l'Allemagne, de bases atomiques qui sont contre-révolutionnaires. Pas un mot contre la fonction de l'impérialisme au contraire: derrière tous les dissidents, il y a l'opposition, l'antagonisme et le rejet de l'E-

trats de développement économique, et que cette politique obligerait en dernière instance, à se soumettre aux intérêts d'Israël. De là vient la contradiction; et l'impérialisme ne peut parvenir à aucun accord durable. Il arrive à un accord avec les sommets et cela dure trois heures. Carter, après avoir fait tous ces accords avec Sadate, doit quand même se rendre en Egypte pour deux heures, malgré qu'il n'avait pas prévu de faire cette visite lors de sa tournée, pour ne pas susciter de rumeurs.

Carter va en tournée pour encourager le capitalisme et pour avoir du poids sur l'Egypte qui est un des centres qui décident, au Moyen Orient. Il emmène Schmidt avec lui, alors que celui-ci n'a rien à voir avec cela. Il le fait pour pressionner et donner l'assurance de l'appui économique et social de la bourgeoisie allemande. On voit là, la fonction de la social-démocratie allemande. En plus de l'appui de Schmidt à l'Egypte, il faut voir aussi les plans de l'impérialisme pour l'Europe. Il doit faire la concurrence à la bourgeoisie européenne et cherche à l'attacher à un programme qui va la compromettre économiquement, elle aussi.

L'Allemagne a acheté, ou loué un quart du territoire du Zaïre, pour installer, déployer et organiser une base contre-révolutionnaire de missiles, d'armes atomiques, pour affronter l'Afrique. L'impérialisme ne se prépare pas à développer économiquement le Moyen Orient ni l'Afrique, mais à affronter militairement le développement de la révolution.

tat ouvrier. C'était le devoir, même de ceux qui ont des divergences avec l'Union Soviétique, d'appuyer cette politique de l'Union Soviétique en Afrique, qui appuie objectivement la révolution.

Fidel Castro et Podgorny sont allés appuyer la révolution. L'impérialisme va en Afrique pour l'écraser. Que disent les dissidents de cela? quelle est leur position? quelle est leur ligne? ces dissidents, et tous les groupes dits trotskystes ou communistes dissidents ont une politique contraire, à tout cela: ils appuient objectivement la politique de l'impérialisme. Ils soutiennent les critiques contre la ligne de l'Union Soviétique qui est purement progressiste et favorable au développement de la lutte anti-capitaliste, au progrès de l'histoire.

Il faut faire appel au mouvement arabe, à discuter, et faire des appels à l'unification de la lutte pour expulser l'impérialisme s'opposer au mensonge de la paix, aux négociations et à l'accord entre Sadate et Begin, sur le dos de la révolution. Il faut poser: nous voulons la paix. Pour faire la paix, il faut rompre l'énorme puis

Tout notre appui à la lutte des masses pour un changement

OLUTIONNAIRES DE LA J. POSADAS

Le 5 Janvier 1978

sance américaine par la force militaire. La paix ne peut se faire, avec la situation politique et sociale actuelles de l'Égypte et d'Israël. La grande bourgeoisie égyptienne, essentiellement terrienne, qui pactise avec la bourgeoisie israélienne, le fait contre le progrès de la révolution. Cette paix qu'ils disent qu'ils vont faire, n'est pas une paix. C'est un accord entre les sommets de la bourgeoisie contre les masses de ces pays pour contenir le processus révolutionnaire, et pour préparer la guerre contre les masses du Moyen-Orient et contre l'Union Soviétique. Tel est l'objectif de la tournée de Carter.

Il faut appeler les masses palestiniennes, du Polisario, d'Israël, d'Égypte, de Syrie, d'Irak, d'Arabie Saoudite, à un mouvement sur la base d'un programme de progrès pour le Moyen-Orient, Israël, inclus; un progrès qui signifie l'épanouissement social et économique du Moyen-Orient; et pour le faire, il faut inévitablement commencer par des transformations sociales dans l'agriculture, le pétrole, utiliser les richesses naturelles pour les transformer

Il faut faire une alliance, un accord de tous les pays du Moyen-Orient, avec le droit à l'autodétermination d'Israël, et le droit pour Israël à se maintenir, au sein d'une fédération socialiste du Moyen-Orient pour développer l'économie; utiliser la technique, la capacité, la science qui existent en Israël en les unissant à la science, à la capacité de travail et au poids social et à la volonté sociale de transformation des masses du Moyen-Orient. Une Fédération Socialiste du Moyen-Orient avec le droit à l'autodéter-

mination et à l'existence de la Palestine. La solution de la crise c'est l'élimination du système capitaliste, l'élimination du système impérialiste, une Fédération Socialiste du Moyen-Orient, incluant Israël et appelant les masses d'Israël à abattre le système capitaliste.

Il faut voir le rôle fondamental que joue l'Algérie, comme un pont et un centre pour le développement d'une partie de la lutte du Moyen-Orient contre l'impérialisme et contre ses alliés comme le Maroc et la Tunisie; ce sont les principaux alliés de l'impérialisme, ceux qui ont le plus de force. L'Algérie stimule la lutte contre eux; et pour se défendre elle-même, l'Algérie n'a pas d'autre remède que d'impulser ces mouvements. L'Algérie est en train de passer, de l'étape actuelle d'auto-défense et aussi d'impulsion à la révolution, à une étape consciente de défense directe de la révolution, pour impulser sa propre révolution. Elle influence le Moyen-Orient. Carter est impuissant et incapable de l'empêcher, car ce processus s'insère déjà dans une expérience des masses arabes. Avant ce n'était pas ainsi. En Égypte, aussi les masses montrent qu'elles ont une expérience pour développer la révolution, mais elles n'ont pas de direction. Tout le vieux système antérieur de partis de syndicats, empêche les masses de se mobiliser et se développer. Et toute cette lutte va les libérer des vieilleseries, les détacher, des appareils, de la vie mystique de ces partis et les pousser à faire un Parti vivant pour les idées, de discussions sociales anti-capitalistes révolutionnaires. Tout cela va être stimulé.

POUR UNE FEDERATION DANS LA CORNE D'AFRIQUE AVEC L'ASSISTANCE DES ETATS OUVRIERS

Il faut appeler les Etats Ouvriers à élever leur intervention et intervenir également sur le problème de l'Éthiopie, qui fait partie de toute cette situation. La guerre d'Éthiopie est une guerre inventée par l'impérialisme; c'est aussi l'arrière-pensée politique et sociale qui a permis de créer ces conditions. Pour résoudre ce problème, il faut appeler le mouvement de libération de l'Erythrée, le FELP, qui veut la libération de l'Erythrée, mais aussi son indépendance vis à vis du capitalisme, à s'unifier, en une Fédération, avec la Somalie, l'Ogaden, l'Éthiopie, au sein de laquelle, ils planifient l'économie, tout maintenant, l'indépendance culturelle. Il faut chercher la concentration économique et postérieure, le développement scientifique que fera sentir le besoin d'une concentration culturelle: C'est, du point de vue historique, la façon de résoudre les problèmes de façon progressiste.

Maintenir la division en strates nationales, ethniques et autres, di-

viser les forces sociales, économiques et culturelles.

Aucun de ces pays n'a de tradition culturelle. La tradition culturelle antérieure du mouvement arabe s'est déjà perdue. Après le mouvement arabe, il y a eu tout un processus de l'histoire, il y a eu le progrès de la science et de la technique sous le régime capitaliste. Il faut partir de cette condition. Et non revenir en arrière. Il ne faut pas se remettre à dos de chameau pour traverser le désert quand on peut le faire en avion en trois minutes. On ne peut donc pas non plus revenir à Mahomet pour résoudre ce que Marx a résolu en deux minutes. Nous disons cela avec tout le respect pour les croyances religieuses.

Il faut appeler à une discussion sur cette base, de tous les mouvements et les partis communistes, et aussi des Etats Ouvriers; entre autres de l'Union Soviétique qui est en train d'intervenir et très bien. Il faut l'appeler à intervenir en faisant des appels

sous cette forme. Que les Ethiopiens appellent les masses d'Ogaden à tirer cette conclusion. Ils le font déjà en partie. Mais ils semblent limités dans leur recherche d'influencer ce mouvement. Constamment, apparaissent, de nouvelles tendances qui, dans ce mouvement sont disposées à un accord.

Il faut discuter qu'il ne s'agit pas de résoudre en fonction d'un point de vue ethnique, en créant une involution du processus, mais sur la base d'une évolution de celui-ci. En Union Soviétique, les peuples les plus arriérés se sont structurés et ont avancé dans la centralisation du pays. En Chine, également. Et cela dans le chemin pour éliminer toute forme de pays.

Il faut intervenir pour résoudre, ces problèmes, en appelant les masses de Somalie et leur gouvernement à une discussion; au lieu de recourir à la guerre, contre l'Éthiopie, faire une discussion sur la Fédération. Faire une Fédération de pays dans cette zone de l'Afrique avec l'assistance des Etats Ouvriers; en vue du progrès économique, et social de ces pays. Il faut discuter que tout problème ethnique ou racial se résout dans le cours même du processus. Le faire en cours de route ne doit pas signifier l'affaiblir, le contenir ou l'abandonner, mais la base essentielle réside dans le développement de l'économie. En fragmentant les pays, il n'y a de développement économique que pour de petits noyaux de la bourgeoisie, des grands propriétaires, des féodaux, qui dominant et font une alliance avec le capitalisme, et l'impérialisme. Par contre, la Fédération permet de concentrer la capacité de production, de planification et élimine tous ces secteurs, en élevant la population au niveau de direction.

Elle permet d'élever la masse de la population. Voilà comment discuter, de façon à pouvoir intervenir pour résoudre les problèmes posés par l'histoire. Et appeler les Etats Ouvriers et les partis communistes à intervenir dans cette ligne. Il ne s'agit pas seulement des aspects formels de l'indépendance de l'Ogaden, de l'Éthiopie ou de l'Erythrée, mais des conclusions historiques de progrès de chaque pays, qui sont celles qui déterminent le cours de l'histoire. L'histoire ne s'est pas définie sur la base de l'intérêt de l'un ou de l'autre pays, mais de la nécessité du progrès social historique, qui élève la population. Cette fragmentation de pays, est un recul et une arriération, et permet la domination de l'impérialisme et des puissances capitalistes et des secteurs bourgeois, féodaux et des grands propriétaires de chaque pays. Mais il faut appeler à tirer ces conclusions, pour résoudre les problèmes qui ne peuvent être résolus dans le système capitaliste; et se préparer à les résoudre dans le cadre de la lutte contre le système capitaliste et l'impérialisme.

Les problèmes de l'Éthiopie sont un héritage du passé, de la division du pays en 20 fractions, ethnies, tribus; les secteurs capitalistes utilisent cela maintenant, comme en Ogaden, où on voit des secteurs cherchant le développement social fait un front avec des secteurs capitalistes contre le progrès objectif de la révolution. Il n'y a pas de logique dans ce mouvement, qui aspire au progrès social anti-capitaliste, tout en s'alliant aux secteurs de grands propriétaires féodaux et impérialistes. Il faut donc mener une discussion. La même situation qui existe en Éthiopie existe éga-

lement en Algérie et dans d'autres pays. Il faut faire des comparaisons: ce sont les mêmes Soviétiques qui soutiennent l'Éthiopie et aussi le Vietnam: Cela montre qu'ils n'ont pas d'intérêt à usurper, à dominer, mais bien à impulser la lutte anti-impérialiste et anti-capitaliste. Et ces directions, comme celle de l'Ogaden, agissent avec une grande arriération ethnique, sociale et culturelle.

Il n'existe pas une culture éthiopienne. Qu'est-ce que la culture éthiopienne a incorporé à l'histoire? Il n'y a pas de défense, d'intérêts, de traditions historiques, de pays, d'économie et de science: Ogaden n'en a pas une seule! Elle n'a rien. Il y a des intérêts arriérés de tribus, mystiques!; et les secteurs liés au système de propriété privée les exploitent. Ils exploitent ce sentiment ethnique qui est un sentiment historiquement arriéré, pour en faire bénéficier le capitalisme. Par contre les intérêts qui expriment une volonté de développer la vie et la civilisation s'unissent au développement de l'histoire, c'est à dire aux Etats Ouvriers. La forme de ce développement, c'est la planification centralisée, avec le droit à l'autodétermination ethnique, culturelle, etc... si nécessaire.

L'Indochine montre cela. L'URSS a appuyé l'Indochine, de la même manière qu'elle appuie maintenant l'Éthiopie. C'est la même qui a appuyé Cuba et qui soutient maintenant cette autre lutte contre l'impérialisme. Tous les secteurs qui accusent Cuba et l'URSS de soutenir ces mouvements, doivent dire aussi de quels mouvements il s'agit: Ils sont anti-capitalistes! Ils doivent le dire! Ce n'est plus l'époque de Staline il n'y a plus de Staline! Il y a une bureaucratie qui, pour développer l'Union Soviétique, doit impulser la révolution et se lier au développement de la lutte anti-capitaliste.

Nous appelons les camarades, en Ogaden, en Erythrée à cette discussion et à se détacher de leurs alliés bourgeois qui les utilisent, comme le fait le Soudan, l'Arabie Saoudite, la Somalie.

Nous appelons aussi la direction de la Somalie à discuter ces conclusions de l'arriération historique que représente l'alliance avec des pays comme l'Iran, qui sont liés à l'impérialisme, contre un pays qui propose et réalise de profondes transformations sociales, et qui forme des Soviétiques, ce qui démontre que son intention n'est pas de créer un régime d'oppression impérialiste ou d'envahir mais de réaliser un progrès social, économique vers le socialisme.

Toutes ces tendances, comme la Somalie, l'Ogaden ou même le Cambodge qui s'opposent soit à l'Éthiopie soit au Vietnam, cherchant à rompre la centralisation du progrès, expriment des forces qui ont des intérêts locaux, nationaux sans être nécessairement impérialistes; celles-ci finissent par se lier à l'impérialisme à cause des intérêts locaux reflétant une arriération, et non un progrès de l'histoire.

Le progrès de l'histoire peut se mesurer très simplement: l'Ogaden, la Somalie ont besoin de développer l'économie pour avancer. Il n'y a pas d'épanouissement possible sur la base d'une fragmentation en intérêts locaux. La culture ne peut s'épanouir sous une forme fragmentée; mais bien avec la base de connaissance scientifique et culturelle existant dé-

du syndicat et des mouvement socialiste en Tunisie!

La tournée de Carter...

jà, c'est à dire celle des Etats Ouvriers, qui représentent la forme la plus élevée de la culture sociale, de la capacité sociale, culturelle, scientifique. Telle est la base pour le développement d'un pays.

Les Ethiopiens ont fait des Soviets, ont organisé les masses. Cela ne se fait pas pour défendre des intérêts locaux, de propriété, mais bien des intérêts objectifs, pour impulser la lutte pour le progrès social, économique. Il faut donc discuter quand la Soma-

lie adopte cette attitude d'opposition envers l'Ethiopie; c'est de peur de l'influence du progrès de la révolution sur la Somalie, et entre autres c'est par peur d'organes de fonctionnement soviétiques, par peur d'être sortis de l'état statique dans lequel se trouve la Somalie. Dans ce pays, il n'y a pas de vie politique, d'organisation syndicale ayant une vie politique. En Ethiopie, par contre, les Syndicats ont organisé des Soviets où les gens se réunissent, discutent, participent.

REPOUDRE AU VOYAGE CONTRE-REVOLUTIONNAIRE DE CARTER PAR UNE LUTTE ANTI-CAPITALISTE

Le voyage de Carter est destiné à affermir les bourgeoisies, dans la défense contre ce processus. Carter vient aussi affirmer la bourgeoisie française contre le Parti Communiste et Socialiste et essayer de peser sur le Parti Socialiste contre l'Union Populaire. Ce voyage n'est pas un hasard, il est préparé. Il a pour fonction de défendre le système capitaliste; il ne fait pas une visite de courtoisie, mais un voyage de fourberie politique. Mais quand le président des Etats Unis doit se rendre lui-même au Moyen Orient, cela indique qu'il n'a pas de forces, ni d'autorité et ne se sent pas capable de décider comme il veut, par l'écrasement des mouvements révolutionnaires parce que les Etats Ouvriers sont là.

Les pays du Moyen Orient doivent comprendre qu'une des bases principales de leur force sont l'Union Soviétique, la Yougoslavie, la Roumanie, Cuba, la Chine, même si elle s'allie à des secteurs réactionnaires, contre-révolutionnaires du monde entier. Ils doivent considérer que les Etats Ouvriers, et particulièrement l'Union Soviétique, font partie de ces forces.

Carter vient renforcer la bourgeoisie d'Europe et du Moyen Orient pour la préparer à affronter le développement du mouvement communiste et socialiste, la marche vers des transformations sociales en Europe et en Afrique, et préparer la guerre contre les Etats Ouvriers. Telle est la finalité de Carter. Il va en France, en pleine campagne électorale. Normalement on ne fait pas cela dans un pays. Qu'est ce qu'ils racontent alors de ne pas se mêler des problèmes des autres pays? Et cette visite? Il va en France en pleine campagne électorale. C'est un appui direct. Il vient faire un pacte, en pleine lutte des masses égyptiennes qui défendent leur indépendance de l'impérialisme israélien. C'est de l'ingérence! Il se mêle des problèmes des autres pays dans le but, non de les impulser mais de les écraser.

Il faut dire que le voyage de Carter a la même finalité contre révolutionnaire que la bombe à neutrons. Il fait cette tournée, après avoir annoncé la fabrication de la bombe à neutrons. C'est une bombe à neutrons gouvernementale, qu'il est en train de répandre dans le monde entier. Voilà la finalité de cette tournée. Mais elle le indique également la faiblesse du système capitaliste et de l'impérialisme yankee. Carter doit se déplacer en personne, chose qui au paravant se faisait au travers d'un ambassadeur ou d'un secrétaire d'ambassade.

Mais il doit y aller lui-même pour essayer d'influencer les pays d'Afrique, du Moyen Orient, de donner confiance à l'impérialisme mais aussi pour donner de l'assu-

rance à l'impérialisme yankee lui-même dans sa propre capacité et son initiative. Cela montre toute la faiblesse, la peur et l'insécurité de l'impérialisme yankee.

Il faut faire un appel aux Etats Ouvriers, aux Syndicats des Etats Ouvriers, aux centrales ouvrières d'Union Soviétique, de Cuba, de Pologne, de Chine, de Yougoslavie, de Corée, de tous les Etats Ouvriers pour qu'eux mêmes appellent les masses du Moyen Orient, à se soulever contre le capitalisme, à établir un programme de développement social anti-capitaliste et leur offre ouvertement tout l'appui nécessaire! Ils le font déjà de façon indirecte, mais ils doivent le faire ouvertement, de façon à faire sentir qu'il y a une lutte de classes. Carter fait sa tournée. Que les syndicats des Etats ouvriers fassent la leur! intervenant sous cette forme. Les Etats ouvriers peuvent à nouveau, faire le même voyage que Castro et Podgorny ont fait avant. Car la tournée de Carter est une réponse à Castro et Podgorny. Il va montrer que l'impérialisme n'abandonne pas ses alliés. Cela indique que l'impérialisme est faible, mais aussi qu'il faut l'abattre.

Carter vient stimuler la contre révolution. La visite de Castro et Podgorny servait pour impulser la révolution. Voilà leurs objectifs, aux uns et aux autres. Mais quand l'impérialisme doit se rendre sur place, c'est parce qu'il n'a pas de forces.

Au Moyen Orient, il faut faire un programme de progrès des Palestiniens, du Polisario, afin qu'ils puissent former leur pays, et appeler à une fédération contre le système capitaliste, contre l'impérialisme, appeler à une unification du mouvement révolutionnaire avec un programme de transformations sociales et appeler les syndicats et les centrales du monde entier à les appuyer contre le système capitaliste, et à développer un programme de transformations sociales adressé aux masses arabes, aux masses et aux Syndicats d'Israël, au Parti Communiste israélien. Il faut appeler à une intervention plus audacieuse de leur part, en montrant que la lutte contre le capitalisme, contre l'accord Israël-Egypte, qui est contre le progrès du Moyen-Orient, ne peut se mener qu'en appelant à détruire la bourgeoisie d'Israël et d'Egypte, et à avancer vers une fédération qui inclue l'autodétermination de pays comme Israël, la Palestine, le Sahara Occidental. La perspective n'est pas de faire un accord avec les Nations Unies, mais bien un accord, les armes à la main. Les Nations Unies sont absentes de tous les grands problèmes de l'histoire, personne ne se souvient d'elles,

ni même si il y a des Nations, ni si elles sont unies. Les accords, les conventions se résolvent toutes par la force.

On peut voir en même temps, la crise mondiale du système capitaliste, son impuissance pour résoudre les problèmes des pays capitalistes eux-mêmes, tels que ceux du Moyen Orient, et son insécurité militaire pour intervenir, et essayer de gagner du temps. Si il y avait une assurance sur le plan militaire, il serait intervenu maintenant; c'est pour cela qu'il prépare la guerre. Mais on voit aussi l'assurance de l'Union Soviétique pour intervenir; elle donne

une aide directe pour stimuler le processus révolutionnaire, pour impulser la lutte contre l'impérialisme et en dernière instance, contre les bourgeoisies arabes.

Nous appelons les Syndicats et les partis communistes des Etats Ouvriers, de l'Union Soviétique, de Roumanie, Tchecoslovaquie, Hongrie, Chine, Corée, Vietnam. à faire des appels directs, en tant que partis communistes, centrales ouvrières, syndicats, aux masses du monde entier pour le renversement du système capitaliste, pour répondre à la tournée de Carter, par une lutte anti-capitaliste.
5 Janvier 1978 J. POSADAS

Editorial: suite et fin

sième voie possible: C'est ou le capitalisme ou le socialisme! L'exemple du Portugal montre aussi, que lorsqu'on commence une politique de compromis, de "pluralisme" avec les partis de la droite, on enclanche un processus inévitable de reculs économiques et sociaux. Et cela ouvre une brèche à l'intervention de l'impérialisme pour le retour à la propriété privée, à l'économie de marché et cela alors que les masses portugaises cherchent à défendre les acquis, du 25 avril. La grève générale des

cheminots expriment cette volonté de toute la population.

Il faut analyser tout cela en Belgique également pour discuter: "Où va la Belgique?". Il n'y a pas non plus de troisième possibilité pour notre pays! C'est ou le capitalisme ou le socialisme.

Le gouvernement de Tindemans se démontre incapable de résoudre les problèmes du pays. Par contre, les travailleurs sentent la nécessité d'un profond changement de société auquel les directions syndicales répondent très partiellement et surtout sans proposer un programme anti-capitaliste.

LA FONCTION POLITIQUE DES SYNDICATS ET LA NECESSITE DE DISCUTER UN PROGRAMME DE TRANSFORMATIONS SOCIALES

La lutte acharnée, déterminée des ouvriers de Glaverbel et de l'ALE à Liège est une expression de la volonté de lutte de tous les travailleurs du pays. Les dernières manifestations des travailleurs de l'ALE à Liège, ont représenté une épreuve de forces, contre la direction du PSB, qui agit comme un patron dans ce conflit.

La grève générale en Tunisie va être un élément d'approfondissement de la crise du PSB. Il a toujours soutenu le Parti Socialiste Destourien de Bourguiba. Le PSB ne peut pas rester indifférent devant cette situation et se solidariser avec les grévistes, protester contre la répression et en même temps continuer de soutenir Bourguiba et son parti. Glinne qui est si loquace pour se solidariser avec les "dissidents" des pays socialistes l'est beaucoup moins quand il s'agit de condamner le PS tunisien, et de lutter, pour que le PSB le condamne. Les ouvriers socialistes, la population qui a voté socialiste n'acceptent pas cette politique, soit, la politique du PSB au gouvernement pour les problèmes de la Belgique soit son approbation à toute la politique réactionnaire du gouvernement en soutien à Mobutu, au Shah d'Iran, en appui à la bombe à neutrons, comme le fait Simonnet en allant serrer la main du Shah.

Les travailleurs n'ont pas les moyens de peser sur le PSB pour le faire changer de politique. Voilà pourquoi, ils passent à l'offensive ou du moins essayent, au travers des organisations syndicales. La campagne de la FGTB et de la CSC est une réponse limitée à la volonté de lutte des travailleurs. La campagne "Charleroi se bat, Charleroi, vivra", et les déclarations "combatives" de Davister sur la fonction politique des Syndicats, sur la nécessité d'aborder autrement les Conférences Economiques Régionales représentent un changement, un progrès; qui est une victoire de la classe ouvrière, imposée au travers de la lutte quotidienne pour imposer la démocratie dans le Syndicat. C'est la pression, la rébellion des ouvriers à la base, dans les usines, les

protestations contre la dictature syndicale qui ont été à la base de ces changements. Ils ne correspondent pas encore aux nécessités parce qu'un programme de transformations sociales n'est pas proposé par les Syndicats. Mais entre, "Charleroi, ville morte", et "Charleroi se bat, Charleroi, vivra", il y a les multiples manifestations, grèves, arrêts de travail, toutes les luttes pour la dignité au travail; mais il y a aussi les milliers de chômeurs, les accidents, et malheureusement les morts.

Dans toutes les assemblées syndicales, il faut discuter le contenu de la campagne actuelle d'agitation organisée par les Syndicats en proposant un programme de transformations sociales du pays. Davister utilise un langage de combat et parle entre autre de la fonction politique des Syndicats; mais la classe ouvrière n'a pas besoin que les Syndicats remplissent un rôle politique pour obtenir la création d'un holding public, pour faire pression sur le gouvernement pour obtenir des subides ou des investissements. Mais par contre, la classe ouvrière sent que les Syndicats doivent remplir un rôle politique pour des changements qui bénéficient, la population dans les quartiers, et les travailleurs dans les usines.

Nous proposons donc de discuter le contenu programmatique de cette campagne au travers d'une large assemblée populaire, avec la participation des ménagères, des enfants, des travailleurs immigrés dans les quartiers; avec la participation de toutes les tendances, de gauche et révolutionnaires, avec la participation des organes de base qui existent déjà, comme les comités de quartiers. Pour discuter ce programme: Les 36 heures tout de suite et sans perte de salaires, pour le partage du travail entre tous les ouvriers, pour la nationalisation de toutes les entreprises en crise, de tous les secteurs industriels, pour un plan ouvrier de développement du pays au bénéfice de la majorité de la population.
Le 3 Février 1978
Le bureau Politique du P.O.R.T.

A propos du Comité Central du PCB

Sur l'internationalisme prolétarien

Au travers des articles de Lut te Ouvriere, des documents, déclarations et textes de notre Parti, des textes et brochures du camarade Posadas ; nous tenons à participer et contribuer au progrès de la discussion en cours dans le mouvement communiste mondial et dans le Parti Communiste Belge sur tous les thèmes en discussion dans la situation mondiale, sur l'Internationalisme prolétarien, sur l'Eurocommunisme et les voies nationales au socialisme, sur la tactique pour porter les Partis communistes au gouvernement.

Cette discussion est très importante pour participer à la victoire de la gauche en France, à la victoire également du programme que propose le Parti Communiste Français. Cette discussion sur la "division de la gauche" ne représente absolument pas un recul. Au contraire, elle représente un progrès dans la nécessité d'imposer un programme qui corresponde réellement à la nécessité du pays et au désir et à la volonté de changement social de la majorité de la population française. L'extension des Nationalisations que propose le PCF est nécessaire, c'est la seule manière de faire face à la puissance des entreprises capitalistes en France, mais dans le reste de l'Europe également. Le PCF dans cette ferme attitude, montre qu'il ne s'agit pas seulement d'un problème électoral, ou que la gauche gagne les élections à n'

importe quel prix. Il s'agit en France, et en Italie également, d'un affrontement de plus en plus précis, classe contre classe, système contre système. Il serait très important, que le PCB discute la situation de la France et manifeste son soutien publiquement au PCF et au programme d'extension des nationalisations qu'il propose. Cela aurait un très grand effet sur les socialistes belges, sur les courants de gauche en général, et sur les directions du mouvement syndical en Belgique.

Les déclarations du dernier Comité Central sur l'Eurocommunisme, lui considérant des aspects positifs, exprime un manque de continuité logique dans les positions adoptées par la direction du PCB. En effet, en revenant d'Union Soviétique, le camarade Van Geyt et la direction du Parti avaient condamné l'Eurocommunisme comme une invention de la bourgeoisie et du capitalisme mondial et aujourd'hui dans le Comité Central on lui trouve des aspects positifs.

Les eurocommunistes considèrent qu'il y a des particularités spécifiques à chaque pays pour conduire au socialisme. Quelles sont-elles ? En quoi les conditions sont-elles, différentes d'un pays à l'autre, d'une région à l'autre ? Il est vrai qu'il y a certains aspects de la si

Suite Page 4

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE



ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 Francs 15ème Année N° 295 Le 28 Février 1978

Périodique bi-mensuel - Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE - BP 273 - 6000 Charleroi I
Abonnement de 12 numéros : 80 F. - Abonnement annuel : 750 F. - Abonnement de soutien : 500 F.
A verser au CCP 000-09762.34-26 de C Pôlet - Editeur Responsable : C. Pôlet - 51a, rue Garibaldi - 1060 Bruxelles.

LE PLAN CLAES POUR SAUVER LE CAPITALISME OU LE PROGRAMME SOCIALISTE POUR TRANSFORMER LA SOCIETE

éditorial

Le centre principal qu'il est nécessaire de discuter dans le mouvement ouvrier, est que cette crise du capitalisme, belge et mondial, ne peut être surmontée dans le système lui-même, et qu'elle mène, de façon de plus en plus généralisée, à un affrontement mondial, de règlement final des comptes.

Dans ce cadre, le capitalisme belge ne suit pas une voie séparée du reste du capitalisme mondial. Il participe aux plans de l'OTAN de préparation à la guerre contre les Etats ouvriers, et aux différentes activités de la bourgeoisie mondiale contre la révolution, en Afrique au Moyen Orient en particulier.

La bourgeoisie belge et le gouvernement Tindemans participent, pleinement, à ce programme, que ce soit en consacrant des milliards de francs aux fusées Helip pour se conformer aux exigences de l'OTAN, ou en fournissant des capitaux énormes de la part de l'Etat à la FN, et au secteur militaire de Fairey; soit en consacrant des moyens financiers importants au régime de Mobutu, qui est considéré par l'impérialisme comme un centre essentiel contre le progrès du socialisme en Afrique.

La polémique qui se développe autour du "Plan Claes pour une nouvelle politique industrielle" ne reprend pas ces aspects de la politique contre-révolutionnaire de la bourgeoisie, qui sont cependant un des facteurs de la crise: tous les secteurs capitalistes ne sont pas au bord de la faillite! Les grosses sociétés multinationales, les banques et sociétés financières belges ne s'intéressent plus à des investissements dans l'économie belge, car ils le font ailleurs, en fonction des intérêts mondiaux du capitalisme.

Le Plan Claes, qui propose, en fait, une relance de l'économie, comme l'ont fait les autres gouvernements capitalistes d'Europe, veut associer plus étroitement l'Etat aux sociétés privées capitalistes, en assumant les risques financiers, et encourageant la recherche et la garantie du profit capitaliste.

L'exemple de Fairey est bien significatif - à l'avance - de ce que sera cette "nouvelle politique" de même que le cas des ACEC, de Fabelta etc.. L'Etat intervient chez Fairey pour des centaines de millions, les capitalistes privés pour quelques dizaines; cependant ceux-ci gardent tout le contrôle de l'en

treprise et, surtout, les mains libres pour licencier des centaines de travailleurs et démanteler l'entreprise aux dépens du secteur civil. Ils ont fait la même chose aux ACEC après avoir reçu des subsides énormes de l'Etat, et aussi pour la sidérurgie.

Le "Plan Claes" ne répond vraiment, ni au programme socialiste, ni aux revendications du mouvement syndical. Il répond aux besoins du capitalisme, de ses secteurs les plus puissants, de recevoir une aide financière plus importante de l'Etat, qui prend les risques, pour continuer à être "rentables", c'est à dire à accumuler des profits pour quelques-uns.

En même temps, il pose, et cela sans la moindre équivoque, la nécessité, pour les travailleurs et la population, de serrer un peu plus la ceinture, de modérer les revendications de salaires et de se préparer à payer de nouveaux impôts ou de subir de nouvelles hausses du coût de la vie, au nom d'une soi-disant "solidarité nationale".

Ce n'est pas juste, que la direction de la FGTB se contente de dire que ce plan ne rencontre pas tous ses désirs, mais qu'il faut le voir à l'épreuve de la pratique. Cela revient à l'entériner d'avance, car la direction syndicale en accepte le principe de base, qui est de vouloir seulement une intervention plus grande de l'Etat dans l'économie, sans mettre en cause sa structure capitaliste, ni l'économie de marché capitaliste, la propriété capitaliste.

Il faut discuter largement la signification de ce Plan Claes, dans tout le mouvement syndical, le Parti Socialiste, dans les assemblées d'usines, dans les sections socialistes, et que le Parti Communiste prenne cette initiative, et pousse à cette discussion, avec les militants syndicaux et socialistes. Ce Plan a été élaboré par le petit groupe de la direction du PSB, qui participe au gouvernement capitaliste. Il n'est pas le résultat d'une discussion, d'un débat, il n'a pas été voté ni approuvé par le Parti.

André Cools déclarait il y a quelque temps: "une chose c'est le gouvernement, une autre c'est le Parti". Il s'agit de faire que cela soit vrai. Les ministres socialistes

Suite Page 4

SUR LES MINORITES ETHNIQUES

J. POSADAS

Le 18 Janvier 1978

L'Italie possède une dizaine de petites minorités, qui ont leur territoire particulier et leur langue propre. C'est un pays qui fut assailli par tout le monde: tous ceux qui n'avaient rien à faire, envahissaient l'Italie! En Sardaigne, on parle même le catalan, mêlé à d'autres langues. Voilà ce qu'est l'Italie!

Ces problèmes sont parmi les plus grands pour ce pays; les minorités ethniques sont dans un état constant d'explosion, qui sert à se défendre du processus qui va vers le communisme, ou de la révolution, ou de la lutte du prolétariat. Ils agitent constamment la menace: "si il y a un coup ou un gouvernement de gauche en Italie, nous nous déclarons autonomes". Plusieurs de ces minorités ont fait de telles déclarations. En particulier, les allemands du Nord de l'Italie.

En Belgique aussi, il y a trois langues: le flamand, le wallon, et le français. Le wallon n'est pas une langue mais un dialecte français. C'est un mélange. Maintenant, une quatrième langue entre en scène: l'allemand. Des allemands vivent dans une certaine zone et réclament le droit à l'autonomie. Cela montre la dégénérescence, la décomposition du capitalisme, qui fait émerger toutes ces tendances. C'est un refuge de tendances capitalistes pour garder le pouvoir. Avant, le capitalisme maintenait le pays unifié et il se renforçait de cette façon. Maintenant au contraire, il le morcelle et l'affaiblit. Il fait cela pour s'opposer à la révolution.

En Espagne par exemple, il se passe des choses absurdes: si l'Espagne devait éclater maintenant, il y aurait une quinzaine de nationalités. Chaque grande province est une autre nationalité: Galice, Catalogne, etc.. La constitution d'un état concentré fut un progrès, parce qu'elle permettait le développement de l'économie et de la culture. La division, au contraire, signifie le morcellement, elle ne développe pas la culture, elle la morcelle et l'annule. Le mouvement centralisé, par contre, permet de faire progresser l'économie, la culture et, par conséquent, la science.

Tous ces éclatements sont des moyens de défense contre le progrès, face à la révolution. Les communistes n'ont pas de politique face à cela. Les Bolchéviques en avaient une: la politique de l'auto-détermination. Il faut l'appliquer à l'étape actuelle, qui n'est plus celle de Lénine. A son époque, il posait l'auto-détermination, avec l'objectif de rester à l'intérieur d'un même pays; c'était une auto-détermination destinée à être éliminée après une période de développement centralisé. Par contre, ces groupes actuels sont: 200 ici, 300 là, et ils demandent l'auto-détermination. En agissant ainsi, c'est le grand capital qui va dominer tout, parce que ces autres secteurs n'ont pas de force. Ce sont de petits groupes capitalistes qui décident.

18.1.1978

J. POSADAS

Il existe un processus d'épanouissement, d'élévation de la lutte de classe à échelle mondiale, de discussion d'idées, de principes. On ne discute pas d'aller à une grève ou à des élections, comme un centre fondamental; on le discute comme une activité pratique; mais ce qui est pris comme centre, de façon chaque fois plus élevée, nombreuse et étendue, c'est la préoccupation de tous les cadres, des militants des partis pour voir comment en finir avec le capitalisme. C'est à ce rythme que se meut l'humanité: comment en finir avec le capitalisme! Le capitalisme est, de jour en jour plus à la défensive, plus en recul. Le système capitaliste n'affronte pas les Etats ouvriers en essayant de montrer: "nous sommes meilleurs" "nous sommes supérieurs". Il ne fait qu'utiliser les failles des Etats ouvriers, des directions de ceux-ci. Il fait la comparaison de ses insuffisances de développement; scientifique, économique, et productif. Mais il ne fait aucune comparaison sociale humaine. Or c'est cet argument-là qui est fondamental.

Le régime capitaliste a des antécédents de 2.000 ans, les Etats ouvriers en ont à peine 60, et il faut leur décompter l'étape de Staline, qui fut une des étapes les plus arriérées, les plus nocives de l'histoire. L'Etat ouvrier fut coupé dans son élévation. Sa direction - Staline - recule par rapport aux objectifs programmatiques, et par conséquent, à la méthode d'interprétation, il pervertit l'intelligence que l'humanité avait acquise au travers de l'Etat ouvrier. Mais même ainsi, c'est Staline qui est liquidé, c'est le capitalisme qui est au bout du rouleau; c'est la méthode bureaucratique et injurieuse qui est mise en défaite et l'Etat ouvrier qui avance. C'est à dire qu'il est une nécessité de l'histoire. Autrement, il ne pourrait triompher. Mais comme il répond à une nécessité historique, cela signifie qu'il s'appuie, même en partie, sur l'intelligence des gens grâce à laquelle il peut s'épanouir. Ce n'est pas un problème de certaines couches sociales. Le socialisme triomphe parce qu'il se généralise dans toute l'humanité. Et tous, de l'enfant jusqu'au grand, s'élèvent vers le socialisme. Le socialisme est une nécessité de l'histoire, et son instrument est le marxisme. Nous sommes une partie de cet instrument.

Il y a aussi, dans le mouvement communiste mondial, le besoin de revenir aux principes, de répondre à des progrès qui s'accomplissent, non par des manoeuvres, par le poids de la force numérique, mais au travers des principes. Et ces principes sont ceux du marxisme en général. C'est en fonction de ces principes que le progrès, la continuité du progrès, peut être mesurée. Nous nous intéressons comme une partie de ce progrès d'une nouvelle direction mondiale. On le voit dans le programme actuel des Etats ouvriers, et dans les dernières déclarations parues en Union Soviétique (du PCUS, du gouvernement, des syndicats et du komsomol), appelant à "étendre le stimulant socialiste".

Nous avons déjà posé qu'en Union Soviétique, on pouvait distribuer "à chacun selon ses besoins". Brejnev a du parler publiquement de cela dans un de ses discours: cela veut dire qu'il s'adresse à une base d'autorité très grande dans le Parti. Mais cela ne va pas se terminer après qu'il en ait parlé pour contenter les autres. Voilà qu'une base du principe "à chacun selon ses besoins" reparaît à nouveau: c'est "stimulant socialiste". C'est une base pour arriver à l'autre principe. Entretemps, les Chinois reviennent en arrière, au principe de "à chacun selon ses capacités", et au fouet et au bâton: il ne peut y avoir de stimulant matériel sans le bâton et le fouet. Et l'URSS y répond par l'abandon du fouet. Les "dissidents" ne tiennent pas compte de cela. Mais il s'agit là d'un petit détail démontrant l'immense pro-

grès des principes que nous avons été les seuls à soutenir.

Le progrès du mouvement communiste mondial consiste en ce qu'il discute des principes, dans leur ensemble, en les englobant dans la structure totale du mouvement révolutionnaire mondial. C'est une préoccupation des partis communistes et socialistes de gauche et - dans une moindre mesure des gauchistes - de discuter des principes. Ils ne discutent pas tant si l'eurocommunisme a raison, mais bien sur les principes des expériences de l'Union Soviétique. Celle-ci est prise comme un centre de référence, d'organisation cohérente; on ne la voit pas seulement comme un élément fortuit d'un processus ou comme un exemple meilleur, mais bien comme un centre unificateur, duquel partent toutes les expériences. Cette expérience n'est pas complète, mais elle démontre sa valeur, sous trois aspects fondamentaux: centralisation de la propriété, planification de l'économie et intervention du mouvement ouvrier, préparation pour combattre le système capitaliste dans un affrontement de règlement final de comptes. C'est cela qui décide de tout le res-

Art, Culture, Langage et Science dans le socialisme de l'humanité

Dans un proche avenir, les relations grammaticales vont, elles aussi, se transformer. Celles-ci ont été établies dans un ordre de connaissances, rapports, qui est déjà dépassé. Les règles grammaticales fondamentales vont continuer à exister, de même que les règles mathématiques. Ces dernières se sont déjà beaucoup modifiées depuis l'époque égyptienne. A mesure qu'avancent les connaissances et la capacité de déduction et de conclusion, les mathématiques se modifient. Les principes généraux sont corrects dans la mesure où ils correspondent à une relation avec la nature et ses mouvements; et c'est la base essentielle de la science. Mais par la suite les rapports humains altèrent ce processus. Ceux-ci ne sont pas déterminés par des mouvements unifiés ou réguliers, mais par des mouvements obéissant à des besoins, construits par l'esprit humain - ce dernier étant lui-même déterminé par des besoins de relation sociale. L'intérêt de classe détermine quelle sera la mobilisation de cette classe.

Dans le futur, quand il n'y aura plus de classes, tout cela sera infiniment supérieur. Les règles de grammaire vont garder les mêmes bases encore pendant toute une période de l'histoire, mais le comportement de la grammaire, non.

Par exemple: en 1973, nous avions qualifié la politique des Chinois de "politique du ping-pong". Ce terme n'existait pas. Mais il n'existait pas non plus de qualification pour un Etat ouvrier dégénéré et qui se régénère! Cela n'existait pas. Mais comment fallait-il l'appeler? était-ce possible qu'un Etat ouvrier dégénéré se régénère?

Il n'en va pas de même en grammaire. Mais il s'agit, là aussi, de relations humaines, déterminées dans leur forme d'expression, par certaines lois, par un ordre grammatical: mais elles sont le résultat de connaissances acquises jusqu'à ce moment, et des rapports à la connaissance de ce moment-là. A mesure que les connaissances avancent, les relations dépassent leur stade antérieur et se trouvent très limitées quant à leur capacité d'expression.

La vision de l'intelligence va être ce qu'il y aura d'essentiel. Le cerveau humain verra le monde, alors que maintenant il voit très peu de choses. Comment va-t-il embrasser le monde avec cette grammaire! C'est une grammaire de poche. Ceux qui s'effraient parce que nous ne suivons

ASPECTS DU PROGRES PARTIELLE DANS LES E

te. Nous sommes inclus dans cette discussion. Il ne s'agit plus pour nous de discuter comment intervenir dans une grève, dans tel ou tel mouvement, - nous le faisons en fonction de nos possibilités -, mais par contre, nous intervenons avec une puissance, une force, une assurance énormes dans la discussion d'idées, de principes, d'orientation et de programme.

Nous faisons cette tâche, car c'est une nécessité de l'histoire. Il faut la faire. Quelqu'un devait l'accomplir. S'il y avait eu un mouvement supérieur au nôtre, nous nous y serions joints. C'était pour cela que nous étions allés à l'Internationale de Pablo. Lorsque cela n'a pas fonctionné, nous avons fait notre mouvement actuel. Une preuve de cette nécessité - qui n'a rien d'instable ou d'incertain, mais qui est au contraire bien catégorique - s'

exprime dans le fait suivant, d'une grande signification mondiale: la régénérescence partielle trouve une forme très élevée d'expression dans cette résolution sur le "stimulant socialiste" de l'URSS. Elle indique que l'URSS se prépare à l'affrontement décisif avec le régime capitaliste, en adoptant le stimulant socialiste.

C'est un principe juste. L'Etat ouvrier avance de façon hésitante s'il le fait au moyen du stimulant matériel, parce que celui-ci permet de développer des forces intérieures qui sont, de l'une ou l'autre manière, liées à l'intérêt privé et donc au capitalisme. Par contre, le développement du stimulant socialiste établit des liens avec la nécessité objective du socialisme et non avec les besoins de chaque "russe", de chaque soviétique.

pas, nous ne nous conformons pas aux lois de la grammaire, ou plutôt aux formes du langage (car il s'agit bien du langage), vivent de façon très limitée.

Prenons un fait historique concret: toutes les conditions existent aujourd'hui même, pour transformer le monde, mais il n'y a pas de direction, et cela crée des situations comme au Vietnam et au Cambodge.

La qualité essentielle du langage est de communiquer ce qu'on dit, ce qu'on projette. Le plus important, est ce qu'on projette. Alors le langage actuel ne sert pas. Il faut un langage correspondant à une étape communiste de l'histoire, dans lequel s'élimine toute forme de pouvoir et par conséquent, toute forme de nécessité. Comment parler encore le langage qu'on emploie aujourd'hui! La nécessité provient de ce qu'il y a des empêchements au développement, car la logique elle-même parions pas de logique de ce développement, car la logique elle-même s'établit à partir des relations humaines dont elle est issue. Et elle détermine une façon de se communiquer, de répondre, d'avoir des rapports humains sociaux.

Le langage est insuffisant, et de plus, inadéquat, parce qu'il comporte des conceptions de pouvoir, d'appareil, de groupes; il pose un respect envers des formes de domination qui n'existent déjà plus. Les formes de structure sont encore valables pour les rapports à la nature: par exemple la géométrie de l'espace est encore valable pour le moment et elle détermine certaines formes de pensée. Aristote, Platon, Socrate n'étaient pas étrangers à tout cela, et c'est de cette structure, que provenait leur propre cerveau. Les relations humaines leur permettaient d'exprimer et de posséder cette notion de l'histoire. Aujourd'hui, on en a une connaissance scientifique: il y a les astronautes, alors qu'à l'époque où fut inventée la philosophie, on ne s'imaginait même pas pouvoir en arriver là. On avait bien le projet d'aller au ciel parce qu'on s'imaginait que le ciel faisait partie de la nature, du cosmos. Mais de là à y aller, comme on le fait maintenant... On peut voir là l'audace, la capacité et la décision humaines et les relations avec la nature, et par conséquent, une relation avec les atomes, bien que de façon encore lointaine. C'est une sorte de rapprochement d'avec le noyau essentiel de la matière. L'atome est la plus petite dimension de cette structure.

Maintenant, les gens discutent déjà de l'atome comme on parle d'un repas. Plus personne ne dit "il est dans la lune"... mais on dit: "pourvu que je puisse aller sur la lune! La lune n'est plus un mystère, pas plus que le soleil. Nous avons dit il y a déjà 15 ans, qu'il y a de la vie sur le soleil. Maintenant on admet qu'il y ait une forme de vie primaire, une constitution organique, une structure cellulaire minimale. On admet qu'une forme de vie est possible à cette température. Nous ne supportons pas une telle chaleur, mais qui décide qu'il n'est pas possible de construire de la vie? on ne peut construire cette vie-ci, mais on peut y construire de la vie!

Dans le futur le "concret" englobera un tas de choses. Aujourd'hui, quand on veut préciser, on dit "sois concret". C'est le langage qu'on emploie normalement. Actuellement, "concret" veut dire: je fais telle et telle chose". Demain, le concret comprendra un million de choses et personne ne fera de confusion entre elles. Le plus important pour le langage, est de donner une vision de cela; mais il ne peut le faire s'il n'existe pas de relation humaine permettant d'avoir cette imagination ou cette vision. Nous devons nécessairement vivre l'aujourd'hui, et notre pensée se contraint et se limite.

Quand j'ai parlé de "la politique pongiste" des Chinois, c'était une définition très claire et logique. Dire "politique pongiste", c'était une attitude de mépris, et non une reconnaissance envers un jeu. C'était dire que les Chinois font la politique en jouant au ping pong, sans aucune perspective pour ce qui va se passer demain, une politique soumise au va-et-vient. En disant "politique pongiste", on exprime un mode de relations, de considération et non simplement un effet.

Il en est de même pour la qualification de "boomerang", qui fut ensuite reprise dans tous les journaux. (*)

Ce sera très beau quand nous ferons une description et un exposé de tout le cours de l'humanité et du progrès de l'intelligence humaine.

L'aspect le plus important, de tout le progrès de l'intelligence humaine, fut sa capacité d'abnégation objective pour le développement des

Nous nous développons avec l'assurance de prévoir que ce processus est irremplaçable. Comme le socialisme est une nécessité de l'histoire, du développement de la science, de l'économie et de l'intelligence humaine, on peut déjà tenir pour assuré, à bref délai, son épanouissement à échelle mondiale. Ce processus d'avance vers le socialisme, s'exprime aussi dans la vie intérieure de la lutte pour le socialisme. On discute déjà des formes les plus élevées, même si c'est encore mêlé, dans une petite mesure, à des formes arriérées. Maintenant, on discute le programme politique, les expériences qui sont celles des sept premières années. Les sept premières années de l'Union Soviétique sont en train de faire des tours et des tours. C'est dans ces conditions que nous avons une telle autorité. Nous avons raison, nous avons la force de développer la raison et

nous avons déjà avancé beaucoup dans la conclusion d'être considérés comme une partie de la direction du mouvement communiste mondial. Nous sommes déjà considérés comme tels, nous ne sommes pas un simple groupe parmi les autres.

Tous les dirigeants du vieux mouvement trotskyste, ont abandonné. Il n'y a aucun mouvement, à part le nôtre, qui représente la pensée et les objectifs de Trotsky. Pensée et objectifs de Trotsky s'identifient, mais sa pensée était déterminée par une limitation des perspectives et des possibilités. Ses objectifs étaient infinis: défendre et étendre l'URSS. Nous continuons cela. Il n'y a personne, en dehors de nous, qui accomplisse cette tâche. Nous faisons partie de la direction du mouvement communiste mondial, qui avons la tâche de se responsabiliser de l'analyse, des conclusions, de

la pureté scientifique, non pour construire des structures littéraires, mais pour donner des programmes concrets d'action. Nous le faisons

L'Internationale est une force, nécessaire dans l'histoire. Elle est nécessaire, comme l'était Trotsky à son époque, non par le nombre, mais par la qualité d'analyser, de tirer des conclusions, d'orienter, que Trotsky représentait. Cette fonction est nécessaire, de par la structure du mouvement communiste mondial. Si l'URSS s'était développée sous la direction de Lénine, il ne faudrait pas faire cette fonction: Lénine, le Parti Bolchévique, l'accomplissaient. Mais comme ils n'ont pu le faire, l'URSS s'est développée à partir de sa structure historique de propriété étatisée, mais elle n'a pas développé toute l'influence nécessaire parce qu'elle manquait de direction. Actuellement

elle a l'influence nécessaire, mais elle intervient dans un mouvement, qui s'est développé avec une méfiance par rapport à la bureaucratie soviétique et qui a acquis, parallèlement à cela, des méthodes et des formes de concurrence avec celle-ci. Les nouveaux Etats ouvriers n'ont pas élevé le mûrissement du mouvement ouvrier mondial parce que la bureaucratie soviétique a mené une politique néfaste pendant de nombreuses années. C'est là que notre fonction prend sa place; autrement, nous ne serions pas là. Nous n'intervenons pas comme des critiques, qui attendent la destitution de la direction soviétique et la création d'un nouveau mouvement, mais nous le faisons pour accompagner l'évolution ascendante de cette nouvelle direction.

Il s'agit là d'une des tâches, les plus délicates - la plus délicate de l'histoire après celle de Trotsky - parce qu'elle requiert l'assurance d'agir, non en fonction d'un groupe, mais en fonction d'une nécessité objective de l'humanité, comme le meilleur marxiste.

16.1.1978

J.POSADAS

le développement

Le 11 Janvier 1978

J. POSADAS

relations humaines, au travers de la physique, de la science en général. Cet aspect-là fut beaucoup plus important que le développement de l'intérêt pour l'industrie, la production, la navigation, bien que ces derniers éléments aient eu de l'importance pour donner à l'être humain l'assurance de la pensée scientifique.

LE LANGAGE DE LA PEINTURE ET DE LA MUSIQUE

La musique exprime des relations humaines vivantes, mouvantes. La peinture est un peu rigide, fixe, il lui manque le mouvement et la vie, qui existent dans la musique.

La peinture est, elle aussi une des créations les plus grandioses, les plus élevées de la capacité de l'intelligence et des sentiments humains. Mais elle est déterminée par le développement de la société. C'est quand elle prévoit le cours du processus que la peinture a une valeur historique. Pour le reste, elle vaut par la capacité concrète, spécifique du peintre qui fait une oeuvre et qui a la capacité de reproduire la vie et, par conséquent, de ne pas être dominé par les objets, les choses ou les relations industrielles ou économiques.

Mais quand la peinture entre dans la phase où elle annonce un processus non encore organisé, alors elle fait partie déjà de la structure des relations humaines: c'est Michel-Ange et Léonard de Vinci. Ceux-ci décrivent dans la peinture un processus qui ne se vit pas encore, mais qu'ils prévoient et annoncent. Les autres peintres ne font que reproduire, et pour cette raison, ils n'élèvent pas la capacité de penser et de raisonner. Or c'est cela, la fonction de l'art. Si l'art n'aide pas à penser et à raisonner, il reste à l'expectative, sans avancer, il est une prostration de la pensée. Les combinaisons de couleurs plaisent individuellement, en fonction de l'état d'esprit ou de l'intérêt de chacun, tandis que la peinture, et la sculpture qui font une projection de relations humaines, élèvent l'imagination et la capacité de penser, et donnent par conséquent de l'assurance à la capacité humaine d'intervenir, de participer et de ne pas se laisser dominer par les objets et les choses, la nature et les problèmes sociaux.

Autrement, l'art n'a pas de sens. Tous ces peintres ont fait des dénonciations dans leurs tableaux, in-

clus Goya. Celui-ci, tout en étant important, n'était pas un créateur, comme Michel-Ange. Michel-Ange créait et exprimait des relations sociales qui n'existaient pas à son époque, et qui allaient venir. Il nous sait pour qu'il en soit ainsi. Par exemple: personne n'a expliqué pour quoi Michel-Ange a fait "les Esclaves". Le pape les a commandés, d'accord... mais pas des esclaves qui se libèrent, c'est à dire des personnes qui cherchent à se détacher à se libérer, comme quelqu'un qui voudrait s'éveiller. L'éveil est une partie de sa libération.

La musique est plus directe, parce qu'elle permet rapidement l'épanouissement de l'intelligence. Elle précède le langage. Un tableau exprime une relation objective plus lointaine. La musique, elle, fait bouger des animaux, elle sensibilise les animaux et même les plantes. Elle est plus proche du langage, de la voix humaine, elle communique directement et permet de développer des idées.

La peinture est une expression d'une étape de l'humanité, de relations humaines très limitées et restreintes, une étape qui ne permettait pas des relations humaines supérieures. La peinture est apparue à une époque où les êtres humains disposaient de temps pour s'y consacrer, quand il y avait une plus grande organisation du travail, une plus grande capacité et une technique supérieure. On faisait des alliages de métaux, comparables à ce que représente l'acier aujourd'hui. Il y avait un développement important de la capacité économique et du temps libre pour que des individus puissent se consacrer à peindre

Les figures de la peinture rupestre sont stylisées. Ce n'est pas n'importe qui, qui a fait cette peinture, mais quelqu'un qui s'y consacrait et qui se trouvait dans une certaine ambiance de relations pour faire ces figures. Les animaux sont représentés comme des êtres humains. Ils sont stylisés. Cela exprime une étape des relations sociales.

Lorsque la musique devient un moyen d'expression de la société, c'est qu'il existe déjà une forme de vie sociale organisée. Auparavant, les formes d'expression artistique étaient très hétérogènes et empiriques - elles reflétaient, non pas les sentiments organisés de la société, mais ceux de l'individu qui s'exprimait au moyen de l'art. Par contre, la musique organisée surgit dans une société qui est déjà orga-

nisée, qui a développé déjà l'organisation de la division du travail, de la division en classes.

La création de la musique a répondu à un besoin d'expression sociale. Lorsque la musique organisée surgit, c'est en réponse à un niveau de relations sociales, à des effets produits par celles-ci. Il ne s'agit plus alors des formes gutturales qui sont à l'origine de la musique, l'ordre musical s'est organisé en accompagnant les mouvements, par la transmission à la musique, des bruits produits au cours du mouvement. La musique elle-même surgit, en s'organisant comme un langage. Et quand elle s'organise, c'est parce qu'il existe des relations sociales élevées. Alors, elle remplit une fonction distincte de celle d'origine. A l'origine, elle était une production cacophonique du bruit, du mouvement. Plus tard, elle s'organise. Cette organisation apparaît lorsque les rapports sociaux sont beaucoup plus élevés, c'est à dire que la lutte des classes s'est aiguisée

Mais la musique, tout en reflétant cet aiguïsement de la lutte de classes, est un moyen d'expression, qui ne correspond pas entièrement à la seule lutte de classes, mais aussi au niveau de relations au sein de la société. L'origine de la musique se trouve dans un secteur de la société, dans la bourgeoisie. Mais le musicien dépend de toute l'ambiance des relations sociales quand il compose sa musique. Tous les musiciens du 14^e, 15^e, 16^e siècle - comme Haydn, Haendel, Scarlatti, par exemple - n'expriment pas seulement la classe ou le secteur qui les dirige, mais aussi les relations sociales de leur époque: on en retrouve toujours des traces dans certains passages, certaines partitions. Mozart, quant à lui, exprime le meilleur de son époque. Il était attaché à la Cour... mais il lui fit bien peu la cour. Il vivait là, mais l'harmonie qu'il possède, comment penser qu'il la puisait chez ces idiots de rois! Et Bach, de même. Il exprimait une autre harmonie. Mais comme il vivait dans ce milieu, il en recut de toutes façons l'influence dans l'organisation de sa composition, et dans les rapports concrets qu'il avait à ce moment.

La musique est une des relations les plus directement liées au langage et au mouvement humains. Mouvement et langage: dans le futur comme je le disais déjà il y a 20 ans-, le mouvement fera inséparablement partie du langage.

LA PENSÉE ET LE LANGAGE

Il y a une relation inséparable entre la pensée, l'intelligence et le langage. Si la pensée ne s'exprime pas par la parole, il faut

qu'elle le fasse sous forme écrite, mais la pensée décline s'il n'y a ni écrits ni paroles. La parole n'est pas un moyen de communication, c'est un instrument de matérialisation de la pensée, tout comme l'écriture. Celle-ci est une forme de langage plus limitée que la parole; mais elle est aussi plus concentrée. Le langage le sera aussi dans le futur. La forme d'écriture va acquiescence une concentration très grande, pareille aux actuelles formules mathématiques, physiques ou atomiques. De main, les formules seront inadéquates, il y aura des systèmes au lieu de formules. Chaque système correspondra à ce que représentent 25.000 langages actuels. Les connaissances vont atteindre une telle profondeur et un tel niveau d'intégration, que le langage ne suffit pas à l'exprimer. Il va se créer une forme très concentrée de langage et d'écriture. Le mouvement va faire partie, de façon beaucoup plus prononcée, du langage. Le mouvement fait partie du langage. On va se comprendre très bien au travers de mouvements, non au moyen de signaux. Les signaux sont des formules préétablies, fixes et rigides. Par contre, le mouvement des mains, du corps, de la tête, des yeux, et surtout l'unité entre le regard et le sourire, ont une force immensément grande.

Le sourire naît dans la pensée. Celle-ci s'annonce dans les yeux et se formalise sur les lèvres; mais bien avant, elle apparaît dans le sourire. C'est ce qui se produit en partie chez les enfants: on voit dans leur regard ce qu'ils vont faire, ce qu'ils vont dire.

Tout cela fait partie des objectifs de l'humanité: c'est un objectif déjà conscient. Il ne l'était pas il y a 500 ans - parce qu'il fallait encore voir où nous allions. Mais cet objectif est conscient depuis le Manifeste Communiste. L'humanité a déjà un instrument qui a conscience de là où il veut aller parce qu'il est nécessaire et répond à une nécessité de l'histoire. Nous n'allons pas là où nous voulons, mais là où c'est nécessaire. Et c'est aussi ce que nous voulons, parce que c'est cette nécessité qui organise notre volonté. Le communisme est nécessaire. Alors, il n'y a pas de différence entre volonté et nécessité.

11.1.1978

J.POSADAS

(*) Référence au Chili. Le camarade J. Posadas posa que le coup d'Etat contre le gouvernement d'Allende et les masses du Chili allait revenir comme un boomerang contre ses auteurs, contre l'impérialisme et le capitalisme mondial.

Pour un programme socialiste...

EDITORIAL

Suite

au gouvernement agissent impunément comme des représentants des intérêts de la bourgeoisie de ce pays, que ce soit Simonet avec les problèmes du Moyen Orient ou de la bombe à neutrons, ou des fusées Helip, ou bien Claes avec ce plan pour soi-disant relancer l'économie. Il y a un fessé énorme entre ces dirigeants, et ce que recherchent et veulent les masses socialistes et les militants du PSB.

Le conflit de l'A.L.E., qui oppose les travailleurs socialistes et syndicalistes aux dirigeants socialistes du PSB qui se comportent comme des patrons, est une expression de cette crise plus profonde au sein du PSB. De même, les activités que sont en train de développer les jeunes socialistes contre la bombe à neutrons, et pour adopter un programme de transformations sociales: tandis que Claes déroule un tapis devant les banquiers et les industriels pour les encourager à investir leurs capitaux, les jeunes socialistes réclament la nationalisation des banques et des holdings!

On ne peut certainement pas attendre que la direction du P.S.B. accepte la pression de la base et se laisse convaincre de changer sa politique. Il faut organiser toutes les forces pour imposer ce changement dans le Parti Socialiste. Et pour cela aussi, il faut changer la politique et le programme de mouvement syndical, et développer constamment la discussion sur la nature de cette crise du système capitaliste et sur la nécessité d'un programme de transformations sociales pour donner une solution pour le développement de la Belgique, de la population de ce pays.

La FGTB a présenté la revendication des 36 heures comme un moyen de faire face au chômage et de réduire les conséquences de la crise. Mais en même temps, elle accepte le Plan Claes, qui ne tient aucun compte des revendications de la classe ouvrière, ni des 36 heures, ni de la moindre mesure de contrôle ouvrier, ni même d'un contrôle de l'Etat en contre-partie des investissements énormes que celui-ci fera aux côtés des capitalistes dans les entreprises capitalistes. Ce Plan ne peut conduire à une réduction du chômage, il propose de faire payer les frais de la relance économique, par les masses.

Il fait partie de la politique de tout le système capitaliste, pour subsister, face aux Etats ouvriers, face au progrès de la révolution, face à la montée des masses vers le pouvoir en Europe même.

A d'autres étapes, le capitalisme se débarrassait des chômeurs, au travers de la guerre, il assassina des millions de gens dans les guerres inter-capitalistes et après il reconstruisait son économie. Maintenant il n'a pas la possibilité de faire la même chose et ne prend pas le risque d'une nouvelle guerre entre les pays capitalistes, parce que ce serait aussitôt une brèche, pour l'intervention révolutionnaire des masses, et parce qu'il se prépare au règlement final des comptes avec les Etats ouvriers. Il y a pour tant des motifs de guerre tous les jours entre les grands pays capitalistes: la crise monétaire en est une expression. En faisant baisser ainsi le dollar, le capitalisme américain essaie de se décharger de sa crise sur les autres pays capitalistes, et en particulier sur l'Allemagne, mais tous les pays capitalistes sont entraînés dans ce marasme.

Le Plan Claes ne dit pas un mot de ces problèmes. Il ne propose pas non plus un programme de développement économique, permettant de donner du travail aux 400.000 chômeurs en Belgique et de répondre aux

besoins de la population. Cela ne correspond pas aux plans capitalistes. Il n'y a aucune possibilité de réabsorber tous ces chômeurs dans le cadre du système capitaliste!

Pour cela, poser les 36 heures comme un moyen de contrer le chômage est une illusion de la part des directions syndicales, et en partie aussi, des camarades communistes. Nous devons soutenir la revendication des 36 heures, comme un moyen pour la classe ouvrière de se libérer quelques heures de l'exploitation capitaliste, mais cela ne va pas aider à résorber la crise. De plus, pour que les 36 heures soient assorties réellement de mesures d'embauche de travailleurs, il faut posséder des instruments de contrôle ouvrier très forts: il faut contrôler, non seulement l'embauche, mais aussi toute l'organisation du travail de l'usine, les investissements que les patrons font dans de nouvelles machines. Il faut le contrôle rigoureux des cadences de travail. Et pour conquérir cela, il faut une lutte et une mobilisation, de toute la classe ouvrière, de tout le pays. Mais les directions syndi-

A Propos du Comité Central du Parti Communiste Belge Suite

tuation d'un pays qui peuvent être différents. Mais les perspectives d'avenir sont identiques. Nous voulons le socialisme en Belgique, en Europe et dans le reste du monde. Il est exact que la France et la Belgique n'ont pas le même passé historique et qu'il faut tenir compte du fait qu'en Belgique le PC est un petit parti tandis qu'en France et en Italie ce sont de grands Partis. Mais le programme nécessaire pour changer la société est le même, il faut exproprier les patrons, la propriété privée, il faut organiser l'économie en fonction des besoins de la majorité de la population. Pour changer la société, il est nécessaire de discuter un programme anticapitaliste. Il n'y a aucune autre voie historiquement valable. Que ce soit le PC qui le fasse en France dans un pays où la classe ouvrière représente un pourcentage important de la population, ou le MPLA qui le fasse en Angola dans un pays où la classe ouvrière est une petite minorité, ou encore le FLN en Algérie avec tout le passé colonial du pays: le programme pour changer la société est le même!! Il faut exproprier les capitalistes!! Organiser la production agricole, industrielle en fonction des besoins de la population, organiser un fonctionnement de type Soviétique pour que la population dans les quartiers, les ouvriers dans les usines, les ouvriers agricoles ou les petits paysans dans les campagnes puissent intervenir sur tous les problèmes et exercer un contrôle sur l'application de ce programme. Il est certain que la direction politique qui applique ce programme peut-être différente: En Belgique, par exemple, le Parti Communiste doit discuter la possibilité d'un gouvernement de gauche, d'un front de la gauche avec les Socialistes et les Chrétiens de gauche. Le PCB ne pourra envisager aucune tactique sans tenir compte de la lutte intérieure existant dans le PSB, et sans participer et aider la gauche socialiste à s'organiser contre la politique réformiste et de collaboration de classes du PSB au gouvernement. La base de ces changements possibles est la discussion d'un program

me de transformation sociale semblables à celui du PCF. Il n'y a pas de possibilité d'appliquer un programme eurocommuniste en Belgique. Quel serait son contenu? Un programme eurocommuniste signifierait un compromis, une coexistence entre la propriété étatisée et la propriété privée. C'est impossible. Les Partis Communistes qui se disaient le plus eurocommunistes, le PCF, le PCI, le PCE ont été obligés de changer, ont modifié leurs positions dans la pratique quotidienne, dans les discussions avec les autres courants de la gauche: Le PCF propose le programme d'extension des nationalisations, le PCI ne met plus en

question le "Pacte de Moncloa". Le programme que propose le PCF n'a rien d'eurocommuniste, ni de national. Il a certaines limitations, mais c'est un programme qui entraîne une dynamique anticapitaliste, vers des changements irréversibles, en France et dans toute l'Europe. L'eurocommunisme est surtout, une manière de penser d'agir, et d'action qui se veut indépendante du "modèle soviétique". Mais il ne faut pas associer la centralisation nécessaire au progrès de l'économie, avec l'imposition bureaucratique de la politique à développer dans chaque pays. Pour n'importe quel pays, il est nécessaire de discuter et d'appliquer les expériences et les principes qu'a laissés la Révolution Russe. Cela ne veut pas dire copier un modèle d'organisation sociale et économique; cela veut dire appliquer la méthode d'analyse qui a permis à Lénine, au Parti Bolchévique de triompher. L'Internationale Communiste discutait tous les problèmes de la révolution mondiale, de la façon la plus complète et la plus démocratique qui ait jamais existée. Elle intervenait, orientait et analysait, tous les problèmes de chaque pays.

Il ne s'agit donc pas aujourd'hui, de supporter l'imposition d'un centre mais de faire la discussion la plus large, la plus profonde dans les partis communistes sur tous les problèmes du monde. Par exemple; Il est important que les PC prennent position vis à vis du PC marocain, qui s'oppose au Polisario dans une position nationaliste, chauvine de soutien à Hassan II; ou vis à vis du PC vietnamien dans le conflit avec le Cambodge pour appeler à la création d'une Fédération Socialiste de toute l'Indochine, et condamner les positions nationalistes et arriérées des Cambodgiens soutenus, par les chinois contre le Vietnam, et l'URSS. Il est important d'intervenir sur tous les problèmes et de les discuter de façon beaucoup plus profonde comme par exemple la nécessité de soutenir l'URSS dans son appui à l'Ethiopie.

Dans les 4 premiers Congrès de l'Internationale Communiste, on peut voir la richesse de la discussion, l'intervention sur tous les problèmes que faisaient les Bolchéviques. Il ne s'agit pas du tout d'une soumission, aveugle aux directives du Parti mais la discussion et l'intervention la plus complète sur tous les problèmes. C'est à ce type de fonctionnement qu'il est nécessaire de revenir. Les Soviétiques et les Cubains sont intervenus en Afrique, en Angola, au Mozambique pour chasser l'impérialisme et pour participer à la construction, du socialisme dans ces pays. Pourquoi n'interviendraient-ils pas en Europe pour soutenir un gouvernement de gauche. Si c'est le résultat d'une large discussion, dans le PC, dans les usines, dans les écoles, dans les quartiers. Le problème est que la France et l'Italie sont très proches. Tant que les Soviétiques interviennent dans les pays éloignés, c'est acceptable! Mais s'ils interviennent en France ou en Italie cela veut dire la possibilité de changements sociaux à très bref délais en Europe. L'impérialisme américain a menacé qu'il ne supporterait pas l'accession de communistes au gouvernement en Europe.

Si le capitalisme, si la bourgeoisie va intervenir contre un gouvernement de gauche en Europe, la classe ouvrière compte fermement sur l'intervention de l'URSS. Voilà quelques points qu'il est nécessaire de discuter et d'approfondir dans le Parti Communiste en Belgique. Il y a encore beaucoup d'autres problèmes que nous allons développer dans d'autres articles, notamment sur le pluralisme, les libertés, la nécessité de la pluralité des tendances qui défendent le socialisme, sur la nécessité de revenir à un fonctionnement de Soviétiques en URSS, sur l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie en 68, sur la nécessité de défendre les nationalisations en Belgique et sur beaucoup d'autres problèmes en discussion dans le Parti Communiste.

Sur demande à l'adresse du journal
15 Francs

BROCHURE EN VENTE

J. POSADAS

Le processus inégal et combiné en Amérique Latine et le programme de transformations sociales Le 17 Juillet 1977

Devant cette crise totale du régime capitaliste, il faut discuter un programme pour montrer la perspective de la classe ouvrière. Cet objectif se discute, non seulement, dans le mouvement socialiste, mais aussi dans le mouvement ouvrier chrétien, qui est loin de cautionner le gouvernement Tindemans, ni le plan d'austérité que la bourgeoisie cherche à imposer aux travailleurs.

Pour cela, il faut développer la discussion dans tout le mouvement ouvrier, syndical, socialiste, chrétien, dans les quartiers, dans les entreprises, avec la démocratie syndicale et ouvrière la plus complète et avec l'intervention de toutes les tendances de gauche, et discuter: quelle est la perspective pour la population en Belgique? que signifie le Plan Claes et le programme que le mouvement ouvrier, et en premier le mouvement syndical, doit opposer à celui du gouvernement capitaliste, et le proposer à toute la population pour montrer la possibilité de ces transformations sociales.

20.2.1978

Le Bureau Politique du PORT
Le 26 Février 1978

LUTTE



OUVRIERE

ORGANE DU
PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

Abonnement 12 numeros: 80F
Abonnement 1 an : 150F
Abonnement soutien: 500F

Correspondance :
B.P. 273
6000 Charleroi I
CCP C.Pôlet:000-0976234-26

Prix : 7 francs 15e année N° 296 Le 21 mars 1978

Lettre du camarade J.Posadas du 13 3 78

Sur le 1er tour des élections en France

La conclusion essentielle de ce premier tour, est l'inclinaison bien solide qui existe à gauche. Cela s'exprime dans le fait que la gauche ait maintenu ses voix, ait progressé, car avec les écologistes, elle a plus de 50%. Cela indique que la classe ouvrière a donné son appui et soutenu, unanime, à la gauche, ainsi qu'une partie de la petite-bourgeoisie.

S'il n'y a pas eu une plus grande quantité de voix, c'est parce que la tendance et la volonté de lutte qui se manifeste dans les grèves, les arrêts de travail, les luttes dans les usines, les luttes sociales plus directes, ne s'exprime pas de la même façon aux élections. L'élection est plus indirecte. C'est pour cette raison qu'elle n'a pas cette représentation, et particulièrement parce qu'il n'y a pas eu d'appel à des transformations, à des changements, mais au contraire, les directions ont défendu en partie une politique tendant à corriger la mauvaise direction du pays. De très importants secteurs de la petite bourgeoisie ne se sentant pas attirés, parce qu'ils voient simplement une correction d'une direction politique ou administrative. Ils ne voient pas une politique de changements et de transformations, ni un lien du prolétariat avec les gens, des appels de sa part, en faveur de ces changements. C'est ce qu'il faut faire maintenant.

Le prolétariat doit sortir maintenant, de mille façons dans des manifesta-

tions, des meetings, des réunions, des discussions. Si on ne peut parvenir aux objectifs fixés, de façon électorale, il faut alors intervenir à partir des quartiers en appelant à des transformations sociales. Il ne faut pas attendre une étape postérieure. Ces élections montrent que la gauche est ferme, qu'elle maintient solidement plus de la moitié des voix du pays. Les changements sociaux ne s'expriment pas de façon électorale: ils s'expriment dans les luttes, dans les grèves, et dans les arrêts de travail, ce qui est infiniment meilleur.

(suite p.6)

EDITORIAL :

CONCLUSIONS DES ELECTIONS FRANCAISES POUR L'ORGANISATION DU FRONT DE LA GAUCHE EN BELGIQUE

L'Union de la Gauche n'a pas gagné les élections en France, mais la bourgeoisie n'a pas été pour autant victorieuse. Le système électoral de ce régime dit "démocratique" est tel que pour 350.000 voix de différence entre la gauche et les partis bourgeois, ces derniers ont 90 sièges de plus que la gauche au Parlement. Et même ainsi, le progrès électoral de l'Union de la gauche est important, ce sont les partis bourgeois qui ont continué à reculer. De plus la population qui participe aux élections n'est pas "toute la France", les jeunes et les travailleurs

./..

LA CRISE DU CAPITALISME ET LA "VOIE ITALIENNE"
AU SOCIALISME. J.POSADAS 6.2.78. (voir page 3)

immigrés qui sont à gauche dans leur immense majorité, n'ont eu aucun moyen de peser dans ces élections.

Dans la prochaine étape, il ne va y avoir aucune rupture, ni aucun effondrement de l'union de la gauche, mais bien un approfondissement de la discussion du Parti Communiste, du Parti Socialiste, des groupes "gauchistes" et de la volonté d'intervention de la classe ouvrière, de la population travailleuse pour imposer dans la lutte sociale les revendications et la volonté de transformations sociales qui n'a pas prouvé accès dans le seul terrain électoral.

Après ces élections et le maintien du gouvernement bourgeois, la crise du capitalisme va continuer, en France et dans le reste du monde capitaliste. De grandes luttes sociales s'élèvent dans toute l'Europe capitaliste, des luttes sociales et politiques des masses, depuis l'Allemagne où les ouvriers métallurgistes refusent la paix sociale, à la Hollande où des dizaines de milliers de personnes manifestent contre la bombe à neutrons, contre les plans de guerre de l'OTAN et de l'impérialisme, et surtout, l'Italie. L'enlèvement d'Aldo Moro est l'oeuvre de la C.I.A. et d'un secteur de la haute bourgeoisie italienne. C'est une mesure de faiblesse et de désespoir des forces réactionnaires cherchant à contenir la montée du Parti Communiste Italien vers le gouvernement et forcer la bourgeoisie italienne à s'imposer aux masses par la répression. La réaction de la classe ouvrière a été instantanée : pour un gouvernement de gauche!, même si les directions ouvrières se sont limitées à la "défense de la démocratie".

Le capitalisme français n'a aucun moyen de répondre aux aspirations profondes des masses, à des transformations sociales, même parmi les secteurs de la petite-bourgeoisie qui ont encore soutenu électoralement les partis bourgeois. La conclusion qu'il faut en tirer est la nécessité de développer une vaste discussion dans toute la classe ouvrière, dans les quartiers et les usines, les bureaux, les écoles, dans laquelle toutes les masses interviennent, et pas seulement les directions, pour élever le programme des luttes pour des transformations de la société.

En Belgique, notre Parti appelle toutes les tendances du mouvement ouvrier à développer cette discussion, le Parti Communiste, le PSB, le M.O.C., les

groupes "gauchistes, les syndicats. Il faut aborder ce problème dans toutes les prochaines réunions! Il y a une préoccupation parmi les travailleurs pour comprendre et tirer les expériences de ces élections en France, de pourquoi l'Union de la gauche n'a pas pu triompher électoralement, de ce qu'il faut faire dans la prochaine étape. Par contre, c'était et c'est encore le silence quasi complet de la part des directions ouvrières! Il n'y a pas eu un mot de la France à l'assemblée de l'Interrégionale FGTB du 9/3 ni dans le document contenant les options fondamentales du M.O.C. (qui pourtant, exprime une influence du Programme commun et de l'Union de la gauche en prenant des positions anti-capitalistes assez avancées), ni dans les journaux communiste et socialiste, ou dans les réunions syndicales.

Les événements de France ont cependant beaucoup de répercussions et d'influence dans toutes les organisations de gauche en Belgique. Nous appelons à mener les discussions publiquement, à faire un débat entre communistes, socialistes, chrétiens de gauche, syndicats, y inclus les posadistes, pour voir qu'il n'y a pas d'échec ni d'effondrement de l'union de la gauche en France, ni du Programme Commun, mais bien la nécessité d'approfondir leur contenu et surtout, la nécessité de faire participer pleinement toute la classe ouvrière à cette discussion. Le front unique communistes-socialistes ne répondait pas seulement à une nécessité électorale, mais à un besoin historique. Et cela ne va pas disparaître après ces élections. En Belgique, il en est de même: ce front unique, incluant aussi les chrétiens de gauche et les syndicats, et sur la base d'un programme de transformations sociales, est la condition indispensable pour faire progresser la Belgique, en attaquant les bases qui empêchent ce progrès: le régime capitaliste, la propriété privée capitaliste.

20.3.1978

 *
 * LUTTE OUVRIERE N° 296 paraît sous *
 *
 * forme ronéotypée, en raison des *
 *
 * congés de Pâques de l'imprimerie. *
 *
 * Le n° 297 sortira imprimé le 28/3 *
 *
 * avec un article important sur la *
 *
 * France du cde J.POSADAS. *

LA CRISE DU CAPITALISME ET "LA VOIE ITALIENNE AU SOCIALISME" J. POSADAS

6 février 1978

On peut dire "voie démocratique au socialisme", "socialisme avec démocratie", "pluralité". Ils peuvent le dire tant qu'ils veulent. Hitler lui, disait : "Allemagne par-dessus tout, par-dessus le monde" et il organisa un mouvement bourgeois, il tua ceux qui étaient contre, pour faire cette "Allemagne par-dessus le monde" et l'Allemagne fut détruite. Maintenant, l'Allemagne n'est plus "par-dessus", mais elle se met au niveau de ce qui se passe dans le monde.

Le processus ne dépend pas de ce qu'ils disent ou planifient, mais de ce qui correspond à la nécessité, aux possibilités et aux conditions de l'histoire. Aucun régime ne peut faire coexister la propriété privée et la propriété étatisée, l'économie mixte et l'économie privée. Un tel régime dure six semaines, parce que tout l'appareil de la propriété étatisée se corrompt et sert le secteur privé; mais aussi la base se soulève contre cet appareil. Ce fut le cas en Yougoslavie.

En Yougoslavie il y avait deux sortes d'entreprises. Ceux qui veulent la même chose maintenant, mentent en croyant avoir inventé cela. Tito l'a déjà fait. Il en est sorti un résultat nouveau dans l'histoire: le renvoi des gérants par les fenêtres évidemment c'est un niveau très haut.... (référence à l'action des ouvriers yougoslaves qui ont jeté des directeurs d'usines par les fenêtres, dans leur lutte contre la bureaucratie).

L'intention des communistes est de donner des garanties, pendant une étape, à la bourgeoisie pour qu'elle n'interrompe pas la production et ne détruise pas l'appareil productif. Ils ont peur de cela, du fait qu'ils n'ont pas de programme, ni de politique. Mais c'est la nécessité qui détermine la manière de penser, bien que celle-ci n'en soit pas un résultat direct ou n'en provienne pas immédiatement. Mais la nécessité qui surgit de la réalité, jusqu'à maintenant, consiste dans l'économie et la capacité humaine de sentir, penser, décider. Et la nécessité de l'économie, de l'histoire, de l'humanité, montre que l'économie mixte ne peut avancer. Elle conduit inévitablement à l'adaptation de l'appareil d'Etat à l'appareil bourgeois. Elle s'adapte, mais en même temps il y a une réaction des masses contre tout cela. La bourgeoisie n'est pas en condition, ne va pas avoir le temps ni la possibilité de maintenir son appareil et de se servir indéfiniment de l'appareil d'Etat.

S'il s'agissait d'une nouveauté, cela pourrait durer un certain temps, comme a dit Staline. Mais comme il s'agit de quelque chose par laquelle les Etats ouvriers sont déjà passé, cela ne durera que très peu de temps, et même beaucoup moins de temps que ce que peut durer l'actuelle direction des Chinois. Ces dirigeants chinois peuvent se maintenir plus longtemps parce qu'ils possèdent un appareil, et qu'ils tuent et liquident, pour imposer le programme de retour au stimulant économique, et pour développer l'économie en se laissant stimuler par l'influence capitaliste. Mais les Chinois n'ont pas de perspectives non plus. Ils ont déjà fait la même chose, il y a longtemps, avec les "Cent Fleurs" et ils ont du fermer le magasin de fleurs. Celui-ci ne leur servait pas. Il existe déjà l'expérience historique de ce que sont les Etats ouvriers: des pays arriérés et partis de rien, comme Cuba, ont résolu les problèmes essentiels des relations humaines et les gens n'y vivent plus en devant prendre aux autres pour pouvoir vivre soi-mêmes. Ceux qui pensent encore prendre aux autres, ne le font pas par besoin, mais par la structure qu'ils ont acquise dans leur éducation antérieure; ils ne le font plus par nécessité. A Cuba, il n'y a pas de nécessité de voler pour vivre, ni dans aucun Etat ouvrier. En Italie, bien. La conscience des gens s'élève et ils n'admettent plus cela; ils ne vont plus l'accepter. La classe ouvrière ne va plus l'admettre.

Si les communistes maintiennent ce programme actuel, ils vont accélérer les contradictions entre ce qu'ils font et le besoin de la planification. Tout programme et tactique

./..

de lutte doit partir du fait que l'expérience des masses existe déjà. Il y a déjà des sources d'orientation, de sécurité, que les masses voient, même si les dirigeants ne le voient pas. La tactique peut se développer avec plus de flexibilité que le programme; elle peut être de caoutchouc, tandis que le programme est d'acier, et que la politique est léniniste - ce qui est meilleur encore que de l'acier. La tactique peut être plus souple pour utiliser des étapes, et utiliser surtout des conflits au sein de la bourgeoisie, et même les divergences au sein du mouvement ouvrier, sans adaptation. C'est une condition irremplaçable de la tactique, de pouvoir utiliser les conflits, les contradictions au sein du capitalisme, que ce soit sur le plan mondial, local, provincial. Plus se réduit le champ d'action et plus se réduisent les possibilités; par contre, plus on s'étend sur le plan mondial, plus les possibilités s'amplifient. Alors le Parti se base sur une expérience déjà acquise par l'humanité. Les gens ne vont pas dire : "bon, nous allons faire le socialisme". "Je te donne cette usine, et je prends cette autre". Non, ce n'est pas du socialisme. Pourquoi voulons-nous le socialisme? pour vivre mieux nous-mêmes, ou pour que tout le monde vive mieux?" . L'URSS, et même la Chine montrent que, pour avancer, ils ont du planifier, faire les communes, qui jouèrent un rôle immense à leur époque. Actuellement, la Commune ne sert plus. Elle n'est plus fondamentale, même transitoirement, parce qu'il existe déjà des centres. La commune a pour but de surmonter une pauvreté économique pour accélérer la production et unir la campagne à l'industrie. Sa fonction consistait à développer les paysans en ouvriers. Mais cela n'est déjà plus nécessaire maintenant. Le développement même de l'économie réalise ce changement. Les étapes nécessaires pour progresser ne diminuent pas, mais elles s'accroissent. Les masses d'Italie et du monde le voient.

De plus, l'Italie a la France à ses côtés. Et Marchais dit aux Italiens: "vous allez faire des bêtises, cela va vous créer des problèmes, beaucoup de problèmes". Et les Italiens diront : "c'est fait, nous nous sommes déjà brûlés, on n'ira plus par là". On ne peut faire une économie mixte. On peut tarder à faire le programme de progrès, mais aucun développement n'est possible avec l'économie mixte.

A l'époque de la NEP, l'URSS ne connaissait pas une économie mixte: c'était une économie centralisée autour de l'appareil d'Etat; il existait certains aspects de propriété privée, mais sous la direction et les décisions de l'Etat. De même en Pologne. L'économie privée en Pologne ne fait plus de torts, car elle doit produire ce que l'Etat lui demande et lui achète. C'est l'Etat qui détermine les prix. Ils n'ont pas le champ libre. La bureaucratie laisse une certaine marge de liberté au commerce, et surtout au marché noir. Le marché noir est encore possible dans la mesure où le contrôle ouvrier n'intervient pas encore.

Il existe des expériences des masses, et aussi des dirigeants, même ceux du Parti Communiste Italien, et même des dirigeants comme Napolitano. Ils espèrent adopter un programme, une politique, qui ne les conduisent pas à l'affrontement, mais qui montre la supériorité du socialisme. Idéalement, c'est bien. "Mooristiquement", aussi; ou "Campanellement", ou encore à la manière de Fourier et Owen. Tout cela est bien: mais il existe 20 Etats ouvriers! qui sont supérieurs à ces camarades et qui démontrent que telle est la voie à suivre. L'humanité voit les Etats ouvriers et non Owen. Et ce que veulent faire ces dirigeants communistes, c'est la même chose que voulait Owen: créer des entreprises publiques au milieu du capitalisme. Ce n'est pas exactement comme Owen, car celui-ci voulait supprimer "la loi de bronze des salaires", la plus-value, ce qui est impossible car le capitalisme en a un besoin vital. Mais il établissait un principe qui montrait - même sous une forme idéaliste - qu'il y avait d'autres façons de produire. Mais maintenant, il y a 20 Etats ouvriers. "UNITA" elle-même publie des informations sur des activités de l'Union Soviétique, que seul un Etat ouvrier est capable d'accomplir: construire des villes comme en Sibérie: seul un Etat ouvrier peut faire cela. La Yougoslavie aussi avait des actions semblables.

Maintenant, il y a six fédérations en Yougoslavie : le Montenegro, "le Mont Blanc" le "Mont Bleu" c'est la Serbie et la Croatie qui dominent tout. Le Montenegro est la plus pauvre, mais elle n'est pas plus arriérée que les autres, du fait de la structure centralisée. Sans quoi le Montenegro serait comme la Calabre en Italie. Voilà des exemples à observer. A l'époque de la Fédération, il y a encore 5 ans, tous les gérants qui étaient entrés en toute légalité par la porte, ont du se retirer par les fenêtres. Ils se sont jetés, ou ont été jetés par les fenêtres, peu importe, ils étaient de trop. C'est le plan-

cher qui s'est soulevé pour les expulser. Mais c'est Tito qui les avait fait entrer, légalement, suivant sa propre politique. Il avait du faire cela pour se défendre de la bureaucratie soviétique. Mais la Yougoslavie en était arrivée au point que la Fédération de la Serbie par exemple, avait des relations directes avec la banque nord-américaine. Celle-ci investissait au travers de la banque serbe. C'était une marche vers le capitalisme. Pour cela, ce nettoyage d'un demi million de membres du Parti qui furent expulsés. C'est tout un Parti qui fut chassé, et ils en ont fait un autre. Comment cela s'est-il produit? de par l'expérience historique de l'Union Soviétique.

Staline a fait des crimes, il a assassiné et tué. Il a contenu le progrès de l'économie. Mais l'économie planifiée - qui est possible grâce à l'étatisation de la propriété - a dépassé Staline. Et même sous Staline, cette forme de propriété et de production a permis un progrès, comme aucun autre pays n'a pu le faire. Dans un pays capitaliste, l'équivalent d'un Staline signifierait la ruine totale, et tout au plus, pendant une période, l'élévation d'un petit secteur.

Les masses vivent cette expérience. Comment croire qu'en Italie, elles vont dire: "bon, nous voulons une expérience italienne, particulière". Comme disait un dirigeant communiste: "nous voulons la même chose que les Soviétiques, mais en faisant une expérience propre, nous voulons une voie particulière à l'Italie". D'accord: mais y a-t-il une voie italienne? Il n'y en a même pas pour aller au cinéma! Il n'y a pas de voie italienne. Il y a des formes italiennes de lutte, mais cela n'est pas une voie italienne. Les formes signifient surtout une tactique et des délais déterminés. Mais ces formes ne sont pas celles qui déterminent les objectifs ni le programme. Il y a déjà un certain Karl Marx, un certain Lénine, et certains Bolchéviques qui sont passés par là....

Il existe déjà une expérience très élevée dans l'humanité. L'Italie n'est pas comme un pays arriéré de l'Amérique Latine; c'est un pays avancé, grâce au prolétariat et non grâce à la direction bourgeoise. De ce point de vue là, c'est un pays très arriéré sur le plan économique et scientifique. Cependant les masses d'Amérique Latine, elles-mêmes, ne doivent plus attendre de faire plus d'expériences propres; elles assimilent celles qu'elles font maintenant et les développent de façon concentrée. En Italie, le prolétariat est le meilleur de la culture italienne, parce que c'est lui qui développe les conditions sociales pour faire progresser l'Italie, qui donne confiance et assurance au peuple italien pour avancer, ce n'est pas la bourgeoisie. La bourgeoisie ne donne rien; elle met des bombes, elle tue, assassine. Le prolétariat donne des idées, des exemples.

Tout indique que ce processus en Italie^{ne} peut adopter des formes propres, des expériences "propres", comme disent certains dirigeants communistes. Ils ne sont pas tous des menteurs quand ils disent cela. Beaucoup d'entre eux le sont, car ils ne croient pas à la voie d'une politique communiste. Ils croient au communisme, mais de très loin. Par contre, il y a un grand nombre de cadres qui vont l'admettre, même sur la base de peu d'expérience. Ce sont des cadres qui se sont formés dans la guerre civile, et se sont ensuite adaptés. Mais ils ne sont pas morts. Il faut voir d'où vient l'Italie. Elle ne vient pas d'une conclusion électorale, pacifique, mais d'une guerre civile dans laquelle 70% de la population est intervenue. Il faut préparer le Parti à comprendre cette étape pour voir qu'il ne peut pas s'adapter et va devoir avancer.

Le problème de "la participation du mouvement ouvrier", qui se discute en Italie, n'est pas du réformisme. Il s'agit de la participation du mouvement ouvrier à la direction de l'entreprise. Elle va avoir de l'influence sur les salaires. C'est la timidité du Parti Communiste qui prend ces formes. Mais ce n'est pas une simple adaptation: c'est une dispute avec le capitalisme. Et dans ce processus, celui qui va se liquider le premier est le capitalisme. La social-démocratie faisait des accords pour soutenir le capitalisme. Son objectif était de diriger le système capitaliste, au nom du capitalisme, et d'obtenir certaines améliorations au travers de la politique parlementaire, comme la loi sur le divorce, sur la maternité, sur les accidents. Les communistes ne font pas cela en Italie. On ne peut pas dire qu'ils font une soumission ou une conciliation avec le capitalisme. C'est une dispute qu'ils font. C'est cela qu'ils appellent "la voie italienne au socialisme".

"L'Internationale" est née à Paris. Mais elle portait en elle la concentration des

sons de la nécessité de l'humanité. Ces sons sont maintenant dans le monde entier. Et il ne vient à personne l'idée de dire : "L'Internationale est française". Ou de dire : "la révolution socialiste est russe". On dit "la révolution russe", car c'est un exemple, une expérience. Mais la lutte contre le capitalisme signifie lutte contre le pouvoir capitaliste. Les socialistes n'ont jamais mené de lutte contre le pouvoir capitaliste. Le programme des syndicats, par contre, est contre le pouvoir capitaliste.

Il n'y a pas de possibilité de faire la voie italienne au socialisme. Il y a les conditions pour faire le socialisme en Italie.

6.2.1978

J.POSADAS

SUR LE PREMIER TOUR DES ELECTIONS EN FRANCE - J.POSADAS (suite de la p.1)

La division communistes - socialistes n'est pas le facteur fondamental. Ce qui l'est par contre, est le manque d'une politique adéquate, même de la part des communistes, faisant appel à ces conclusions. Il ne s'agit pas de faire un programme contre les riches, mais d'appeler à des mobilisations ou à des réunions dans les rues, dans les quartiers, dans les écoles. Que tout le pays discute la nécessité de ces changements. Ne pas laisser la parole aux sommets. Mais que tout le monde discute ces changements. C'est ce qu'il faut faire pour le deuxième tour.

De toute façon, il y a un niveau élevé atteint par la gauche, qui indique que cela va se faire sentir postérieurement. Même un secteur de ceux qui ont voté pour le gouvernement, n'est pas d'accord avec celui-ci, et va se joindre à la gauche en cherchant la lutte qui lui permet d'élever ses conditions de vie et d'avoir plus de droits démocratiques.

Le manque d'appui suffisant de la petite-bourgeoisie n'est pas un aspect fondamental, parce que sur le plan électoral, ce n'est pas un secteur important de la petite-bourgeoisie qui peut être gagnée, entraînée. Ce qui importe, c'est que le prolétariat puisse influencer socialement la petite-bourgeoisie et se montrer capable d'avancer dans la lutte contre le gouvernement. Il faut tenir compte qu'il est très difficile de gagner électoralement. Si la coalition bourgeoise qui devait se faire s'était réalisée effectivement, Allende ne l'emportait pas. Il a été élu avec 36% des voix. Electoralement, le prolétariat ne peut pas exprimer toute sa force. Il l'exprime dans la capacité de décision, la volonté de triompher, de conduire, diriger et imposer ce programme de transformations sociales. Il s'agit de faire mûrir la direction socialiste, ou de mûrir en passant par-dessus d'elle. Cela représente une grande difficulté pour la direction du Parti Communiste. Le reste se décide dans la lutte de classes, dans d'autres formes de luttes qui entraînent et attirent. Les secteurs mêmes qui ont voté pour Giscard d'Estaing parce qu'ils espéraient encore en tirer un avantage économique, vont demain se joindre à d'autres solutions.

Ce qui est également évident, est que le Parti Communiste a conservé ses forces. Cela est très important. Il n'y a aucun déclin chez lui. Il y a eu, en partie, un déclin des socialistes. Le prolétariat a voté intégralement pour le Parti Communiste. Et un secteur de la petite-bourgeoisie qui aurait pu être gagnée n'a pas été attiré électoralement à cause du manque de décision, d'un manque d'acharnement public pour mobiliser les masses pour que celles-ci communiquent directement avec la petite-bourgeoisie, pour l'appeler à des transformations sociales.

C'est ce qu'il faut faire maintenant!

13.3.1978

J.POSADAS

PL

LE TRIOMPHE DE LA GAUCHE AU 1er TOUR DES ELECTIONS EN FRANCE ET LES OBJECTIFS AVANT ET APRES LE 19 Mars

15 MARS 1978

J. Posadas

Ce qui est fondamental dans ces élections est de voir un cadre précis: le comportement des forces sociales, des forces de classe. Ce comportement montre une décision concentrée de la classe ouvrière et d'un grand secteur de la petite bourgeoisie, de voter pour des transformations sociales.

Les élections ne sont pas un moyen pour montrer la nature sociale des relations de force. Quand dans ces élections s'exprime une parité entre les forces de gauche et de droite, cela indique la maturité du processus parce qu'il y a 20 à 30% du prolétariat qui ne s'exprime pas dans ces élections. Les élections n'expriment pas toutes les forces qui existent, et la petite-bourgeoisie ne s'est exprimée que partiellement dans ces élections: elle est gagnée par d'autres moyens; ce ne sont pas les élections qui l'attirent.

Allende avait triomphé avec 36% des voix. Cela signifie que la petite-bourgeoisie a appuyé Allende par la suite: il arriva à 46% des voix. Mais dans les élections, il eut d'abord 36% et ensuite 46%. La façon d'influencer la petite-bourgeoisie - il s'agit ici de la petite-bourgeoisie qui ne vote pas pour la gauche, ou bien celle qui est attirée par la gauche mais qui ne voit pas encore le changement, l'assurance dans les partis ouvriers-, est de mettre en fonctionnement une activité du prolétariat, pour s'adresser à elle et la gagner. Pour cela il doit faire une démonstration et une intervention claire pour des transformations sociales. Il ne s'agit pas de parler de révolution, de mettre tout par terre, mais de transformer. Le prolétariat doit parler, en assemblée dans des meetings, dans les quartiers, dans les syndicats. Que le prolétariat parle! il faut changer, il faut changer! Le prolétariat doit s'adresser à la petite-bourgeoisie, aux côtés des parlementaires, des dirigeants des partis communiste et socialiste, des syndicats et des centrales ouvrières.

Le prolétariat doit intervenir pour influencer la petite-bourgeoisie et peser également sur la décision de la possibilité de changements. La polémique entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste n'a pas eu, par elle-même, d'effets électoraux. Ceux-ci ont été produits par l'indécision de ces partis face à ce qu'il fallait faire: "pour quelle raison y a-t-il cette discussion? faisons-nous un programme de changements, de transformations, oui ou non? Jusqu'où allons-nous?" La petite-bourgeoisie a vu qu'il n'y a pas de décision, de résolution, qu'il n'y a pas de changement de la part des partis de gauche, que ceux-ci posent un problème d'amélioration de l'administration. Alors, elle reste où elle est.

Cependant, il y a un secteur petit-bourgeois qu'il faut gagner. Il n'est pas très grand. C'est un secteur hésitant, et qui n'a pas une importance très grande car il ne représente pas une capacité de résolution sociale. Autrement, il aurait voté à gauche. Mais quand la gauche atteint 50% des voix et plus si on inclut les écologistes - qui sont à gauche, car une partie d'entre eux veut des transformations sociales -, cela indique que le prolétariat sent qu'il influence toutes ces couches. Ce n'est

ni la campagne électorale, ni les parlementaires, mais la lutte du prolétariat, entre autres celle de LIP, qui a gagné tous ces gens.

Les écologistes viennent de LIP, ils en sont une continuation. Ceux-ci ne vont ni au Parti Communiste, ni au Parti Socialiste, parce qu'ils n'ont ni la maturité, ni la compréhension pour fonctionner dans un Parti. Ils mêlent encore leur volonté de changements à un comportement social individuel. Mais ils veulent des changements. Quand il existe des secteurs aussi hétérogènes que les gauchistes, les écologistes, les radicaux de gauche (qui n'ont pas de programme, mais proposent des mesures anti-capitalistes), cela signifie que l'influence du prolétariat est énorme.

Cette élection montre la fermeté, l'assurance du prolétariat, votant pour la gauche et le Parti Communiste, et attirant tous ces secteurs. Il les a attirés par les luttes qu'il a menées, depuis LIP jusqu'à maintenant, depuis Mai 68 à aujourd'hui: c'est la continuation du mai gigantesque, politique, de la dualité de pouvoirs.

Ces élections montrent de façon indéclinable une dualité de pouvoir qui s'exprime dans le camp électoral, mais qui vient du camp des luttes dans les usines, les ateliers de Mai 68 à LIP, à aujourd'hui. Même les écologistes sont une expression de dualité de pouvoirs, parce qu'ils posent une série de problèmes qui ne peuvent se résoudre dans le cadre du système capitaliste. Ils veulent des modifications, ils veulent sauver la nature pour sauver l'humanité. Le capitalisme ne peut le faire. C'est ainsi qu'ils doivent s'unir à la gauche. Ce mouvement n'est pas homogène, il est hétérogène. Certains secteurs comprennent que les changements doivent être politiques, sociaux, qu'il s'agit de changements de direction sociale du pays. D'autres, veulent le changement de relations avec la nature, sans poser de transformations mais ils se rapprochent de la gauche. Ils représentent surtout une clientèle électorale qui a quitté la bourgeoisie.

Il faut sentir tout cela. Quand il existe un processus d'une telle influence dans tous ces secteurs, c'est que la France est mûre pour des changements sociaux. La France est mûre! Et indépendamment du prochain résultat des élections au 2ème tour cette maturité va s'exprimer dans la prochaine période. Tous les écologistes, les gauchistes, la base communiste, ne vont se tenir tranquilles du seul fait de ne pas avoir obtenu les 50%.

Un autre aspect important est la situation des ouvriers étrangers qui représentent, de toute façon, plus d'un million de gens. C'est une force sociale qui ne pèse pas électoralement dans le pays, de sorte que le Parti Communiste et le Parti Socialiste doivent en tenir compte, en ce qui concerne le rapport des forces. Les ouvriers étrangers ne votent pas mais ils vivent socialement comme les masses françaises. C'est donc un mensonge de dire que les élections expriment le rapport de forces. Ce n'est pas là qu'il s'exprime. Il est immensément favorable au prolétariat, pour des transformations sociales immédiates

Suite page 2

Prolétaires de tous les pays Unissez-vous!

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 Francs 15ème ANNEE N° 297 Le 28 Mars 1978

Périodique bi-mensuel - Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE - BP 273 - 6000 CHARLEROI
Abonnement de 12 numéros : 80 F. - Abonnement annuel : 150 F. - Abonnement de soutien : 500 F.
A verser au CCP 000-09762.34-26 de C Pôlet - Editeur Responsable : C. Pôlet - 51a, rue Garibaldi - 1060 Bruxelles.

Discuter les élections françaises dans toutes les usines, les syndicats et les partis ouvriers pour affirmer un programme commun de la gauche en Belgique

La classe ouvrière a discuté avec beaucoup de préoccupation et de passion la situation en France, à l'usine, à la maison, au café, dans les réunions de famille, dans les grèves. Cette discussion s'est développée aussi dans d'autres couches de la population. Les élections en France et l'important progrès des partis de gauche - même s'il ne s'est pas conclu sur une victoire parlementaire -, se sont unies aux luttes des masses en Belgique et les influencent. Il n'y a là aucun échec. Si les résultats des élections du 19 mars représentaient un grave "échec" comme le présentent les gauchistes et une partie du Parti Socialiste, pour la classe ouvrière, cela se verrait dans tout le reste de l'Europe, dans un recul et un affaiblissement des luttes de la classe ouvrière, dans un découragement des travailleurs communistes, socialistes ou chrétiens, dans le combat pour changer la société. Mais ce qui détermine, c'est que la crise du capitalisme continue, et que la bourgeoisie, ni en Europe ni dans le monde, n'a la capacité de lui donner aucune réponse en fonction des besoins, du progrès de la population.

Par contre, la gauche a progressé électoralement en France. La classe ouvrière s'est concentrée intégralement dans le Parti Communiste et en partie dans le Parti Socialiste, et maintenant, c'est Giscard d'Estaing, le "grand vainqueur" qui doit recevoir les dirigeants de la gauche et faire semblant qu'il va accepter et participer à l'application de leur programme.

En Allemagne, en Italie, en Hollande, en Espagne, comme en Belgique aussi, il y a un aiguïsement de la lutte de classe et une élévation de la compréhension de la classe ouvrière, de ce que cette situation de crise ne trouve pas d'issue dans les marges du système capitaliste, et de ce qu'il faut un programme de transformations sociales pour répondre aux problèmes et aux besoins des masses travailleuses.

En France, même s'il n'a pas triomphé en majorité parlementaire, c'est le programme de l'union de la gauche, avec les 13 points incluant l'expropriation des grandes sociétés

EDITORIAL

tes capitalistes et multinationales qui a progressé. Et cela s'est produit, même avec la polémique entre communistes et socialistes. L'article du camarade J. Posadas sur les conclusions et perspectives de ce processus en France, que nous publions dans ce n° de Lutte Ouvrière, analyse les causes du progrès insuffisant de la gauche: elles consistent essentiellement dans la timidité et le manque d'assurance du Parti Socialiste et aussi du Parti Communiste, pour faire intervenir la classe ouvrière comme dirigeant de la société; et d'autre part, dans leur faiblesse face à la campagne de la bourgeoisie contre les Etats Ouvriers, qui sont les représentants historiques du progrès de l'humanité et qui montrent quel est le chemin à prendre pour surmonter tout l'arrièrément du régime capitaliste.

Ce que le Programme Commun et l'Union de la gauche a apporté pour les masses, c'est de manifester la nécessité de mesures, d'une politique anti-capitaliste, attaquant la propriété privée capitaliste, et de changements sociaux pour donner une issue à cette crise. Et cela ne se réduit pas à une lutte électorale. C'est une nécessité historique, même si elle est insuffisante. Pour cela le front de la gauche, le front des syndicats et partis ouvriers, et le programme commun pour un gouvernement de gauche ne vont pas disparaître, ni s'effondrer.

La presse socialiste en Belgique, en général, s'est empressée de déclarer la faillite de l'union de la gauche, tout en en rendant responsable le Parti Communiste Français. Mais ils font cela, parce que la direction du PSB se défend de l'influence de la France, et ne veut pas appliquer ces conclusions pour la Belgique. Le PSB n'a jamais discuté dans le Parti, dans des assemblées de militants, dans des meetings parmi la classe ouvrière et la population, l'importance, ni le rôle de cette union de la gauche. Mais maintenant, on dirait qu'il l'a toujours préconisée et cherché à la réaliser en Belgique aussi. Entre le Plan Claes et le Programme

Suite Page 4

LA VICTOIRE ELECTORALE DU 1er TOUR VA S'EXPRIMER DANS LES LUTTES POSTERIEURES

Il faut alors partir du fait que si le résultat électoral ne conduit pas au triomphe de la gauche, le triomphe électoral va s'exprimer dans les luttes postérieures. Le prolétariat n'apparaît pas comme un vaincu. Il peut y avoir un secteur des jeunes, qui se sente déçu, défait, ou consterné sinon abattu; mais celui-ci n'a pas d'importance. La classe ouvrière montre une assurance et une dignité de triomphe complète. "L'Humilité" le prouve: dans les endroits décisifs du pays, la classe ouvrière a voté pour le Parti Communiste. Celui-ci a augmenté. En aucun endroit, le PC a perdu des voix. Il a perdu en pourcentage en plusieurs endroits, mais il a accru ses voix. Les pourcentages ne sont pas le facteur déterminant dans la relation électorale et sociale, parce qu'ils sont circonstanciels, mais l'augmentation des voix montre l'augmentation de la force prolétarienne, qu'il faut mettre en fonctionnement. Il faut que celle-ci puisse s'adresser au pays, aux masses, au travers des syndicats et du parti.

Un événement de la plus grande importance, et qui va avoir et a déjà des effets dans le monde entier, est que, pour la première fois, la CGT appelle à voter pour le Parti Communiste. Elle ne le dit sur aucun affiche, mais il est évident qu'elle appelle à voter communiste. Séguy dit ouvertement: "Je ne parle pas en tant que secrétaire de la CGT...". Et tout le monde le voit, c'est une impulsion immense pour la CGT, à intervenir avec un programme de transformations sociales. Cela va avoir un immense effet, en impulsant l'avant-garde à intervenir. Elle va le faire dans la prochaine étape.

Une des conséquences de tout ce processus est le fait qu'en Allemagne la police a pris la résolution, à la majorité, de s'affilier à la CGT allemande, en recommandant à ses membres de ne pas réprimer les grèves, de ne pas réprimer le fonctionnement des grévistes, et montrant que c'est là que réside l'impartialité. Et cela se passe en Allemagne! Là où la police contrôle tout! Et celle-ci déclare qu'elle ne va pas réprimer. Actuellement, en Allemagne, et rien que dans trois régions, il y a un million d'ouvriers métallurgistes en grève, ce qui représente un coup immense pour la bourgeoisie.

LES ORGANES DE BASE PERMETTENT AU PROLETARIAT D'ENTRER EN COMMUNICATION AVEC LA POPULATION

La différence qui existe entre le processus antérieur, de 1934, et aujourd'hui, c'est que ce processus était isolé, alors qu'actuellement, il se développe non seulement en France, mais aussi dans le monde entier. Le prolétariat n'a pas eu les moyens de s'adresser au pays. Ces moyens sont: les partis socialistes, et communistes, les syndicats, les centrales ouvrières, les usines, les quartiers, les écoles, les organes qu'il crée. Il faut faire fonctionner ces organes, de façon à ce que le prolétariat puisse avoir des informations, des rapports, qu'il puisse étudier, discuter, et non aller à une réunion pour voter oui ou non et dans laquelle, il n'y a que dix personnes qui parlent sur 10.000 assistants. Le prolétariat doit avoir le temps de pouvoir participer, apprendre, comprendre, avoir des moyens de développer ses connaissances, la lecture, la compréhension, la discussion, pour pouvoir s'adresser au pays. Cela va avoir un effet immense.

C'est ainsi que faisait le Parti Bolchévique, dans les limites où il le pouvait à son époque. La Rus-

Il faut tirer de tout cela la conclusion de la maturité de la situation en France, pour des transformations sociales. Le recul de Mitterand - car c'est un véritable recul - indique que sa base fait une grande pression sur lui et a vu que le prolétariat a voté en masses pour le Parti Communiste. Cela va avoir des conséquences très grandes et c'est un coup pour le système capitaliste: Mitterand qui croyait pouvoir compter sur beaucoup de voix et sur la sympathie de secteurs de la bourgeoisie, a trouvé la solitude. C'est que la bourgeoisie a vu que même Mitterand n'est pas une garantie pour elle, parce que derrière lui se trouve la masse socialiste, qui est pour les transformations sociales.

Le fait qu'un million d'ouvriers étrangers ne vote pas signifie une relation défavorable au prolétariat, aux Partis communiste et socialiste, et a un effet des plus importants. Ils font partie de la force de la classe ouvrière. Si les ouvriers immigrés avaient été français, la gauche aurait gagné, même électoralement. Ce sont les contradictions que le développement du capitalisme a créées. Et c'est l'existence des Etats ouvriers qui a imposé un tel développement.

En Allemagne, ce sont 3 millions d'ouvriers qui ne votent pas. Cela fait une force sociale immense qui n'intervient pas. Si ces 3 millions intervenaient, le Parti Socialiste aurait déjà du prendre une série de mesures très importantes. Non seulement, il aurait acquis une majorité électorale, mais aurait imposé des changements immenses.

Il faut voir aussi le manque de vie théorique et politique, le manque de vie programmatique du prolétariat, que ce soit dans les usines, les lieux de travail, ou dans la CGT et les autres syndicats, ou dans le Parti. Les Partis socialistes et communistes, les syndicats, ne s'adressent pas à la classe comme à une direction, avec un programme, une politique, une analyse, des définitions historiques. Ils montrent la perspective de changements comme une dispute électorale. La petite bourgeoisie suit le prolétariat, non quand elle le voit nombreux, mais parce qu'elle le voit décidé à faire des changements, des transformations

suivit le Parti Bolchévique, non pas pour l'audace de Lénine. On montre toujours Lénine comme un type audacieux, qui résout tout. L'audace de Lénine résidait dans le programme, la politique, les objectifs et un Parti basé sur la classe ouvrière, qui s'adressait au pays. Ce Parti fut capable de l'action la plus grande de toute l'histoire: le 18 juillet 1917, il fit "le pompier" comme dit Trotsky: il n'a pas éteint l'incendie, mais il l'a entretenu jusqu'au moment où, en se développant, il pût brûler tout ce qu'il y avait à brûler.

Quand un Parti peut faire cela c'est parce que la classe ouvrière a de l'autorité sur le reste de la population. Elle a de l'autorité en France, mais elle n'est pas concentrée, avec homogénéité. La classe ouvrière a voté pour le Parti Communiste, mais n'est pas arrivée à attirer d'autres couches. Celles-ci, de toutes façons, ne sont pas importantes numériquement. On ne peut pas gagner beaucoup de la petite bourgeoisie. Ce sont essentiellement des secteurs gaullistes, qui ne vont pas être attirés par des pro-

messes, mais par des analyses, des conclusions qui les éduquent, leur montrent que la politique à mener est celle-là. Il ne faut pas faire la comédie, se cacher derrière De Gaulle, que ce soit de la part des communistes ou des socialistes. Il faut parler ouvertement à ces secteurs, car ils peuvent être gagnés. Il y a des centaines d'exemples qui le montrent.

Une partie des écologistes, des gauchistes, sont d'origine gaulliste. Un autre aspect très significatif et démonstratif, est que l'immense majorité de la jeunesse a voté pour la gauche. Dans le monde entier, la même chose s'exprime. Une quantité énorme de jeunes femmes a également voté pour la gauche. C'est un indice de ce que la France va vers des changements. Quel que soit le résultat des élections, la droite ne pourra pas gouverner, même s'il s'agit d'un gouvernement de centre-droite: il faudra tenir compte de cette pression des masses dans le pays.

Un fait notable est que les gauchistes n'ont pas gagné, n'ont pas augmenté. Cela indique qu'il y a eu une inclination mûre à gauche. Les écologistes n'ont pas augmenté, ou très peu. Quand les gens maintiennent ou concentrent les forces dans le Parti socialiste et communiste, c'est qu'ils veulent des changements. Et ces partis sont ceux qui déterminent le cours du pays. Il faut donc faire peser ces décisions. "Lutte Ouvrière" a même changé ses positions. Ils avaient dit qu'ils ne voteraient pas pour la gauche au 2ème tour, et maintenant ils doivent le faire. Les masses et les secteurs de ce groupe leur ont imposé. Ils doivent voter. Et le secteur des écologistes qui dit qu'ils ne voteront pas pour la gauche, représente la direction: la base va voter pour la gauche.

Le discours de Giscard disant que si la gauche obtient la majorité électorale - et même si elle n'obtient pas la majorité parlementaire - il appliquera le programme de la gauche, est destinée à récupérer des voix. Il doit prendre le visage des adversaires ou des ennemis, parce qu'il ne se sent pas sûr; sinon, il ne dirait pas cela, mais discuterait théoriquement et politiquement et programmatiquement contre ce programme de gauche. Mais le fait de montrer mêlé à la gauche, même de façon confuse, indique qu'à l'intérieur de son mouvement, il y a des gens qui veulent aussi des changements. Ces changements ne peuvent être réalisés par la petite bourgeoisie, sinon par le prolétariat. Il faut faire intervenir et peser le prolétariat.

Le monde est apte pour des transformations sociales. Cela s'exprime aussi en France. Le capitalisme ne dirige pas le processus de l'histoire, il court après celui-ci. Ce sont les Etats ouvriers qui le dirigent. Marchais dit: "ni Washington ni Moscou", cette réponse n'est pas mauvaise, mais insuffisante. En Italie, il y a 4 ans, les dirigeants de la Fiat discutaient avec les communistes en parlant de "ce qui se fait à Moscou". Les communistes suivent ce courant. Posadas fit un article alors, posant pour la première fois cette conclusion: "on ne doit rien leur répondre concernant Moscou! Il faut dire que ce n'est pas l'armée soviétique qui provoque le chômage en Italie, qui cause ces répressions politiques. C'est la Fiat qui provoque tout cela. De même ce n'est pas à Moscou, mais en France qu'ont lieu les élections. Mais nous ajoutons à cela, la défense de l'Union Soviétique.

La réponse de Marchais est une réponse insuffisante. Si la bourgeoisie veut parler de ce qui se

passé à Moscou, il faut répondre "non, les élections se passent en France". Mais en même temps, ce qui se passe à Moscou est la chose suivante: L'URSS était le pays le plus arriéré de l'histoire, et aujourd'hui il est le plus avancé. Il a fait cela en 60 ans, y inclus 30 ans de stalinisme. Montrez-nous quel pays capitaliste, avec l'économie capitaliste, ou mixte, avec la pluralité, a pu en faire autant". Tout progrès de l'histoire se fait de la même façon qu'en Union Soviétique. Il ne faut donc pas discuter la direction politique, mais le programme historique de ce pays. Nous ne discutons pas la direction politique parce que nous n'y avons aucun intérêt. Nous discutons ce qu'a fait ce pays avec un tel programme et non grâce à "l'homme génial", comme ils disent. Il s'agit du programme qu'a fait ce parti, dirigé par "ce petit homme". C'est ainsi qu'il faut discuter.

Il faut proposer aux communistes et aux socialistes de discuter l'Union Soviétique. Par exemple: les dissidents sont attristés, consternés, furieux ou abattus parce que les Palestiniens ont tiré sur un autobus en Israël. Ils font comme si il s'agissait d'un autobus de passagers, alors qu'il était plein de militaires. De plus, d'après les données que nous avons, la direction d'Israël a laissé faire. Elle a préparé ainsi les conditions pour avoir des motifs de répression et pour obliger les nord-américains à les appuyer. C'est la même chose qu'au moment de l'enlèvement du chef de l'industrie allemande. A ce moment-là Posadas fut le seul à dire qu'il s'agissait d'une invention. On voit maintenant apparaître une dispute, au sein de la police, qui veut se laver les mains: on l'accuse d'avoir su où se trouvait Schleyer et de n'avoir rien dit. Elle se lave les mains en disant: "nous avons exécuté les ordres". Elle savait et n'a rien dit. Les événements d'Israël, ont la même odeur, et se présentent sous le même aspect. Ils ont envoyé un autobus comme chair à canon, pour justifier la répression et créer les conditions pour obliger les nord-américains à appuyer les israéliens, et aussi pour empêcher un accord entre des secteurs du gouvernement de Carter avec les Soviétiques ou avec une partie de la résistance palestinienne. Carter a besoin de cela, pour l'utiliser au sein même des Etats-Unis, pour que les masses l'appuient, ou pour organiser une certaine base d'appui à une politique de guerre plus effective.

Je crois que la gauche va gagner. Comme il s'agit à présent d'un problème de chiffres - il lui manque très peu - il est possible qu'elle ne gagne pas, qu'elle n'ait pas assez de voix. Mais d'après toutes les informations que nous avons, je crois qu'elle va gagner. Un secteur de la petite-bourgeoisie, même gaulliste, va voter à gauche. Celle-ci détient la majorité électorale avec 50,5%. Si elle n'obtient pas la majorité parlementaire, c'est pour le type d'organisation imposée par la bourgeoisie. Un député communiste a besoin du double de voix qu'un député de la droite.

Péron avait fait ces mêmes manœuvres en Argentine. Il arrangeait les choses de telle façon qu'avec un million de voix, il avait plus de députés que les autres avec 4 millions. Je disais alors: "voilà une démocratie de quartier". Péron pratiquait une démocratie par zones

Il faut essayer d'élever l'intervention des masses dans la vie

LE TRIOMPHE DE LA GAUCHE AU 1er TOUR DES ELECTIONS EN FRANCE ET LES OBJECTIFS AVANT ET APRES LE 19 Mars 15 MARS 1978 J. Posadas

du Parti Communiste, depuis les syndicats, les usines, afin de peser, que la gauche gagne ou non. Il faut préparer l'étape postérieure, qui va s'accompagner d'un grand mouvement d'organisation d'organes de double pouvoir. En Italie, le Parti Communiste est en train de mener une politique d'appui au gouvernement, espérant ainsi gagner la gauche démocrate-chrétienne, et affaiblir le gouvernement.

Ils croient cela indispensable. Mais c'est une politique qui n'est pas nécessaire. On peut aller au gouvernement de façon électorale. Mais il faut ensuite éliminer les organes du capitalisme, ne pas créer l'illusion ou la croyance que, du fait des bonnes relations existant actuellement, la classe qui dirige le pays, le capitalisme, qui est l'ennemi, va accepter d'être battu, vaincu.

faut faire une pression, une relation, une intervention directe du prolétariat sur la petite-bourgeoisie. Il faut le faire! C'est aux organes de quartiers à faire des discussions, à poser des changements et des transformations sociales. Il faut discuter comment progresse le monde et comment on peut faire progresser la France. Il faut montrer le progrès de pays aussi minuscules que Cuba, la Yougoslavie ou la Roumanie. Ceux-ci progressent grâce à la planification de la production, qui élimine tout gaspillage, tout déchet de la concurrence et permet alors de planifier et de concentrer la capacité de production, d'éliminer le superflu, le gaspillage dus à la concurrence.

ment alors directement. Que les syndicats interviennent directement en politique. Pourquoi ne le feraient-ils pas? Nous avons posé dans de nombreux articles, et de façon plus profonde au cours de ces deux dernières années, le problème de la fonction des syndicats à cette étape de l'histoire. Nous avons posé, pour l'Italie, que les syndicats doivent intervenir directement en politique. Et c'est ce qu'ils font maintenant. Ils n'interviennent pas encore très directement, mais ils le font chaque fois plus. Ces mêmes syndicats, il y a deux ou trois ans faisaient démissionner des dirigeants communistes candidats aux élections syndicales, parce que le poste de dirigeant syndical était incompatible avec celui de dirigeant communiste. Qu'ils aillent au diable avec cette conception! Aujourd'hui en France, Ségué est très content d'être à la fois dirigeant syndical et dirigeant politique. Cela montre un progrès.

LE DEVELOPPEMENT DES EXPERIENCES DES MASSES EN ITALIE ET EN ALLEMAGNE

En Italie, les communistes, les masses communistes ont créé une quantité d'organes de double pouvoir. L'arrivée du Parti Communiste au gouvernement va s'accompagner d'un immense développement de la mobilisation des masses. Il existe des organes de quartiers, des organes d'écoles, de juges, d'usines, de secteurs d'usines: ce sont des organes de base, des éléments de dualité de pouvoir. On va bientôt en voir en France aussi. Ils n'existent pas en core, du fait de la politique du Parti Communiste, qui hésite entre l'étape antérieure et cette nouvelle étape. Ces élections vont montrer la nécessité d'accroître le poids du prolétariat dans des organes de double pouvoir.

LIP, par exemple, est un organe de double pouvoir, sans direction de double pouvoir, et circonscrit à une zone limitée, non vitale pour le capitalisme. Mais depuis LIP jusqu'à aujourd'hui, depuis Mai 68 à maintenant, les formes de double pouvoir se sont accrues. Les gens venaient, chez LIP et d'autres usines occupées comme Griffet par exemple. Depuis lors, il y a un développement du processus de dualité de pouvoir.

Les gauchistes, les écologistes, les radicaux de gauche, ne vont pas au Parti Communiste, parce qu'ils ne se sentent pas attirés, mais aussi parce qu'ils n'ont pas la maturité politique pour le faire. Ils rejettent le Parti Communiste, non par maturité, mais parce qu'ils ne comprennent pas que leur devoir réel est de se trouver dans le Parti, et de là, l'impulser, le changer. Ils manifestent, par contre, leurs protestations de l'extérieur, leur refus de la politique limitée, prudente, de conciliation avec le capitalisme, et ils cherchent à impulser seulement un aspect et non l'en semble. Ils forment un mouvement séparé qui divise et ne concentre pas les forces, qui n'éduque pas la classe ouvrière dans une concentration de classe. Il en est de même pour le problème de l'auto-gestion. Alors qu'en Yougoslavie, là où fut créée l'auto-gestion, il y a chaque fois "auto", et chaque fois plus de gestion, sans "l'auto". De plus en plus, se développent des forces concentrées de planification.

Il existe des bases d'organes de double pouvoir: il faut les élever. Même s'ils se trouvent dans des zones très éloignées des centres vitaux de la production, ils démontrent une intervention de la petite bourgeoisie, qui est directement gagnée par des organes de double pouvoir, par les usines et les entreprises qui fonctionnent en ayant éliminé le pouvoir capitaliste, démontrant ainsi l'inutilité de la direction capitaliste. Même si ces expériences sont très réduites, elles doivent peser dans le pays. Il faut s'opposer à ce que le capitalisme ferme les entreprises, à ce qu'il réduise ou limite le nombre d'emplois, à ce qu'il mette les gens dehors. Il faut poser, dès mainte-

nant, des solutions au problème du chômage.

En Allemagne, les ouvriers du livre sont en train de lutter contre les conséquences des réformes techniques, de la technification de l'imprimerie, qui développe une meilleure productivité et élimine une grande quantité d'ouvriers. Les ouvriers ne s'opposent pas à la technification, mais ne veulent pas en payer les conséquences. Ils veulent garder leur travail et la même catégorie, avec le même salaire, ou bien qu'on les envoie ailleurs. Ils ne sont pas contre la technification, mais ne veulent pas payer les pots cassés. Il manque une direction politique. Il faut lutter pour qu'on ne puisse pas mettre des ouvriers dehors, sans pour cela, s'opposer aux innovations techniques, qui favorisent la productivité du travail, le rendement; mais les ouvriers ne doivent pas en payer les conséquences. Il faut alors montrer que c'est le système capitaliste qu'il faut changer, en même temps qu'on assure le travail, le même salaire et les mêmes conditions de travail qu'avant. Il faut unir les deux choses.

Le même problème se pose en France, avec LIP, ou les autres usines occupées. Ces expériences que font les masses sont des tentatives très sérieuses et très profondes de la part de secteurs de la classe ouvrière, de vouloir diriger la société. Ce sont des expériences limitées mais il faut discuter tout cela. Cette élection montre à la classe ouvrière qu'elle produit des effets de direction sur la société. Cela va l'animer à disputer la direction de la société à la bourgeoisie, même si, pour le moment, c'est au travers de la voie électorale. Il faut se préparer pour un niveau plus élevé de discussions théoriques, politiques, programmatiques, en y incorporant également les groupes gauchistes.

Il y a deux zones où les gauchistes ont eu beaucoup de voix: les communistes en ont eu 6.200 et eux, 2.800 et 2.300. Ils ont obtenu des voix dans un secteur paysan, mais en général ils en ont obtenu très peu. Il faut se préparer pour un processus qui va s'élever en France comme dans le reste du monde. La bourgeoisie qui croit pouvoir faire un soupir de soulagement dans ces élections, pousse maintenant un cri de peur face à la grève en Allemagne. C'est une grève formidable! et la déclaration de la police de ne pas réprimer, brise tout le plan de la bourgeoisie.

Il faut par conséquent, intervenir en lançant un appel montrant que le résultat des élections n'exprime pas le véritable rapport de forces qui existe, parce que la classe ouvrière n'a pas encore pu influencer le reste de la société. Il est vrai que le Parti Communiste, le Parti Socialiste, les syndicats, représentent les ouvriers, mais il

En se basant sur l'expérience des Etats ouvriers, on peut empêcher la formation, l'organisation, le développement de l'appareil bureaucratique. Que les masses intervien-

LA FONCTION POLITIQUE DES SYNDICATS

Il en sera de même en Italie, d'ici très peu de temps; les dirigeants communistes vont être dépités et dirigeants de la CGIL, sans considérer ces deux fonctions comme opposées ou antagoniques. Ils montreront que la fonction de la classe ouvrière s'élève à la compréhension du fait qu'elle doit diriger la société et que, par conséquent, ces organes ont des fonctions distinctes, mais des buts identiques. La fonction du syndicat et du parti est distincte, la finalité est identique. Qu'est-ce qui détermine alors la conduite des syndicats? C'est la finalité identique, l'objectif commun, et non la fonction distincte. C'est cela qui est en train de déterminer, et c'est ainsi qu'il faut discuter en France. Si les syndicats comme Force Ouvrière ou la CFDT crient au scandale, qu'on les laisse crier. Ils le feront pendant très peu de temps. Il n'y a pas de place, à cette étape de l'histoire, pour qu'un scandale ait beaucoup d'écho.

Il faut intervenir en faisant ces appels, entre autres choses, pour montrer que l'aspect électoral se termine au 2ème tour, mais que l'aiguillage de la lutte de classe continue. Le prolétariat a de l'influence sur la majorité de la France. Tout en étant électorale, cette influence a une immense importance. Le Front Populaire a gagné avec un rapport de forces moins favorable, et il faut compter aujourd'hui sur un million de travailleurs émigrés, qui ne votent pas. Il ne faut pas en rester à l'aspect électoral. Le prolétariat va continuer les luttes les grèves, et il faut stimuler celles-ci en continuant de proposer le même programme que celui proposé au 2ème tour des élections. Il faut l'

augmenter, le développer, l'approfondir, en considérant surtout que le programme de l'Union Populaire, lui-même, déclare que les ouvriers qui demandent la nationalisation de leur entreprise, peuvent l'obtenir. Il faut poser ce programme dans les quartiers, les usines, dans les maisons, dans les écoles, dans tous les lieux où vit la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie.

Il faut faire en sorte que la classe ouvrière participe et qu'elle ait les moyens de se documenter, de lire, qu'elle ait du temps pour apprendre, comprendre le processus existant. Par exemple, on n'éduque pas la classe ouvrière en disant qu'il faut s'occuper des dissidents qu'il y a dans les Etats ouvriers, qu'il n'y a pas de liberté, pas de démocratie. Là où il n'y a pas de liberté, c'est en Israël. Ils tuent un nombre énorme de gens, et nient le droit à l'auto-détermination des Palestiniens. C'est un petit pays qui exerce la fonction impérialiste au nom des Yankees. Là où il n'y a pas de liberté, c'est en France, en Italie, en Allemagne, où les gouvernements capitalistes réduisent la liberté. Il existe la liberté apparente de voter pour qui on veut, mais il n'y a pas de liberté réelle de pouvoir vivre comme il est nécessaire de vivre, d'élever les conditions de vie. Par contre, cela n'existe pas dans les Etats ouvriers. Il ne faut donc pas discuter comme eux le veulent: "il n'y a pas de liberté...". Pour 60 types, il n'y en a pas. Mais par contre, il existe la liberté de décider le progrès de l'histoire, qui signifie l'appui aux mouvements avançant sur la voie du progrès de l'humanité. Il faut le discuter.

LES SOI-DISANT "DISSIDENTS" ET LA FONCTION HISTORIQUE DES ETATS OUVRIERS

Il faut condamner les dissidents qui défendent les assassins du Chili comme ce Soljenitsine, et ne disent pas un seul mot contre launte assassine chilienne. Pas un seul dissident n'attaque l'impérialisme yankee, défendant le droit au progrès, des masses du monde. Et l'unique forme de progrès, est l'Etat ouvrier. Il faut donc éliminer cette discussion, et montrer que ce qui progresse dans l'histoire, de manière claire et déterminante, est le program-

me d'étatisations et de planification de l'économie, et l'appui aux luttes des masses contre le système capitaliste. Les masses de France ont démontré qu'elles votent pour ce programme.

L'absence de vie théorique et politique des partis communiste et socialiste, et des syndicats, empêche une plus grande intervention des gens. Les syndicats doivent intervenir

Suite page 4

Le triomphe de la gauche au 1er tour....

J. POSADAS

nir dans la discussion théorique et politique du socialisme. Il n'est pas vrai que la dispute entre communistes et socialistes a empêché d'avoir plus de voix. Non. Ce qui l'a empêché, c'est la discussion fautive sur de faux problèmes, c'est la résistance aux Etats ouvriers. C'est cela qui crée de l'insécurité dans la petite-bourgeoisie.

Il faut discuter que nous voulons faire des Etats ouvriers, et non un Etat ouvrier dirigé bureaucratiquement, comme ce fut le cas à l'époque de Staline, et comme ce l'est en partie en Chine aujourd'hui. L'existence de la bureaucratie dans les Etats ouvriers ne fait plus de torts comme avant, car il n'y a déjà plus de stalinisme: aucun Etat ouvrier ne s'allie au capitalisme. Celui qui était le plus près d'une telle alliance est la Roumanie, et il y a là une crise très grande. Cela signifie que le progrès du mûrissement, du développement de l'économie, crée des conditions pour un nettoyage de l'appareil bureaucratique. Mais celui-ci ne peut se nettoyer s'il n'y a pas d'élévation de la lutte de classe contre le système capitaliste. Qu'est-ce qui est le plus important? la lutte contre l'appareil bureaucratique ou la lutte contre le système capitaliste? Il faut lier ces deux luttes, mais la plus importante est la lutte contre le système capitaliste, qui élève l'Etat ouvrier et crée les bases pour éliminer la bureaucratie.

Le manque d'une plus grande influence sur la petite-bourgeoisie, vient en partie d'une discussion si fautive, erronée, contre les Etats ouvriers. Ils font des critiques inutiles et injustes, car elles sont dirigées contre l'Etat ouvrier et non contre la bureaucratie. On peut faire les critiques à la bureaucratie, en exigeant par exemple que les syndicats dans les Etats ouvriers interviennent publiquement, que les femmes participent plus dans la vie soviétique, dans les syndicats, dans les organes de toutes sortes. Les syndicats doivent intervenir plus dans la vie sociale et politique du pays: qu'on fasse des assemblées, des meetings, des réunions de syndicats, qu'il y ait vie de Parti, que les cellules se prononcent, qu'elles s'adressent aux syndicats et aux masses nord-américaines. Que des discussions ouvertes et publiques se développent en Union Soviétique, sur tous les problèmes de l'histoire. C'est ainsi que les cadres vont se développer, mais en même temps il faut poser que des transformations sociales sont nécessaires dans le pays.

La discussion sur l'eurocommunisme et le pluralisme est fautive. Elle porte atteinte à la compréhension et trompe la petite-bourgeoisie parce qu'on lui fait croire ainsi qu'on peut laisser la bourgeoisie en place; que dans chaque pays, il existe des particularités nécessaires au développement. Mais qui développent ces particularités? la bourgeoisie, qui dirige le pays. Cela signifie une affirmation des sectateurs de la petite-bourgeoisie qui restent dans leur gaullisme. Par contre, il faut faire toutes les critiques nécessaires aux directions des Etats ouvriers, sur les aspects d'un plus grand développement des syndicats, des cellules du Parti Communiste; sur la nécessité d'une vie publique s'adressant aux masses du monde, une meilleure répartition de l'économie afin de donner à chacun selon ses besoins, réduire les différences de salaires. On peut faire ces critiques, mais en même temps, il faut défendre inconditionnellement l'Union Soviétique, et mon

trer qu'il n'y a pas d'autre manière d'éliminer le capitalisme et de construire le socialisme, que celle de 1917. Toute autre discussion est fautive et désoriente la petite-bourgeoisie, ne la gagne pas à la compréhension scientifique, mais la maintient sur le terrain du système capitaliste.

Quand la moitié de la France se prononce électoralement pour la gauche, c'est parce que, socialement, 75% l'appuient. Il y a un million d'ouvriers immigrés qui sont d'accord avec ce programme et qui ne peuvent voter. Il faut partir de ces conditions et montrer qu'une fois passé le moment électoral, la lutte de classe continue et la classe ouvrière va sentir qu'elle a la force de diriger le pays. Il faut montrer au Parti Communiste, au Parti Socialiste, aux centrales syndicales, la nécessité de lutter pour ce programme, de le développer et de maintenir la même activité pour le mener à bien - même s'ils ne sont pas majoritaires -, et unir la lutte pour les revendications aux transformations sociales.

Il faut développer les organismes de double pouvoir d'usine, de quartiers, sur tous les lieux de concentration de vie, de travail, d'activité intellectuelle des ouvriers, des paysans, des militaires, avec un programme que les gens discutent. Il faut que la classe ouvrière puisse participer à la discussion du programme et se documenter, qu'elle puisse lire, être informée, qu'elle sache ce dont il est question, et qu'elle puisse intervenir en se préparant au préalable, avec des lectures. Il faut donc faire des publications dans les usines, les quartiers, les syndicats, qui permettent, à tout le monde, d'écrire et de manifester ses idées. La tendance qui se démontre capable de diriger de façon cohérente, sur la base des besoins de l'histoire, et qui élève l'expérience des masses, va prévaloir. Cela élève en même temps l'unification de la classe et augmente son poids sur la petite-bourgeoisie, parce qu'elle voit qu'elle discute objectivement, sans rancœur, sans dispute, sans antagonisme et sans contradictions. Elle voit que ce sont des discussions différentes, pour comprendre et avancer dans cette compréhension.

Il faut discuter aussi les problèmes du monde. On ne peut faire une bonne explication théorique si on prend la propagande des capitalistes comme un exemple, alors que celle-ci est destinée à créer le doute et la méfiance de la classe ouvrière sur les Etats ouvriers. La classe ouvrière, par instinct, par compréhension de classe, appuie les Etats ouvriers. Cela crée une contradiction au sein même des Partis, qui empêche par conséquent l'élaboration et le développement politique de la classe, la création de nouveaux cadres, ainsi que l'influence sur la petite-bourgeoisie. Avec cette politique, ils créent la méfiance dans la petite-bourgeoisie vis-à-vis de l'issue d'Etat ouvrier. Il faut éliminer cette forme de discussion contre les Etats ouvriers disant "qu'on ne peut pas parler, qu'il n'y a pas de libertés individuelles, qu'il y a de l'oppression, des limitations". Ce qui fait la valeur de l'Etat ouvrier est sa structure historique, la propriété étatisée, la planification de la production qui a permis, en 60 ans, d'élever l'Etat ouvrier à la fonction historique de diriger l'humanité. Ce qu'il faut changer et modifier ce sont les directions politiques, mais on ne les change pas en s'unissant

au chœur de la bourgeoisie contre l'Etat ouvrier, mais en appuyant le développement de la lutte de classe dans le monde, qui influence également l'Etat ouvrier. C'est la manière de changer, d'améliorer, d'élever les directions politiques, et de changer les appareils bureaucratiques. C'est cela qu'il faut changer dans les Etats ouvriers. Mais pour les changer, il faut appuyer, intégralement, la lutte historique mondiale contre le système capitaliste. Cela aide à développer la classe ouvrière. Les élections en France sont intimement liées à cet aspect mondial de la lutte de classes.

C'est une étape de la lutte de classes en France, qui ne se termine pas avec les élections. Celles-ci

sont un aspect qui montre la concentration des forces du capitalisme et de la classe ouvrière. La classe ouvrière sent qu'elle peut diriger la société. Les communistes et socialistes doivent donc discuter, en même temps que le programme commun, une intervention plus profonde et plus directe pour diriger le pays. S'ils ne peuvent le faire à partir du gouvernement, il faut qu'ils dirigent à partir des usines, à partir des quartiers, des écoles. Il faut élever la fonction de la classe pour éduquer et impulser la masse socialiste, particulièrement, à influencer son parti et en faire un parti avec une attitude anti-capitaliste cohérente. C'est la conclusion de cette étape des élections.

15/3/1978

J. POSADAS

DISCUTER LES ELECTIONS FRANCAISES...

EDITORIAL

Commun, il y a une distance énorme, et un antagonisme, car le premier cherche à restructurer l'économie capitaliste, tandis que le programme commun cherche à porter atteinte à ses principaux intérêts, pour que l'économie réponde plus aux besoins de la population.

C'est cela qu'il faut discuter, pour tirer les conclusions de ces élections et proposer, maintenant, des débats, des réunions, pour le faire. Ce que montre la situation en France, et la polémique socialistes communistes, c'est justement que la classe ouvrière doit pouvoir intervenir directement, et pas seulement les directions, pour discuter entre socialistes, communistes, et les autres tendances, et pour influencer, convaincre et attirer les secteurs de la petite-bourgeoisie qui verront concrètement que la classe ouvrière a la capacité, les idées et la volonté de diriger les changements de la société.

Mais si le PSB ne fait pas cette tâche, le Parti Communiste doit l'organiser en Belgique. C'est une erreur des camarades communistes d'avoir donné si peu d'importance au processus actuel en France. Le "Drapeau Rouge" au lendemain du 19 mars publiait 5 lignes. Et maintenant en core, il n'y a pas de résolutions, de prises de positions, d'appels du Parti, comme tel, comme Bureau Politique, comme cellules, comme organisme, pour recueillir toute la force formidable qu'exprime la classe ouvrière en France, et organiser la tendance de gauche anti-capitaliste en Belgique, dans les syndicats et le Parti Socialiste.

En partie, le PCB pense ce que certains dirigeants communistes espagnols ont déclaré tout haut: que le PCF est responsable de l'échec de la gauche parce qu'il n'a pas été assez eurocommuniste dans sa campagne électorale. Comme le dernier Comité Central du PCB a revu ses positions antérieures et considère l'eurocommunisme comme quelque chose de positif, une partie de la direction communiste considère aussi que le PCF allait trop loin dans sa polémique avec le Parti Socialiste, et avec le programme qu'il défendait, qu'il n'était pas assez pluraliste et pas assez conciliateur avec le capitalisme. Pour cela, dans le PCB, on discute encore si la revendication de "mise sous statut public" peut être ou non défendue, alors qu'en France, les communistes mènent la discussion sur l'extension des nationalisations et les formes de contrôle ouvrier pour faire fonctionner les entreprises étatisées.

Il faut dire sans équivoque: sur ces points du programme, le Parti Communiste Français a raison dans la polémique avec les socialistes. Et il a dû mener cette polémique, pour prévenir et contenir un recul d'un secteur de la direction socialiste, qui se préparait à refaire l'expérience de Soares en France, ou à reculer sur un programme social-démocrate.

Il est certain que le rapport de forces et d'influence n'est pas le même entre le Parti Communiste et Socialiste en France et en Belgique. Mais cela ne doit pas changer la discussion des principes: sur la nature du système capitaliste, la nature de cette crise, sur la fonction historique des Etats ouvriers, sur le front des partis et des syndicats, sur le rôle politique des syndicats, entre autres.

Mais la force que le Parti Communiste n'a pas du point de vue numérique, il peut la développer du point de vue programmatique, et contribuer de façon importante à l'organisation du courant de gauche du Parti Socialiste et dans le mouvement syndical. Poser clairement les conclusions et les perspectives des élections françaises, est une partie de cette tâche. Il faut mener cette discussion avec les militants et la base socialiste, et en particulier dans le mouvement syndical, lutter pour la démocratie dans le syndicat, comme un point très important pour impulser ces changements.

Dans tous les meetings organisés par la FGTB, que ce soit celui de l'Interrégionale, ou le meeting de Debunne à Bruxelles, comme dans la plupart des assemblées syndicales ce sont toujours les dirigeants qui ont la parole. Et ils parlent comme s'ils se sentaient responsables de tirer le capitalisme de sa crise et non responsables du progrès de la classe ouvrière, qui n'est pas compatible avec le capitalisme. La FGTB a accepté et soutient le Plan Claes. La direction du moins. Car il n'y a jamais eu de discussions, dans les usines, dans les assemblées dans les cours syndicaux, où les travailleurs donnent leur opinion, où les différentes tendances s'expriment.

Et justement, la préoccupation très grande des travailleurs pour la France, c'est parce qu'ils ont vu que dans le Programme commun, l'Union de la gauche, il y a une force de progrès pour la classe ouvrière. C'est cela qu'il faut discuter dans le syndicat: faisons la comparaison entre le programme commun et le Plan Claes. Nous le proposons aux camarades communistes, d'employer toutes les forces importantes qu'ils ont dans le mouvement syndical, en front unique avec les autres groupes de gauche, avec les posadistes, pour transmettre les expériences les plus élevées de la classe ouvrière, comme celle de la France, comme celle de la fonction des Etats ouvriers, dans le mouvement ouvrier en Belgique et lutter pour la démocratie dans le mouvement syndical, qui est une nécessité vitale pour l'organisation de la classe ouvrière.

26.3.1978

ORGANISER LA GAUCHE SYNDICALE POUR IMPULSER LA FONCTION POLITIQUE ET L' INTERVENTION DES SYNDICATS EDITORIAL

Le 5 avril, journée de lutte de toute la classe ouvrière européenne pour la diminution du temps de travail et contre le chômage, devait être un moment important pour l'organisation de la lutte contre le système capitaliste. Mais on ne peut pas dire que ce fut le cas en Belgique. Pourtant, partout où ils ont pu le faire, les travailleurs ont arrêté le travail, les grèves ont été suivies à l'unanimité. Mais il n'y a pas eu d'orientations, de propositions de lutte de la part des directions syndicales pour inscrire cette journée du 5 avril dans un plan d'action anti-capitaliste, de l'ensemble du mouvement ouvrier. Les 36 heures sont à l'ordre du jour, dans les discours et les réunions, mais dans l'action concrète, les ouvriers doivent lutter, usine par usine, secteur par secteur, pour imposer une diminution du temps de travail au capitalisme. La FN a fait grève seule pendant des semaines. Maintenant, c'est chez Hanrez que les ouvriers font des arrêts de travail, pour la même revendication. La même chose s'est produite dans plusieurs entreprises. Par contre, on peut voir que, quand les syndicats, sont intervenus plus résolument dans la lutte comme dans les grands magasins, les travailleurs ont imposé réellement une conquête au patronat et ils ont arraché les 38 heures avec l'obligation pour le patron d'embaucher du personnel pour l'équivalent des heures diminuées.

Le 5 avril, c'était surtout un jour de discours et de réunions sélectionnées de permanents syndicaux. Mais les ouvriers ont exprimé leurs critiques envers les dirigeants, comme à Charleroi, où ils ont fait le vide au moment du meeting que les dirigeants sidérurgistes allaient prononcer. Tout cela ne signifie rien de "l'apolitisme" de la part de la classe ouvrière. Autrement, les grèves ne seraient pas suivies, elles non plus. Et les capitalistes auraient déjà attaqué bien plus durement toutes les conquêtes de la classe ouvrière. Malgré la démobilisation de presque toutes les directions, la classe ouvrière continue, de se battre.

Aucune convention collective n'a été signée cette année dans de nombreux secteurs, comme les services publics, la métallurgie. C'est une situation très instable. La bureaucratie syndicale ne parvient plus à faire des accords de paix sociale avec le capitalisme, mais les travailleurs n'ont pas de force syndicale suffisamment organisée, pour imposer des conquêtes, pour mener une offensive face à cette crise capitaliste que la bourgeoisie veut nous faire payer.

Le gouvernement cherche à faire de nouvelles économies sur le dos de la population. Il fait la chasse aux chômeurs; c'est comme ce la que le ministre Spitaels parvient à réduire le nombre de chômeurs des statistiques, mais cela ne les élimine pas de la réalité pour autant! Ils essaient de faire la même chose pour la sécurité sociale, pour l'enregistrement, pour les budgets destinés à la population. La participation socialiste au gouvernement Tindemans est utilisée par la bourgeoisie pour essayer de faire passer toutes des mesures d'austérité contre les masses. Ce que la droite du PSB et des organisations syndicales

ne peuvent plus éluder, c'est que cette crise du capitalisme ne peut plus être surmontée. Il n'y a aucune "relance de l'économie", ni aucune amélioration de la situation!

Cependant les grosses sociétés capitalistes et les banques font d'énormes bénéfices. La productivité du travail a augmenté, malgré le chômage. La Société Générale fait des prêts de milliards de francs à l'Ouganda; et l'ensemble des banques belges font des prêts à l'Argentine, au Chili, au Zaïre. C'est là qu'elles s'assurent leurs profits, qui est le moteur de l'existence du système capitaliste. Entretemps toute l'économie belge est dans une crise, de désintégration pour certaines régions et branches d'industrie. Non par manque de débouchés, mais parce que les grandes sociétés capitalistes belges s'intéressent à autre chose. Et elles ne se préoccupent pas des menaces ni des appels des syndicats et du PSB. Elles n'investissent pas pour créer de nouvelles entreprises, pour reconverter les secteurs en crise de façon à donner du travail aux gens et à satisfaire les besoins de la population.

Quand la régionalisation sera en marche, les gouvernements régionaux, même avec une majorité de gauche, n'auront pas un plus grand pouvoir face aux grandes sociétés capitalistes. C'est pourquoi il faut poser un programme de transformations sociales dans le pays, mettre les banques et les principaux moyens de production, l'énergie, sous le contrôle de la classe ouvrière, les exproprier, et planifier l'économie, pour les besoins de la population.

Les syndicats doivent intervenir pour mener ce programme de l'avant. Il faut expliquer que le chômage ne va pas diminuer, même avec une diminution du temps de travail, parce que le capitalisme n'est plus en conditions et n'a pas intérêt à réabsorber tous ces chômeurs. Il faut faire une campagne du Front Commun Syndical pour que toute la classe ouvrière et la population exploitée interviennent dans la lutte pour changer la société.

Les propositions du M.O.C., de la FGTEB, celles récentes de "Tribunes Socialistes", doivent être débattues dans des assemblées où tous les travailleurs ont le droit de parler, échanger des idées, critiquer et faire des propositions, dans les usines, les quartiers, et que les femmes, les jeunes, les enfants, les travailleurs immigrés parlent aussi avec les mêmes droits, que tout le monde. On ne doit pas laisser l'élaboration des "programmes" dans des petites commissions, d'experts, mais que toute la population intervienne pour les discuter, les élever, les corriger.

Lors de la dernière assemblée de l'Interrégionale FGTEB à Bruxelles, il n'y a pas eu une minute de discussion! De même le 5 avril: ce sont seulement les dirigeants qui ont parlé. Les travailleurs sont convoqués aux réunions, aux assemblées, pour faire masse, mais pas pour donner des idées, pour être écoutés. C'est cela qu'il faut changer dans la vie politique et syndicale, pour donner de la vie et de la force aux propositions des direc-

Suite page 4

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

LUTTE OUVRIERE



ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 Francs

15ème ANNEE

N° 298

Le 11 Avril 1978

Périodique bi-mensuel - Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE - BP 273 - 6000 Charleroi
Abonnement de 12 numéros : 80 F. - Abonnement annuel : 150 F. - Abonnement de soutien : 500 F.
A verser au CCP 000-09762.34-26 de C Pôlet - Editeur Responsable : C. Pôlet - 51a, rue Garibaldi - 1060 Bruxelles.

"TRIBUNES SOCIALISTES" ET L'ORGANISATION DE LA GAUCHE DANS LE P.S.B.

Déclaration du Bureau Politique du P.O.R.T.

L'apparition de "Tribunes Socialistes" n'est pas seulement le résultat d'une manœuvre de quelques dirigeants du P.S.B. qui sentent l'avenir bloqué au travers de la participation du PSB dans le gouvernement Tindemans ou n'importe quel autre gouvernement bourgeois.

"Tribunes Socialistes" veut radicaliser le PSB. Cela répond à une nécessité dans le PSB, d'organiser un courant de gauche qui lutte pour un programme de transformations sociales pour la Belgique.

Cette nécessité ne vient pas seulement de la Belgique ou de quelques dirigeants qui veulent du changement, mais vient de la maturité du monde pour le communisme, pour des changements de société; et de l'approfondissement de la crise du capitalisme qui ne permet plus de politique sociale-démocrate dans n'importe quel pays capitaliste.

Les conditions dans le monde, sont tout à fait favorables à des changements fondamentaux, qui remettent en question les régimes de propriété privée et qui appliquent un programme semblable à celui des Etats Ouvriers, (pays socialistes). Le rapport de forces mondiale est tout à fait favorable au socialisme, le nombre de pays qui entrent dans le camp socialiste se multiplie et laissent de moins en moins de moyens à l'impérialisme et au capitalisme d'investir, d'avoir des points d'appui militaires, politiques et sociaux. Il suffit de voir le progrès énorme qu'ont fait l'Angola, le Mozambique, le Sahara Occidental, ou encore le Vietnam réunifié en très peu de temps du point de vue économique, militaire, social et politique.

L'organisation de la gauche socialiste est une nécessité objective, pour répondre à la crise du capitalisme en Belgique. "Tribunes Socialistes" est une initiative qui va permettre une discussion d'idées, un échange d'idées, qui va permettre de débattre: Quelle Belgique voulons-nous? Où va la Belgique? Et avec quel programme? Et cela dans le PSB mais aussi dans les Jeunesses Socialistes, et dans toutes les tendances du mouvement ouvrier. Il faut que toutes les tendances interviennent, dans cette discussion, pour donner des idées, faire des analyses, et non attendre comment cela va progresser ou voir quelle tournure cela va

prendre.

Nous appelons le Parti Communiste, les organisations chrétiennes de gauche, GPTC, le POC, le MOC à discuter et intervenir et donner son avis sur "Tribunes Socialistes" et également tous les groupes "gauchistes", la LRT, Amada-TPO, à développer des idées, à faire des propositions et des critiques, à participer, avec passion à cette discussion.

Nous appelons en particulier, le Parti Communiste à intervenir à faire une discussion dans le PC sur la signification profonde de "Tribunes Socialistes" et agir comme une direction politique qui donne des idées sans faire du suivisme ou de l'adaptation.

Notre Parti considère n'importe quelle initiative comme celle-là indépendamment de ceux qui l'organisent, comme un moyen d'expression, de militants socialistes, de base, de militants syndicaux; comme une possibilité de discuter une multitude de problèmes nécessaires à débattre, entre les différentes tendances de la gauche. Il ne faut pas rester en expectative, et attendre. Il faut intervenir dans cette discussion et ne pas développer de "patriotisme" de parti, en sentant les "Tribunes Socialistes" comme des concurrents, mais considérer n'importe quel progrès de la gauche socialiste comme un progrès de tout le mouvement ouvrier et de son propre parti en même temps.

"Tribunes Socialistes" sort justement après les élections en France et cela n'est pas un hasard. Cela reflète la volonté de l'avant-garde ouvrière, des militants socialistes de faire une discussion programmatique, pour tirer les conclusions de ces élections, comme cela a été le cas en France entre le PS et le PC et qui n'a pas du tout représenté un échec, un recul, ou une divison mais qui a été une polémique nécessaire pour répondre à la crise croissante du régime capitaliste

"Tribunes Socialistes" ne propose pas un programme de transformations sociales du pays, une alternative de société. Il fait des considérations tactiques sur comment la majorité de gauche en Wallonie peut avoir une représentation gouverne-

Suite page 4

LA SEQUESTRATION DE MORO, L'IMPERIAL ET LES TRANSFORMATIONS S

Ceux qui font de telles actions, comme la séquestration de Moro en Italie, peuvent utiliser un ou deux ouvriers, mais ce ne sont pas eux qui déterminent, qui ont de l'importance. C'est la CIA qui agit. Les ouvriers ne peuvent avoir la capacité, le temps, ni l'argent, ni l'expérience, ni les moyens techniques pour des actions demandant une telle préparation. Les ouvriers qui interviennent là sont des instruments individuels, qui n'altèrent rien la vie anti-capitaliste de la classe. La preuve en est la grève générale qui s'est faite après la séquestration.

Le Parti Communiste n'est pas responsable de ce qui s'est passé, mais il a désorienté en ne disant pas : "c'est la CIA qui fait ces actions, qui utilise l'un ou l'autre ouvrier, paie des gens abattus, carriéristes, individualistes, mais ce n'est pas cela qui détermine". Ce lui qui établit le programme, l'objectif et l'activité n'est pas l'ouvrier d'une usine ou d'une autre, d'origine communiste, socialiste ou gauchiste. C'est un plan de la CIA qui utilise une série d'ouvriers dévoués pour servir de pont, de couverture, mais aucun ouvrier ne peut établir et structurer tout cela. Il s'agit de types experts, professionnels, dans cette tâche. Ce sont les mêmes qui ont fait Entebbe, l'intervention à Chypre, et les mêmes qui, au travers des Israéliens, sont allés massacrer au Liban. Ceux qui organisent une telle activité, ont la même origine.

Il y a un manque de discussions, d'orientation pour dire : "c'est la CIA. C'est là qu'il faut chercher la cause, le coupable. Ceux qui ont assassiné les cinq policiers et séquestré Moro sont les mêmes qui dirigent les recherches, et qui trompent, dévient, désorientent et se montrent impuissants". Si les partis communiste et socialiste se décident à lancer une campagne, en trois mois ils font la lumière sur tout cela, et sans aucun coup d'Etat. Si la droite fait ce coup d'Etat, elle ne va pas triompher, mais être écrasée.

Comment des ouvriers pourraient-ils organiser cela? Tout d'abord ce n'est ni dans la conscience, ni dans la capacité, ni la volonté des ouvriers de faire de telles actions. Ils ont la compréhension que cette tâche n'est pas pour eux. Ils ne recherchent pas le progrès social en tuant des policiers, et surtout des policiers qui ne sont pas en train de réprimer, mais qui protègent un dirigeant politique, ni en séquestrant Moro. Ce n'est pas une tâche des ouvriers. Comment dire alors : "il faut chercher à l'intérieur des usines!". Cela revient à faire croire que c'est là qu'il faut chercher. Non! Il faut chercher dans l'équipe du gouvernement, dans les cadres de la police, de l'armée. Il ne s'agit pas d'ailleurs du policier commun ou de l'officier, dont la majorité est avec la gauche. Ce sont des cadres qui décident et mènent toutes ces actions, soumis à la discipline secrète qu'ils ont établie. C'est cela qu'il faut attaquer, au lieu de dire : "il y a un ouvrier dans cette action". Il est possible que quelques ouvriers désillusionnés, et surtout individualistes, se prêtent à de telles activités. L'ouvrier qui fait cela est un individualiste. Même ceux qui n'ont pas de compréhension, de conscience de la lutte de classes, ne se laissent pas attirer par cela. Ce sont de petits cercles déçus.

On ne peut porter l'attention sur le fait que des ouvriers font cela. Non! C'est le commandement fasciste. Ce sont les hauts commandements, y compris la droite démocrate-chrétienne, qui agissent de cette façon et

utilisent quelques ouvriers. C'est ainsi qu'il faut le poser. Par conséquent : où faut-il chercher le coupable et couper les racines de cette activité? en prenant un ouvrier, d'une usine ou d'une autre? Non. Ce sont les hauts cadres qu'il faut changer. La petite-bourgeoisie le voit; elle voit aussi le manque de décision de la direction communiste des syndicats et du Parti Socialiste. Et comme elle n'a pas un poids

La classe ouvrière n'a rien à voir avec cet enlèvement

C'est une très grande erreur, de rendre les ouvriers coupables de ces actions. Cela va avoir de graves conséquences. La bourgeoisie en profite, surtout, pour désorienter la classe ouvrière et dire : "les coupables sont chez vous. Attention à vous!". Ceux qui ont séquestré Moro sont les mêmes qui envahissent le Liban. Ils ont le même sentiment, le même intérêt. Ce n'est pas une politique erronée.

Les élections en France vont stimuler l'avant-garde ouvrière, en montrant que pour changer la société française, la voie électorale menée par les communistes et les socialistes n'est pas la bonne voie. Au contraire, c'est cela qui va être mis en question. Que ce soit en France, ou en Italie, il est nécessaire que le Parti Communiste appelle à des transformations sociales, qui vont attirer la base socialiste et la petite-bourgeoisie. Le capitalisme va accroître la crise, il ne va pas l'améliorer. Toutes les conditions qui existent pour eux vont dans le sens d'augmenter le chômage. Et même si leur prévision est autre ils vont augmenter la concentration des capitaux, la productivité, et vont par conséquent devoir augmenter la consommation. Et qui va consommer? Cette crise n'est déjà plus comme celles de l'époque de Marx, dans lesquelles une rénovation suivait la crise parce que le capitalisme s'étendait dans les colonies, étendant ainsi les investissements de capitaux, et il liquidait des tas de gens, entre autre, au moyen de la guerre. Aujourd'hui, il y a les Etats ouvriers qui interviennent

Il surgit alors des secteurs, comme celui de La Malfa, qui sont morts de peur. Ils voient que tout s'écroule, tout s'effondre. Ils en profitent pour poser une série de mesures qui ne répondent pas à la nécessité de progrès du pays, et pour contenir cette couche de ban-dits. Ce sont des secteurs petits-bourgeois, qui apparaissent comme objectifs, non liés aux grands intérêts, mais qui procèdent à des mesures qui avantagent le grand capital. Ils ont le même intérêt que celui-ci : la peur de la chute du capitalisme. C'est pour cela qu'ils tirent ces conclusions. Pour 5 ou 10 types qui font un enlèvement : "peine de mort!"... "le pays paralysé". Cela démontre avant tout un gouvernement impuissant et incapable. Mais pourquoi est-il impuissant? c'est parce que tout cela se fait dans ses propres rangs. Tous ces assassins viennent de leurs propres files. Là est l'impuissance : ils ne peuvent vérifier, enquêter, car il s'agit du gouvernement lui-même.

La Malfa représente une couche petite-bourgeoise, de petits investisseurs qui voient leur sécurité dans la stabilité capitaliste. Comme ils n'ont rien, ils cherchent à ce que le grand capital fasse cela. C'est ainsi que dans les moments fondamentaux, ils sont du côté du

déterminant dans l'économie et dans la politique, elle ne se sent pas capable socialement. Dans le syndicat et le Parti, elle se sent capable, mais ceux-ci ne lui donnent ni les connaissances, ni l'orientation ni la politique qu'elle sent possible de faire. La petite-bourgeoisie le cherche alors dans le gouvernement. En France, elle a cherché cela dans le gouvernement, et en Italie, dans la démocratie chrétienne.

grand capital et leurs solutions sont celles du grand capital. Comme ils représentent les petits investisseurs, les petits patrons, les petits commerçants, ils ont un pied dans les secteurs liés à la classe ouvrière, mais quand ils décident, ils le font au nom du grand capital parce que celui-ci représente la propriété privée.

Dans la grève générale en Italie, si on pose qu'il faut nettoyer l'armée, la police, la changer, et la transformer - même sans passer directement de transformations sociales et économiques -, et que le parlement et les syndicats doivent intervenir, alors on prépare l'Italie à ces transformations. En ne disant pas tout cela, les communistes espèrent gagner la petite-bourgeoisie, le secteur de gauche de la démocratie-chrétienne. Mais ils ne leur donnent aucun assurance, au contraire, ils les rendent plus incertains : ils prolongent ainsi le processus.

La situation actuelle en Italie est une tentative de réponse du capitalisme mondial dirigé par la CIA, et par un commando supérieur à la CIA elle-même. Celui-ci est en contact direct avec les cercles militaires, qui doivent créer une combinaison entre le Pentagone et la CIA, ou bien un nouvel instrument, ayant la spécialisation de ces tâches. Tous les assassinats et les crimes qui sont apparus, ont été commis de cette façon. Entre autre, Schleyer en Allemagne. Il apparaît maintenant, que la police savait tout. J'ai posé, à ce moment - là : "c'est un mensonge. C'est la police qui a fait cette action pour justifier une répression et maintenir le pays en état d'imposition". Les socialistes croyaient ce que disait le gouvernement. Je ne pense pas qu'ils étaient tous impliqués dans ce crime, mais une partie importante du Parti Socialiste croyait à cette version. C'est la conception bureaucratique social-démocrate.

En Italie, comme en Espagne, une série d'actions se sont succédées, ayant les mêmes racines, entre autres, quand l'amiral Carrero Blanco fut tué. Dans le monde entier, du Moyen-Orient, à l'Amérique Latine et à l'Europe, il y a des assassinats de cette nature. Il s'agit d'un commando dirigé, qui entraîne des gens. Rappelez-vous le fameux Carlos, qui faisait une série d'actions, qui ne pouvaient être réalisées qu'avec le concours de la police. Tous ces rapt, ces assassinats, ces crimes sont menés par une direction qui a besoin de coordination, de discuter, de planifier, d'avoir de l'argent de la place, du temps et des gens convaincus de ce qu'ils font. Ce sont des gens qui croient en ce qu'ils font. Si ces gens-là s'occupent de politique, ils ne font ni assassinats, ni crimes. Les gens qui agissent ainsi ne sont pas des dirigeants, ni des militants

ni des hommes politiques. C'est une équipe spéciale de commandos qui dans la guerre, font des actions comme celle contre Tal El Zatar, ou comme ils ont fait à Entebbe ou comme ils voulaient faire à Chypre.

Cela signifie toute une mobilisation venant de commandos, ainsi que de la police, dirigée par la CIA, ou un nouvel organisme, dans lequel ceux qui dirigent sont les hauts cadres de la police et de l'armée. Pour faire cette tâche, ils ont besoin d'une série de forces, de pouvoirs, de résolution et d'imposition que seule la police et l'armée peuvent avoir. A chaque fois qu'il y a de tels crimes, on s'arrange pour mettre des gens à l'écart, pour les isoler afin de permettre à ces types d'agir comme ils veulent et sans rencontrer personne. A la suite de ces actes, ils ne retrouvent personne. Aucun de ceux qui sont intervenus ne peut être retrouvé. Cela ne peut se faire qu'avec des individus très entraînés et convaincus que leur action est honorable, ou des individus payés pour faire cette tâche. Aucun acte politique n'entraîne de telles actions, même les gauchistes ne peuvent avoir cela dans la tête, ni les communistes, ni les socialistes, ni même les autonomes. Ces derniers proviennent du mouvement ouvrier, et en tant que mouvement, ils ne font pas cela.

Quelles sont alors les racines de ce mouvement? Que cherche-t-il? Le mouvement ouvrier ne crée pas des gens pour de telles actions. Les ouvriers n'ont ni entraînement, ni assurance, ni pratique pour cela, et ne sont pas intéressés à acquérir une telle pratique, qui demande, non seulement un fonctionnement d'entraînement militaire, mais une mentalité militaire. Il ne s'agit pas simplement d'un type qui s'entraîne à tirer, mais d'avoir une mentalité militaire, la synchronisation d'un mouvement militaire. Cela ne s'acquiert pas à l'usine, ni en faisant des exercices de guerrilla hors de l'usine : il s'agit d'une conception de l'esprit. Le militaire est militaire, non parce qu'il se trouve toute la journée, dans la caserne, mais parce que son esprit est structuré dans la caserne. Il a la caserne à l'intérieur de lui-même. C'est pour cela qu'existe la "solitude de l'uniforme". (*)

Il faut considérer que ce crime annonce quelque chose de plus important que le crime et la séquestration en eux-mêmes.

Ce sont des réactions de l'imperialisme pour essayer de contenir le processus ascendant de la révolution en Europe, et surtout en Italie et en France. Ils croient tous, que la bourgeoisie pousse un soupir de soulagement, "que la vague de la France est passée", selon Giscard d'Estaing. Mais la vague n'est pas du tout passée : elle arrive seulement, maintenant! Il essaie de l'attraper et de la maîtriser, en s'adressant à un public qui a voté, non pas pour lui, mais pour un programme, des changements, des améliorations, qui font partie du programme de la gauche. Il doit donc y répondre. Il ne parle pas comme devrait le faire un vainqueur disant : "nous avons gagné, ils doivent se soumettre". Mais il dit : "moitié - moitié", et lance un appel. Il sent qu'à n'importe quel moment la situation peut éclater, que ce qui n'a pu exploser au moment des élections, va exploser par la suite.

Le discours de Giscard s'adresse à la bourgeoisie, pour lui mon-

SME, LES PARTIS OUVRIERS SOCIALES EN ITALIE

trer : "eh! attention. Nous avons gagné d'un souffle, mais celui-ci peut s'échapper". Ce que la gauche

n'a pu faire dans les élections va surgir maintenant dans le mouvement ouvrier ou dans d'autres mouvements

Un crime commis par la C.I.A.

Cette action en Italie fait partie du travail de l'impérialisme mondial qui essaie, pour le moins de retarder, de saboter le processus d'ascension des luttes révolutionnaires, dans lequel l'élévation des partis communistes aux gouvernements va se développer, et qui donne lieu à un mouvement de lutte des masses, qui entraîne le Parti Communiste lui-même. Ce n'est déjà plus l'époque de la social-démocratie, dans laquelle les communistes au gouvernement étaient pervertis. Ce n'est pas l'Espagne de 1936. Et il ne s'agit pas non plus d'un Parti comme le Parti Communiste du Chili, qui était à la droite d'Allende parce qu'il contenait toutes les mesures de transformations ou d'étatisation

Avant l'Europe, et de façon beaucoup plus prononcée qu'en Europe, au Chili est apparu la gauche, que représentait le MIR. C'était une gauche bien avancée, qui organisait des quartiers entiers dans des expériences socialistes. Dans ces quartiers, on ne buvait pas - et ne pas boire pour un Chilien, c'est une condamnation, car il y était obligé par les conditions de vie-, on ne fumait pas, il n'y avait pas de prostitution et pas d'enfants malades, car les médecins étaient gratuits. A cette époque, j'ai écrit un article critiquant le gouvernement d'Allende, pour l'attitude de répression qu'il prenait envers ce mouvement en disant : "non! vous devez l'impulser, parce qu'il s'agit d'une aide au gouvernement d'Allende; ils essaient de montrer qu'il est possible de faire tout cela". Et ils ont fait de très bonnes choses! C'était un quartier où il n'y avait plus de querelles entre voisins, ni d'ivrognes, cela signifiait un progrès. Ce n'était pas un résultat du MIR, lui-même, mais de l'existence du gouvernement d'Allende, qui stimulait les gens à prendre cette voie pour élever la lutte.

La séquestration de Moro est un crime commis par la CIA, en préparation de la guerre. Les Israéliens viennent de faire de même au Liban: un assassinat de centaines de gens pour occuper la terre et stimuler de petits groupes à des actions d'imposition, criminelles, appuyées par l'impérialisme et par la relation de forces dans cette zone. L'assassinat commis par les Israéliens, au Liban, va se retourner contre eux. C'est un véritable assassinat, au sens propre du terme, un essai de préparation de guerre, comme le coup d'Entebbe et celui que les Egyptiens ont essayé de faire à Chypre.

L'assassinat des 5 policiers, en Italie, n'a pas été fait par des ouvriers, ou par des types appuyés par des ouvriers. Ce mouvement réactionnaire d'assassins n'a rien à voir avec le mouvement ouvrier. Il peut y avoir 4 ou 5 ouvriers, mais ceux-ci doivent être des gens décomposés et qui ne représentent ni la classe ouvrière ni le mouvement ouvrier. Ceux qui représentent l'Italie sont les ouvriers qui ont fait la grève générale il y a trois mois le 2 décembre. Ce ne sont pas les assassins des 5 policiers ni les auteurs de l'enlèvement de Moro. Où se trouvent les ouvriers dans cette affaire? Ce sont des professionnels

qui ont fait cela, et non des gens simplement entraînés à ce genre d'actions. Ce sont des militaires! La synchronisation à laquelle ils sont parvenus ne se fait pas avec un entraînement de deux semaines. Les tireurs qui ont tué les gardes par derrière n'ont pas été entraînés pour cette tâche en particulier; ils étaient déjà préparés avant à tuer de cette manière. Seuls des gens de la CIA peuvent faire cela. C'est une tâche, comme celle de la Junte d'assassins du Chili, destinée à essayer d'intimider le prolétariat, de stimuler la grande bourgeoisie pour qu'elle résiste à toute perte de pouvoir politique, comme le serait pour elle l'entrée des communistes, au gouvernement. Ils ne voient pas que les communistes peuvent être attirés ou se faire réformistes, mais au contraire, ils voient le danger, que ceux-ci signifient au gouvernement, parce que derrière eux, il y a 20 Etats ouvriers, les 20 Etats révolutionnaires, et les masses qui vont pousser le Parti Communiste Italien à une tâche révolutionnaire, à imposer des transformations sociales.

Quand à Milan, il y a une manifestation de 100.000 personnes pour 2 gauchistes qui ont été tués, alors que "L'Unita" (organe du PCI) les avait critiqués, cela montre que la base communiste est en train de bouleverger le parti. La base communiste dit: c'est un mensonge ce que "Unita" analyse, parce qu'elle voit, directement, ce qui se passe.

Cette action a été réalisée par un commando d'experts, pouvant s'appuyer sur n'importe quel groupe d'ouvriers déçus, décomposés. Cet aspect seul démontre qu'il ne s'agit pas du mouvement ouvrier, ni des communistes, ni des socialistes, ni des gauchistes. Dans tout le mouvement ouvrier, il y a eu des infiltrés, et même dans le Parti Communiste. Mais ils ne peuvent durer longtemps, ils sont découverts. Si ces actions étaient venues des usines, ils auraient fait plus que ce qu'ils ont fait. Ce n'est pas non plus le produit d'une armée de guerrilla, de la part des ouvriers. Ceux qui ont mené cette action étaient des gens très experts, qui ont les qualités de ceux qui font la guerre. C'est la même finalité que la bombe à neutrons. Cela ne vient pas du mouvement ouvrier. Quand on veut en rendre coupable les usines, c'est pour dévier l'attention. Les gens qui ont fait ce coup représentent les types du gouvernement, ceux qui dirigent les forces militaires et policières. C'est une très grande erreur des communistes et socialistes de parler seulement uniquement, de "défense de la démocratie". C'est le gouvernement qui a permis cela, et non les "autonomes". Ceux qui agissent ainsi, ont une finalité supérieure, ils veulent intimider en tuant. Cela n'est pas de la violence accidentelle, ni un fait divers: c'est la préparation méthodique d'assassinats. C'est la même chose que les assassinats d'Israël, au Liban. Tout cela va s'éclaircir, et le mouvement ouvrier va dire que les responsables de ces assassinats sont les hauts cadres des forces armées, de la police et du gouvernement.

25 mars 1978

J. POSADAS

C'est la raison pour laquelle, ils ne découvrent rien, comme ils n'ont rien découvert quand des bombes ont été posées à la Place Fontana et que, par la suite, ils ont fait de Valpreda tout un centre afin de dévier l'attention. Mais aujourd'hui, cette action est supérieure à toutes les autres qui ont eu lieu, même celle où la Mafia est impliquée. Cette action contre Moro n'a rien à voir avec la Mafia. Pour faire de telles actions, il faut des types exercés, non seulement du point de vue militaire, mais aussi du point de vue de l'esprit. Ils ont une structure d'esprit organisée en

vue de ce genre d'actions, qui dépasse même la mentalité militaire, car les militaires sont préparés techniquement pour assassiner, mais du point de vue politique il est plus difficile au militaire de faire cette tâche. Ils sont éduqués pour la guerre et non pour ces actions.

Mais même en faisant de ces assassinats, ils ne parviennent pas à s'imposer. L'action des Ethiopiens contre l'impérialisme, et l'échec de la contre-révolution au Cameroun, sont plus importants que l'action de l'impérialisme au Liban, par l'intermédiaire d'Israël.

Le mouvement ouvrier ne s'est pas laissé intimider

Cela va avoir un grand écho, et certaines conséquences. La politique du Parti Communiste Italien, est erronée. Au début ils ne disaient pas ce qu'ils disent maintenant. Le jour suivant l'attentat, le journal du P.C. Français "L'Humanité", publiait un article disant que la CIA avait directement mené cette action. Tout montre que ces actions ont été effectuées par la CIA. Les Soviétiques et la RDA ont dit la même chose. C'est une erreur du PCI, de dire qu'il faut chercher les terroristes dans les usines. Non! Les terroristes sont dans le gouvernement, dans la police et dans les forces armées. Ils n'agissent pas au nom d'un pays ou d'un autre, mais au nom du système capitaliste. Ce sont les forces de l'impérialisme, qui essaient de contenir le développement du processus révolutionnaire et, entre autres choses, la montée des communistes au gouvernement, au moment où pour la seconde fois, on allait voter en France. Cette action était aussi destinée à intimider la petite-bourgeoisie en France. Ce sont des mouvements qui interviennent toujours en fonction de nécessités et d'événements politiques. Ils se proposaient au départ d'échanger Moro contre les fascistes, dont le procès est en cours actuellement. Par la suite, ils ne demandaient plus d'échange, mais annonçaient qu'ils allaient juger Moro dans un tribunal du peuple. Le changement qu'ils ont fait vient de ce qu'ils n'allaient pas obtenir ce qu'ils voulaient et qu'ils seraient alors obligés de tuer Moro, ce qui aurait signifié une réaction contre eux, de la démocratie chrétienne.

Il faut tirer la conclusion qu'il s'agit d'une fausse mobilisation des communistes. La première tentative était bonne, mais non la deuxième: il ne faut pas appuyer les mesures prises par le gouvernement. Il n'y a, par exemple, aucune raison d'accepter qu'on puisse détenir quelqu'un 24 heures sur de simples soupçons ou à la suite de dénonciations. Qui fait la dénonciation?

C'est un petit groupe qui fait de telles actions, et non le mouvement ouvrier. Ce ne sont ni les communistes, ni les gauchistes, ni les syndicats. Ces mesures de police sont destinées à intimider la population, de même que les mesures de contrôle des téléphones et l'interpellation des gens sans mandat judiciaire. Toutes ces mesures tendent à intimider le mouvement ouvrier, mais celui-ci va les rejeter.

Le chant que poussait la bourgeoisie en France: "nous avons gagné" s'est déjà tu. Le clairon du triomphateur n'a pas célébré la vic

toire: c'est qu'il faut continuer à courir! Ils n'ont aucune sécurité, et voient de plus, les mouvements en Allemagne. Toutes ces actions terroristes faites en Allemagne, en France, en Amérique Latine, en Espagne, ou en Italie, ont la même forme: c'est une équipe mondiale du capitalisme qui les effectue.

Les partis communistes démontrent une grande faiblesse, car ils ne s'animent pas à affronter cette situation, par peur d'un coup. La mobilisation qu'ils ont faite manquait d'objectifs: ils auraient dû demander à ce que le mouvement ouvrier contrôle la police, l'armée. Ils ont par contre dévié l'attention en disant que ce sont des actions de guerrillas. La guerrilla ne donne pas cette capacité d'action, cette synchronisation et cette décision qui demandent une préparation mentale et pas simplement une préparation militaire. Même si l'attitude du Parti Communiste est erronée la base va le corriger. La première réaction du Parti avait été différente. On voit qu'il a changé par la suite, pour essayer d'arrêter un coup provenant de plus haut. Ils en ont profité aussi pour prendre contact avec des secteurs de la police afin de voir les possibilités de coup d'état et essayer de les contenir. Mais les conditions d'un coup d'Etat existent de toutes façons, car la police et l'armée se trouvent dans la rue, ayant une excuse pour se mobiliser, et réquisitionnant toutes les maisons sans aucune nécessité. Tout le monde sait que Moro n'est pas dans un quartier ouvrier, mais dans un endroit où le corps judiciaire et policier n'a pas accès parce qu'il appartient à la grande bourgeoisie. Si Moro se trouvait dans un quartier ouvrier, on le verrait immédiatement.

Cette situation ne va pas se terminer sur la libération de Moro mais va se poursuivre. Ils vont encore faire d'autres choses. Ce sont les hauts cadres de l'armée qui font ces actions, c'est l'OTAN. Avant, il y avait des commandements séparés; maintenant le Pentagone, la CIA, les hauts corps policiers de chaque pays sont unifiés pour mener de telles actions. Il se peut qu'il y ait des ouvriers payés par eux, mais l'usine n'est pas un nid de traîtres, de contre-révolutionnaires.

Suite Page 4

(*) référence à l'analyse que le cde J. Posadas a développée sur les militaires du Portugal, qui, en intervenant dans le processus révolutionnaire du 25 avril, sentaient le besoin et la force de "sortir de la solitude de l'uniforme".

La séquestration de Moro

res, d'assassins, ni de gens qui tuent des présidents. Il n'y a pas de place pour cela. Ce sont des commandos d'origine militaire, préparés et développés pour cette tâche.

Ils ont aussi démontré leur échec: ils ne sont pas arrivés à intimider. Même la gauche démocrate-chrétienne n'a rien dit. Par contre la base du PCI est très inquiète, parce qu'elle voit que son parti ne bouge pas. La droite du PCI ne va pas gagner, ce sera plutôt le centre et la gauche. Le PCI voit en même temps que les socialistes sont très en arrière et qu'ils sont complètement effarés: ils cèdent à la panique car ils n'ont aucun contrôle sur le pays, du fait de leur peu de forces politiques., et ils se ra-

crochent alors à l'appareil bourgeois. Les républicains font la même chose, ils représentent un petit secteur de la bourgeoisie, du moyen commerce, des moyennes entreprises, en lutte contre le grand monopole, qui lui fait la concurrence.

C'est dans ce sens qu'ils ont une certaine liaison avec les partis ouvriers. Mais quand arrive un moment comme celui-ci, leur intérêt étant la défense de la propriété privée, ils sont amenés à s'unir au grand capital. Ils prennent par conséquent des mesures en fonction de la préservation des intérêts de la propriété privée, c'est à dire des mesures qui ne lèsent pas, ne portent pas atteinte ou n'altèrent pas celle-ci.

Ce sont les ouvriers qui doivent contrôler tout le pays

Il faut faire appel aux syndicats à discuter publiquement le sens de cela dans toutes les usines, les quartiers, dans les mobilisations. Il ne faut pas dévier la discussion en montrant que cela vient du mouvement ouvrier. Que chaque usine le montre! Il peut y avoir un ou deux ou dix ouvriers aptes pour cette tâche, mais ils ne peuvent la faire par eux-mêmes. Ce n'est pas le mouvement ouvrier qui crée et occasionne de telles actions. C'est une grande erreur des communistes, et qui va avoir de mauvaises conséquences pour le mouvement ouvrier. Celui-ci va réagir en condamnant et en éliminant tous les dirigeants qui ont eu de telles positions. Le mouvement ouvrier ne peut permettre l'existence de tels types en son sein. Celui qui agit ainsi ne vient pas du mouvement ouvrier, bien qu'il puisse y avoir des ouvriers en tant qu'individus qui fassent des actions. Mais ils sont alors organisés par le patron. Le mouvement ouvrier a montré ce qu'il est capable de faire au cours de la grève générale du 2 décembre, comme dans toutes les luttes qu'il a réalisées.

Il faut poser une discussion publique en disant qu'il faut chercher les assassins des policiers et les responsables de la séquestration de Moro, dans les hauts cadres, des forces armées et de la police, et non parmi les militaires ou les policiers communs, mais dans les hauts commandements. Il faut discuter pourquoi personne ne surveillait cet endroit à ce moment-là. C'était la même chose lorsqu'ils ont fait sortir Kapler de l'hôpital: aucun policier n'était là pour surveiller. Qui en a donné l'ordre? Qui a organisé cela pour que les policiers se trouvent ailleurs à ce moment précis? C'est le mouvement ouvrier qui doit en faire le contrôle. On ne peut avoir confiance dans la justice bourgeoise. On peut avoir confiance dans un secteur démocratique, mais le contrôle n'est pas non plus dans les mains de ce secteur, il se trouve au niveau le plus élevé.

25 mars 1978

J.POSADAS

Tribunes Socialistes...

mentale. Il souscrit sans condition, au programme de la FGFB, propose un gouvernement progressiste wallon, le développement de l'initiative industrielle publique, la création d'un Holding Public. Les propositions de programme ne remettent pas en cause la propriété privée, le régime capitaliste.

Pour pouvoir lutter efficacement contre la droite socialiste, pour que le PSB devienne un véritable Parti Socialiste comme c'est le sentiment de tout ouvrier socialiste il est indispensable d'avoir un programme plus audacieux, il est in-

dispensable que la gauche socialiste s'arme d'un programme de transformations sociales et de moyens pour l'appliquer. Le manifeste de "Tribunes Socialistes" exprime une mission, une adaptation aux plans, de la bourgeoisie et au plan Egmond en particulier, il accepte le partage, la régionalisation. Dans la réunion de présentation à Marcinelle Ernest Glinne a répondu qu'il préférerait un roi constitutionnellement établi; qu'un président de la République dont on ne surait choisir entre flamand, wallon ou bruxellois.

Mais il ne s'agit pas seulement

de choisir un type ou un autre. La monarchie parlementaire, est le régime qui maintient la cohésion de tous les secteurs de la bourgeoisie belge qui représente la défense des intérêts du capitalisme national, de la propriété privée, qui défend les banques, la Société Générale, et les intérêts des différentes familles capitalistes belges. Ne rien dire contre la monarchie, contre le roi n'est pas seulement ne rien dire contre un type pour qui on paye 9 millions d'impôts par an; mais cela veut dire ne pas donner d'alternative de société et accepter la loi de la bourgeoisie, se soumettre au capitalisme

Un gouvernement wallon, va-t-il mieux résoudre les problèmes des chômeurs, des dizaines de travailleurs, en chômage partiel, s'il ne touche au centre qui décide de tout ce secteur industrielle? LES GRANDES BANQUES BELGES! Un gouvernement wallon va-t-il résoudre les problèmes de la détérioration des conditions de vie, de l'augmentation de la pollution, des mauvaises conditions de travail, de logement, s'il ne touche pas au centre qui décide: LE CAPITALISME ET LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE!

Il faut donc discuter la nécessité d'une alternative sociale, un programme d'expropriation du capitalisme, de la propriété privée et la perspective d'un gouvernement capable d'appliquer un tel programme de résoudre tous les problèmes de la majorité de la population: UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE, SOCIALISTES, COMMUNISTES ET CHRÉTIENS DE GAUCHE, APPUYÉ PAR LES SYNDICATS avec un programme anticapitaliste de nationalisations, d'étatisations sous contrôle ouvrier de toutes les entreprises en crise, d'étatisations, des banques et des holdings.

Pour pouvoir appliquer et faire discuter ce programme, il est indispensable que la gauche socialiste ait une stratégie dans le mouvement syndical. "Tribunes Socialistes" souscrit sans critique au programme de la FGFB. Une stratégie, vis à vis du mouvement syndical est nécessaire pour imposer la démocratie à l'intérieur des Syndicats, aussi nécessaire que dans le Parti. La droite, la bureaucratie syndicale, toute puissante, doit être contraincée. La gauche syndicale est nécessaire pour contrecarrer les impositions des "cardinaux", de la bureaucratie syndicale qui fait tout pour empêcher les mobilisations de travailleurs, qui mettent de la confusion parmi les ouvriers, qui freinent les luttes et ne permettent en rien les travailleurs d'intervenir dans les assemblées et les réunions syndicales pour imposer leur décision et non celle du "bureau". Pour que ce programme trouve une forme d'expression, il ne peut pas rester au

Editorial ...

tions syndicales. C'est une tâche, pour la gauche syndicale, de lutter pour imposer et développer la démocratie syndicale et pour que la classe ouvrière puisse intervenir pleinement et débattre de tous les problèmes.

Il faut discuter aussi que cette crise capitaliste ne va pas "passer" et qu'il faut attendre une étape meilleure. Les directions syndicales ont, de fait, contenus toutes les luttes et les revendications avec ce mensonge. Mais le capitalisme ne se prépare pas à un nouveau progrès économique. Il se prépare à la guerre, et de façon de plus en plus concentrée et agressive. Car Carter annonce la suspension de la décision de fabriquer la bombe à neutrons, parce qu'il manoeuvre devant les masses nord-américaines et essaie de gagner du temps. Mais l'impérialisme est déjà bien préparé à fabriquer cette bombe. Les Israéliens ont bombardé les populations palestiniennes au Sud-Liban avec des

sommet, dans les discussions de "Tribunes Socialistes", mais doit avoir un centre d'application, et c'est essentiellement dans la classe ouvrière, dans les usines. "Tribunes Socialistes" ne se propose pas de développer une tactique pour le militant socialiste de gauche dans le mouvement syndical. Cela ne veut pas dire se substituer à l'organisation syndicale, mais envisager une tactique pour qu'un programme anti-capitaliste puisse avoir un prolongement où cela a de l'effet, c'est à dire dans les usines, dans les entreprises, dans les ateliers ...

Beaucoup de camarades socialistes sentent que cela est nécessaire d'avoir un courant de gauche syndicale organisée, structurée pour pouvoir faire face aux manoeuvres de la bureaucratie syndicale. C'est la raison pour laquelle, beaucoup d'ouvriers socialistes ne font pas confiance à "Tribunes Socialistes", parce que cet aspect essentiel de la lutte n'a pas été envisagé.

L'initiative de publier "Tribunes Socialistes", en soi est importante parce qu'elle ouvre une tribune de discussions, qui manque en Belgique. Il y a énormément de problèmes à mettre en discussion et à approfondir: La position vis à vis de l'Europe, de l'OTAN, de la bombe à neutrons, de la gendarmerie, de l'armée, de la police, des Etats Ouvriers et des "dissidents", et bien d'autres problèmes sur lesquels nous allons intervenir dans d'autres articles. Dans la réunion de présentation un problème important a été soulevé par certains camarades: c'est celui des alliances. Certains camarades se méfient des chrétiens et proposent une grande campagne pour incorporer tous les chrétiens dans le Parti Socialiste. Cela n'est pas réaliste, camarades! Les chrétiens, ne vont pas quitter leur organisation. Il faut aussi tenir compte des conditions historiques du développement des différents courants.

Le plus important n'est pas d'incorporer tous les chrétiens au Parti Socialiste, mais de gagner les chrétiens à une alternative sociale, à un programme de transformations sociales. La base d'un progrès est la réalisation d'un front de gauche avec un tel programme.

Nous proposons d'organiser un large débat, de faire des assemblées partout, dans les quartiers, de faire des meetings aux portes des usines pour que les ouvriers, les ménagères, les jeunes, les enfants, les immigrés, tous puissent participer, s'incorporer à ce débat d'idées.

Nous appelons le Parti Communiste à intervenir dans ce débat ainsi, qu'à tous les courants du mouvement ouvrier.

Le 10 Avril 1978

bombes qui ont le même but que la bombe à neutrons: tuer les gens et sans détruire les alentours. Et ces plans assassins, l'impérialisme continue à les exécuter, partout. Quand il ne tue pas directement, il empoisonne l'humanité avec la pollution, avec les conditions qu'il impose à la population pour vivre. La pollution de la Bretagne avec le pétrole de la Shell est un dernier exemple. Mais il y a eu Seveso, il y a les radiations dangereuses des centrales atomiques, l'empoisonnement des eaux des rivières, les barrages projetés comme à Couvin, au mépris de la population. Tout cela fait partie de la nature criminelle du système capitaliste. Et c'est dans la logique de ce système de continuer, la fabrication des bombes à neutron qu'il va utiliser contre les masses pour essayer d'empêcher le progrès de la lutte vers le socialisme. Il faut discuter tous ces problèmes, comme une partie des programmes de lutte du mouvement syndical, des partis ouvriers en Belgique.

10.4.1978

Appel du Bureau Politique du P.O.R.T.

APPEL DU PREMIER MAI

Les manifestations du Premier Mai, vont se réaliser dans le progrès d'une discussion programmatique dans les différents courants de la gauche. En effet, les conclusions des élections en France ont leur répercussions en Belgique dans la discussion d'un programme pour donner une issue, une solution à la crise. Cette discussion s'exprime en Belgique au travers de la création de "Tribunes Socialistes", dans les discussions au sein du M.O.C. et dans le mouvement syndical. Il y a une recherche d'approfondir cette discussion pour: quelle société nous voulons pour la Belgique? Dans le mouvement syndical, la classe ouvrière cherche à intervenir, à se mobiliser à agir face à l'inertie et la passivité des directions syndicales. Dans différentes usines qui sont touchées par la crise, les ouvriers sont en grève; ont organisé des manifestations, des meetings, des arrêts de travail. Cette volonté de changements, de refuser de faire les frais de la crise n'a pas de prolongements politiques, au niveau national. Le Parti Socialiste au gouvernement continue de participer à fond à la politique réactionnaire du gouvernement Tindemans. Dans les manifestations du Premier Mai cette volonté de changements ne s'expriment pas et toutes les organisations depuis le M.O.C. et les différents courants chrétiens de gauche, le Parti Communiste, le Parti Socialiste organisent des cortèges différents, ou des fêtes différentes. Ces manifestations sont composées presque exclusivement de militants, ou de bureaucrates et d'obligés en ce qui concerne le PSB. Il n'y a aucune manifestation de front unique sauf à Namur ou communistes, chrétiens et Syndicats vont manifester ensemble.

Pour changer le caractère froid, bureaucratique, formel, des manifestations du Premier Mai du PSB, ou pour que celles organisées par le PC soient un peu plus fréquentées il est nécessaire de faire participer la classe ouvrière massivement. Pour cette raison nous appelons le Front Commun, syndical à intervenir dans ces manifestations, à les organiser pour donner un caractère dynamique et combatif. Dans ces manifestations alors le front unique, communistes, socialistes, chrétiens de gauche, gauchistes et sans partis est possible. Tout le monde se retrouve dans le mouvement syndical. C'est un centre d'attraction, de mobilisations pour les luttes quotidiennes et pour discuter à partir des usines, des centres de travail, un programme de transformations sociales du pays.

Nous appelons les délégués syndicaux, les militants d'usines, les militants des sections socialistes d'entreprises, les militants communistes, à discuter cela dans les assemblées dans les réunions syndicales de façon à ce que la FGTB et la CSC participent à ces manifestations, que les ouvriers des différentes usines fassent des banderoles, des affiches, des pancartes avec leurs revendications les plus importantes.

De cette façon, tous les travailleurs qu'ils soient, socialistes, communistes, chrétiens ou sans partis se sentent unis par une même volonté anticapitaliste, et puissent trouver leur place dans ces manifestations.

Partout dans le pays, en Flandre comme en Wallonie les travailleurs manifestent leur mécontentement face aux attaques contre les acquis essentiels du mouvement ouvrier; mais les manifestations du Premier Mai restent "vides".

La discussion programmatique qui s'élève dans les différents courants de la gauche en Belgique est très nécessaire pour faire face au plan du gouvernement qui cherche à inventer n'importe quoi pour que les masses paient la crise. C'est le nouveau plan anti-crise, qui comme, le plan Spitaels, et le plan Claes, ne résout rien du tout mais attaque les conditions de travail et de vie de l'ensemble de la population.

"Tribunes Socialistes", reflète la nécessité d'élever cette discussion programmatique, mais il est tout à fait indispensable qu'elle le fasse également en appuyant l'organisation d'une gauche syndicale, dans la discussion d'un programme anticapitaliste, de nationalisations des entreprises en crise, un programme d'action pour imposer la démocratie ouvrière dans le Syndicat. Si "Tribunes Socialistes" intervient, dans la manifestation du Premier Mai elle va permettre la participation, de camarades socialistes qui sont décidés à développer une lutte intérieure dans le PSB, mais si elle ne défend pas un programme anticapitaliste de nationalisations, de contrôle ouvrier, de nationalisations, des banques et des holdings, de remise en question de la propriété privée; alors elle ne va pas être un

centre pour attirer et faire participer la classe ouvrière. Il est important de discuter tout cela, pour ne pas en rester à des discussions, de salons; mais pour que cette initiative rencontre la confiance des travailleurs elle doit discuter avant tout d'une tactique à développer dans le camp syndical et ne pas approuver globalement le programme de la FGTB sans y formuler aucune critique.

Cette discussion en Belgique, vient de l'élévation qui existe en Europe dans la discussion de "Quelle société nous voulons", pour la Belgique, la France ou l'Italie, par tant des conclusions des élections en France. Comme le dit le camarade Posadas: "L'Union Populaire n'est pas morte, elle a été dépassée". Le programme d'approfondir les nationalisations proposé par le Parti Communiste français est très valable, pour tous les pays d'Europe. Il n'y a pas de différences particulières, le capitalisme est le même partout, réagit de la même façon partout. La situation actuelle en Italie montre bien clairement que la bourgeoisie ne se prépare pas au pluralisme, mais qu'elle cherche, en multipliant les attentats, financés par la Démocratie Chrétienne et la CIA à empêcher le Parti Communiste de participer au gouvernement. Elle cherche à terroriser les secteurs de la petite bourgeoisie pour donner prétexte à l'augmentation des mesures répressives, à installer un gouvernement fort. Cette situation montre bien qu'il n'est pas possible d'accepter certaines conceptions défendues par certains partis communistes de faire alliance avec les secteurs "civilisés" de la bourgeoisie comme le fait par exemple le Parti Communiste espagnol.

En France, particulièrement, cette discussion est très profonde,

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

LUTTE OUVRIERE



ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 Francs

15 ème ANNEE

N° 299

Le 25 Avril 1978

Périodique bi-mensuel - Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE - BP 273 - 6000 Charleroi I
Abonnement de 12 numéros : 80 F. - Abonnement annuel : 150 F. - Abonnement de soutien : 500 F.
A verser au CCP 000-09762.34-26 de C Pôlet - Editeur Responsable : C. Pôlet - 51a, rue Garibaldi - 1060 Bruxelles.

et importante, et va permettre une élévation dans tout le mouvement communiste et dans le PCF lui-même. Les conclusions qui surgissent, de la part des militants communistes, des militants de base, est la nécessité d'organiser des débats, des réunions, des assemblées, de mobiliser tous les organismes du Parti pour approfondir la discussion, des principes pour aller au socialisme en France. Ellenstein et la tendance qu'il représente profite de cette nécessité pour critiquer certains aspects du fonctionnement du Parti, pour critiquer surtout le manque de démocratie intérieure et l'excès de centralisme qui anime le P.C. Mais Ellenstein et ce courant, représentent un courant de gens qui réclame une discussion pour eux-mêmes, et non une Tribune de discussions pour faire avancer le PCF et le programme anticapitaliste nécessaire pour répondre à la crise. Ces tendances du type Ellenstein se retrouvent également en Belgique, dans le Parti Communiste, mais aussi dans le PSB.

Ce sont tous ceux qui attaquent les Etats Ouvriers et refusent de voir et discuter la supériorité sociale, militaire et politique des Etats Ouvriers. Mais cela non pas dans une attaque abstraite, mais pour ne pas faire la même chose dans les pays capitalistes que dans les Etats Ouvriers. Il faut discuter cela très profondément dans le PCB, mais aussi dans "Tribunes Socialistes", qui attaque également, tous les pays socialistes. Cela doit être au coeur des discussions dans le mouvement syndical et dans les manifestations du Premier Mai. Tout courant qui refuse de voir la supériorité économique, sociale, politique des Etats Ouvriers ne peut pas non plus comprendre que pour résoudre et sortir de la crise capitaliste en Belgique, il faut briser les structures d'appareil d'état, il faut nationaliser, les banques, les holdings, les multinationales, il

faut organiser la planification de l'économie en fonction des besoins, de la population.

C'est cela que les Etats Ouvriers ont fait, même l'Etat ouvrier le plus arriéré comme la Pologne ou la Roumanie. Les problèmes actuels dans les Etats Ouvriers viennent du développement de l'économie et de la planification bureaucratique tandis que les problèmes des pays capitalistes viennent du caractère global, total de la crise du système capitaliste lui-même.

Dans tous les Etats Ouvriers, il y a un développement économique interrompu, le taux de croissance économique dans les Etats Ouvriers, est très élevé de 13 à 15%, alors que dans les pays capitalistes les plus développés comme le Japon et les Etats Unis, il est très faible, de 3 à 4% seulement. Les problèmes, qui existent dans les Etats Ouvriers et les changements qui doivent se faire viennent surtout de la nécessité d'organiser une planification économique entre les différents Etats Ouvriers. Comme cette planification économique n'existe pas, ou se fait entre les différents pays socialistes de façon très limitée, ils doivent maintenir des accords économiques ou des relations, commerciales avec le marché capitalistes. Tout cela limite la possibilité d'un développement encore plus grand des Etats Ouvriers, et tous les problèmes surgissent des résistances à cette centralisation indispensible au progrès de l'histoire, au progrès des pays qui entrèrent dans le camp socialiste avec de faibles richesses économiques.

Nous faisons cet appel pour le Premier Mai. Pour que toutes les tendances du mouvement ouvrier, socialistes, communistes, chrétiens de gauche et sans partis, discutent la nécessité d'un programme de transformations sociales pour la Belgique et la nécessité de créer un front de la gauche qui soit l'instrument pour appliquer ce programme.

Le 25 Avril 1978

BROCHURE EN VENTE

Brochure sur demande à l'adresse du journal: 20 Francs

J. POSADAS

10 OCTOBRE 1977

Le marxisme et l'Académie Grecque

LES DISSIDENTS ET LA CONSTRUCTION

Aucun des dissidents n'est communiste. Leur objectif est la défense de l'intérêt individuel. Quand ils parlent de la liberté : de quoi parlent-ils? c'est la liberté en défense de leurs intérêts individuels. La liberté, pour défendre quoi? défendre des intérêts individuels qui s'opposent au développement du socialisme, ou qui sont en faveurs d'un socialisme dont ils détermineraient eux-mêmes le contenu, c'est à dire, avec des bourgeois, avec une opposition bourgeoise, sans centraliser l'économie, mais au contraire, en la décentralisant. Qu'est-ce que cela représente? ce n'est pas de la dissidence, c'est de l'antagonisme avec l'Etat ouvrier.

Trotsky avait des dissidences mais il défendait l'Etat ouvrier. Il nous a appris à le défendre. En réalité, Trotsky non plus n'était pas un dissident, il était critique de Staline, mais non de l'Etat ouvrier. Par contre, tous ces types sont dissidents de l'Etat ouvrier. Tous, Bahro, "Boru", et "Bero": absolument tous, y compris Biermann. La culture indique que l'Etat ouvrier est un instrument de progrès de l'histoire et que la structure de l'instrument est bonne. S'il fallait changer quelque chose, ce serait la direction. Mais comme on ne peut pas changer en détruisant tout il faut faire mûrir une direction, qui progresse en fonction de la nécessité d'un plus grand développement de la centralisation et la planification économique, et qui permette la discussion pour accomplir cette fonction. Une direction politique qui permette la pleine capacité de chacun de penser, de raisonner, de s'intégrer dans l'Etat ouvrier comme une partie de cette direction, à commencer par les syndicats.

Mais tous ces gens ne font pas une critique pour progresser, si non ils comprendraient la nécessité de l'Etat ouvrier et à partir de là ils développeraient une activité afin de l'impulser. Ils chercheraient à impulser la direction, à l'élever à ouvrir une direction qui permette à la direction de comprendre, de se développer, de progresser. Il est absurde de concevoir qu'il s'agit d'un appareil insensible. Et cette direction n'est d'ailleurs pas maître de l'Etat. Si Staline a pu être éliminé, tout ce qui s'oppose au progrès actuel de l'Etat ouvrier va l'être également. Mais il ne faut pas agir comme à l'époque de Staline. Staline n'existe plus, il a été détruit par le progrès de l'histoire. Alors il faut dire: "s'il y a quelque chose à corriger, il faut voir, que si Staline a été éliminé de l'histoire, les obstacles actuels le seront également".

Mais ces gens ne s'intéressent pas à cela, mais seulement à leurs déceptions et leurs déboires, qui les amènent à une réaction contre le développement objectif de l'Etat ouvrier.

Ce sont encore des formes de pensée de la propriété privée. Ils sont tous dominés par l'individualisme, et même entre eux, ils ne sont d'accord sur rien. Aucun d'eux n'a de programme, de politique, d'objectifs historiques nécessaires, mais des objectifs individuels. Chacun d'eux poursuit des objectifs individuels. Alors, quand il s'agit de déterminer: "que faisons-nous?", on se rend compte qu'ils veulent, chacun, des choses différentes. Par contre, l'Etat ouvrier progresse et s'est débarrassé de Staline au travers de la planification, qu'il faut défendre avec intransigeance. Il faut l'améliorer, l'élever. Il faut développer l'intervention et le rôle des syndicats, de la démocratie syndicale, mais il faut défendre inconditionnellement l'Etat ouvrier, et participer de cette direction afin de l'aider à comprendre, parce qu'il s'agit d'une autre étape de

l'histoire, qui ne permet plus de reculer. Il faut demander à tous ces types: qui ils représentent? Ils ne représentent qu'eux-mêmes. C'est la désolation et la rancoeur individuelle face au développement de l'Etat ouvrier. Ils représentent l'intérêt individualiste que l'Etat ouvrier a développé à l'époque de Staline. Et cela s'est développé à la suite de l'absence de marxisme. Tous ces gens sont à la queue du processus. Ce sont les déchets. Aucun d'eux n'a de valeur, ils ne sont que des fumiers. Ils sont un produit de l'étape de Staline. Ce sont eux les stalinien parce qu'ils préfèrent la stagnation de l'Etat ouvrier et le triomphe du capitalisme à celui de l'Etat ouvrier.

Dans un pays comme l'Allemagne, il n'y a pas de vie politique, et le Parti Communiste n'intervient pas sur ces problèmes, parce qu'il participe lui aussi, de cette pensée. Mais nous nous adressons au mouvement communiste mondial et ces analyses l'éduquent de façon assez profonde. Les dissidents en Union Soviétique n'existent pas comme une nécessité de l'histoire, mais comme une représentation individuelle d'eux-mêmes. Ils se heurtent et s'opposent de façon antagonique au développement collectif et centralisé de l'Etat ouvrier. Pour cette raison, aucun d'eux ne discute la fonction de l'Etat ouvrier. Ils demandent la "liberté", mais la liberté, pour quoi faire? Maintenant, ils ont la liberté et que disent-ils? Ils s'allient au capitalisme contre l'Etat ouvrier. Ils sont contre l'intervention en Angola, en Ethiopie. Cela n'a rien à voir avec le socialisme.

Ce sont des dissidents au nom de l'alliance avec le capitalisme, contre l'Etat ouvrier. Aucun d'eux, n'est dissident de l'Etat ouvrier, parce que cela n'existe pas "être dissident de l'Etat ouvrier". Il peut y avoir une attitude critique, envers la direction politique, mais avec, en même temps, un engagement de défendre inconditionnellement l'Etat ouvrier contre le système capitaliste, pour aider l'Etat ouvrier, à corriger les défauts. Mais ces gens ne corrigent pas les défauts, ils ne les voient même pas. Ils voient l'antagonisme de l'Etat ouvrier avec leurs prétentions personnelles d'individus qui sont les déchets de l'époque stalinienne. C'est de là qu'ils proviennent.

L'ennemi essentiel et l'entrave au progrès est le système capitaliste, ce ne sont pas les Etats ouvriers. C'est cela l'entrave. Le centre et la base qui empêchent le progrès n'est pas l'Etat ouvrier, même avec la bureaucratie, mais bien le système capitaliste. La bureaucratie des Etats ouvriers représente un frein, mais non une résistance ni un obstacle au progrès.

Les dissidents s'en prennent à l'Etat ouvrier et non au système capitaliste, parce qu'ils approuvent ce dernier. Autrement, ils s'adresseraient à l'instrument du progrès et chercheraient à l'assainir. Par contre, ils défendent le système capitaliste, s'allient à lui, critiquent et rejettent l'Etat ouvrier de telle façon à alimenter le système capitaliste dans sa critique et ses objections.

L'ennemi de l'histoire, c'est le système capitaliste, c'est l'impérialisme qui prépare la guerre atomique, ce n'est pas l'Etat ouvrier, avec tous les bureaucrates. L'ennemi de l'histoire n'est pas non plus la Chine, même avec cette bureaucratie des "4 voleurs et des 70 gueuteurs"...L'ennemi n'est pas la

Chine. Ce sont des appareils bureaucratiques qui vont céder au progrès de l'histoire. L'impérialisme américain, l'impérialisme et le système capitaliste mondial sont les ennemis. Pour le reste, comme pour la Chine, il s'agit de bureaucrates, qui ne vont pas résister au progrès de l'Etat ouvrier, comme Staline n'a pu y résister. Les problèmes se résolvent en appuyant le développement de l'Etat ouvrier, en stimulant son développement, en intervenant et en collaborant au développement, de l'Etat ouvrier afin de créer de meilleures conditions pour une nouvelle direction. Par contre, le système capitaliste doit être renversé.

Nous appelons tous ceux qui ont des critiques à formuler envers l'Union Soviétique et les Etats ouvriers, à défendre inconditionnellement l'Etat ouvrier et à apporter des idées pour améliorer son fonctionnement, à soutenir cette direction contre le système capitaliste. Ce la ne veut pas dire participer aux

erreurs supposées ou réelles qu'elle le commet, mais vivre tous les problèmes de la direction en tâchant de les corriger, en comprenant que cette étape est celle de la formation de directions nouvelles qui surmontent de ce processus et de la direction elle-même. Il y a beaucoup à corriger. Par exemple, il existe les intershops en RDA (magasins où l'on ne peut acheter qu'en devises) Comment corriger cela? Aucun de ces types ne critiquent les intershops. Aucun! Pourquoi existent-ils?

Il faut aider les Etats ouvriers et la direction des partis communistes à progresser dans la compréhension qu'il faut éliminer le système capitaliste et s'allier aux Etats ouvriers, faire un front unique de tous les partis communistes, et les Etats ouvriers, y inclus la Chine, contre le système capitaliste. Et appeler la Chine à faire la même chose. Et discuter l'amélioration des organes soviétiques, le fonctionnement démocratique, non pas

Lettre à la section argentine

Ce n'est pas vrai que le Parti Communiste Argentin appuie Videla. Il garde la bouche close, ce qui est différent de l'appuyer ouvertement. Ils ne déclarent pas qu'il faut appuyer Videla. Ils se taisent rentrent la queue et s'en vont. Leur politique consiste à éluder, pour ne pas être éliminés. Ils font cela aussi parce que c'est pour eux un moindre mal et ils prennent exemple sur l'Union Soviétique qui ne dit rien non plus sur Videla. Le gouvernement argentin reçoit un appui indirect de l'Union Soviétique. Celle-ci n'agit pas ainsi par ignorance, ou par conciliation, mais parce que cela convient à sa politique générale en Amérique Latine. Elle fait la même chose avec la Bolivie et le Brésil. Ce qu'elle fait avec Videla ne signifie pas une politique d'appui à un régime fasciste. Videla, ce n'est pas du fascisme. Cette répression n'est pas du fascisme. Je ne l'ai jamais qualifiée de fasciste. Ce sont des méthodes fascistes, ce qui est différent. Répression de type fasciste est une chose, régime fasciste en est une autre.

Le fascisme est un régime dans lequel le grand capital domine et élimine toute la concurrence du côté bourgeois, et aussi du côté ouvrier. Il ne peut exister dans un pays arriéré ou semi-colonial. Le fascisme ne peut y trouver sa représentation comme il la trouve dans un pays où le capitalisme n'a plus de perspective. Dans un pays qui a encore une perspective de développement, même bourgeois, il n'y a pas les caractéristiques, ni la base sociale, ni la structure que le fascisme peut avoir dans les autres pays. On emploie la même méthode fasciste - comme le faisait Vargas au Brésil - mais non la même structure

Le fascisme signifie l'épuisement d'une étape du capitalisme. En Amérique Latine, il ne peut y avoir de fascisme, dans les pays qui ont encore un champ de développement. Nous l'avons expliqué à plusieurs reprises. Quand nous disons "régime fasciste" dans ce cas, nous parlons de régime politique fasciste, c'est à dire d'un régime écrasant, comme l'était le fascisme. Par exemple, Pinochet c'est du fascisme. Mais voyez dans quelle crise il se trouve! Il n'en était pas de même pour Hitler. Celui-ci fut renversé par la lutte de classes à échelle mondiale

Il ne fut pas vaincu intérieurement. Si cela ne dépendait que de la lutte intérieure, il aurait duré bien plus longtemps, parce que le reste de la bourgeoisie n'avait pas de forces pour s'opposer à lui ou organiser sa chute.

La base d'appui du fascisme est la petite-bourgeoisie. Or Pinochet, s'appuie sur l'armée et sur la petite-bourgeoisie aisée. La petite-bourgeoisie pauvre est contre. Alors quand on parle des "forces du fascisme de Pinochet", il faut parler de mesures fascistes, mais pas d'un mouvement fasciste. Il a les mêmes intentions et fait le même jeu que le fascisme, mais il n'en a pas la force. Le fascisme s'appuie sur la défaite du mouvement ouvrier et sur la petite-bourgeoisie désespérée et sans travail. Par contre, au Chili la petite-bourgeoisie tout entière, était avec Allende. Les mouvements réactionnaires de toute nature ont échoué. Pas un n'a élevé le pays! La petite-bourgeoisie a vu tout cela. Elle se rend compte - de même qu'une partie de la bourgeoisie moyenne d'ailleurs - voit qu'elle est entre le prolétariat et la bourgeoisie. Si elle se met avec la bourgeoisie, celle-ci l'étouffe quand même; elle est alors prise d'une indécision qui affaiblit tout l'appareil capitaliste. Des couches inférieures de la bourgeoisie - c'est à dire les secteurs qui sont très faibles dans la concurrence - ne font rien pour soutenir le système capitaliste. Ils soutiennent leurs profits, leurs intérêts, et rien de plus. Les enfants de toutes ces familles sont de gauche.

Les méthodes utilisées par ces dictatures sont pareilles au fascisme. Mais le fascisme est un régime correspondant à la liquidation d'un développement de la lutte de classes: le prolétariat a eu l'occasion de renverser le fascisme. S'il ne le fait pas, la bourgeoisie cherche à se concentrer dans le secteur le plus puissant aux dépens de l'autre secteur et contre le prolétariat. Le fascisme marque un retour en arrière de la société elle-même, ce n'est pas un simple régime politique. C'est une évolution rétrograde de la société, qui n'existe ni en Argentine, ni au Chili. Ces pays peuvent évoluer encore. Mais leurs méthodes peuvent être pires,

pour que tout le monde parle, mais pour donner des idées sur l'économie, la distribution, sur la participation de toute la population.

Plus la population participe, et s'élève, moins l'appareil et la bureaucratie sont nécessaires, et plus augmente la fonction du Parti. Celui-ci n'a pas besoin d'appareils de types payés, de privilèges, de dirigeants privilégiés qui s'assurent les meilleurs parts; mais d'une direction qui planifie en fonction de la nécessité d'en finir avec le système capitaliste. Il faut considérer également que l'impérialisme prépare la guerre. Il faut tenir compte des difficultés que rencontrent les directions des Etats ouvriers et des partis communistes, qui affrontent cette alternative, sans avoir été préparés antérieurement à l'inévitabilité de la guerre contre le capitalisme.

sans recourir à tous les moyens possibles. Il faut comprendre cette situation et apprendre à intervenir, dans cette réalité. Plus les Etats ouvriers se développent, plus les droits démocratiques augmentent - les droits démocratiques pour défendre et étendre le socialisme dans le monde comme l'Union Soviétique le fait au travers de l'Ethiopie. Plus les masses des Etats ouvriers participent, interviennent dans la culture, les connaissances scientifiques, plus il y a de vie culturelle et scientifique dans les Etats ouvriers, et plus la classe ouvrière avance comme direction consciente. Pour cela, elle a besoin de capacité théorique et politique. Il ne s'agit pas seulement de voter, "oui ou non", mais d'argumenter et d'intervenir. Plus avance la capacité de la population, moins sont nécessaires les appareils.

Les instruments de l'histoire sont les Etats ouvriers et les partis communistes. Il faut partir de

Le capitalisme prépare la guerre. Il ne va pas se retirer,

là pour aider les Etats ouvriers et les partis communistes à intervenir. Il faut poser cela à tous les secteurs - qui sont en fait très réduits - qui s'associent aux dissidents. Ceux-ci n'ont rien à voir avec la vérité ou le développement socialiste de l'histoire. Ce sont des dissidents qui défendent des intérêts individuels, qui se mettent sous la protection du capitalisme.

Ils s'accrochent à n'importe quel déchet pour critiquer l'Etat ouvrier. Ils ne critiquent pas la direction politique, mais bien l'Etat ouvrier. Il y a chez eux toutes sortes de courants, depuis Soljenitsine qui aspire au triomphe du capitalisme contre l'Etat ouvrier, jusqu'à l'autre tendance qui souhaite moitié capitalisme, moitié socialisme. Il n'y a chez aucun d'eux, des idées, des analyses qui démontrent que l'Etat ouvrier est la solution de l'histoire pour passer au socialisme. Le socialisme signifie l'élimination totale du système capitaliste et de tout appareil, y compris

du Parti dans un stade postérieur. Si toute la population intervient,

il n'y a aucune nécessité de tout cela.

Il faut arriver à l'élévation de la vie culturelle de la population, pour que les ouvriers, les paysans, les dirigeants interviennent.

Voilà l'instrument de l'histoire. Cependant, les dissidents se réunissent sans vergogne avec les capitalistes pour critiquer l'Etat ouvrier et pour demander le pluralisme. Ce qui revient à faire alliance avec le capitalisme. Le pluralisme les conduit de toutes façons, à l'alliance avec le capitalisme, au respect des intérêts du capitalisme. Inévitablement, cela les conduit à cette conclusion.

Il faut appeler à un front unique de tous les partis communistes, les Etats ouvriers et les partis socialistes, les mouvements de gauche, les syndicats et les centrales ouvrières pour en finir avec ce qui reste du système capitaliste.

7 mars 1978

J. POSADAS

Argentine J. POSADAS

même que celles du fascisme. Ce qui nous intéresse est de caractériser socialement pour voir quelles sont les tâches qu'il faut faire.

Nous posons ce problème du fascisme, avant tout pour avoir une claire compréhension du processus. La guerre est le débouché logique d'un mouvement fasciste. L'économie ne tient pas le coup sous le fascisme; celui-ci doit faire la guerre. C'est un régime destiné à préparer

des solutions de défense du système capitaliste que celui-ci ne pouvait réaliser au moyen des mesures antérieures démocratiques bourgeoises. Il exprime une crise d'antagonisme, historique, avec le prolétariat et de contradiction avec le reste du capitalisme qui lui fait concurrence. La qualification du fascisme est nécessaire pour comprendre les étapes, la portée des forces en présence, et surtout les limites et la faiblesse du capitalisme.

LA FRAGILITE DES DICTATURES D'ARGENTINE, DU CHILI ET DE BOLIVIE.

Le Parti doit voir cela clairement. Il doit voir clair également dans le jeu des syndicats avec le gouvernement. Dès le premier moment nous avons dit : "c'est la classe ouvrière qui va renverser le mouvement", comme elle l'avait fait à l'époque de la chute de Péron. Nous ne faisons pas de prophéties, mais une analyse de la logique du processus. C'est la classe ouvrière qui, en Argentine, a la plus grande concentration et le poids social le plus fort. Elle a même plus de poids social que la bourgeoisie. Le développement industriel a permis que la classe ouvrière ait une concentration forte et centralisée, alors que la bourgeoisie n'a pu en faire autant, car elle dépend pour moitié de l'impérialisme. Il y a donc une série de conditions et de qualités du processus dans ce pays qui requièrent une politique propre à cette situation, sans qu'elle soit pour autant distincte des autres.

L'Argentine, le Brésil, le Chili, le Pérou, le Guatemala, le Nicaragua, les Honduras - et dans une moindre mesure le Salvador - ont des régimes de répression, mais avec des différences de perspective, de portée, de faiblesse. Quelle est notre perspective? quelle est notre activité? notre programmation?

Les camarades prévoient : il y a une lutte très grande entre eux". Oui. Mais que va-t-il se produire? quelle est la portée de ces conflits dans la lutte de classe? Les syndicats et un secteur des militaires, cherchent à concilier. Mais on ne peut plus répéter un Péron. Péron a pu faire ce qu'il a fait à son époque. Plus aucun militaire ne peut répéter cela. Si l'un d'eux commen-

ce à refaire comme Peron, il sera rapidement remplacé par un dirigeant syndical, socialiste, communiste ou autre. Peron avait encore des perspectives à développer. Aujourd'hui plus aucun militaire n'a de perspective. Le Parti doit donc s'éduquer, et vivre ce processus.

Le Parti Communiste fait cette politique parce qu'il n'a aucune programme pour répondre à la situation en Argentine. Il accompagne la politique de l'Union Soviétique, parce que cela lui convient pour justifier sa propre indécision. Il cherche à tirer profit de la dispute interne de la Junta. Celle-ci a une certaine importance. Le secteur que représente Videla fait une alliance - et quelle alliance! - avec l'oligarchie, au point d'éliminer Bessone (1) pour pouvoir maintenir Martinez de Hoz (2). Ce qui signifie que ce dernier a pas mal de forces dans l'armée de terre et la marine. Les communistes, pour ne pas affronter la bourgeoisie en tant que classe, font la politique d'appuyer Videla, parce qu'ils espèrent que celui-ci s'oppose aux autres secteurs et parce que ce secteur consent, sous certains aspects, aux relations avec l'URSS. Et les communistes espèrent, de cette manière, contenir la répression dans certaines limites.

Face à cela, quelle est notre politique? Il faut créer une politique, allant de la lutte pour les libertés démocratiques, à tout point de vue, à la lutte pour le développement économique du pays et en même temps, la lutte pour la défense, de la classe ouvrière. Le Parti doit s'éduquer pour pouvoir comprendre les étapes, les possibilités de développement, en attendant les éta-

Extraits 1er Février 1978

pes à venir. Certaines de ces possibilités peuvent se développer dès maintenant. Mais ce n'est pas sûr. Il faut attendre un peu les effets de la Bolivie. Si Banzer doit céder en Bolivie, cela aura beaucoup d'influence en Argentine, et aussi au Pérou.

Il faut voir aussi la crise que signifie ce referendum au Chili. Il a montré la fragilité du régime de ces assassins. Les élections ont montré que ce Pinochet a peu de forces et elles ont stimulé l'action plus ouverte d'une opposition. Le vote en blanc de Leigh (3), les manifestants anti-Pinochet qui se sont mêlés aux manifestations lancées par Pinochet pour faire un semblant de démocratie, indiquent une certaine résolution de combat. Cela se produit en même temps qu'une augmentation de la répression. Ils ont emprisonné des chefs de la Démocratie Chrétienne qui sont très liés à la bourgeoisie mondiale. Ce qui veut dire que ce secteur du gouvernement représente un petit groupe lié et représentant la C.I.A. Il y a la même lutte aux Etats-Unis. (...)

Il faut que le Parti tende à mener une activité dans la perspective de combiner la lutte pour les libertés démocratiques, la lutte pour les revendications de salaires, de conditions de travail et le développement de l'économie, en attendant d'autres étapes. Et en même temps, éduquer le Parti, faire une vie intense de discussions des textes, de préparation politique. Les Montoneros sortent d'un mouvement de guerrilla, pour devenir un mouvement structuré, organique et politique, qui va peser beaucoup dans les prochaines étapes. Ils ne sont plus le groupe qui lançait des bombes et faisait des attentats, mais qui cherche à comprendre politiquement. Nous ne pouvons pas dire s'ils vont continuer ainsi, nous n'avons pas assez de connaissances et les gens qui composent les Montoneros n'ont pas d'antécédents d'antécédents politiques. Mais ils s'appuient sur une série de gens, tels que Campora. Ils les défendent, demandent leur libération. Beaucoup de partis et de gouvernements ont déjà réclamé, sa libération; entre autres le gouvernement italien, le Parti Communiste Italien. Berlinguer, en tant que secrétaire du PCI a demandé sa

mise en liberté. Le gouvernement mexicain également. Et les Montoneros le présentent comme un des leurs ou comme un allié. Il est possible qu'ils fassent une alliance avec un secteur d'origine péroniste, mais plus à gauche que les antérieurs.

Toutes ces conclusions doivent être discutées, afin d'avoir notion, d'où va le pays. Les groupes qui se disent trotskystes n'ont pas de position sur le processus du pays. Ils n'ont pas de programme. Ils appellent à une lutte contre l'un ou contre l'autre, mais quelle est leur perspective?

Il est évident qu'une équipe de la bourgeoisie, pro-bourgeoisie nationale, se prépare. Mais Campora n'est pas strictement de la bourgeoisie nationale. Campora, ce n'est pas Péron. Le prochain représentant péroniste n'aura rien de semblable à Péron. Ce sera un Campora ou quel qu'un de plus à gauche. Autrement, il ne pourra pas vivre. Les masses péronistes ont appris de toute cette étape du monde, elles apprennent et elles vivent. Elles ne restent pas statiques, en attendant de ce que diront les dirigeants. Elles ont avancé et les anciens dirigeants se sont perdus, sont dissous. Les camarades doivent voir qu'il y a des conditions pour le développement d'une lutte plus profonde et directe, pour des transformations sociales, ou des revendications démocratiques bourgeoises, pour des droits et libertés démocratiques, et aussi pour le développement de l'économie.

Ce n'est pas par hasard que les Diaz Bessone, ou Severio Gomez au Brésil, apparaissent publiquement : ils expriment que des secteurs très importants de la bourgeoisie voient qu'ils n'ont pas d'autre remède que de chercher un pacte, une alliance, avec le prolétariat pour développer l'économie, pour se défendre de l'impérialisme, mais qu'ils cherchent aussi à organiser une direction afin de se défendre et de contenir la portée des luttes du prolétariat. Voilà des conditions de lutte nouvelles. Diaz Bessone représente une aile militaire liée à la bourgeoisie nationale et - presque certainement - à une partie de la direction syndicale. Voyez donc que, si un mouvement se développe - si celui de Bolivie avance bien - il aura un grand effet en Argentine, au Chili et au Pérou. (...)

Suite page 4

LETTRE A LA SECTION ARGENTINE J. POSADAS

Fin

Il n'y a pas de possibilités, de conditions ni de perspectives pour une stabilité du pouvoir de Videla, ni de Pinochet. Le plébiscite de Pinochet est un symptôme de très grande faiblesse. Pourquoi ferait-il cela, sinon? Il l'a fait contre ses propres associés. Il a du organiser une manifestation, toute fabriquée par lui. Mais d'autres gens s'y sont mêlés. Et ses complices dans

la répression ont voté contre le référendum. Quand il se produit une telle division entre eux, c'est que l'économie est épuisée. Si l'économie était florissante, ils auraient tous une part du gâteau et ils laveraient leur linge sale en famille

Si les plaintes parviennent à l'extérieur, c'est qu'il n'y en a plus pour tout le monde.

IL N'EST PAS POSSIBLE DE DEVELOPPER LE PAYS AU TRAVERS DE LA BOURGEOISIE

Le niveau actuel de répression, d'intimidation en Argentine est très grand. Mais il y a déjà aussi une réaction économique, car il y a une stagnation. On tente de réduire le nombre des fonctionnaires de l'appareil de l'Etat pour en diminuer les dépenses et pour augmenter le taux de profit, d'accumulation des éleveurs de bétail et de la bourgeoisie industrielle. Cela va aussi contre les secteurs de la petite et moyenne bourgeoisie, des moyennes entreprises industrielles et agricoles, parce que la réduction des frais de l'Etat signifie aussi la diminution de l'équipement pour les transports, de l'attention scientifique et technique de l'Etat, sur tous les plans: de l'eau à l'électricité. C'est un attentat direct contre tous ces secteurs, qui va faire un tort très grand à la capacité de concurrence de la petite et moyenne industrie, des petits et moyens éleveurs et agriculteurs. La résistance sera aussi très grande. Par exemple, la bourgeoisie va diminuer le nombre de fonctionnaires du chemin de fer sans les remplacer par des moyens techniques supérieurs. Cela va, par conséquent, ralentir le reste de la production économique, pour maintenir l'efficacité de la grande production agricole, d'élevage et industriel, c'est à dire les secteurs liés à l'impérialisme.

Un gouvernement "meilleur" n'est pas une solution face à cela. Un prochain gouvernement devra, soit prendre des mesures de ce type, soit des mesures d'étatisations: ou bien il défend la grande production agricole, d'élevage qui est celle du grand capital - et il n'y a pas d'autres moyens de la défendre - ou bien il étatisé. Il faut donc intervenir en montrant que l'économie argentine n'a pas de possibilités de développement dans le régime capitaliste. Et il n'est pas possible de faire progresser l'économie et le développement social du pays, au travers de la bourgeoisie. Dans la lutte pour la démocratie bourgeoise peuvent se créer des conditions qui permettent une avance de la lutte du prolétariat, mais ce n'est pas cela qui développe le pays. La bourgeoisie a provoqué un brutal endettement de l'économie et des finances publiques. Cela ne peut se résoudre dans le régime capitaliste. A part les éleveurs de bétail, la bourgeoisie n'est pas concurrentielle dans l'industrie. De plus, elle doit recevoir beaucoup de pressions de l'impérialisme, du Fonds Monétaire International, qui l'a contrainte à prendre des mesures économiques et sociales. Et même la bourgeoisie concurrentielle - les éleveurs de bétail - est

soumise à la domination du FMI, qui est une des formes des multinationales. La CIA en est une autre, car elle répond aux intérêts du grand capital comme un gardien du capitalisme mondial. L'OTAN est une branche militaire des multinationales, et la CIA en est le cœur.

Il faut augmenter la capacité intellectuelle du Parti, sans rester à attendre la venue d'autres conditions. Il faut prévoir, augmenter la qualité politique du Parti et s'orienter à discuter qu'il n'y a pas de perspectives avec les Diaz Bessone, ni Guglielmelli. Il n'y a pas de possibilités que ceux-ci développent une tendance. Il n'y a pas de conditions pour qu'elle se développe. La dictature va être dépassée dans la prochaine étape de développement de libertés démocratiques, qui mèneront à une lutte pour élever l'Argentine et pour des étatisations. Diaz Bessone lui-même le pose. Il ne le fait pas pour favoriser le prolétariat, mais pour favoriser la bourgeoisie. Ses propositions d'étatisations vont en partie, contre le grand capital; mais d'autre part elles lui conviennent si le grand capital contrôle l'appareil d'Etat parce qu'il fera en sorte que l'Etat lui restitue tout à lui-même.

Vous devez discuter pour éduquer l'avant-garde, entre autres, les "technologues" (4). Il ne faut pas se disputer avec eux. Ils ont l'intention de contribuer au progrès, mais la forme qu'ils adoptent ne permet pas de le faire. Il faut faire un programme et développer une politique qui ne soit pas une attente passive, mais bien une recherche - et donc une attente active du développement de la lutte de classe dans le pays. L'existence de Videla montre une résistance à aller plus loin encore en arrière. La politique des communistes - tout en étant condamnable - n'est pas une politique d'idiots, de fous. Videla n'est pas Pinochet. Il maintient tous les accords et le commerce avec les Etats ouvriers. Et il retient en partie les autres. Il n'est pas pareil à Pinochet. On ne peut condamner les communistes comme agents d'une dictature fasciste, mais pour la politique erronée qu'ils mènent. En Italie aussi par exemple, on devrait condamner Lama comme agent d'Agnelli. Mais il s'agit d'une politique erronée de leur part, qui s'accompagne d'autres aspects contre le capitalisme. Ils ont cette conception politique de conciliation, dont la ligne ne consiste pas à rester tranquille et soutenir le capitalisme, mais à concilier avec lui tout en s'arrangeant pour avancer contre lui.

LA PERSPECTIVE DE CHANGEMENTS ET LA FONCTION DU PARTI.

Il est nécessaire d'avancer, pour éduquer dans cette étape des couches de la petite-bourgeoisie, d'intellectuels, en montrant qu'il n'y a pas de perspectives dans les disputes internes de la Junte. Mais il ne faut pas non plus rester en dehors à critiquer. Il faut en profiter pour avancer au maximum et décomposer leur appareil. Dans le

progrès de ce processus, leur appareil se décompose et cela conduit à la capitulation d'une série de secteurs qui servaient le capitalisme, et à l'annulation d'autres. C'est un problème de tactique. Mais la tactique doit être accompagnée de la compréhension historique que ces mesures visent à maintenir le système capitaliste en Argentine. Mais

la seule façon de le soutenir, est d'avancer. Et il n'y a aucune mesure capable de le faire avancer. Le capitalisme, pour vivre, doit faire ce que fait Videla, il ne peut rien donner de meilleur. Un autre secteur peut aller au gouvernement et réaliser des améliorations provisoires, aux dépens du grand capital, mais il va faire stagner l'économie capitaliste. Par contre la formation d'un Etat ouvrier ou, sans aller jusque-là, de mesures d'étatisations, permettent une avance de l'économie. Il en est de même pour le principe de la fédération latino-américaine, à commencer par la confédération de pays comme l'Equateur, le Pérou, le Chili. La bourgeoisie a déjà essayé de le commencer, avec le Pacte Andin. C'est un timide début de fédération. Il faut discuter tout cela avec les intellectuels qui croient, qu'ils trouveront, eux, la solution à ce que ne fait pas le capitalisme "parce que les militaires n'ont pas d'idées". Ce n'est pas vrai: ils ont des idées, mais pour autre chose! Les idées doivent être appliquées à un processus. Et là, toutes les idées opposées à Marx et Lénine ont été mises à l'épreuve: c'est Marx et Lénine qui ont gagné!

Vous devez entrer dans cette discussion, et en même temps intervenir dans les formes multiples et même dans les accords avec la bourgeoisie. Mais si le Parti n'est pas éduqué, il reste prisonnier de la bourgeoisie. Dans un pays arriéré, tel que l'Argentine, il existe des contradictions, des divergences, des luttes internes très aiguës. Il faut discuter la nécessité d'organiser un courant, en même temps qu'il faut faire des discussions théoriques, politiques et tirer des conclusions pratiques pour progresser, et mener une intense vie politique, du Parti, de discussions, d'échange d'idées, et d'expériences.

Notre perspective en Argentine est déterminée par notre capacité d'orienter, et d'intervenir dans la discussion sur le programme à adopter. Celui-ci ne doit pas se limiter aux luttes et aux droits syndicaux. Quand je disais que l'Union Soviétique, avec les traités qu'elle a fait, soutient en partie Videla, il faut voir que Videla aussi soutient l'Union Soviétique. Et l'URSS détermine sa politique à échelle du monde. Cela est bien expliqué dans notre article sur "les petits mouvements révolutionnaires du Tchad et du Polisario". D'autre part, le Parti Communiste, s'il n'est pas contre Videla, ne le soutient pas non plus. Il ne fait pas un mouvement de soutien à Videla. Il mène une politique de passivité, en espérant passer cette étape sans être détruit. Et Videla en a besoin. Pour quoi ne le démantèle-t-il pas? Il pourrait le faire. Pourquoi les AAA ne tuent-elles pas tous les communistes? Parce que Videla a besoin d'eux, comme une partie du jeu qu'il est en train de faire. Cela indique qu'il y a une lutte intérieure dont les communistes espèrent tirer profit en attendant demain. Ce n'est pas une politique correcte de leur part. Mais ce n'est pas non plus une attitude criminelle. Ils ont une politique erronée. Les Soviétiques, qui font des accords avec l'Argentine, n'ont aucune relation avec le Chili. Ils pourraient pour tant faire un fameux commerce avec le Chili! Il faut voir que le Parti Communiste suit une politique erronée du fait d'une direction incapable de comprendre. Il ne s'agit pas d'appuyer Videla. Mais le problème ne consiste pas non plus à concentrer une lutte pour l'abattre. Il y a une lutte énorme entre eux. Il faut alors le dénoncer et critiquer Videla politiquement, mais sans être le porte-voix de son renverse-

ment. Il faut poser un gouvernement de gauche qui accorde des droits démocratiques. Voilà la façon de renverser Videla!

Il faut donc sentir la nécessité d'éduquer le Parti dans la politique de revendications démocratiques, accompagnée d'un programme d'étatisations. L'activité du Parti est très résolue, très courageuse. Le Parti n'a jamais interrompu son activité. C'est une très bonne qualité, qui permet de l'assurance dans le fonctionnement. Ce qu'il faut améliorer, c'est la compréhension et la vie politique. Combiner la publication du journal avec des textes d'orientation pour discuter avec les intellectuels, les dirigeants des autres courants sur les perspectives de ce processus. Les possibilités de lutte contre l'absence de droits démocratiques sont très partielles. On ne peut venir à bout de la dictature avec un projet démocratique bourgeois. Il faut lutter pour les libertés démocratiques en combinant des mesures de développement économique avec la lutte pour la liberté de parole, de presse, d'organisation syndicale, de droits syndicaux: liberté à la CGT, même avec son actuelle direction, liberté maintenant, pour pouvoir intervenir sous une forme supérieure à la prochaine étape.

Il faut analyser de cette façon et ne pas analyser au jour le jour: "il se passe telle chose et telle autre". Car vous restez alors avec un sentiment de satisfaction, pour avoir prévu ce qui va se passer le lendemain. Vous croyez qu'il y a une vie politique. Mais la vie politique consiste à voir quelle est notre tactique, notre programme, notre objectif, en attendant une nouvelle période pour construire des cadres ayant l'assurance de cette politique, de la ligne, du programme. Alors vous vous préparez à intervenir dans un processus, qui lors des prochains éclatements, ne va pas en rester à Peron. Il partira du niveau de Campora pour aller plus loin. Les 45 jours de Campora, ont fait trembler le capitalisme de tout le monde. C'est pour cela qu'ils ont une dent terrible contre Campora.

Je crois que l'activité du Parti est bonne, courageuse et très résolue. Ce que nous posons, c'est de faire en sorte que le Parti mette de l'ordre dans son activité, afin que sa décision et son assurance s'orientent bien politiquement, afin que le Parti s'accroisse et qu'il ait dans son ensemble une compréhension complète. Ainsi il pourra prévoir et intervenir dans la mesure où de meilleures conditions de lutte vont se développer. Cela ne va plus tarder longtemps.

1/2/1978

J. POSADAS

- (1) Bessone: un des chefs militaires de la Junte, qui proposait des mesures de nationalisations afin de surmonter les problèmes économiques.
- (2) Martinez de Hoz: ministre de l'économie du gouvernement de Videla, représentant direct de l'oligarchie et la grande bourgeoisie.
- (3) Leigh: général de la Junte de Pinochet, mais qui cherche à donner une certaine base sociale au gouvernement chilien en faisant des accords avec la démocratie chrétienne.
- (4) Les technologues: groupe d'intellectuels d'origine nationaliste préoccupés du développement de l'Argentine et qui se sont orientés vers une perspective socialisante.

MANIFESTE DU PREMIER MAI 1978

du Secrétariat International de la IV^e Internationale Posadiste

**Aux masses exploitées du monde
Aux Etats Ouvriers (pays socialistes)
Aux pays et gouvernements
révolutionnaires d'Afrique, d'Asie et
d'Amérique Latine**

Le processus de crise du capitalisme s'aiguise profondément. A sa crise économique s'ajoute une crise culturelle, morale, scientifique et sociale. Il est entraîné dans une crise complète, dans laquelle toutes les forces, les préoccupations du système capitaliste, sont destinées à préparer l'affrontement pour le règlement final des comptes contre les Etats ouvriers et à se défendre du progrès de l'avance de la révolution. Il essaie de la contenir, de la pervertir, d'empêcher, la montée et le développement des forces révolutionnaires, des mouvements qui tendent à impulser le progrès de transformations sociales. Ces forces sont aussi dirigées contre les socialistes, les communistes, les syndicats, les mouvements révolutionnaires nationalistes qui avancent dans des mesures anticapitalistes.

Le capitalisme tout entier, centre sa volonté, sa force et sa préoccupation pour résister à ce processus de l'histoire. Comme il n'a pas de forces, ni logiques, ni économiques, ni sociales, ni politiques, il se réfugie seulement derrière les forces militaires. C'est pour cela que le système capitaliste, dirigé par l'impérialisme yankee cherche à contenir le processus de la révolution en Afrique, en Asie, et en Amérique Latine. Il cherche à contenir les mouvements révolutionnaires en faisant des concessions qui lui permettent de faire entrer des éléments capitalistes soit en soutenant des résidus ou des éléments naissants d'une bourgeoisie, soit en élargissant la base bourgeoise existante, soit en créant des nouvelles forces. Mais la bourgeoisie n'a plus de base historique pour progresser.

Il n'y a de progrès, ni dans la science, ni dans la technique, ni dans l'économie du système capitaliste. Le progrès que fait le système capitaliste dans l'économie, provient du fait qu'il doit concurrencer les autres pays capitalistes ; surtout l'impérialisme yankee contre l'impérialisme japonais, allemand, français, anglais et l'ensemble du système capitaliste contre les Etats ouvriers (les pays socialistes). Il y a aussi un progrès de la science et la technique consacré à la guerre, à la fabrication d'armes comme les bombes à neutrons. Le capitalisme utilise la science et la technique pour écraser l'humanité.

A cette étape dans laquelle, les peuples du monde sont en train d'élever leur volonté de vivre, leur capacité et démontrent leur résolution de progrès, l'impérialisme répond par la préparation des armes atomiques pour contenir, écraser et

affronter ce processus de progrès des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine. Le capitalisme est incapable de croître, de progresser. Il se développe dans une crise constante, des jeunes, des femmes, des vieux, des enfants. Tandis qu'il organise une série d'assassinats, de crimes comme il le fait en Italie avec la séquestration de Moro et l'assassinat des 5 policiers, tandis qu'il développe aussi dans tout le monde la base et la force pour essayer de contenir le processus de progrès de l'histoire au moyen des crimes, des assassinats, des guerres, les peuples du monde progressent de façon incessante en alliance objective, directe ou indirecte, avec les Etats ouvriers (pays socialistes).

Il y a un progrès constant et permanent dans les pays socialistes malgré toutes les difficultés de direction bureaucratique, malgré toutes les limitations dues au manque d'intervention publique et mondiale des syndicats et des partis communistes des Etats ouvriers.

Les pays socialistes progressent de façon incessante dans l'économie, la culture, la science et dans l'appui au progrès social de l'histoire, c'est à dire l'appui aux peuples qui luttent pour leur indépendance, pour se libérer de l'impérialisme et pour entrer pour la première fois dans la vie objective de l'histoire, dans la vie économique, sociale et culturelle, scientifique comme l'Angola, le Mozambique, le Vietnam, Cuba et l'Ethiopie. Des peuples entiers d'Afrique, d'Asie, et d'Amérique Latine se rebellent, contre la domination du capitalisme et de l'impérialisme, se débarassent ainsi de tout pouvoir oppressif. L'Ethiopie, par exemple, donne un coup profond au pouvoir du système capitaliste et gagne des armées entières. L'armée, comme institution, y est gagnée au progrès de l'histoire, et les militaires sentent que leur fonction dans l'histoire est de servir le progrès économique, social, et non d'être un instrument de la classe capitaliste contre les masses des pays, contre la progression des peuples pour leur libération nationale et sociale.

Cela est un résultat du rapport de forces mondial, qui provient de l'énorme puissance économique des Etats ouvriers, particulièrement de l'Union Soviétique qui alimentent, stimulent et élèvent la volonté de pays, d'armées, de mouvements nationalistes et catholiques, des mouvements de toute nature. En partant de n'importe quelle base, tous ces mouvements arrivent, à la compréhension qu'ils ont un

suite page 2

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

LUTTE OUVRIERE



ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IV^e INTERNATIONALE POSADISTE

7 Francs 15^eme ANNEE N° 300 Le 12 Mai 1978

Périodique bi-mensuel - Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE - BP 273 - 6000 CHARLEROI
Abonnement de 12 numéros : 80 F. - Abonnement annuel : 150 F. - Abonnement de soutien : 500 F.
A verser au CCP 000-09762.34-26 de C Pôlet - Editeur Responsable : C. Pôlet - 51a, rue Garibaldi - 1060 Bruxelles.

Les grèves des sidérurgistes et des Services Publics montrent qu'il faut unifier les luttes avec un programme anticapitaliste

EDITORIAL

Les travailleurs ont fait "le Premier Mai", le 28 avril dans les services publics, et le 9 mai dans la sidérurgie à Charleroi. Leur absence aux cortèges des partis ouvriers le 1er Mai n'est pas une expression d'indifférence ou de passivité de la classe ouvrière. La lutte de classes en Belgique, comme dans toute l'Europe capitaliste continue de s'aiguiser.

L'assassinat d'Aldo Moro en Italie par les soi-disant "Brigades Rouges" en est un effet. C'est un acte criminel réalisé par la CIA, ou un autre organisme de l'impérialisme nord-américain et par la droite démocrate-chrétienne et fasciste en Italie même. Comme l'analysait le cde J. Posadas dès le moment de la séquestration d'Aldo Moro (voir Lutte Ouvrière n°298: "la séquestration de Moro, l'impérialisme, les partis ouvriers et les transformations sociales en Italie"), une telle action, inclus son aboutissement, l'assassinat de Moro, ne peut être perpétré qu'avec la complicité de hauts cadres de l'armée et de la police, de l'appareil d'Etat et de la Démocratie Chrétienne, et de l'OTAN en Italie. Et ceux-ci le font parce qu'ils cherchent des conditions, pour faire un coup d'état dans ce pays, pour empêcher la participation du mouvement ouvrier, du Parti Communiste à la direction du pays. C'est important de discuter ces conclusions en Belgique également, parce que la bourgeoisie y vit aussi, un processus de crise très profonde qu'elle est incapable de proposer une perspective pour sortir le pays de la désintégration économique, institutionnelle dans laquelle il avance de plus en plus. De plus, la Belgique est le siège de l'OTAN. Même si le capitalisme belge n'a pas les conditions d'affronter la montée de la classe ouvrière vers le pouvoir, le développement des mobilisations anti-capitalistes, l'impérialisme yankee prépare des forces particulières pour le faire: c'est ce qu'il fait en Italie, en alliance avec les groupes les plus réactionnaires de la bourgeoisie italienne.

L'assassinat de Moro et la préparation de la bombe à neutrons ne sont pas des actions séparées ou indépendantes les unes des autres: elles répondent, d'une part à la préparation du capitalisme pour défendre son pouvoir menacé, et de l'autre, elles montrent l'immense faiblesse de la bourgeoisie, qui ne peut organiser des mouvements sociaux contre la classe ouvrière, contre ses organisations et créer un

nouveau fascisme. Pour cela, ils répondent par le terrorisme.

C'est un nouvel échec qu'ils viennent de subir en Italie, du fait de la riposte très profonde de la classe ouvrière: malgré la confusion qui existait dans les directions syndicales et dans une partie, de la direction communiste, les ouvriers ne sont pas allés chercher les terroristes dans les usines, mais ils sont sortis massivement à la rue, faisant la grève générale, pour accuser l'appareil d'Etat italien, la droite démocrate chrétienne, le haut commandement de l'armée, et de la police et les avertir que les travailleurs sont prêts à ne pas tolérer un coup de force de la droite, et veulent un gouvernement, de gauche en Italie.

De même qu'ils ont sacrifié Moro, pour essayer de pousser toute la bourgeoisie dans une politique, de répression contre le mouvement ouvrier, de même ils préparent et continuent de préparer la bombe à neutrons: ce sont des armées destinées, à détruire les masses dans les grèves dans les grands mouvements pour défendre leurs droits et leurs intérêts en Europe capitaliste.

La préparation de la guerre par le capitalisme mondial s'accroît. C'est contre cela que l'Union Soviétique, au travers du voyage de Brejnev en Allemagne, essaie d'intervenir, dans les crises inter-capitalistes, et s'appuyer sur un pays capitaliste contre l'autre, et surtout contre l'impérialisme nord-américain. C'est une politique erronée de la part de l'URSS dans la mesure où le capitalisme allemand, dans la décision finale s'alignera sur l'impérialisme américain, mais cela montre de toutes façons la faiblesse du régime capitaliste en Europe, en Allemagne, qui doit chercher à nouveau à faire "l'Ostpolitik" pour avoir un sursis dans sa crise, alors que c'est pour cette

suite page 4

Bilan de la manifestation
" Désarmer pour survivre "

**Pour que vive
l'humanité: il faut
détruire le
capitalisme !**

Voir page 4

MANIFESTE DU PREMIER MAI

Secrétariat International de la IVe Internationale

appui mondial et font le lien objectif entre le progrès de l'histoire, et les Etats ouvriers. Ce progrès consiste dans le besoin du développement des pays socialistes et dans la nécessité d'éliminer le système capitaliste. Même si les directions des Etats ouvriers, dirigées bureaucratiquement limitent la portée et le délai du progrès, elles doivent faire cette politique.

Dans les pays capitalistes, il y a un développement constant de crises, d'erreurs, de catastrophes, de massacres des gens, d'empoisonnement de toute l'humanité sous toutes les formes. Ils empoisonnent la population avec les déchets atomiques, la pollution de l'eau et du milieu ambiant, la détérioration des aliments, et les désastres écologiques, comme ceux qui se produisirent en Italie, en France, en Suède, en Allemagne.

La résistance des masses, des populations contre l'installation d'usines d'armements atomiques, n'est pas contre le progrès, mais contre l'usage de l'énergie atomique à des fins de guerres, pour tuer les gens ou pour la production d'éléments, qui intoxiquent et empoisonnent les gens, sur les lieux de production. C'est contre cela que se développent des mouvements écologistes. Ils expriment le désir d'élever l'utilisation de la science, et de la technique au bénéfice de la population et non contre elle. L'impérialisme utilise le développement de l'énergie atomique comme un moyen de concurrence économique, de préparation militaire. Pour faire cela, il empoisonne des populations, les menace avec les radiations, les émanations. Les masses et les populations luttent contre cela. L'énergie être utilisée pour le développement de l'humanité, alors qu'aux mains du capitalisme, elle sert à la préparation de la guerre, au développement de la concurrence économique ayant pour conséquence l'empoisonnement des populations, du milieu ambiant, de l'air et même de la production.

Un grand nombre de pays sont gagnés à ce processus de libération nationale et sociale. Des mouvements qui vont de l'Algérie, du Liban, du Polisario aux Palestiniens, sans force économique et sociale, mais avec une volonté irrésistible de progresser, prennent le chemin du progrès, des mesures socialistes. C'est un exemple. Tandis que le capitalisme étouffe et écrase les populations, d'autres peuples qui naissent, tentent à s'élever dans cette volonté de lutte. Dans ce processus il y a des aspects de recul de l'histoire, de la part de mouvements, de pays qui ont pris le chemin de la révolution socialiste, comme le Cambodge et la Chine.

Ce sont des aspects isolés et partiels, qui n'ont pas de bases, de perspectives, de transcendance et de continuité. Ils ne représentent pas le progrès de l'histoire. Le progrès de l'histoire est représenté par le Vietnam, et non par le Cambodge, par l'Union Soviétique et non par la direction chinoise. L'Union Soviétique s'est débarassée de Staline: c'est le processus mondial des rapports de forces qui a permis cela. Bien qu'il n'existe pas encore un processus d'élévation de la démocratie soviétique, on avance dans cette voie, tandis qu'en Chine il y a un recul. Des secteurs bureaucratiques essaient de faire reculer le progrès de la révolution et le rapport de forces mondial. Le Cambodge fait la même chose.

Le capitalisme se maintient en partie grâce à la politique du Cambodge, et plus particulièrement de la Chine. C'est un soutien objectif à la politique de l'impérialisme et au système capitaliste mondial. L'impérialisme et la Chine n'ont pas d'intérêts communs: ils ont des inté-

rêts opposés et antagoniques. C'est la politique de l'actuelle direction chinoise qui permet la conciliation des deux systèmes contre le progrès mondial de la révolution.

Le mouvement ouvrier mondial avance constamment. Aucun pays capitaliste n'est arrivé à dépasser la crise du système capitaliste. Les masses des pays capitalistes sont en pleine révolte. Toutes les dictatures militaires, depuis celle de Pinochet au Chili, à celle du Brésil, de Bolivie, d'Argentine, d'Afrique ou d'Asie, sont toutes en recul. Aucune d'elles n'est parvenue à développer l'économie, la société, la culture, la science et la technique. La désintégration de ces mouvements est due au fait qu'ils ne répondent pas au besoin de l'histoire. Il ne suffit pas d'avoir le pouvoir militaire pour se justifier et répondre au besoin de l'histoire; celui-ci signifie le progrès de l'économie, de la science, de la technique de façon à servir de bases à l'élévation des relations humaines. Les Etats ouvriers et les Etats révolutionnaires comme l'Algérie, le Polisario, le Vietnam, l'Angola, le Mozambique, l'Ethiopie, montrent où est la base du progrès de l'histoire. Aucun de ces pays n'a échoué, à l'inverse de toutes les dictatures, qui ont échoué économiquement, socialement, culturellement et politiquement. L'unique pays d'Amérique Latine qui a avancé, progressé, est Cuba, qui est un Etat ouvrier. Les masses du monde voient ce processus et sentent que là est la mesure du progrès de l'histoire.

Il est nécessaire, à cette étape, que les Etats ouvriers interviennent plus, que les partis communistes, les partis socialistes et les syndicats fassent une intervention directe, en appelant à la lutte anti-capitaliste. Un programme anti-capitaliste, donnant une orientation et des perspectives à la lutte des masses est nécessaire.

Le fait que l'Union Populaire, en France, n'ait pas eu la majorité des voix n'est pas du aux discussions entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste, mais au manque d'une discussion objective et scientifique. On n'a pas discuté objectivement la transformation du pays, ni l'intervention directe de la classe ouvrière, en s'adressant à la population en tant que direction de la société. On n'a pas discuté un programme de transformations sociales, depuis le niveau le plus bas, du quartier, de la maison, de l'atelier, du syndicat, aux grands partis. L'absence d'une intervention massive du prolétariat n'a pas permis d'attirer un grand secteur de la petite-bourgeoisie. Cela n'a pas été une défaite de l'Union Populaire, mais une expérience démontrant qu'il faut gagner un secteur important de la petite-bourgeoisie afin d'amorcer le processus de dépassement du système capitaliste, et d'entamer des transformations sociales. Immédiatement après la victoire électorale de la bourgeoisie, la crise du système capitaliste s'élève.

L'enlèvement de Moro en Italie est une tentative de la CIA, pour tâcher de provoquer une réaction et un mouvement militaire, et imposer de nouveau une dictature en Italie. Quand le doit recourir à cela, c'est qu'il n'a ni force sociale, ni force économique pour se maintenir ou maintenir l'autorité sur la petite-bourgeoisie. Ce sont la CIA et les groupes réactionnaires des hauts cadres de l'armée, de la police,

qui préparent ces coups et qui les mènent de l'avant. Mais ils n'ont ni force, ni transcendance. Ce n'est pas l'étape du fascisme, ni celle de la réaction, car le progrès de l'histoire s'accompagne déjà de 20 Etats ouvriers et de 20 Etats révolutionnaires, qui montrent au monde, à la petite-bourgeoisie, aux paysans et aux masses quel est le chemin du progrès. Ils voient qu'il existe dans tous les pays socialistes un progrès constant, malgré les dissidents, le développement insuffisant de la démocratie soviétique. Il y a un développement économique et social suffisant pour le progrès de ces pays et même en partie un processus démocratique intérieur supérieur à tout le système capitaliste. Les pays les plus arriérés comme Cuba montrent que là est le chemin du progrès de l'histoire.

C'est ce qui établit une relation de forces mondiales dans laquelle le capitalisme ne trouve pas les moyens d'organiser les forces, pour écraser les mouvements révolutionnaires et dissuader de petits pays qui se soulèvent pour le progrès en prenant les voies du socialisme. Par contre, ces forces mondiales de 20 Etats ouvriers, de 20 Etats révolutionnaires et l'impulsion révolutionnaire des masses d'Italie, de France, du Japon, d'Allemagne, d'Angleterre, sont celles qui déterminent les relations de forces et stimulent tout mouvement à prendre les voies anti-capitalistes.

Il est nécessaire de peser plus sur ce processus. Le capitalisme prépare de toutes façons la guerre. La bombe à neutrons n'est pas une arme fortuite, ni un nouvel instrument pour la guerre. C'est une arme essentiellement contre-révolutionnaire dirigée contre les manifestations, les mouvements de masses. C'est une arme dirigée directement contre les masses des grands pays capitalistes: les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France. Elle est destinée à être utilisée comme moyen d'intimidation dans la concurrence inter-capitaliste, et le rapport de forces inter-capitalistes.

Le capitalisme développe toutes ses forces en vue de la préparation d'armes atomiques, et non pour le développement social, économique et politique. Cela signifie que le système capitaliste est déjà épuisé. C'est pour cela que cette époque n'est ni celle du fascisme, ni celle du recul de l'histoire. Il peut y avoir recul ici ou là, mais celui-ci se trouve dépassé par l'avance, et le progrès mondial. Le Polisario le montre, les Palestiniens et les masses du monde, des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine aussi. L'Ethiopie montre qu'une armée composée de paysans passe directement, à exercer une fonction prolétarienne. Elle a assimilé dans sa conscience, sa volonté, son programme, ses objectifs, l'exemple, l'influence, et la structure des Etats ouvriers, qui la gagnent à la conception prolétarienne, avec toutes les limitations de ce mouvement et tout le progrès qu'elle doit faire. La ligne historique sert à impulser la libération des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine.

Il est nécessaire d'influencer les masses nord-américaines qui interviennent peu dans ce processus. Elles sont un facteur essentiel en vue de cette activité. Il faut les influencer en ce Premier Mai, et s'adresser à elles. Que les Etats ouvriers, l'URSS, la Chine, Cuba, la

Tchécoslovaquie, la RDA, la Yougoslavie, les masses des syndicats de tous les pays s'adressent directement aux masses nord-américaines. Il faut, en tant que syndicats, centrales ouvrières, partis communistes de chaque pays, s'adresser à elles, les appeler à dépasser le système capitaliste. Il faut proposer un programme anti-capitaliste, pour résoudre des problèmes comme celui de l'empoisonnement écologique de l'humanité. Il faut les appeler à prendre directement exemple des Etats ouvriers, et que les masses nord-américaines voient les masses d'URSS, de Chine, de Cuba, intervenir dans une discussion publique sur le progrès de l'histoire dans laquelle elles participent et élèvent leur participation à la direction de la société. Ce problème est fondamental.

Il est nécessaire aussi que les pays socialistes lancent un appel à la Chine, au Cambodge, à l'unification du mouvement communiste mondial. Que cette unification soit destinée à impulser la lutte pour la transformation sociale du monde entier et qu'on discute cette nécessité de façon objective. Les masses nord-américaines, japonaises, allemandes, françaises, anglaises, doivent voir les masses des Etats ouvriers intervenir directement, dans la direction du pays, et participer beaucoup plus à l'organisation économique et sociale de tous ces pays. Ceci est fondamental et est un moyen de préparation de la lutte anti-capitaliste.

C'est l'appel que nous faisons à ces pays en ce Premier Mai. La discussion dans le mouvement communiste mondial sur l'eurocommunisme, démontre qu'il n'y a pas de place dans l'histoire, ni pour l'eurocommunisme, ni pour le pluralisme. Le socialisme ne se construit pas dans une diversité de modes, de méthodes ou de chemins. Les transformations sociales signifient: du capitalisme. La planification sert à dépasser la société capitaliste. Un mouvement qui n'a pas l'assurance du plan, du programme et de l'objectif ne peut impulser la confiance et l'assurance des masses et ne peut, d'autre part, attirer la petite-bourgeoisie: elle se développe alors dans le doute.

Une discussion scientifique, objective, sur le programme, la politique et les objectifs pour les transformations sociales et les expériences de l'histoire, est nécessaire. L'URSS, les Etats ouvriers, doivent contribuer à cette discussion de façon à pouvoir stimuler et élever les mouvements communistes, socialistes, catholiques, impulser le mouvement de libération et les mouvements nationalistes des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine à prendre le chemin de la structuration des Etats ouvriers, pour dépasser l'économie basée sur la propriété privée.

L'échec de toutes les dictatures militaires d'Amérique Latine vient de ce qu'elles ont étouffé l'économie, écrasé le développement économique et social. Elles montrent que la dictature ne représente aucun progrès et qu'elle crée des difficultés intérieures ainsi qu'un recul social et économique. Le pays, qui au contraire, prend la voie de l'Etat ouvrier comme Cuba, et qui part du niveau le plus arriéré, démontre qu'il devient le plus avancé. Là se trouve l'exemple de cette étape de l'histoire.

L'unification du mouvement communiste mondial, de la Chine, de l'

URSS, de Cuba, de la Tchécoslovaquie, de la RDA, de la Yougoslavie, des Etats ouvriers, est nécessaire, sur la base de la discussion pour unifier les luttes pour le progrès de l'humanité. Les Etats ouvriers sont les responsables les plus directs du progrès et de l'avenir de l'humanité. Ils doivent faire cet appel qui est essentiel à cette époque, afin de progresser dans l'histoire. L'unification du mouvement communiste mondial, de tous les partis communistes, est nécessaire: un front unique des socialistes, communistes, des mouvements nationalistes, catholiques, avec un programme de lutte et de progrès social. Sans abandonner les mouvements socialistes et communistes, il faut faire un front unique afin de progresser, d'éduquer et d'attirer les masses catholiques, démocratiques, petites bourgeoises d'Amérique; d'Asie, d'Afrique, et des grands pays capitalistes d'Europe, à la lutte pour des transformations sociales.

Les masses des pays les plus arriérés, comme l'Ethiopie, Cuba, l'Angola, le Mozambique, s'incorporent rapidement à l'histoire. En peu d'années, elles acquièrent les connaissances culturelles, économiques et les relations sociales fraternelles qui les font avancer en progrès immenses et permettent de faire avancer la science, la technique et l'économie, tandis que les pays capitalistes avec la propriété privée l'intérêt privé, développent la concurrence, l'intérêt d'accumulation du capital, empêchent le développement objectif de l'économie, de la société, de la culture et de la science.

Le mouvement syndical mondial, doit avoir un programme de revendications, de conditions de travail: diminution des heures de travail, sécurité du milieu ambiant pour les populations, élimination des intoxications et de tout ce qui empoisonne les eaux, les gens dans le monde dans les usines, dans les quartiers et partout. Il faut poser comme une conquête de l'humanité ces conclusions: le progrès scientifique et technique doit servir à l'élévation de la vie humaine. Dans le système capitaliste, le progrès technique, scientifique se fait, au contraire, dans le but d'augmenter la capacité de concurrence capitaliste contre l'hygiène et la santé de la population du monde. Dans les Etats ouvriers c'est l'inverse, même si c'est insuffisant. Il faut poser comme conquête essentielle, que tout progrès scientifique et technique, doit servir à la population. Dans le système capitaliste, cela ne peut être ainsi. Il faut alors l'unir à la lutte contre le système capitaliste.

Tous les mouvements des féministes, des jeunes, des peuples du monde, montrent la volonté, de la part de la population, d'intervenir et de s'organiser pour se diriger elle-même. Elle montre qu'elle veut intervenir et participer au progrès de l'histoire. Il faut les incorporer en unifiant la lutte pour les transformations sociales à la lutte anti-capitaliste. Cela permet ainsi de développer des initiatives, la capacité, l'intelligence des jeunes des enfants, des vieux, et des femmes. Tous les problèmes féministes, et ceux des jeunes, se résolvent au travers de la lutte contre le système capitaliste.

L'humanité démontre qu'elle est apte pour le communisme. Des mouvements qui partent du niveau le plus bas de l'économie et des conditions sociales, comme celles d'Ethi-

opie, passent directement à la transformation socialiste de la société. Les masses paysannes qui n'avaient pas d'autres possibilités dans la vie que de mourir sur la terre où elles étaient nées, qui n'avaient pas de quoi manger et qui n'avaient pas le temps de se reposer, se développent maintenant comme direction de la société. Des pays comme l'Angola, le Vietnam, le Mozambique, qui vivaient dans l'arrièrément économique, social, scientifique le plus complet, expriment la volonté la plus avancée de progrès, et atteignent ainsi le niveau le plus élevé de l'économie, de la science, avec l'intervention de toutes les masses

Le capitalisme prépare la guerre et le recul de l'humanité avec le massacre atomique. La bombe à neutrons en est un exemple. La lutte pour le socialisme incorpore l'humanité au progrès: plus la lutte pour le socialisme progresse, plus se limitent les conséquences de la guerre qu'il prépare. Mais pour cela, l'intervention de toutes les masses est nécessaire, ainsi qu'une politique tendant à faire intervenir toutes les masses dans une discussion publique et ouverte de toutes les expériences. Cela doit avoir pour objectif de donner confiance aux jeunes, de leur faire sentir leur capacité et leur possibilité de contribuer à la pensée, à l'élaboration du programme, de la politique et à la direction. Cela est valable pour tous les jeunes, les enfants, les vieux. La lutte pour le socialisme unifie toute la volonté de l'être humain, car cette lutte a un objectif commun: le développement objectif de l'humanité. Les directions communistes, socialistes catholiques de gauche, nationalistes révolutionnaires, doivent sentir cela pour contribuer au progrès de l'histoire. Mais c'est particulièrement des Etats ouvriers que doivent surgir ces initiatives.

Les Etats ouvriers, les partis communistes, les syndicats, les centrales ouvrières, doivent organiser des assemblées publiques, des discussions sur tous les problèmes de l'humanité, de l'écologie, de la production, de la science, de la technique, des relations humaines, et développer un processus plus égalitaire: "à chacun selon ses besoins". Une telle discussion sera une expérience et une contribution, immense, pour l'humanité. Voilà le chemin du progrès.

Il faut faire sentir que l'utilisation de l'énergie atomique par le socialisme représente un progrès pour l'humanité. Pour le capitalisme elle signifie la préparation de la guerre, le massacre et le recul de l'humanité.

Une concurrence inter-capitaliste mondiale intense se développe mais au-delà de cette concurrence, il y a une concentration de tout le système capitaliste pour préparer la guerre et affronter les Etats ouvriers. Mais cette préparation de guerre et de représailles économiques de l'impérialisme n'intimide pas les populations du monde. N'importe quel pays du monde qui veut progresser prend la voie du socialisme. Les autres font un recul comme c'est le cas de Soares au Portugal. Par contre, il y a un progrès immense de l'histoire en Ethiopie. Cela montre en même temps que les mesures pour construire le socialisme résolvent tous les problèmes de l'arriération de l'histoire, à travers la concentration, la centralisation et le développement de la culture, de la science, de la technique, sans éliminer l'incorporation et la contribution de la culture de la technique et de la science antérieures.

Voilà l'appel que lance la Secrétariat de la IVème Internationale Posadiste.

AVRIL 1978

Sur la discussion actuelle dans le Parti Communiste français

22 Mars 1978

J. Posadas

Il faut poser que l'Union Populaire n'est pas morte, mais qu'elle est dépassée. On peut aller plus loin. Le capitalisme ne peut pas résoudre les problèmes qu'il pose, du fait de la nature de sa crise. La classe ouvrière doit donc intervenir directement. Il faut faire des discussions dans les usines, les quartiers, sur les problèmes de l'économie, les problèmes sociaux, sur la guerre, sur les armes nucléaires, sur la façon de diriger le pays. Il faut discuter que la France est un des pays ayant le plus contribué à la science et que tout a été au bénéfice du capitalisme. C'est le capitalisme qui concentre et canalise tout le pouvoir. Et de quoi dispose le peuple de France? Il est en recul constant.

Il faut mesurer le progrès par rapport à l'élévation du progrès de la science et de la technique. Celles-ci avancent énormément, tandis que le prolétariat n'en retire aucun avantage. Où est donc le progrès de la France? Il ne consiste pas dans le fait de payer 100 ou 200 francs de plus les pensionnés, mais dans l'existence d'un progrès réel du niveau de vie de la population par l'utilisation du progrès de la science et de la technique.

La bourgeoisie française est un des centres du complot mondial de l'impérialisme pour affronter les mouvements révolutionnaires d'Afrique et d'Asie, pour les contenir, les dévier, les écraser. Ce sont les impérialistes israéliens et français qui se chargent principalement de cette tâche. Les Allemands y prennent aussi leur part; ils ont acheté une partie du territoire du Zaïre pour pouvoir faire des essais et des constructions d'armes atomiques. Le mouvement ouvrier doit discuter tout cela, développer des cadres ouvriers dirigeants, donner une plus grande participation aux jeunes, aux femmes, aux ouvriers. Il faut éliminer tout ce qui signifie du protectionnisme envers les ouvriers. A mesure que la science progresse, la distance entre le travail manuel et intellectuel se réduit, parce que la compréhension et l'intelligence se centralisent de plus en plus. L'utilisation du cerveau devient alors très différente. Quand il y a un progrès important de la science, celle-ci se généralise. Si le prolétariat ne peut faire usage de la science et de la connaissance, c'est par manque de temps. Les directions ouvrières ne se préoccupent pas de ce que le prolétariat ait le temps de lire, d'étudier, de discuter. Il doit y avoir une discussion publique, à laquelle participent toutes les tendances du mouvement ouvrier.

L'Union Populaire a demandé aux gauchistes de voter pour elle au deuxième tour. Tous les dirigeants, communistes ou socialistes ont demandé de voter pour eux. D'accord. Mais maintenant ils doivent les appeler à intervenir dans la discussion. On verra bien dans le cours de cette discussion s'ils n'ont pas de programme ni d'objectifs. Ils ne peuvent pas tromper les ouvriers. L'expérience des masses est supérieure à toute tentative de les tromper. La classe ouvrière a une expérience d'une richesse immense. Quand elle intervient dans la discussion, pour influencer et gagner ce mouvement qui a une grande volonté de combat, mais ne comprend pas le programme la politique, et surtout la tactique à utiliser. Il faut intervenir pour les aider à comprendre la nécessité d'appliquer un programme anti-capitaliste. Les groupes doivent intervenir, non par la critique, mais par la persuasion, et montrer que si l'on va au gouvernement, ce doit être pour appliquer une politique anti-capitaliste conséquente.

Tous ces problèmes vont se discuter maintenant. Les déclarations de Pajetta dans le journal "UNITA" (organe du Parti Communiste Italien), d'abord sur l'Ethiopie et maintenant sur l'Italie, indiquent une rébellion, très grande du Parti Communiste. La base est au-dessus de sa direction. Mais elle ne veut pas faire de tort à sa direction. Les communistes se basent, à propos de problèmes qui sont fondamentaux, sur notre orientation: par exemple, ils disent maintenant que cette époque n'est pas celle du fascisme. Ils ne disent pas pourquoi ils ont changé. C'est bien d'avoir fait ce changement, mais il faut en tirer les conclusions. Cette époque n'est pas celle du fascisme. Pourquoi ont-ils fait l'enlèvement de Kapler? Ils n'avaient rien à y gagner, car c'était un cadavre. Mais ils voulaient démontrer qu'il existe une équipe de la CIA, qui est capable de faire cela.

En France, les discussions que font les communistes, les socialistes, et les gauchistes démontrent d'un manque de connaissance objective du processus. Par exemple: l'eurocommunisme. Celui-ci requiert une politique opposée à celle que mène le P.C.F. et le P.C.I. S'ils étaient conséquents avec leur eurocommunisme, ils laisseraient la bourgeoisie assumer la direction du pays et appliqueraient le pluralisme. On ne peut faire cela: ou bien l'économie est bourgeoise, ou bien c'est l'Etat ouvrier. Tout cela va se discuter. Sans vouloir faire des critiques aux directions communistes, socialistes, à la CGT ou aux Soviétiques, il faut analyser en montrant qu'il n'y a pas de place pour une économie mixte.

Le programme de l'Union Populaire est faible par rapport au processus qui se déroule en France. Entre autres, pour répondre au problème provoqué par le pétrolier qui a échoué en Bretagne. Cela n'est pas un hasard, mais une conséquence du système capitaliste. C'est la même chose que l'explosion de l'usine de Seveso qui a provoqué l'empoisonnement de toute une zone, par le produit chimique. C'est la même chose. Il ne s'agit pas là du crime d'un individu, sans rapport avec l'ensemble du système: s'ils prennent des mesures pour contrôler la sécurité du transport, ils affectent et bloquent un des éléments du fonctionnement même du système capitaliste. Ils cherchent donc la manière d'étouffer le problème, de faire des condamnations, sur le plan officiel, mais ils vont continuer à faire d'autres choses qui contiennent autant de risques. Les Soviétiques, par contre, ont fait des oléoducs. La technique a avancé énormément grâce à cela. On peut faire des oléoducs, même quand le pétrole vient de loin. Et s'il faut le transporter par bateau, que l'on fasse un contrôle, au moyen d'une direction mondiale, dont les Etats ouvriers feraient partie, avec les syndicats du personnel travaillant sur les bateaux. Il faut préparer le remplacement de ce moyen, de transport du pétrole. Il faut exiger de construire des bateaux pour les queles on a l'assurance totale qu'ils ne vont pas se casser en cours de route. Ils se brisent maintenant, ce n'est pas par hasard. Il faut contrôler l'état des bateaux, comme on le fait pour les maisons. Ils ne le font pas parce qu'ils défendent des intérêts du système capitaliste, qui tient compte des profits et non des gens. Il faut discuter de tout cela. Il ne suffit pas de dire que "Giscard d'Estaing n'a pas gagné". Cela dévie l'attention. Il faut le dire et le montrer, mais tout en développant l'analyse et

Suite page 4

POUR QUE VIVE L'HUMANITE: IL FAUT DETRUIRE LE CAPITALISME !

Cette manifestation est contre le capitalisme, parce que en Belgique : "Désarmer pour survivre", cela veut dire remettre en question le gouvernement qui prévoit des budgets pour soutenir le régime réactionnaire de Mobutu, pour soutenir le plan Hawks Helip des américains, des milliards, pour acheter les avions YF 16, qui fait partie de l'OTAN, qui envoit des armes pour soutenir les régimes réactionnaires du Moyen Orient et Israël, ou pour combattre les mouvements de libération d'Afrique et qui essaie de faire payer la crise du capitalisme à toute la population en augmentant les impôts, en donnant de plantureux subsides aux patrons sidérurgistes, et en laissant les usines se fermer et le chômage s'étendre.

La majorité des manifestants étaient des jeunes, principalement issus de la petite bourgeoisie. Les ouvriers n'y étaient pas, essentiellement à cause de son manque de caractère de classe, et de manque de conclusions sur la lutte contre le capitalisme en Belgique.

"Désarmer pour survivre" est une appropriation humanitaire, mais qui n'est pas basée sur une analyse, sur une définition d'intérêt de classes antagoniques: Propriété privée et régime capitaliste contre propriété étatisée et régime socialiste. La classe ouvrière subit la violence et la guerre quotidienne dans les entreprises, dans les usines, et dans tous les lieux de travail. Dans cette manifestation, ni les communistes, ni les socialistes n'ont donné de mots d'ordre contre le capitalisme, contre les banquiers, les holdings, contre les multinationales. La guerre et les armes ne sont pas une abstraction au dessus de la mêlée, qui n'a pas de couleurs, "neutre". Le mot d'ordre n'attire pas la classe ouvrière parce qu'il ne correspond pas à la réalité quotidienne d'agression permanente du régime capitaliste.

Cette manifestation fait partie de la rébellion des masses du monde, de l'intelligence et de la raison de toute l'humanité qui voit que les conditions existent partout pour en finir avec la guerre, la misère, le chômage; que les conditions et les moyens existent pour en finir avec l'oppression et la répression inhérente au capitalisme, et pour poser une alternative de société socialiste qui permette un développement infini, économique, politique et social de n'importe quel pays. Il suffit de regarder le Vietnam, l'Angola, le Mozambique ou l'Algérie. Ces milliers protestent contre les relations d'exploitation, contre les valeurs morales de la bourgeoisie qui leur sont imposées à l'école, à l'université.

Mais le mot d'ordre: "Désarmer pour survivre", n'est pas clair et provoque la confusion et l'ambiguïté. Pour en finir avec la guerre, pour obtenir la paix, il faut en finir avec le capitalisme! Seul facteur de guerres! Personne ne veut la guerre, les ouvriers, les étudiants, les employés, la population en général répudient la guerre et la violence avec force. Mais le capitalisme n'a pas d'avenir à défendre, il se débat dans une crise totale, et ne trouve plus de débouchés, de terrains d'investissements pour développer son profit, et la propriété, privée: La majorité des colonies se sont libérées, dans les pays capitalistes c'est la rationalisation et la concentration: Il n'y a plus de champ d'investissement possible. Pour faire face à cette situation et éliminer ces armées de chômeurs, ces millions de mécontents, de contestataires dans le monde; il doit trouver une solution: C'est la guerre!

Par contre, le socialisme a besoin de toutes les forces sociales pour se développer: Les moyens techniques et scientifiques sont utilisés pour le développement de l'intelligence, pour le bien-être de toute la population, pour développer des relations humaines supérieures.

Voilà ce qu'il faut discuter, ce que les militants du Parti Communiste doivent discuter avec les courants chrétiens, non-violents, et anarchistes et même socialistes qui étaient majoritaires dans cette manifestation.

Il faut aussi discuter autrement le problème du "désarmement": Tous les pays en lutte contre l'impérialisme ou qu'il ont chassés déjà, le Mozambique, l'Angola, le Vietnam, l'Algérie, le Sahara Occidental, l'Ethiopie ont reçu l'appui militaire et politique de l'Union Soviétique et de Cuba. Si l'URSS n'était intervenue au Vietnam, avec son arsenal d'armements très sophistiqués, l'impérialisme américain aurait poursuivi cette guerre jusqu'à détruire le pays tout entier. Il aurait fait la même chose en Angola, au Mozambique. L'existence de l'URSS et des autres Etats Ouvriers empêche l'impérialisme de détruire toute l'humanité.

L'ambiguïté des mots d'ordre a permis la présence d'AMADA à cette manifestation disant: "Désarmement, des deux super grands", "Non aux SS 20, non à la bombe à neutrons", "Russe et Amérique, vos troupes, hors d'Europe". Mais beaucoup d'autres personnes criaient ces mots d'ordre alors qu'ils n'étaient ni membres, ni sympathisants d'AMADA.

Pour s'adresser à ces courants qui ne comprennent pas la fonction des Etats Ouvriers et surtout de l'URSS ce n'est pas la bagarre entre les Jeunesses Communistes et AMADA, qui élèvera leur compréhension politique, mais des arguments, une discussion la plus large et profonde, qui permette de comprendre.

Le Parti Communiste Belge, en acceptant, tels quels, les mots d'ordre du comité organisateur de la manifestation sans une intervention.

Editorial: Les grèves des sidérurgistes et des Services Publics montrent qu'il faut unifier les luttes avec un programme anticapitaliste: suite

politique qu'ils avaient chassé Willy Brandt du pouvoir. Toutes les promesses signées par le capitalisme allemand qu'il ne fera pas la guerre contre l'Union Soviétique, ne valent pas plus que tous les autres pactes, signés par la bourgeoisie. En attendant de faire la guerre contre l'Union Soviétique, le capitalisme allemand intervient dans la contre-révolution en Afrique, en achetant le quart du territoire zaïrois pour procéder à des essais nucléaires et des entraînements limités. De la même manière le capitalisme français intervient contre le Polisario directement, maintient des forces militaires au Tchad et dans d'autres pays d'Afrique. L'Afrique du Sud, soutenue par le capitalisme belge, français etc., attaque l'Angola dans sa construction d'un nouvel Etat ouvrier.

Toutes ces actions des différentes forces capitalistes, de l'assassinat de Moro, aux interventions militaires, à la bombe à neutrons, font partie d'un même objectif: la bourgeoisie veut garder le pouvoir à tout prix et elle est prête à utiliser tous les moyens pour cela. C'est la même chose qu'il faut voir dans les luttes qui se développent actuellement en Belgique: le capitalisme est dans une crise totale, et il n'y a aucune perspective de la dépasser. Cela veut dire que toute la puissance économique, financière, militaire, se concentre dans un secteur plus réduit de la bourgeoisie, aux mains des grandes sociétés financières qui sont celles qui décident, et commandent, au-delà de toute légalité, des parlements, des législations traditionnelles et même des gouvernements. Mais les forces qui ont organisé et décidé la séquestration et l'assassinat de Moro ou la production de la bombe à neutrons, sont les mêmes qui président à la restructuration de l'industrie sidérurgique dans toute l'Europe et en Belgique, et qui imposent des lois dites "anti-crise" pour essayer de faire payer les masses, la population.

Ils vont envoyer des représentants à la "conférence sur la sidérurgie" du 25 mai. Mais ce n'est pas pour partager leur pouvoir économique. C'est pourquoi la classe ouvrière, le mouvement syndical ne peut rien attendre de ces conférences, ni même s'ils tapent sur la table. Le capitalisme ne raisonne pas. Il ne vit que pour accumuler des profits. C'est cela que la classe ouvrière, elle, sent bien. Dans la manifestation du 9 mai à Charleroi, les travailleurs ont fait une démonstration de forces, de volonté de lutte.

Ils disaient aussi: cette fois on ne peut recommencer comme pour les charbonnages. Pour sortir de cette crise, il faut en finir avec les capitalistes, ou bien ce sera nous qui paierons.

indépendante du Parti, n'éduquent pas ses militants dans la défense inconditionnelle des Etats Ouvriers, de l'URSS et de la Chine également contre l'impérialisme et s'adapte à la conception non-violente, idéaliste des courants chrétiens et autres

Il faut donc appeler à une discussion, à une polémique fraternelle, y compris avec AMADA, sur quelle société nous voulons en Belgique, sur la nécessité pour que l'humanité vive de répondre avec un programme de transformations sociales en Belgique, sur la nécessité de discuter: l'OTAN hors de Belgique et la Belgique hors de l'OTAN!

11 mai 1978

SUR LA DISCUSSION ACTUELLE DANS LE PARTI COMMUNISTE FRANCAIS J. POSADAS
Suite 22 Mars 1978

et le programme.

Il faut discuter, entre autres, les problèmes des étudiants. L'université doit discuter un enseignement scientifique, technique et politique.

L'avenir de l'étudiant n'est pas dans la profession, mais dans la société. Où va la société? la science politique est un mensonge, elle sert à créer des serviteurs du système capitaliste. Ce qu'il faut, c'est étudier la politique, au moyen de la science marxiste.

Il faut discuter beaucoup plus de tous ces problèmes: les étudiants, les jeunes, les femmes, doivent intervenir dans l'activité universitaire, ou des écoles secondaires ou primaires, et dans l'activité politique, dans la lutte pour le progrès et l'amélioration de la société. Autrement, l'étudiant développe une aspiration personnelle, il s'intéresse à lui-même et non au reste de la société. Il se crée alors un antagonisme entre son avenir, sa vie et le reste de la société. Il faut poser la lutte pour les transformations sociales.

22.3.1978

J. POSADAS

10.5.78

Résolution du Bureau Politique du PORT

**L'IMPERIALISME
HORS DU CONGO!**

La crise éclatée avec les événements du Zaïre est loin d'être terminée. Nous appelons tous les partis de gauche, toutes les tendances du mouvement ouvrier, les syndicats, les groupes de gauche, à continuer la discussion et la lutte contre l'impérialisme belge, français et américain au Congo et en Afrique, et à continuer les meetings, les manifestations comme celles qui ont eu lieu dans plusieurs villes du pays, à organiser une intense mobilisation contre cette intervention impérialiste pour sauver le régime de Mobutu, ainsi que les autres régimes réactionnaires africains et pour défendre ainsi les intérêts économiques et historiques du capitalisme mondial.

Cette situation au Congo fait partie du processus révolutionnaire, qui secoue l'Afrique tout entière, de l'Algérie au Polisario, du Tchad, à l'Angola, au Mozambique. Les masses congolaises se révoltent contre le régime pourri de Mobutu qui maintient la population dans la misère et l'analphabétisme, le tribalisme, la malnutrition. La situation économique du pays est tout à fait catastrophique, alors qu'une petite minorité, et Mobutu lui-même, accumule des richesses énormes et s'accapare de 17% du revenu national pour soi-même. Dans le pays, il y a un chômage énorme, les prix de toutes les denrées essentielles sont inabornables, les conditions de travail sont inhumaines et les gens gagnent des salaires de famine - 30 francs par jour - ou sont sans travail.

La rébellion des masses congolaises est d'autant plus profonde qu'elle voit, à la frontière même du Congo, l'exemple de l'Angola, et aussi du Mozambique, qui ont chassé l'impérialisme et exproprié les capitalistes et sont en train de résoudre les problèmes essentiels de la population, de jeter les bases d'un développement économique pour répondre, à leurs besoins, d'organiser l'alphabétisation, le progrès social, culturel, d'étendre le pouvoir populaire, l'intervention de toutes les masses, femmes, enfants, jeunes et vieux. Ce sont des facteurs de progrès inépuisable, qui permettent le développement rapide de l'intelligence, et de la raison en fonction du progrès objectif du pays, pour arriver à établir le principe de la distribution à chacun selon ses besoins. Les masses congolaises voient l'exemple de ces pays qui ont une supériorité évidente, économique, sociale et politique. Ils ont chassé l'impérialisme portugais par la force, comme les Vietnamiens avaient chassé l'impérialisme américain, comme les Ethiopiens ont chassé le féodalisme et l'empereur Haïlé Sélassié et comme les Cubains ont chassé l'impérialisme américain.

LA CRISE TOTALE DU SYSTEME CAPITALISTE ET LES DISPUTES ENTRE EUX.

L'intervention des paras belges n'était pas plus "humanitaire" que celle de la légion étrangère de France. Toutes les deux expriment une profonde crise du système capitaliste. Une intervention humanitaire de vait consister à discuter avec le FNLC, qui était prêt à garantir la vie de tous les européens à Kolwesi et à négocier leur départ avec l'aide de la Croix-Rouge ou du gouvernement angolais et zambien qui avaient offerts leurs bon offices. Mais la France est intervenue avec sa légion de mercenaires fascistes, pour défendre le régime de Mobutu, à tout prix. La bourgeoisie belge n'avait pas une intention différente. Elle défend elle aussi, des intérêts économiques très importants au Zaïre. Mais elle n'a pas la force militaire, économique, politique de l'impérialisme français. La France comme la Belgique capitalistes veulent empêcher le progrès de la révolution et du socialisme et leur expulsion de l'Afrique. Mais le gouvernement belge, et en particulier la tendance représentée par Simonet doit agir en accord avec l'impérialisme américain, et essaie d'adopter la même politique que Carter. Ils cherchent des forces bourgeoises congolaises capables de remplacer Mobutu, dont la dictature a été un échec total, tant pour l'économie du Congo que pour empêcher la révolte des masses.

Mais 600 paras commando belges restent toujours en place à Kaminal! Ce n'est pas "pour sauver des vies humaines", mais pour sauver les intérêts des multinationales. IL FAUT EXIGER LEUR RETOUR IMMEDIAT! Mais cette position de faiblesse du gouvernement belge dans l'intervention au Zaïre montre aussi la rébellion très profonde des masses belges. La population ne veut pas d'une politique impérialiste en Afrique et ne veut pas non plus faire les frais d'une nouvelle aventure coloniale de la bourgeoisie belge. Ce sentiment s'est manifesté jusque au sein de l'armée. Beaucoup de soldats ont dit clairement qu'ils ne voulaient pas servir à massacrer la population noire, qu'ils ne voulaient pas défendre un régime pourri comme celui de Mobutu, et qu'ils n'ont tiré sur personne. La population travailleuse en Belgique ne veut pas d'un nouveau Vietnam!

Cette situation va accentuer la crise au sein du Parti Socialiste. Simonet n'est pas intervenu au nom du PSB, mais au nom des multinationales. Cependant, de plus en plus, les militants, les ouvriers, les cadres socialistes sentent le fossé s'agrandir entre eux et les dirigeants socialistes qui, au gouvernement, appliquent la politique la plus réactionnaire. La gauche socialiste, "Tribunes socialistes", les sections socialistes d'entreprises, les JS doivent intervenir dans cette crise, pour favoriser le progrès des mouvements révolutionnaires du Congo vers des objectifs socialistes et pour refuser toute caution du Parti Socialiste aux plans de l'impérialisme belge et américain.

L'intervention du gouvernement belge n'a rien d'humanitaire. C'était un prétexte pour empêcher le progrès de la révolution au Congo, pour empêcher que le centre minier vital pour l'impérialisme ne tombe dans les mains du FNLC.

Suite page 4

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

**LUTTE
OUVRIERE**



ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 Francs 16-ème Année N° 301 Le 26 Mai 1978

Périodique bi-mensuel-Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE - B.P. 273 Charleroi I. - Abonnement à 12 Numéros : 80 Frs; - Abonnement annuel 150 Frs. - Abonnement de soutien : 500 Frs. - A verser au CCP 000.0976234.26 de C. Pôlet-Editeur Responsable : Cl. Pôlet, 20, Place Morichar-1060 Bruxelles.

**Organisons une conférence
ouvrière sur la sidérurgie: Pour
développer l'économie au service
de la population**

Les directions syndicales, tant de la FGTB que de la CSC, se sont placées dans une situation insoutenable, en acceptant ces conclusions de la Conférence Nationale de l'Acier. Elles ont accepté les plans, de restructuration capitalistes, en échange d'une participation de l'Etat comme actionnaire dans les différentes sociétés sidérurgiques. Au travers de cette participation de l'Etat, les organisations syndicales espèrent avoir un certain contrôle sur les investissements et l'orientation de la production en sidérurgie, soit au travers de leur intervention dans un comité de planification, soit au travers des sociétés de développement régional.

Mais tous ces projets de l'idée que le capitalisme est en conditions de surmonter son actuelle crise économique. Et comme si la sidérurgie était à l'abri de la concurrence inter-capitaliste, européenne et mondiale. C'est avec la même conception qu'ont été discutées les propositions de reconversion industrielle. La crise capitaliste ne provient pas de la mauvaise gestion de l'un ou l'autre patron. La sidérurgie en Belgique est en crise, parce qu'elle se soumet aux lois capitalistes du marché, parce qu'elle est dans les mains des grandes puissances financières capitalistes. Le capitalisme belge est le plus faible parmi les grandes puissances capitalistes. C'est pour cela qu'il paie le plus, avec le capitalisme italien, les conséquences d'une restructuration qui a été décidée par le Marché Commun et qui se fait au bénéfice essentiel des grandes sociétés multinationales et allemandes.

Ce problème va subsister toujours, même avec une participation plus ou moins grande de l'Etat. L'intervention de l'Etat va servir aux sociétés capitalistes pour couvrir les risques et les frais principaux d'une modernisation, en faisant celle-ci sur le dos de toute la population, tandis que les bénéfices vont encore aller aux holdings et aux patrons.

Vouloir créer une économie mixte est une illusion: toute la structure, le fonctionnement, la mentalité de l'Etat qui participe, à la gestion de la sidérurgie dépend des mêmes lois de l'économie de marché. Il y aura des "managers publics", mais ils n'auront pas un raisonnement différent des autres,

ils devront chercher la rentabilité, l'accroissement de la productivité, la lutte de concurrence avec les autres producteurs d'acier.

Les directions syndicales, en acceptant de négocier dans le camp capitaliste, se sont soumises aux nécessités et aux lois de ce régime. Et cela vaut autant pour la CSC que pour la FGTB. C'est certain que les ouvriers qui sont venus manifester à Bruxelles le jour de la conférence, sont venus démontrer, leur combativité, et leur volonté de défendre le droit au travail. Cependant, la CSC ne leur a pas proposé une perspective meilleure que la FGTB.

IL FAUT BOYCOTTER ET REJETER TOUTES LES CONCLUSIONS DE CETTE CONFERENCE! La classe ouvrière ne veut pas répéter l'expérience de la liquidation des charbonnages, au seul profit des patrons charbonniers - c'est à dire les grosses banques et les holdings qui sont aussi les maîtres de la sidérurgie. Ils ne veulent pas non plus être des "chômeurs de luxe" comme les camarades de la MMRA, qui attendent toujours les premiers signes de la reconversion de leur région.

Il faut dire clairement que cette reconversion est impossible, que le capitalisme n'a pas l'intérêt ni les moyens de la réaliser. Et même si les holdings investissent, quelques milliards pour créer de nouvelles entreprises, celles-ci seront établies, non pas en fonction, de ce qui est nécessaire pour répondre aux besoins de la population, mais en fonction des profits que les capitalistes pourraient en tirer. Et ces entreprises, dès leur naissance, entreront en crise parce qu'elles recevront, elles aussi, tous les effets de la crise mondiale.

suite page 4

**La visite de
Brejnev en
Allemagne**

8 Mars 1978 voir p.centrales

J. Posadas

LA VISITE DE BREJNEV EN ALLEMAGNE

La télévision allemande a laissé parler Brejnev pendant 20 minutes. Celui-ci a posé des choses de grande importance, et que la presse capitaliste a cachées. Il a dit, entre autres : " en Union Soviétique, nous ne voulons pas la guerre, nous voulons la paix, et si la guerre vient, c'est parce que d'autres la commencent". Il n'exclut donc pas que la guerre peut venir. Il dit aussi : "en URSS, il n'y a pas de chômage, ni de famine, ni de grèves. Il existe un grand développement, qui peut se vérifier dans les statistiques. L'Union Soviétique est un bon client, elle a de bonnes relations avec des pays voisins, de régime différent. Nous ne voulons pas la guerre, nous respectons tous les pays, inclus l'Allemagne". Ces déclarations s'adressent à la bourgeoisie allemande, pour stimuler, in citer, approfondir la concurrence, avec l'impérialisme français et anglais, la concurrence inter-capitaliste.

Mais une partie du discours s'adressait également au prolétariat, quand il dit : "il n'y a pas de faim pas de chômage, on ne tue personne". Il fait un bilan pour le prolétariat et un appel à la bourgeoisie. On l'a laissé parler à la TV, pour ce deuxième aspect essentiellement. Mais Brejnev s'est aussi adressé à la petite-bourgeoisie, qui est la base d'appui de la démocratie chrétienne.

Les Soviétiques essaient, à juste titre - tout en n'appliquant pas la politique nécessaire, car ils font des concessions inutiles - de stimuler la concurrence entre le capitalisme allemand et l'impérialisme yankee. Mais ils n'en restent pas aux relations avec la bourgeoisie. Contrairement à la politique suivie antérieurement, Brejnev s'adressait aussi au prolétariat, quand il dit : "ici il n'y a pas de faim ni de chômage, tout le monde étudie, nous avons beaucoup de scientifiques". Les 90% de l'Allemagne l'ont écouté pendant 20 minutes.

C'est l'indice d'une offensive, des Soviétiques, qui prennent un des points les plus faibles du système capitaliste, l'Allemagne. Elle est faible dans la concurrence économique avec le reste du capitalisme mondial. Avant, ils se disputaient pour les colonies, en faisant des conquêtes militaires. Maintenant, ils se disputent le Brésil, en faisant des concessions économiques et en appuyant le progrès du Brésil. L'apport d'énergie atomique

comme source de production, de la part de l'Allemagne, signifie une concurrence qui, de toutes façons, favorise le développement du Brésil. C'est le capitalisme qui le fait du fait de sa domination économique, mais il permet ainsi un certain développement. Ce n'est pas une rupture avec la ligne de conduite historique de l'impérialisme, mais cela montre à quoi il est réduit. Avant, ils se disputaient les navires, ils se battaient pour avoir les colonies; maintenant, ils courent pour offrir plus que l'autre. C'est la force historique des Etats ouvriers qui les oblige à agir ainsi. Pour quoi ne font-ils plus de guerres entre eux maintenant? parce que les Etats ouvriers existent. S'ils se faisaient la guerre, ils faciliteraient l'extension mondiale des Etats ouvriers. Ils doivent donc faire une concurrence économique. Mais ils se battent entre eux, de toutes manières, comme par exemple en Afrique du Sud: Carter en vient à dire qu'ils doivent cesser parce qu'ils créent des problèmes à tout le monde.

La bourgeoisie n'a pas fait venir Brejnev pour lui permettre de communiquer avec le prolétariat allemand, mais pour avoir du poids contre l'impérialisme yankee et contre les rivaux impérialistes du monde. En faisant cela, il manifeste la faiblesse militaire et politique de l'impérialisme et le poids socialiste immense du prolétariat allemand. C'est pour cela qu'il a recours à l'Union Soviétique. La France n'en fait pas autant, pas seulement parce qu'elle a une grande capacité économique, mais parce qu'elle a un Parti Communiste et Socialiste qui se sentiraient impulsés par un appel à l'Union Soviétique. En Allemagne par contre, c'est encore la social-démocratie qui contrôle les organismes ouvriers et s'en tient à un niveau de contrôle bourgeois.

Mais cette visite indique aussi un progrès dans la politique mondiale de l'URSS. Celle-ci s'adresse à la fois à la bourgeoisie, pour stimuler sa concurrence avec l'impérialisme et les divergences intérieures, au prolétariat et à la petite-bourgeoisie pour leur montrer qu'en URSS, il n'y a pas de faim, ni de chômage.

Cette visite est aussi destinée à offrir un marché au capitalisme

allemand. Mais celui-ci le savait avant la visite, tandis que le prolétariat allemand ne savait pas ce que Brejnev a cherché à expliquer. C'est une défaite pour le système capitaliste, et un progrès de la part de l'Union Soviétique, dans la tentative de profiter des divergences inter-capitalistes.

Les Soviétiques en tirent assez bien profit. Ils pourraient en tirer encore bien plus. Par exemple : le prolétariat allemand devrait recevoir des résolutions, des déclarations, des appels, des exemples du prolétariat soviétique. Il voit que le prolétariat soviétique, discute publiquement, dans la rue même, et n'a rien à cacher. Il devrait voir les syndicats soviétiques en pleine école d'éducation scientifique, et voir les masses discuter publiquement tous les problèmes. Il devrait voir aussi un progrès plus grand dans la distribution "à chacun selon ses besoins", en Union Soviétique.

Si l'Union Soviétique ou un autre Etat ouvrier important, tel que la Chine, la Pologne ou la RDA, suivait la politique de "à chacun selon ses besoins" - comme il pourrait le faire -, cela aurait une influence telle qu'ils diminueraient de mille pour cent les maux que l'existence actuelle du capitalisme occasionne à l'humanité. Ne pas le faire, est une conséquence de la bureaucratie.

Cette visite de Brejnev a un effet très grand dans la concurrence inter-capitaliste. Elle a une faible portée par rapport à tous les moyens dont dispose l'Union Soviétique, du fait que le prolétariat n'intervient pas, ne s'exprime pas. Mais cette visite est un progrès de l'URSS et une défaite du capitalisme allemand et mondial. Le capitalisme allemand, sous la pression de la concurrence inter-capitaliste, cherche à utiliser pour lui-même, l'antagonisme Union Soviétique - système capitaliste.

En conclusion, il faut poser que cette politique de l'Union Soviétique doit continuer. Mais en même temps qu'elle exploite les divergences inter-capitalistes, elle ne doit pas en faire le centre de sa politique. Mais elle doit, essentiellement, impulser la lutte anti-

capitaliste et anti-impérialiste, comme elle le fait en partie en Afrique, et elle doit accentuer ces conclusions - là.

Il faut voir que les Soviétiques viennent de défendre le programme communiste, contre l'eurocommunisme qu'ils accusent la CIA en Italie, d'avoir organisé l'enlèvement de Moro, pour empêcher la montée au gouvernement des communistes. La politique de l'URSS est anti-capitaliste, de façon plus homogène, et son intervention est plus logique par rapport aux nécessités. Ce n'est pas par hasard, ou par contradiction, que Brejnev s'est adressé à la fois aux masses et aux bourgeoisies. Il y a déjà un certain temps que les dirigeants soviétiques suivent cette politique. En France par exemple, ils avaient discuté avec le Parti Communiste et ont fait des déclarations en commun avec les syndicats, lors de leur visite. Mais dans ce cas-ci, c'est la radio officielle du gouvernement qui a dû permettre à Brejnev de faire un exposé de 20 minutes. Et cela, dans un des pays les plus développés du système capitaliste.

C'est sur cette base qu'il faut tirer les conclusions que l'Union Soviétique peut aller beaucoup plus loin encore dans cette politique, faire intervenir le peuple soviétique, les syndicats, les masses ouvrières soviétiques, les paysans, les scientifiques. Elle peut s'adresser directement aux populations du monde. Les masses soviétiques doivent faire une vie publique, de discussions, d'analyses, de relations, d'appels, afin de progresser, vers la distribution à chacun selon ses besoins. Qu'elles puissent faire connaître directement, publiquement, la construction de la nouvelle Sibérie par exemple, et qu'elles fassent connaître aussi l'appui du prolétariat soviétique aux luttes d'émancipation des peuples du monde. Il est très nécessaire de le faire. Sans avoir besoin de répondre aux Boukovsky et Soljenitsine, il faut montrer : "voilà ce que fait pour les masses du monde, ce pays qu'on dit opprimé".

Ce voyage de Brejnev est un progrès de l'Etat ouvrier et une défaite, bien que limitée, du système capitaliste. Les contradictions du système capitaliste amènent celui -

LE COUP D'ETAT REVOLUTIONNAIRE EN AFGHANISTAN J.Posadas

27 Avril 1978

L'Afghanistan était aux mains des Soviétiques après la guerre. En suite, ils ont dû se retirer. L'Afghanistan, comme l'Iran, ont toujours été des fers de lance de l'impérialisme contre l'Union Soviétique. Mais les Soviétiques y ont développé beaucoup d'influence. Certains courants militaires sont pro-soviétiques. C'est de là que proviennent les luttes entre eux.

D'après la structure de l'action menée, ce coup semble pro-soviétique. En Iran également, une tendance très importante de l'armée, est pro-soviétique. Le Shah n'ose pas la liquider parce que même ceux qui ne sont pas pro-soviétiques ne veulent pas de massacres. Les Soviétiques ont beaucoup d'influence en Iran et en Afghanistan.

L'Afghanistan fut très influencé par la Révolution Russe au début. C'est la politique de Staline, qui causa son éloignement postérieur. L'Afghanistan est peuplée de

nomades. La révolution russe leur avait donné un ordre assez grand. Le seul fait du progrès de la révolution russe avait eu beaucoup d'effet pour les élever et une grande partie des nomades s'est sédentarisée. Ensuite, l'impérialisme anglais est intervenu, à partir de l'Iran qu'il dominait, pour corrompre. En 1921, les Anglais durent céder l'indépendance à l'Afghanistan.

Ce pays fait partie de toute une zone de Mongolie, qui connaît un arrièrément brutal. Il y avait des centaines et des centaines de tribus nomades qui furent gagnées par les Soviétiques. Chaque tribu avait un dialecte propre, qui équivalait, à une langue. Les Soviétiques ont appris un peu de chaque dialecte afin de pouvoir communiquer. Et ils ont transmis une langue à ces populations: celle de Lénine.

Ce coup d'Etat est très important. Ce sont toutes des régions qui vivent encore comme à l'époque tribale; il n'y a pas de routes, ni

d'eau. Par exemple, dans un émirat, de la région d'Oman il y a dix ans, se produisit un coup d'état, donné contre l'émir par son propre fils. Le coup échoua, mais ses auteurs expliquaient : "ici, il y a un arrièrément énorme. Il n'y a qu'un seul téléphone et il se trouve au palais".

Mais une telle situation montre aussi un arrièrément de l'Union Soviétique, parce qu'à l'époque de Staline elle n'intervenait pas sur ces problèmes. A la première étape, la révolution russe a eu beaucoup d'influence dans tous les pays arriérés, tels que la Turquie par exemple. La Turquie est devenue une république grâce à la Révolution Russe.

L'Afghanistan également. Après 1917, elle faisait partie de l'Union Soviétique. L'URSS avait profondément influencé l'Iran. C'est ainsi, qu'apparut le mouvement de Mossadeg qui, en 1950, nationalisa le pétrole, contre les Britanniques. C'é-

tait un mouvement nationaliste, d'une portée limitée. Mais cela était la conséquence de la bureaucratie soviétique, qui n'est arrivée à rien construire. L'impérialisme a pu contenir l'avance de l'URSS, en se basant sur les erreurs de la bureaucratie soviétique et non pas sur sa propre capacité d'intervention. Il comptait aussi sur la peur de la bureaucratie d'un affrontement direct

Maintenant, les conditions sont différentes. Les Soviétiques cherchent à développer le programme d'extension de l'Union Soviétique. En Ethiopie, ils font une extension de l'Union Soviétique.

C'est un autre territoire, mais c'est la même structure sociale, et elle avance même plus que l'URSS. La révolution se définit, en dernière instance, par les rapports sociaux. Si elle n'arrive pas à élever et transformer historiquement les relations sociales, elle ne peut s'affirmer, ni se développer. L'Union Soviétique n'a pas

ci à laisser pénétrer en son propre sein, l'avance ennemie, celle de l'Etat ouvrier. Les contradictions de l'Etat ouvrier, par contre, ne laissent pas une telle possibilité au capitalisme. La politique menée par les Chinois actuellement n'est pas la conséquence des contradictions d'une direction bureaucratique. Elle est le fait d'une direction nationale ayant des intérêts qui la lient au système capitaliste et préférent ce lien à tout autre chose. C'est le seul Etat ouvrier qui agit ainsi. Mais les Chinois eux-mêmes, ne favorisent pas directement le système capitaliste.

La concurrence dans l'Etat ouvrier est limitée par la structure, même de l'Etat ouvrier, tandis que les contradictions dans le système capitaliste vont jusqu'à mettre celui-ci en question, parce qu'il n'a pas d'avenir. Ils ne veulent pas agir ainsi, mais ils n'ont pas d'autre remède. L'Etat ouvrier a un avenir.

Il faut voir, par exemple, les déclarations faites par Hua Kuo Feng en Corée du Nord. Elles sont anti-capitalistes et non anti-soviétiques, alors que l'anti-soviétisme était un des objectifs de sa visite. La Corée n'a pas de frontières territoriales avec l'URSS, mais elle en a une en pensée. Le Vietnam également.

Les Soviétiques ne mènent pas la politique juste. Ils pourraient, tout en faisant comme maintenant, permettre un plus grand développement de la lutte anti-impérialiste. Ils sont timides, ils craignent de se compromettre, d'engager un processus qui aura ensuite des répercussions en URSS même, et pousse l'impérialisme à précipiter la guerre. Ils font cela, non tant à cause d'intérêts bureaucratiques, qu'à cause d'une conception bureaucratique. La conception peut surgir de l'intérêt bureaucratique. Mais il n'en est pas nécessairement ainsi. Boukharine meurt, lui aussi, une politique erronée, sans défendre un intérêt bureaucratique. Les Soviétiques ont une conception erronée, de vouloir empêcher la guerre, en obtenant de plus de grandes concessions de l'impérialisme. Il n'y a pas que des intérêts bureaucratiques au sein de la bureaucratie. Les couches strictement bureaucratiques ne sont plus nombreuses. Il en reste encore dans les sommets de l'appareil. Mais il

beaucoup reculé; elle s'est maintenue, mais sans avancer, parce que les relations sociales n'y sont pas suffisamment développées. Mais le capitalisme se trompait quand il croyait que l'URSS était en train de s'écrouler. Il a laissé Hitler, envahir l'URSS. Il espérait que l'impérialisme allemand allait détruire "la Russie", comme ils disaient qu'il en sortirait épuisé et qu'ensuite les yankees et les anglais en tireraient tous les bénéfices. Ils basaient leurs conclusions sur un calcul militaire, et non sur une analyse sociale historique. Ils ne s'attendaient pas à ce qui s'est passé par la suite.

L'Union Soviétique aurait pu organiser et développer l'Iran, l'Afghanistan et également la Turquie. Si Lénine et Trotsky étaient restés à la direction, il y a longtemps, que la Turquie serait un Etat ouvrier, de même que la Finlande et la Suède. Ces pays sont très influencés. Le capitalisme domine encore, dans toute cette zone, mais il y a des gouvernements socialistes très avancés. Et même le gouvernement actuel de Suède, bourgeois, est très

subsiste une conception bureaucratique, qui est en train d'être dépassée. Il y a 5 ou 6 ans, un officier chef important de l'aviation soviétique, écrivit un livre disant: "la guerre est inévitable, nous devons la faire les premiers". Ce livre a disparu de la circulation, mais le militaire ne fut pas sanctionné. Ce qu'il faut voir, c'est comment est-il arrivé à l'écrire et à le faire publier?

Ils ont une conception bureaucratique. Le voyage de Hua Kuo Feng par exemple, exprime une dispute énorme entre eux. Ce qu'il déclare, est contre Teng Siao Ping.

Il faut comprendre que la bureaucratie n'accepte pas un grand nombre d'analyses, du fait de la lutte et la conception bureaucratique. Elle croit, par exemple, que la guerre peut être évitée. Le fait de préconiser l'eurocommunisme, sans toutefois l'avoir mis en pratique, indique une fausse conception et une grande crainte. Carrillo n'est, ni un traître, ni un agent du capitalisme, mais il a peur, il croit que la guerre sera la fin du monde. Il a une fausse conception. Il a pourtant démontré qu'il est un révolutionnaire, même s'il est un bureaucrate. Il veut le changement. A la fin du Congrès du Parti Communiste Espagnol, il a souligné "qu'en Espagne, il y a place, ou bien pour la CIA, ou bien pour le communisme"

Les profusions des interprétations du marxisme est quelque chose de passager; ce sont des interprétations sans racines historiques. "Un Pas en avant, Deux Pas en arrière", de Lénine, avait des racines historiques: c'était la première fois qu'on construisait un Parti pour la fonction de prendre le pouvoir. Les autres partis s'étaient formés dans le but de remplacer le capitalisme: c'était déjà de l'eurocommunisme... La social-démocratie, c'est de l'eurocommunisme: "aujourd'hui c'est notre tour, demain, ce sera le vôtre" et après-demain... plus personne. Mais la différence avec la social-démocratie, c'est qu'aucun communiste ne met en question le fait qu'il faut faire des transformations! Ils discutent comment le faire, mais à aucun moment ils disent qu'ils ne sont pas contre le capitalisme. Carrillo le répète dans ses discours.

suite page 4

avancé, plus que n'importe quel gouvernement social-démocrate. Il faut voir, entre autres, son attitude envers la classe ouvrière, et les réfugiés politiques, son appui au Vietnam. Même si le prolétariat et la petite-bourgeoisie pauvre ne sont pas communistes, ils veulent le progrès social.

L'Afghanistan a dû forcément, concilier avec l'Union Soviétique, mais le pouvoir politique n'était pas dans les mains des Soviétiques. Ce pays était un fer de lance très sérieux de l'Iran et de l'impérialisme. On ne peut dire que l'Afghanistan était "en bons termes" avec l'Union Soviétique. Elle n'avait d'autre remède. Aucun gouvernement de cette zone ne peut être anti-soviétique, car l'URSS exerce une grande influence sur la petite-bourgeoisie et sur une partie de l'armée. Aucun d'eux ne peut constituer une armée professionnelle.

Les mouvements de ces pays ont une structure très faible, car il n'y a pas de développement industriel ni commercial, ni même un développement agricole. La base sociale est donc très pauvre. Bien que nombreuse, elle est très faible parce qu'elle n'a pas de préparation ni de

Sur la polémique entre Althusser et le Parti Communiste

Français

30 Avril 1978

J. Posadas

L'intervention d'Althusser est très superficielle. Il pose les problèmes de façon très abstraite, tout en précisant bien certaines choses: "il n'y a pas de vie politique, le marxisme a été abandonné". Mais il le dit, il ne le montre pas. Il ne décrit aucun fait courant. L'essentiel, dans ce genre de polémique, est de montrer des faits vivants. Il ne s'agit pas d'une discussion théorique, mais de poser la conclusion précise du manque de vie du Parti. Althusser fait une polémique très superficielle qui ne peut éduquer, même s'il émet quelques jugements corrects. Mais sur la plupart des points, il partage la politique de la direction. Sinon, pourquoi n'en a-t-il pas parlé avant? C'est une discussion entre des dirigeants qui, tous ont abandonné le marxisme.

Le seul fait de se référer à la révolution russe sans expliquer que Staline a assassiné la direction bolchévique et que le recul est dû à cet assassinat des dirigeants du Parti, signifie un abandon du marxisme. Il fait une série de critiques qui s'adressent, en général, à une couche d'intellectuels qui commence, elle aussi, à perdre confiance, sinon dans la méthode générale, du moins dans certains aspects du marxisme. Ils ne s'expliquent le processus du monde qu'ils ont sous les yeux; ils se demandent ce qu'il signifie, ce qui se passe? Ils veulent trouver une explication en disant: "Marx était insuffisant". Voilà le fond de leur attitude.

La direction du Parti Communiste Français a éliminé la discussion de façon draconienne, sans donner aucune conclusion. Mais Althusser n'en pose pas non plus. D'après lui, 30% de la classe ouvrière a voté communiste. Ce n'est pas exact. Au moins 70% des ouvriers ont voté pour le P.C. Il ne fait pas une polémique méprisante pour la direction. Il est critique. Il est important qu'il se soit décidé à écrire et à publier dans la presse bourgeoise, pour obliger le Parti à répondre. Mais dans ce cas, il devrait expliquer pourquoi il publie dans la presse capitaliste et ce qu'il cherche. Il doit expliquer aussi que la presse bourgeoise le cherche et publie ses écrits pour provoquer une méfiance envers le Parti Communiste et le marxisme.

Althusser se déclare marxiste, mais il ne fait pas une analyse, marxiste. Il fait de bonnes critiques sur le problème de l'Etat, pour le fait que la direction du Parti Communiste dit qu'"il suffit de changer la direction de l'Etat". Il explique bien que ce n'est pas ainsi, et que l'Etat reste le même qu'avant. Même s'il a raison sur ce point il n'est pas profond.

Cette discussion est menée par des cadres qui n'ont pas suffisamment de préparation théorique et pratique. Elle indique le manque de vie politique dans le Parti Communiste et chez ces intellectuels, eux-mêmes. Althusser devrait se demander: "pourquoi avons-nous permis tout cela"? Dans ses livres, il condamne Staline, mais justifie le "socialisme dans un seul pays".

Le Parti Communiste a coupé court à ce débat, parce qu'il sent, que d'autres derrière Althusser, vont plus loin que lui, et sont plus à gauche. C'est l'impression qu'il donne. Althusser déclare que le Parti Communiste est responsable de la non victoire aux élections. Il n'a pas raison là-dessus. Au contraire, le Parti Communiste a très bien fait de discuter le programme. Ce problème devait venir à la surface. Il l'a fait de façon insuffisante et superficielle et sans laisser intervenir personne. Mais maintenant, il doit aller plus loin.

Althusser fait des discussions aux sommets. C'est pour cette raison qu'il a recours au journal "Le Monde". Il lui donne du crédit comme s'il s'agissait d'un journal ouvert, libéral, qui ne craint pas les idées.

30.4.1978

J. POSADAS

vie politique. Il n'existe pas d'organismes politiques. C'est pour cette raison que l'armée a la primauté dans tous ces mouvements. Ils doivent faire une organisation, tendant à regrouper la population, à avoir des contacts avec elle. Tous les changements qui se produisent ont une relation avec l'armée et avec l'Union Soviétique. L'URSS est un des principaux acheteurs et elle développe une grande influence. Le capitalisme n'a aucune influence sur la population, ni parmi les cadres, moyens. Il a de l'influence dans les couches supérieures qui résistent aux changements grâce à un énorme appui des Yankees. Avant, c'étaient les Anglais, maintenant, ce sont les Yankees.

Ces mouvements sont le fait de petites équipes, ils n'ont pas de relations avec des mouvements politiques, culturels, qui sont inexistants. Mais l'armée reçoit toute cette influence parce qu'elle-même exprime des désirs, des tendances, des besoins supérieurs à ce qu'elle représente elle-même. Elle exprime quelque chose de beaucoup plus vaste qui est le besoin de changement, de progrès et, entre autres, l'influence de l'Union Soviétique. Il n'y a

pas de moyens de s'exprimer politiquement, culturellement, scientifiquement, car il n'y a pas d'organismes développant une vie culturelle, politique, scolaire. Il n'y a rien qui puisse être un centre de représentation de ce processus.

Il faut voir aussi la faiblesse de la politique des Soviétiques qui craignent de se heurter à l'impérialisme, et les divergences qu'il y a parmi eux. Certaines tendances en URSS ne veulent pas s'avancer plus. Mais ce mouvement va avoir beaucoup d'influence en Iran, au Pakistan et même, indirectement, en Chine. L'influence sur la Chine est faible, mais cela diminue ses possibilités, de rencontrer dans ces régions, des appuis pour faire pression contre l'Union Soviétique. Les Chinois n'ont aucune influence sur tous ces mouvements, parce qu'ils font une politique opposée à l'expansion de la révolution. En Afghanistan, par contre, les généraux sentent, pour la première fois, que leur uniforme leur va bien et, avec lui, ils s'unissent aux transformations sociales.

27.4.1978

J. POSADAS

L'IMPERIALISME HORS DU CONGO!

La presse bourgeoise a dénigré le FNLC, montrant ses combattants ; comme des sanguinaires, des violeurs, des sauvages. Cependant, plusieurs des réfugiés européens eux-mêmes ont accusé que les exactions et les assassinats étaient le fait de la légion française!

Mais ce n'est pas juste, comme le dit le Parti Communiste, de considérer le FNLC comme un rassemblement des "scissionnistes katangais". C'est très important de discuter ce qu'est le mouvement révolutionnaire au Zaïre. Il y a des courants différents dans le FNLC. Mais celui-ci ne se compose pas seulement des "gendarmes katangais", ou de groupes nationalistes bourgeois. Les militants du FNLC eux-mêmes disent qu'ils ont beaucoup appris de l'Angola, de Cuba, et qu'ils veulent lutter pour le socialisme et non pour le Katanga. Il faut aider ce courant à s'affirmer, à prendre confiance pour poser un programme de transformations socialistes du Congo, comme l'a fait l'Angola et le Mozambique.

Tous les partis de gauche, les syndicats en Belgique doivent intervenir pour aider le mouvement révolutionnaire du Congo.

L'impérialisme cherche de nouvelles formes d'intervention en Afrique. Le sommet des pays africains réactionnaires à Paris, et la réunion des pays africains progressistes à Madagascar montre qu'il s'agit de plus en plus d'un affrontement classe contre classe, d'un camp contre l'autre.

LES MASSES EN BELGIQUE NE FERONT PAS LES FRAIS DE CETTE CRISE!

Le PSB, la gauche socialiste, le PCB, la gauche chrétienne, les syndicats doivent faire une campagne pour refuser que les masses belges paient les conséquences de cette débâcle, soit au travers de l'augmentation des prix, ou de l'augmentation du chômage des licenciements. Dans la crise du pétrole avec les pays producteurs, de l'OPEP, le capitalisme a fait payer les conséquences à toute la population. Il va invoquer maintenant les frais de l'intervention au Shaba, la paralysie de la production au Zaïre pour faire passer ses plans "anti-crise". Il faut intervenir face à cette situation, pour faire un front unique des partis ouvriers et des syndicats, pour poser un programme anti-capitaliste, pour montrer la nécessité d'un gouvernement de gauche qui en finisse avec toute cette situation!

Les partis bourgeois ont critiqué le "manque de discrétion du gouvernement belge", la lenteur et le peu d'efficacité de l'intervention des militaires belges. Ils voient avec inquiétude la faiblesse du gouvernement, ils voudraient un "gouvernement fort", qui agit sans rendre aucun compte. Mais le capitalisme n'a pas de force pour imposer un tel gouvernement. Déjà il a pris toutes ses décisions sans tenir aucun compte du Parlement, des organisations populaires. Le Parlement s'est réuni quand tout était fait. Cela montre bien les limites de la démocratie bourgeoise. Même ainsi, les partis bourgeois sentent qu'ils sont faibles pour imposer leur décision au pays. Pour cela, ils réclament tellement le respect du secret militaire.

Il faut poser : NON AU SECRET MILITAIRE! TOUT DOIT SE DISCUTER PUBLIQUEMENT! Si le Parlement ne le fait pas, faisons-le dans la rue, les usines, les quartiers, les écoles, dans les syndicats, et que les partis ouvriers fassent appel à cette discussion. Il faut appeler les militaires, les paras et les miliciens à refuser de partir au Congo, comme l'a proposé déjà la Jeunesse Communiste. Il faut aussi appeler à faire une discussion dans l'armée, parmi les syndicats des militaires, pour REFUSER LE SECRET MILITAIRE! Les familles des soldats qui partaient, ont elles-mêmes levé ce "secret" car elles ne voulaient pas voir leurs enfants partir pour une aventure colonialiste. Il faut discuter que les soldats ont le droit de refuser tout ordre qui porte atteinte à la dignité humaine, qui est contraire au progrès de la population.

CUBA ET L'UNION SOVIETIQUE INTERVIENNENT EN AFRIQUE POUR AIDER LE PROGRES DES MASSES VERS LE SOCIALISME.

Nous appelons le mouvement ouvrier, les partis de gauche, à discuter ce que signifie l'intervention de Cuba et de l'URSS et des autres pays socialistes en Afrique. On ne peut pas poser le problème en terme de "non-ingérence dans les affaires intérieures d'un pays". Tous les gouvernements capitalistes interviennent dans les problèmes du Zaïre : de la France à la Belgique, au Maroc etc.. Il faut considérer en fonction de quels intérêts les Cubains, l'Union Soviétique, la RDA interviennent.

Cuba, par exemple, avec ses 12 millions d'habitants est capable d'envoyer des milliers de médecins, de techniciens, d'enseignants, de maçons, et de militaires pour aider au progrès socialiste en Angola, au Mozambique ou en Ethiopie, alors que ce pays, il y a quelques années, était un des plus arriérés de l'Amérique Latine, et maintenant, c'est le seul de ce continent qui a réalisé un progrès social de sa population. Un petit pays comme Cuba, apporte une contribution importante pour aider les pays d'Afrique à sortir du joug impérialiste, de l'arrière-pensée économique et surtout social. Et la Belgique, qui envoie les para-commandos: qu'a-t-elle à proposer? quelle perspective peut-elle offrir au Congo pour son développement? Il suffit de regarder la crise en Belgique même! : les coupes sombres dans la sidérurgie, l'augmentation du chômage, des impôts, des prix, l'inflation, la détérioration des conditions de vie et de travail. Par contre, Cuba, l'Union Soviétique et les autres Etats ouvriers sont dans un développement économique et social, et c'est cela qu'ils viennent aussi apporter aux pays et aux mouvements révolutionnaires qu'ils soutiennent.

Il faut condamner l'attitude criminelle de la direction du Parti Communiste Chinois, qui soutient Mobutu et s'allie avec toutes les forces réactionnaires du monde.

La discussion sur la situation en Afrique et la crise qui résulte de ce recul de l'impérialisme belge et mondial ne font que commencer. Nous appelons toutes les organisations de gauche, les syndicats, à organiser une mobilisation, des meetings, des assemblées, pour s'opposer aux plans du capitalisme et pour proposer un programme de transformations sociales, tant pour la Belgique que pour le Congo, parce que c'est cela la base pour pouvoir développer des relations économiques entre les pays qui soient favorables au progrès de leurs populations! Le 26.5.1978

DERNIERES BROCHURES

Sur Demande à l'adresse du journal au prix de 20 Francs

J. P O S A D A S

- * LE MANQUE DE BASE HISTORIQUE DE L'EUROCOMMUNISME ET LA DISCUSSION DANS LES PARTIS COMMUNISTES Le 19.10.77
- * LE MARXISME ET L'ACADEMIE GRECQUE Le 20.10.77
- * BILAN DES ELECTIONS ET TACHES POUR LA GAUCHE EN FRANCE Le résultat électoral de 1978 et la continuation de la lutte de classes et autres textes Le 19 Mars 78
- * NATURE HISTORIQUE DE LA CRISE DE LA DIRECTION DE LA REVOLUTION CHINOISE Le 29.10.77
- * LE TRAVAIL MANUEL ET INTELLECTUEL, LA LUTTE DE CLASSES ET LE SOCIALISME Le 8.12.77

Pour une conférence ouvrière...

Le du système capitaliste. Les directions syndicales et les socialistes ne tiennent pas compte de ces problèmes, parce qu'ils croient que c'est une crise passagère et qu'il est possible, sans transformer toute la structure de la société actuelle, de résoudre les problèmes de l'emploi pour la classe ouvrière.

A la Conférence, aucune des promesses que la FGTB et la CSC avaient faites devant les ouvriers en grève à Charleroi, n'ont été tenues: ni la diminution du temps de travail, ni le maintien de l'emploi, ni la mise sous statut public! Il faut être cynique pour prétendre cela comme le fait Davister.

Devant les assemblées de délégués ou de travailleurs dans les usines, on accable les ouvriers sous des avalanches de discours technocratiques et on ne permet pas que fonctionne la démocratie syndicale. Cette démocratie ne veut pas dire, seulement que quelques ouvriers auraient le droit à la parole pendant 5 minutes, mais que tous les travailleurs de la sidérurgie, et d'ailleurs toute la classe ouvrière qui est aussi concernée par ce problème, participent à l'élaboration d'un plan du mouvement syndical, connaissent tous les éléments de cette discussion et y prennent part complètement.

Il faut faire des journaux dans les usines, des bulletins de discussion, pour échanger des idées, donner des propositions, confronter les opinions des différentes tendances, du mouvement ouvrier et réfléchir, ensemble, à la meilleure solution. Maintenant, les dirigeants du Front Commun Syndical mettent les travailleurs devant un fait accompli. Tout au plus, on les "informe" brièvement du déroulement des événements, mais c'est tout. D'ici le 15 juin, il est certain qu'ils ont déjà décidé de signer des accords avec les patrons sidérurgistes, sans même organiser un vote, ni surtout faire une réelle discussion dans la classe ouvrière.

Tout un courant de gauche syndical, de l'avant-garde ouvrière est en train de se développer contre cela. C'est cette pression qui a poussé la CSC à faire la manifestation, à Bruxelles, même si la CSC veut l'utiliser dans sa concurrence de bureaucratie avec la FGTB. Il en est de même pour la grève générale du 9 mai à Charleroi, les grèves à Liège et l'occupation de leur entreprise, par les ouvriers de Boël.

Nous sommes à une étape où, même en Allemagne capitaliste, la cogestion est en train d'être mise en question par le mouvement syndical: en effet le congrès du syndicat (la DGB) est en train de discuter qu'il faut étatiser les principaux moyens de production en Allemagne, que le progrès de la technique et de l'automatisation doit aller au bénéfice de la classe ouvrière, qu'il ne faut plus admettre une seule perte d'em-

ploi et qu'il faut instaurer la semaine de 35 heures! Et en Belgique, en sidérurgie, les syndicats ont accepté des conditions qui sont même en arrière de la cogestion, parce que ce ne sont même pas les organisations syndicales qui vont diriger la participation de l'Etat au capital des sociétés.

C'est une situation insoutenable, non seulement parce qu'elle ne résout aucun problème, mais parce que la classe ouvrière ne va pas l'accepter. Il faut lutter pour qu'il y ait des assemblées avant le 15 juin dans toutes les entreprises, et pas seulement en sidérurgie, mais dans toutes les régions concernées, par la crise du secteur sidérurgique. Il faut rejeter les mesures de cette conférence sur l'acier. Nous appelons à convoquer une CONFERENCE OUVRIERE SUR L'ACIER, dans laquelle ce sont les travailleurs sidérurgistes, CSC, FGTB, avec la participation des partis politiques du mouvement ouvrier, qui discutent les perspectives de cette industrie. La sidérurgie a un avenir, mais pas avec le régime capitaliste!

La véritable mise sous statut public de la sidérurgie ne peut se réaliser qu'en imposant l'étatisation sous contrôle ouvrier de la sidérurgie et, en même temps qu'elle, en étatisant les banques et les holdings, et l'énergie, afin de pouvoir réaliser un plan de développement et de reconversion économique, tenant compte des besoins de la population, au lieu de la rentabilité et des profits capitalistes. Et ces besoins sont immenses! Dans ce pays qu'on dit "développé", les conditions de logement de la population, sont très arriérées, 75% des maisons n'ont pas de douche ni de salle de bains, dans les quartiers ouvriers, bien souvent il n'y a pas de gaz, et les WC sont au fond des jardins. Il y a du travail pour des milliers de personnes si on s'occupe de ces besoins-là. Mais sous la domination capitaliste, ce n'est pas possible. Nous appelons à discuter la restructuration de la sidérurgie et la reconversion industrielle sur cette base.

Le 26 Mai 1978

LE VOYAGE DE BREJNEV...

Le problème est : comment faire ces changements? Il y a un recul sur certains aspects, vers la social-démocratie, mais ils ne peuvent aller jusqu'à un programme social-démocrate. La conciliation des socialistes ne provenait pas de leur nature de conciliateurs, mais surtout du fait que l'ascension du capitalisme créait des conditions historiques pour cette conciliation. Aujourd'hui, par contre, le système capitaliste s'en va à la merde! D'où tirerait-il les éléments pour une conciliation? Voilà comment il faut discuter.

8.5.1978

J.POSADAS

L'insurrection au Zaïre et le front mondial contre révolutionnaire du capitalisme

J. Posadas

24 Mai 1978

La résolution d'organiser des "marines" africains, prise par la France, a pour but de s'opposer à la révolution, de se défendre de la révolution qui progresse dans ces pays. Aucun des gouvernements africains avec lesquels la France veut organiser cette force militaire, n'est représentatif. Dans tous ces pays, il y a une rébellion révolutionnaire. Ce sont tous des pays très arriérés.

L'impérialisme avait déjà fait des alliances de ce type en Asie ; elles se sont toutes dissoutes. C'est une alliance contre-révolutionnaire, contre le progrès de l'Afrique; elle va conduire à la chute de Giscard d'Estaing lui-même en France. Et cela, malgré toute la "galanterie" des communistes. Mais cette alliance est une contre-révolution, pure et simple. S'ils doivent agir ainsi, c'est parce qu'ils sont tous foutus. Ils vont faire des investissements, ils vont devoir faire quelque chose pour contenir ce processus. Mais ils vont en même temps, chercher à éliminer un à un les mouvements révolutionnaires. Ils avaient déjà fait la même chose avant, en Amérique Latine et en Asie. Mais maintenant, cela va pousser les pays révolutionnaires à s'organiser.

L'Union Soviétique va devoir prendre position rapidement sur ce point, car cette contre-révolution fait partie de la préparation de la guerre. L'action de l'impérialisme français est planifiée en cor un avec l'impérialisme yankee. C'est une erreur et une lenteur des communistes de ne pas avoir encore réagi. Nous avons été les seuls à dire, que la tournée de Carter en Afrique était une recherche d'appui contre révolutionnaire (*). Ce n'est pas pour rien qu'il se rendait dans ces petits pays. Mais il n'a rien obtenu de ce qu'il voulait. Il était allé au Libéria, car c'était un pays yankee, un centre d'investissements de capitaux yankees.

Les Chinois appuient Mobutu. Quand ils font une telle politique, sans appuyer aucune révolution contre le capitalisme, cela signifie qu'ils espèrent neutraliser le capitalisme, en comptant sur le conflit antagonique historique qui se produit - au travers de l'Union Soviétique entre capitalisme et socialisme.

Le capitalisme est en train d'organiser empiriquement un front. Ils auraient déjà du le faire avant, entre les grands pays capitalistes. C'est ce qu'ils veulent faire maintenant, à l'OTAN. Mais la concurrence entre eux est aussi grande que leur haine des Etats ouvriers. C'est de la haine de classe, donc de l'antagonisme; entre eux, il y a seulement de la concurrence, ils trouvent donc les moyens de faire des combinaisons, des alliances en fonction de leurs intérêts communs de classe. Mais cette concurrence devient énorme, car il s'agit de la dernière étape du capitalisme; elle s'aiguise terriblement car le système capitaliste joue son dernier acte. En même temps qu'ils sont obligés de faire des concessions à l'URSS - aussi importantes que de devoir la laisser intervenir en Ethiopie -, ils essaient de contenir ce processus.

Ce qu'ont fait les Français est une construction de papier pelure qui s'effondrera au premier souffle. Elle n'a aucune valeur. L'impérialisme cherche à former un front unique pour contenir la révolution, en Afrique. Mais l'Angola, l'Ethiopie, ne sont pas seules. Il y a aussi l'Algérie, la Libye, l'OLP et le Polisario, les luttes au Tchad et à Djibouti, le Yémen du Sud et le Yémen du Nord, où la tendance qui recherchait une alliance avec l'Arabie Séoudite a été arrêtée. Il faut aussi ajouter l'Afghanistan, la Tanzanie, le Mozambique, le mouvement de Mougabe. L'impérialisme voit son impuissance. Carter a fait pression pour que les régimes réactionnaires fassent des concessions. Mais aucun arrangement n'est possible, quelles que soient les concessions. Les concessions aboutissent inévitablement à un Etat ouvrier, sans Cubains ni Soviétiques! Même si les Soviétiques n'interviennent pas, les peuples d'Afrique construiront un Etat à la façon des Soviétiques, car il n'y a pas d'autre moyen de développer l'économie. Trotsky a été tué pour avoir défendu la révolution permanente. Et maintenant, le Parti Communiste de Mongolie doit dire qu'il est prouvé qu'on peut passer du féodalisme au socialisme sans passer par le capitalisme.

IL FAUT ORGANISER UNE MOBILISATION DE MASSES CONTRE L'INTERVENTION DE L'IMPERIALISME EN AFRIQUE.

Les rebelles du Katanga ont pris la ville sans aucune lutte. Cela veut dire qu'il existe une très grande résistance à Mobutu. Ils n'ont tué aucun européen. Des français et des italiens, de retour du Zaïre, en ont témoigné. Ils ont dit aussi avoir été témoins que les rebelles, ne tuaient personne et avaient interdit aux leurs de prendre des objets. Ceux qui étaient pris des objets ne leur appartenant pas devaient justifier leur provenance, ils étaient sanctionnés et menacés d'exécution s'ils commettaient des vols ou des pillages. Les troupes de Mobutu, par contre, se consacraient au vol, au pillage. Mais des bataillons entiers sont passés de l'autre côté, ils enlevaient leur uniforme et passaient chez les rebelles. Les troupes de Mobutu ont fait un véritable massacre. Cette armée est en décomposition.

C'est une rébellion qui vient d'en bas, et pas seulement d'un mouvement de militaires. Les Français veulent augmenter leur pression pour dominer économiquement. Les Belges ont investi 1000 millions de dollars au Zaïre, tandis que les Français n'en ont que 100. Ils cherchent donc à déloger les Belges pour prendre leur place, mais aussi à protéger les installations atomiques. Cette lutte entre eux montre le profond déchirement du système capitaliste. C'est la concurrence et la décomposition du système. Toute cette situation va favoriser les Soviétiques, qui vont accepter d'intervenir plus.

L'impérialisme profère des menaces à chaque instant. Mais toutes ces menaces conduisent à cette action des Français, qui va étouffer le Zaïre et le faire dépendre complètement de l'impérialisme. Tous les peuples africains vont voir : "voilà ce qui nous attend". Les bourgeois

Suite page 2

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

LUTTE OUVRIERE



ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 Francs - 16ème ANNEE N° 302 Le 13 Juin 1978

Périodique bi-mensuel-Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE - B.P. 273 Charleroi I. - Abonnement à 12 Numéros : 80 Frs; - Abonnement annuel 150 Frs. - Abonnement de soutien : 500 Frs. - A verser au CCP 000.0976234.26 de C. Pölet-Editeur Responsable : Cl. Pölet, 20, Place Morichar- 1060 Bruxelles.

L'INTERVENTION DU GOUVERNEMENT AU ZAIRE ET LA NOUVELLE LOI UNIQUE DOIVENT ETRE COMBATTUS AVEC UN PROGRAMME ANTICAPITALISTE

EDITORIAL

La crise qui s'est aggravée au Zaïre avec la rébellion des masses congolaises, et celle qui se prépare avec le rejet par la classe ouvrière en Belgique de la nouvelle "loi unique", sont inséparables l'une de l'autre. Ces événements du Congo continuent d'être un centre pour le capitalisme mondial, car ils vont encore approfondir sa crise. Les partis et organisations de gauche ont été très lents, ou même n'ont rien fait pour intervenir et ont en tout cas cessé de le faire, à présent. Nous appelons tous les partis de gauche, PSB, PC, MOC, la gauche chrétienne et socialiste, et les syndicats, à maintenir une campagne de mobilisations contre l'intervention impérialiste au Congo en même temps qu'à développer la lutte contre la loi "anti-crise" du gouvernement Tindemans qui veut faire payer par les masses belges les conséquences de la crise capitaliste.

Cette campagne est très nécessaire. Il faut la maintenir et l'intensifier. Au travers du Zaïre, le capitalisme mondial cherche à coordonner un front contre-révolutionnaire, contre le progrès de la révolution, pour empêcher que les exemples de l'Angola, du Mozambique ou du Congo Brazzaville ne s'étendent au reste de l'Afrique. Et il montre ce qu'il est disposé à faire demain en Belgique même, en France, en Italie, contre le progrès de la classe ouvrière vers le pouvoir. C'est un affrontement chaque fois plus global entre les forces du progrès, et celles de la réaction capitaliste. Dans cet affrontement, Cuba, l'URSS, la RDA ou la Tchécoslovaquie, font partie intégrante des forces, qui impulsent le progrès de l'humanité. L'intervention de l'Union Soviétique et de Cuba en Afrique est très utile pour permettre un développement objectif des pays en révolution. L'Union Soviétique a besoin d'étendre la structure de l'Etat ouvrier dans le reste du monde et c'est cela qui est un progrès, parce qu'elle aide ainsi au développement d'autres pays: elle favorise l'expropriation du capitalisme, la planification de l'économie au bénéfice des masses, le développement de la culture, de la santé, des logements, des transports.

Dans un article du Drapeau Rouge, le Bureau Politique du Parti Communiste critique l'Union Soviétique pour son intervention en Tchécoslovaquie en 1968 et dénonce ce qu'il appelle les conséquences néfastes, encore aujourd'hui, de cette intervention; selon lui, elle favorise énormément les forces réactionnaires dans le monde dans leur volonté et leur capacité de refuser

le désarmement général. Le Bureau Politique admet toutefois qu'il y a un progrès économique et social en Tchécoslovaquie. Par contre, il ne dit jamais un mot pour expliquer, et montrer à la classe ouvrière en Belgique, la fonction progressiste que jouent l'URSS et Cuba en Afrique, ni pour condamner et expliquer la politique contre-révolutionnaire de la direction chinoise!

Il faut, certes, critiquer le manque de démocratie socialiste soviétique en Tchécoslovaquie, en Union Soviétique ou dans d'autres Etats ouvriers, mais la défense des "dissidents", des types de la "charte 77" n'a rien à voir avec la démocratie, socialiste. Et surtout, le devoir de tous les communistes, dans et hors du Parti Communiste, est de comprendre que l'impérialisme et le capitalisme mondial sont ceux qui préparent la guerre et organisent la contre-révolution, et qu'il faut soutenir tous les progrès de l'Union Soviétique, inconditionnellement quand elle intervient pour affronter le système capitaliste. Si l'intervention de l'Union Soviétique était condamnable et négative, elle n'aurait pas permis non plus ce progrès économique et social de la Tchécoslovaquie. D'autre part, ce n'est pas logique que l'intervention, de l'URSS, soit positive en Afrique ou au Vietnam, et soit nocive en Tchécoslovaquie. Il s'agit d'un processus global, unique, dans lequel, se produit un changement dans la politique des Soviétiques, en faveur du progrès. Il suffit de voir les positions de la direction du Parti Communiste Chinois. Ses prises de position internationales, en alliance avec le capitalisme mondial, ont des répercussions sérieuses dans la politique intérieure, vers des normes de fonctionnement capitaliste. Voilà ce qu'il faut discuter et non la liberté d'expression pour 3 dissidents qui n'ont que des éloges au capitalisme, à la propriété privée, aux bienfaits de la société capitaliste.

Le Parti Communiste en Belgique

Suite page 4

Les élections partielles en Italie et la crise de croissance du Parti Communiste

voir pages centrales

Le 20 Mai 1978 **J. POSADAS**

L'insurrection au Zaïre et le front mondial contre révolutionnaire du capitalisme

suite

J. Posadas

24 Mai 1978

sies africaines elles-mêmes se disent : "ils nous protègent, certes. Mais de quoi?" L'impérialisme n'a pas pu développer ces pays. Or, la seule manière d'acquiescer un certain équilibre, sinon la sécurité, est de développer le pays. Mais il ne peut le faire. C'est la France, l'Allemagne qui s'effondrent à leur tour. L'impérialisme pourrait investir et développer certains pays d'Afrique. Mais cela même ne suffirait pas, car il ne s'agit plus tant pour d'économie, que de "sociologie"... de mercantilisme que de "léninisme"... Les soldats belges dénoncent eux-mêmes avoir vu des parachutistes français tuer des gens. Ils se rendent compte qu'ils n'ont aucun avenir.

C'est un échec complet pour Giscard d'Estaing. Il voulait gagner de l'autorité aux yeux de la petite-bourgeoisie, et il a tout juste montré qu'il est un con. Il est allé défendre un cimetière! Il y a de grandes richesses minières au Zaïre, mais ce n'est qu'un cimetière aux mains de Mobutu.

Il faut proposer aux socialistes et aux communistes d'organiser la mobilisation de masses contre l'intervention de l'impérialisme français, qui a pour but de protéger un dictateur assassin des masses, de défendre le capitalisme et préparer la guerre. Car cette intervention, signifie une préparation de la guerre.

La réaction de protestation contre l'intervention de l'impérialisme au Zaïre, est venue du prolétariat, de la petite-bourgeoisie, mais, non des directions. Les directions communistes, en particulier, ne font pas de mouvements de protestation, de condamnation et de mobilisation de la classe. Il faut le faire maintenant même! Cette intervention signifie qu'ils sont disposés à faire de même demain, en France ou en Italie. Mais les communistes entretiennent une timidité, une indécision, une hésitation au sein de la base communiste et du prolétariat. Une riposte aurait un effet immense! L'intervention des masses est un moyen de se rapprocher des Soviétiques, qui sont le point d'appui essentiel contre les Yankees. Or justement, les communistes ne le font pas, pour ne pas avoir l'air de dépendre des Soviétiques. Ils montrent qu'ils n'ont pas la capacité de comprendre ce processus. On ne peut pas attribuer une fonction historique similaire à l'intervention de l'URSS et à celle de l'impérialisme. La fonction de l'impérialisme - quel que soit le type de gouvernement - est toujours impérialiste. En Union Soviétique, le gouvernement de Staline avait délaissé la fonction historique de l'URSS. Mais du fait même de son régime de propriété étatisée et de la planification de la production, l'Union Soviétique exerce la fonction d'aider le progrès de l'humanité. C'est inhérent à sa nature. C'est pour cette raison que Staline n'a pu continuer à tuer des Bolchéviques pendant la période de la guerre mondiale, il a dû tuer des bourgeois. C'est la fonction de l'Union Soviétique qui reprend le dessus.

Les communistes, par contre, comparent l'intervention de l'URSS à celle de l'impérialisme. Ils manquent de capacité d'analyse et défendent, par conséquent, des intérêts contraires au progrès de l'histoire. Mais ils ne disent pas un mot des Chinois, qui sont des canailles! Ils ne font pas une seule résolution condamnant les Chinois pour leur action contre-révolutionnaire et pro-impérialiste. On ne peut juger les Chinois à partir du fait qu'ils disent "nous sommes anti-capitalistes, nous sommes un Etat ouvrier", mais pour le fait qu'ils souhaitent fabriquer la bombe à neutrons pour la lancer contre l'Union Soviétique parce qu'ils disent vouloir arrêter l'URSS dans sa volonté d'hégémonie mondiale. Appuyer l'Angola et le Mozambique, c'est donc vouloir l'hégémonie mondiale....

Les communistes ne disent pas un mot là-dessus. C'est le résultat d'un manque de compréhension théorique et politique de leur part, et de ne pas se sentir porteurs d'une fonction historique. Ils comprennent qu'ils veulent apporter quelque chose de meilleur que la société existante, mais ils ne sont pas des organisateurs d'une fonction historique, d'une nécessité de l'humanité. Il faut condamner les Chinois, qui sont une direction contre-révolutionnaire, qui cherchent une alliance, avec les Yankees contre les Soviétiques. Mais une telle alliance n'a pas de possibilité historique de s'accomplir; dès que la guerre aura commencé, les masses chinoises vont être contre l'impérialisme.

L'IMPERIALISME NE PEUT TRIOMPHER DANS SA TENTATIVE DE CONTRE-REVOLUTION

La Conférence à Paris, des pays africains de langue française, est une farce. Certains pays qui n'ont rien à voir avec la langue française y ont pris part également. C'est une conférence programmée par les français, les allemands, les yankees; peut-être aussi les anglais. Ils ont des intérêts différents, concurrents. Mais il est encore plus important, et même vital pour eux, de se défendre de la révolution, que de se faire la concurrence. Ils ne peuvent annuler cette concurrence, mais ils la diminuent. Les Belges expriment cela, de façon indirecte. Les Allemands voulaient aussi envoyer des troupes au début; mais ils ne l'ont pas fait, en estimant que s'ils appuyaient et se soumettaient à la France, ils resteraient ensuite sur le tapis dans leur concurrence contre la France. Ils avaient aussi peur de la réaction du prolétariat allemand, qui vient d'exprimer une position anti-capitaliste, lors du récent congrès des syndicats.

Cette conférence a été préparée dans le but d'intervenir. Mais ce sont des fronts superficiels, établis seulement entre les sommets. Ils ne font preuve d'aucune autorité politique sur les masses de leurs pays. Ce sont toutes des dictatures. Ces pays ne connaissent que l'arrièremont, la vie de tribus. Les deux seuls qui ont une certaine valeur par mi eux, sont le Sénégal et le Zaïre; le premier n'a aucune valeur militaire, mais une position stratégique et un poids numérique et le deuxième a une valeur militaire pour les bases qui y sont installées. Tous les autres sont sans aucune force. De plus, pendant qu'ils font cette

suite page 4

Les élections partielles croissance du Parti C

Ces événements en Italie sont une mesure destinée à écraser la montée du Parti Communiste au gouvernement. L'impérialisme, la bourgeoisie mondiale, la CIA - ou un organisme supérieur regroupant leurs intérêts - sentent que la montée du Parti Communiste au pouvoir va signifier une énorme pression des masses pour s'orienter vers des mesures qui vont contre le système capitaliste. Inévitablement, le pouvoir la présence, le fonctionnement de l'OTAN en Italie vont être mis en cause; et ce sera une impulsion très grande pour la Turquie et la Grèce, qui vont, à leur tour, exiger plus, faire du chantage ou même expulser l'OTAN parce que les masses vont être stimulées à agir. Il s'agit de relations de forces mondiales et non de problèmes locaux.

Si l'impérialisme essaie d'avancer, d'imposer par la force une dictature ou un gouvernement pour préparer la guerre, les Soviétiques ne peuvent le permettre, ils vont intervenir. L'impérialisme a intérêt à faire cela; mais il n'a pas de base, de conditions sociales. Il voit que la venue au pouvoir du Parti Communiste rompt l'équilibre du rapport de forces, en faveur du progrès d'un processus anti-capitaliste. Ce processus, par sa nature même, est favorable à l'Union Soviétique, même si ce gouvernement ne se déclare pas soviétique, ne rompt pas avec l'OTAN et ne se joint pas au Pacte de Varsovie. Mais la simple montée des communistes au gouvernement, ou un gouvernement de gauche, seont une entrave pour le capitalisme et l'OTAN: poussé par les besoins de l'économie, des relations sociales, de la pression des masses, ce gouvernement devra supprimer des dépenses de guerre et se débarrasser, du contrôle et de la pression des flottes et autres forces militaires qui stimulent le pouvoir capitaliste contre la classe ouvrière, et sont un foyer constant de pressions et d'intervention contre le progrès de l'Italie.

Le progrès de l'Italie va contre l'OTAN, le capitalisme et la guerre. L'assassinat de Moro et des 5 policiers fait partie de ce jeu. Les types ont échoué dans leur première comédie. Maintenant, ils en préparent une autre: les soi-disant messages secrets de Moro. Il faut vraiment une mentalité de Dracula, pour faire cela. Celui qui y croit, c'est parce qu'il y a intérêt. Il ne voit que ce qu'il veut voir et s'en fout de la réalité, des impressions matérielles. Si on lui montre un trou, il va dire: "c'est un nuage". Il n'y a aucun message secret! Ils préparent une pression plus forte. Maintenant, l'OTAN entre en jeu. Ils disent: "l'OTAN examine la situation, etc... Ils pressioonnent la bourgeoisie avec le danger de l'OTAN, afin qu'elle ne cède en aucune manière, au Parti Communiste. Ils font des menaces contre certains dirigeants politiques de la bourgeoisie - dont Andreotti - pour qu'ils ne concèdent aucun accord avec les communistes. Il est évident que c'est une crise du capitalisme.

S'ils doivent recourir à ces moyens c'est parce qu'ils n'ont pas de forces sociales ni politiques. Le capitalisme recourt à la menace d'intervention de l'OTAN parce qu'il n'a pas de forces sociales ni politiques pour contenir ce processus. Et ce processus conduit à la substitution du capitalisme. Même si ce n'est pas immédiatement le remplacement du système capitaliste, il y aura un déplacement d'équipes capitalistes, de dirigeants politiques, et l'élimination de mesures dont le capitalisme a besoin: le capitalis-

me a besoin d'augmenter la répression sociale, politique, économique contre les masses. Il doit augmenter le coût de la vie sur le dos des masses, diminuer les salaires, augmenter les rythmes de travail, la misère des secteurs les plus pauvres du pays.

Le capitalisme ne peut assumer un programme de développement de l'Italie. Il doit maintenir son programme, qui est celui de la concurrence, et donc laisser l'Italie telle qu'elle est. Un des moyens de soutenir le capitalisme est de soutenir les entreprises semi-étatiques, par les subventions gouvernementales. La venue des communistes, au pouvoir, altérerait inévitablement tout cela et affaiblirait tout l'appareil capitaliste. C'est pour cela qu'ils cherchent à intimider la bourgeoisie et l'empêcher de faire des concessions.

Le capitalisme s'appuie, entre autres, sur la politique des centrales ouvrières, qui cèdent aux intérêts, au programme et à la direction capitalistes. Depuis plusieurs années, on ne fait que des concessions au capitalisme sur le plan syndical; les ouvriers abandonnent une série de conquêtes, comme par exemple le refus des heures supplémentaires. Non seulement, cela donne du travail à plus de gens, mais c'est contre une exploitation brutale des gens; c'est une défense de la santé de la dignité, de la culture, de la science. Les ouvriers disent: " nous ne sommes pas des mulets, ni des machines". Le travail doit servir à élever la dignité humaine et non à abrutir l'être humain. On a rompu le principe de la stabilité, du travail, on a reculé également, à propos des salaires et de l'échelle mobile, sur des conquêtes de jours fériés, sur l'égalité entre l'homme et la femme. Certains droits politiques et syndicaux organisatifs ont été acquis. Ils ne compensent pas les pertes économiques; mais de toutes façons, ces conquêtes organisatives syndicales et politiques, du prolétariat se sont maintenues, et même accrues. Cela veut dire que la classe ouvrière comprend clairement quelle est sa force et sa fonction. Elle a résisté aux reculs et elle maintient les principes d'organes de conseils d'usines, de quartiers, d'écoles qui, en principe, sont des organes de double pouvoir, même s'ils ne le sont pas actuellement, dans la pratique.

Un gouvernement socialiste, ou communiste peut s'appuyer sur ces organes contre le sabotage de la bourgeoisie. L'organisation syndicale de la police est aussi un fait, favorable à un gouvernement de communistes. La police s'organise contre le système capitaliste, de même que les militaires. La modification des statuts militaires, qui sont moins dictatoriaux contre les soldats, représente également une conquête, bien que de faible portée. Tout cela signifie un progrès que le capitalisme mondial voit comme un risque très grand. Mais il voit aussi que les dirigeants des centrales ouvrières, les communistes, les socialistes et même les groupes laissent les décisions au parlement, et que le pouvoir ouvrier est inexistant dans la rue.

Une chose monstrueuse que disent ces dirigeants, est: "la violence provoque la paralysation de l'Italie". Mais n'importe quelle grève importante à laquelle ils font appel, arrête toute l'Italie! La classe ouvrière, les jeunes, les femmes, sont unanimes: où est la violence? elle vient d'un petit noyau

es en Italie et la crise de J. Posadas

Communiste

Titre de la rédaction Le 20 Mai 1978

(Extraits)

situé dans les ahuts commandements, de l'armée, de la police, dirigés, eux-mêmes, par la CIA. Elle a la force de les organiser parce qu'elle émane d'un intérêt qui dépasse l'intérêt du seul capitalisme italien. Il n'y a pas de problème de violence ni de tumulte social de la part des jeunes, au contraire; il existe une mobilisation sociale ordonnée, et harmonieuse, des grèves, des arrêts de travail.

Le 2 décembre, il y eut une

CES ELECTIONS SONT UN AVERTISSEMENT DES MASSES AU PARTI COMMUNISTE

Les élections sont un moyen de défense du capitalisme qui ne se sent pas capable de faire des concessions sur le plan social. Mais tout ceci ne lui suffit pas non plus, car il ne parvient pas à contenir les masses; alors il prépare la guerre. Cette guerre n'est pas contre les masses d'Italie, d'Allemagne ou de France, mais contre les Etats ouvriers, qui stimulent l'activité et la lutte des masses.

Les élections font partie de tout ce processus. Le Parti Communiste a perdu des voix par rapport aux élections politiques, mais en a gagné par rapport aux élections administratives antérieures. Il n'a subi aucune défaite! Ces élections, ont eu lieu peu après une mobilisation générale en appui aux centrales ouvrières et, indirectement, au Parti Communiste. Ce n'est pas une défaite du PC. Les voix à la démocratie chrétienne ne signifient pas un penchant démocrate-chrétien; pour quoi ce penchant ne s'est-il pas exprimé avant? s'il y avait une orientation vers la démocratie chrétienne, cela voudrait dire aussi un recul politique des masses; or celui-ci s'exprimerait aussi dans les luttes syndicales, dans les mobilisations. Il n'en est rien. Ce résultat électoral est la conséquence d'une erreur du Parti Communiste, du Parti Socialiste; depuis deux ans, toutes les discussions avec le patronat se terminent par des concessions économiques, sociales et politiques en sa faveur. Il n'y a pas de concessions organisatives, mais il y en a sur beaucoup de conquêtes telles que le problème des supplémentaires, de la sécurité d'emploi.

Toutes ces crises sont posées, par l'état d'épuisement du système capitaliste. Elles n'ont pas de solution dans le cadre du système. On ne peut pas en exigeant seulement, la garantie du poste de travail. Le capitalisme n'a pas la capacité d'assurer cela. Il faut poser que c'est une crise du système capitaliste, et non une situation passagère. La profondeur de la crise est telle que ce système ne peut plus répondre à ces revendications. Il ne suffit pas de poser strictement une revendication de salaires, de meilleures conditions de travail, mais il faut poser: le capitalisme peut-il y répondre? Cela fait des années et des années qu'on discute avec lui et il n'est pas capable de répondre. Ce n'est pas par manque d'argent, mais par manque d'intérêt. La structure du marché capitaliste est telle, que celui-ci ne s'intéresse pas au développement du Mezzo Giorno. Cela l'intéresserait s'il était en croissance ou à son apogée, mais il est en recul; il élimine des marchés, il n'est donc pas en conditions d'en ouvrir de nouveaux, de créer de nouvelles sources de production, alors qu'il n'a pas de marché et doit affronter la concurrence mondiale. On ne peut poser le

grève totale en appui aux centrales ouvrières et au Parti Communiste. Le 1er mai avant l'affaire Moro, également. Toutes ces mobilisations démontrent la centralisation des masses contre le capitalisme, contre l'impérialisme, contre la violence, capitaliste, contre les massacres, contre les assassinats de policiers de directeurs d'usines, de dirigeants démocrates-chrétiens. La classe ouvrière, le mouvement ouvrier, est contre! Ce sont des groupes sélectionnés qui font la violence.

problème du Mezzogiorno sans poser, également: le capitalisme peut-il le faire? Il en est de même pour les autres problèmes, que ce soit celui des fermetures, des pauses de travail ou de l'avortement. Le capitalisme ne peut les résoudre.

Il faut donc expliquer que la situation actuelle est le résultat de la crise capitaliste. Comme elles ne font pas ainsi, les centrales syndicales cèdent constamment au patronat. Elles cèdent parce que, sinon, elles devraient affronter le système capitaliste. Elles demandent aux masses de céder une partie de leurs conquêtes et de ne pas satisfaire une partie de leurs besoins pour répondre aux besoins du capitaliste, au lieu d'exiger de celui-ci de céder aux nécessités des masses.

Voilà pourquoi la démocratie chrétienne a recueilli des voix. Ce ne sont pas des voix fermes pour elle, elles n'ont aucune assurance ni continuité. C'est une recherche d'effet immédiat. Ces votes ne représentent pas non plus un état émotionnel; ils sont la conséquence des conditions sociales: une couche importante de la petite-bourgeoisie, voit que le Parti Communiste lui-même fait confiance au système capitaliste. Le Parti Communiste le critique, mais il le laisse en place et se plie à lui. Alors, ces secteurs petits-bourgeois appuient le système capitaliste. Ils ne le font pas dans un but réactionnaire, mais dans l'espoir que celui-ci résolve leurs problèmes. Il en fut de même en France: ils ont voté pour le gouvernement, non parce que celui-ci est capitaliste, mais pour qu'il résolve des problèmes que les centrales ouvrières n'ont pas résolus.

Il n'y a aucun recul du Parti Communiste: c'est un avertissement, de la part des masses; les masses ont dit qu'elles ne sont pas un instrument de jeu ou d'échange et qu'elles ont besoin de vivre. Les masses qui sont fermes ne se basent pas sur leurs besoins quotidiens, mais sur une conviction politique, idéologique; et celles-là ont voté pour le Parti Communiste, qui a maintenu toutes ses forces. Ces masses-là n'ont pas changé. Un secteur flottant a changé temporairement; mais déjà l'avant-garde avertit le Parti Communiste: "je ne peux pas attirer ce secteur petit-bourgeois flottant si je n'ai pas les moyens de le faire: quand je me plie au patron et l'autorise à faire des licenciements, l'ouvrier voit que le communiste accepte les licenciements des ouvriers. Au lieu de cela, il faut dire au patron: "si vous n'êtes pas capable de faire vivre l'ouvrier, nous irons au gouvernement pour le faire, et en attendant, nous ne votons aucune loi qui favorise les patrons, nous sommes contre". Alors, la petite-bourgeoisie voit la résolution d'appliquer, un programme objectif de progrès, et elle reste avec le Parti Communiste. Maintenant, elle n'en voit rien; elle

le voit, au contraire, que les centrales ouvrières ont cédé sur plusieurs principes: sur le problème des salaires, des licenciements d'ouvriers, sur la mobilité du travail, l'augmentation des taxes, l'augmentation des cadences. Le mouvement ouvrier n'a pas seulement la fonction de défendre la vie concrète des ouvriers, il est aussi un instrument de progrès de la société. Il ne peut y avoir de progrès, si on ne pose pas, dès aujourd'hui, dans les usines, la défense du progrès de la vie des masses. Si on ne le fait pas, le mouvement ouvrier n'a pas les moyens d'exercer une attraction permanente et continue sur la petite-bourgeoisie: voilà la raison des pertes de voix du Parti Communiste.

Toutes les conditions existent mondialement pour une augmentation, des voix au Parti Communiste, mais localement, non. Les Soviétiques ont

IL FAUT DEVELOPPER UN PROGRAMME DE TRANSFORMATIONS SOCIALES

C'est la fausse politique du Parti Communiste, de concessions au patronat, qui a provoqué la perte de voix. Il croit ainsi résoudre le problème du maintien des postes de travail. Mais en réalité, la seule chose qu'il maintient, ce sont les profits patronaux, en aidant les patrons dans la concurrence inter-capitaliste. Maintenant, le Parti Communiste est en crise. Un secteur dit: "nous avons cédé beaucoup à la démocratie chrétienne". Que signifie cela? qu'on s'est laissé soumettre au programme, à la politique démocrate-chrétienne et patronale. Non seulement, le Parti Communiste, a cessé toute activité dans l'affaire Moro, mais il a accompagné les intérêts et les intentions des patrons qui posaient que les ouvriers devaient comprendre la situation difficile du patronat. La fonction du communisme, du Parti socialiste, le progrès de l'Italie, ne consistent pas à comprendre la crise du patronat, mais à comprendre les besoins de vie de la classe ouvrière. Le Parti ouvrier représente qui? Il représente l'Italie, au nom de la classe ouvrière. Et s'il défend le système capitaliste, la classe ouvrière n'a pas de force d'attraction sur la petite-bourgeoisie; celle-ci voit qu'elle respecte les nécessités des patrons, et non celles des gens. Il ne s'agit pas ici d'un problème partiel ou accidentel, mais d'un problème programmatique: la crise du capitalisme italien fait que la société ne fonctionne pas!

Sous le capitalisme, le Mezzogiorno n'a aucune possibilité de se développer. Le capitalisme aurait pu développer l'Afrique, qui l'intéresse beaucoup plus que le Mezzogiorno et il ne l'a pas fait. La crise mondiale du capitalisme, et son incapacité à se développer, ne provient pas de ce qu'il n'a pas d'argent, mais de ce qu'il n'y a pas d'intérêt, il n'en tire pas de profit

Le Mezzogiorno est une partie, des relations mondiales du système capitaliste. C'est une création du capitalisme italien, du fait que celui-ci est entre tardivement dans l'histoire. Tous les autres états capitalistes étaient déjà bien structurés. Le Mezzogiorno est une conséquence de cet arrièrment. Il ne résulte pas d'une incapacité spécifique de Umberto Ier, de la monarchie italienne, mais de la façon

déclaré, dès le moment de la séquestration de Moro et l'assassinat des 5 policiers: "nous appuyons le Parti Communiste", parce qu'ils voyaient venir un coup et ils se sont lancés pour arrêter l'OTAN. Les communistes n'en ont jamais dit un mot. Leur devoir était de dire: "nous comptons sur l'Union Soviétique". L'impérialisme italien recourt à l'OTAN, et pourquoi la classe ouvrière n'irait-elle pas chercher un appui social et politique! Pourquoi a-t-on recours aux Soviétiques sur le plan de la science, et de la technique, et pourquoi pas sur le plan social? pourquoi en avoir peur

La petite-bourgeoisie n'a pas vu la résolution du Parti Communiste pour appliquer cette politique. C'est pour cela qu'il a perdu des voix. Ce ne fut pas un recul. Il n'y a pas eu de catastrophe, contrairement au Parti Socialiste Espagnol, qui vient de perdre 20% de ses voix dans des élections partielles. Et ce n'est pas par hasard: le Parti Socialiste a reculé, après avoir déclaré qu'il abandonnait Marx... Et Marx a résolu d'abandonner le Parti Socialiste!

dont s'est constitué le système capitaliste.

Il faut intervenir dans cette discussion en montrant que l'impérialisme prépare des coups. Il ne peut plus s'appuyer sur les fascistes comme avant; les fascistes sont un soutien pour lui, car ils lui fournissent des gens, mais le capitalisme ne peut faire confiance à la capacité fasciste. Le mouvement, fasciste, est ramolli, il n'a pas de forces, ni de capacité. Le capitalisme cherche donc une série d'assassins, comme ceux qui ont tué les policiers ou qui vont continuer à en tuer d'autres. Au travers de ces actions, ils espèrent fomenter un coup d'état militaire. La condition pour l'empêcher, est que le Parti Communiste aille au gouvernement avec la gauche démocrate-chrétienne. Pendant toute l'affaire Moro, le Parti Communiste s'est paralysé: une des finalités de l'impérialisme, était justement de montrer que le Parti Communiste n'a pas d'idées, de programme, ni de politique, ni d'objectifs. Il s'est montré comme un Parti qui n'est pas capable de gouverner; il est resté pendant deux mois inactif; à la traîne de la Démocratie chrétienne. Le fait de ne pas avoir cédé aux Brigades Rouges, a peu de valeur. De toutes façons, celles-ci ont atteint un de leurs objectifs: que tout soit paralysé; et que, tant le capitalisme italien que le Parti Communiste se montrent incapables de gouverner. Ainsi, les militaires et l'OTAN sont stimulés, pour intervenir directement.

suite page 4

LUTTE OUVRIERE supplément

Supplément du Numéro 302 du 13/6

J. POSADAS

La crise mondiale du capitalisme et les résolutions du congrès des syndicats d'Allemagne capitaliste 24.5.1978

Les élections partielles en Italie ...

Ce suivisme de la démocratie chrétienne est la base de la crise, dans le Parti Communiste. Mais c'est une crise de croissance, car on discute maintenant comment surmonter cette situation et il n'y a pas de recul fondamental dans les relations du Parti Communiste avec la classe ouvrière. Il en va bien autrement dans le Parti Socialiste Espagnol. La classe ouvrière a voté en dehors du Parti et pour les communistes. Dans le Parti Communiste espagnol, la discussion a montré que l'immense majorité veut rester avec Lénine, et tout le monde est conscient que ce dernier congrès était frelaté. Quelques jours avant, Carrillo avait élargi le Comité Exécutif, en désignant lui-même les nouveaux membres et tout le monde a vu que les gens qui votaient pour lui venaient d'être installés par lui-même; que ce congrès ne reflétait pas la force et la volonté du Parti Communiste Espagnol. La majorité veut garder Lénine. Cela veut dire qu'ils sont conscients qu'on ne peut changer la société selon son désir, sa volonté, ou avec la permission du capitalisme, mais qu'on doit le faire de force.

On peut avancer beaucoup plus mentalement, électoralement, mais, il faut se préparer à faire, et faire des transformations sociales. Le Parti Communiste d'Italie a promis: "transformations sociales...", mais

qu'il dise alors ce qu'il faut transformer et qu'il le fasse. Qu'il fasse une campagne pour des transformations et pour rompre tous les appareils secrets de l'impérialisme et de la bourgeoisie, qui sont les organisateurs et les véritables maîtres des Brigades Rouges. C'est pour cela qu'on ne découvre rien. Si ces groupes ont la capacité de tuer Moro et les policiers, comment laissent-ils découvrir une imprimerie, et tout ce matériel! Tout le monde voit que ce sont des mensonges.

Les concessions faites à la Démocratie Chrétienne, la paralysation du Parti, le suivisme envers la politique capitaliste ont permis ce recul électoral du Parti Communiste. Le même suivisme s'est manifesté, dans le camp syndical. On crie au haut-parleur: il faut faire des changements! et on n'en fait aucun. Il faut dire quels changements on doit faire: changer tout l'appareil policier, militaire, administratif, tout l'appareil du service secret. Et que le Parlement dirige tout. Faire un programme de développement de l'économie sous la direction des syndicats. Plus un seul investissement dans les entreprises semi-étatisées sous la direction de la bourgeoisie! mais un programme, où les syndicats interviennent pour diriger: voilà un principe. Augmenter la production des produits dont les gens ont besoin, sous la direction de l'Etat. Faire une discussion

sur le Marché Commun, et organiser contre lui, car c'est une plaie de plus pour les masses italiennes. Le Marché Commun est destiné aux grands capitalistes. Ce n'est rien d'autre qu'une grande entreprise multinationale, dans laquelle il faut réglementer la production, la vente et les prix des produits, des plus importants aux plus petits. Mais les produits importants sont faits par les grands trusts, qui font des ententes entre eux, tandis que les autres sont faits par les petits producteurs; ce sont ces derniers, qui paient, que ce soit dans les coûts de production, la qualité ou les marchés. La CEE résiste à l'entrée de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal dans le Marché Commun, parce que ces pays produisent à plus bas prix, sur la base d'un niveau de vie très bas des masses, et non sur la base de la technification.

Il faut donc dire: "que signifie ce Marché Commun? un marché de misère pour les masses!". Les masses voient cela, par expérience, et

les voient aussi que les partis communistes n'en discutent pas, que ce soit en France, en Italie ou en Espagne. Il faut discuter un changement du programme, de l'orientation et de la politique du Parti, maintenir son indépendance et développer, un programme de transformations sociales, élever les possibilités de lutte de la classe ouvrière, et en finir avec ces concessions au patronat, avec les heures supplémentaires. Ce n'est pas une conquête de la classe ouvrière! mais une façon de marquer le faible niveau de vie de la classe ouvrière. Une des grandes conquêtes du prolétariat mondial, camarades communistes, est d'avoir éliminé les heures supplémentaires et le travail de nuit. Comment peut-on accepter d'en revenir aux heures supplémentaires! C'est revenir à un travail de bête. Qu'est-ce que l'ouvrier gagne en plus? s'il fait des heures, cela veut dire qu'il ne gagnait pas assez, alors il faut augmenter les salaires! Le capitalisme est responsable. Si lui ne peut accepter cela, l'Italie, le peut très bien, nous pouvons le faire. Il faut discuter tout cela et élever la vie au sein du Parti Communiste.

20.5.1978 J.POSADAS

EDITORIAL: L'INTERVENTION DU GOUVERNEMENT AU ZAIRE ET LA NOUVELLE LOI UNIQUE DOIVENT ETRE COMBATTUS AVEC UN PROGRAMME ANTICAPITALISTE

prend ces positions vis-à-vis de l'Union Soviétique, pensant qu'il rencontrera des points d'appui dans l'opinion petite-bourgeoise en agissant ainsi. Mais il affaiblit la position de la classe ouvrière qui doit, pour entraîner la petite bourgeoisie, montrer sa combativité et sa capacité de transformer la société sous sa direction, et pour ce la, elle doit lutter pour un programme de transformations sociales en Belgique, s'appuyer sur l'expérience historique des Etats ouvriers et c'est cela que le Parti Communiste, doit montrer et développer.

Les répercussions de la crise, au Congo, sont très grandes en Belgique. Les divergences et conflits, qui ont éclaté dans le gouvernement Tindemans ne sont pas une comédie, ils montrent sa fragilité et son manque de cohésion pour pouvoir imposer une politique anti-ouvrière. Pour soutenir le régime de Mobutu, et garantir les bénéfices capitalistes au Zaïre, le gouvernement belge doit consacrer des sommes immenses. Entre autres, l'augmentation du budget de la défense nationale va servir à aider le financement de la "force inter-africaine" contre-révolutionnaire. De même c'est l'Etat, qui va subventionner les patrons si déurgistes, avec 60 milliards de francs, pour les aider à rationaliser, tout en diminuant l'emploi. C'est tout cela que le gouvernement Tindemans veut faire payer à la population en lui imposant la "loi anti-crise". Pour cela, il réduit les budgets sociaux, de l'enseignement, des droits sociaux des masses.

Malgré le soutien que lui donne la direction du PSB, la bourgeoisie belge n'obtient pas la tranquillité sociale dont elle a besoin pour faire passer ces mesures. La classe ouvrière a montré son opposition et sa résistance de mille façons. Et c'est cela qui pousse maintenant Debonne à se montrer plus ferme. L'incident entre Tindemans et Debonne a propos de la diffusion publique des documents du projet de loi, ne sont pas seulement de la comédie. Les directions syndicales essaient de faire pression sur le gouvernement, en évitant en même temps de recourir à la mobilisation de la classe ouvrière. Mais ce ne sera pas possible, sans la grève générale, sans l'action directe de toutes les masses travailleuses en Belgique, de faire reculer la bourgeoisie! Les travailleurs montrent cette volonté de lutte, leur unification: le préavis de grève générale en sidérurgie, les

arrêts de travail et l'appel à tous les travailleurs de Charleroi, des ouvriers des ACEC-CDC, les grèves à TMM, Fabrique de Fer, chez Bulex, à MBLÉ, du Nord au Sud du pays, les occupations d'usines montrent cette décision de la classe ouvrière.

Il ne s'agit pas seulement de la lutte pour la diminution du temps de travail, ou contre les effets de la nouvelle loi unique, mais aussi de discuter une perspective anti-capitaliste, et un programme pour transformer la société, pour mettre l'économie au service de la population, pour faire une planification, qui répond aux besoins de la population.

En Belgique aussi s'exprime la maturité des conditions pour des changements profonds: les enfants à Hoboken, manifestent par centaines, dans les rues contre la pollution créée par l'usine Métallurgique -Hoboken. Des militants syndicaux du Setca font l'expérience d'incorporer des malades mentaux (ceux que la société capitaliste rejette comme des "fous") parmi des travailleurs pour qu'ils vivent des relations humaines solidaires et fraternelles et puissent se guérir. Ce ne sont pas simplement des protestations, ou des expériences intéressantes, mais ce sont des exemples qui montrent la maturité et l'intelligence des masses pour organiser des relations sociales supérieures, qui sont impossibles dans le régime capitaliste, pour incorporer les enfants, les femmes, les jeunes, les vieux, les "fous" dans une vie sociale socialiste, qui se préoccupe du bien-être de tous et non du profit forcené d'une petite minorité.

Cette action du Setca montre aussi comme les syndicats accomplissent une fonction politique quand les partis ouvriers ne remplissent, pas leur rôle. C'est une fonction qu'il faut élever encore pour discuter un programme politique des syndicats et leur intervention beaucoup plus grande dans la lutte pour des transformations sociales en Belgique, et l'organisation des masses, pour imposer ces transformations.

Il faut que les syndicats discutent, en front unique avec les partis ouvriers, avec les tendances de gauche du mouvement ouvrier, un programme anti-capitaliste pour riposter à la nouvelle loi unique et pour donner une issue à la crise capitaliste.

11.6.1978

L'insurrection au Zaïre ...

conférence, les Yankees sont obligés d'affronter Smith en Rhodésie afin de justifier leur caractère progressiste devant les masses nord-américaines, et ils exigent des concessions de Smith. Ils ne lui demandent pas d'abandonner le pouvoir, mais de le partager afin d'affaiblir l'opposition révolutionnaire. Mais elle ne sont parvenus à rien. Au contraire. Mougabe, qui semblait un pauvre petit mouvement, se montre un géant, tandis que Musorewa doit mendier quelques concessions supplémentaires pour pouvoir encore justifier sa politique.

Le capitalisme n'est pas en conditions de faire des alliances sur des bases progressistes. A cette étape de l'histoire, les masses interviennent et ont du poids. Ce mouvement organisé par les Français n'a aucune position de progrès; ils réunissent les sommets pour essayer de faire un mouvement contre les masses. Mais les masses ne sont plus isolées en Afrique; elles se communiquent entre elles et avec le reste du monde, à travers la radio, la télévision, et avec des avions, des routes et des tanks. Et tout cela les impulse à lutter.

L'impérialisme veut faire un nouveau Vietnam. Sans qu'il le veuille de façon préméditée, le Vietnam représentait une sorte de banc d'essai. Ils tentent de recommencer. Mais ils ne sont plus en conditions de faire autant. Ils ne peuvent plus arrêter le progrès. L'impérialisme avait bien plus de forces encore en Asie, du point de vue militaire géographique, économique. Le Vietnam était entouré d'une quantité de pays réactionnaires: Thaïlande, Philippines, Taiwan, Japon. Mais les Chinois eux-mêmes, malgré toute leur sale politique, ont des intérêts, contre l'impérialisme et n'ont pas pu permettre la chute du Vietnam. Ils seraient tombés eux-mêmes. Ce ne sont pas les attaques des Yankees qui les auraient fait tomber, mais le soulèvement des masses en Chine, qui n'auraient pas admis l'abandon du Vietnam.

Les contradictions du capitalisme, et celles des appareils bureaucratiques, assassins et contre-révolutionnaires comme le sont actuellement les dirigeants chinois, sont insolubles. Ils n'ont pas les moyens de riposter à ce processus irrésistible. Ils peuvent le retarder, en assassinant, comme ils le font maintenant. Mais ils ont déjà tué beaucoup de monde, sans parvenir à intimider la population. En face d'eux, il y a l'Union Soviétique! Celle-ci s'est trouvée au bord de l'abîme à l'époque de Staline; elle était encerclée par les nazis et le capitalisme qui la poussaient également vers l'abîme. Mais c'est le capitalisme, avec toute sa force militaire, qui a été précipité dans l'abîme. L'Etat ouvrier avait un pouvoir militaire infiniment inférieur, équivalent aux 10% de celui qu'ils ont actuellement. Ils ont gagné, car ils répondaient à une nécessité de l'histoire. L'histoire ne se décide plus en fonction de la puissance militaire. Celle-ci est certainement, un moyen de décision dans la solution, mais l'histoire se réalise en fonction d'une nécessité objective. Le monde aujourd'hui se développe, au travers de l'intelligence humaine. En Afrique, n'importe quel mouvement qui se forme pour résoudre les problèmes du pays, voit qu'il ne peut le faire qu'en éatisant. Il ne peut le résoudre au moyen du régime capitaliste. Le capitalisme français doit soutenir le régime capitaliste, il doit donc maintenir toutes les bases et les conséquences quotidiennes de l'état arriéré de l'Afrique. C'est pour cela qu'ils n'ont pas raison, et qu'ils n'ont donc pas les moyens de triompher.

24.5.1978

J.POSADAS

(*) Lutte Ouvrière n°294: "L'Echec des fins contre-révolutionnaires de la tournée de Carter". J.POSADAS (5.1.1978)

L'EXPERIENCE DU CHILI, LA PETITE BOURGEOISIE ET LA LUTTE CONTRE LA JUNTE D'ASSASSINS DE PINOCHET

voir pages centrales

J. POSADAS

21 Mai 1978

"Tribunes Socialistes", la loi anticrise et la fonction des sections socialistes d'entreprises

Voir page 3

LUTTE OUVRIERE supplément

Supplément de "Lutte Ouvrière" N° 303
du 5 Juillet 1978

(se trouve inséré dans les pages centrales de ce numéro)

SUR LE REFERENDUM EN ITALIE
Le 4 juin 1978

J. POSADAS

Prolétaires de tous les pays Unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 Francs

16 ème ANNEE

N° 303

Le 5 Juillet 1978

Périodique bi-mensuel-Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE - B.P. 273 Charleroi I. - Abonnement à 12 Numéros : 80 Frs; - Abonnement annuel 150 Frs. - Abonnement de soutien : 500 Frs. - A verser au CCP 000.0976234.26 de C. Pôlet-Editeur Responsable : Cl. Pôlet, 20, Place Morichar-1060 Bruxelles.

Discuter l'expérience du progrès des Etats Ouvriers et des nouvelles révolutions pour établir un programme de transformations sociales en Belgique

EDITORIAL

Sous la pression de la classe ouvrière, le congrès de la FGTB ainsi que le comité national de la CSC ont du exprimer leur hostilité, vis-à-vis de la loi anti-crise, même s'ils ne l'ont pas rejetée catégoriquement. Les directions nationales sont restées très équivoques, en disant seulement "qu'il ne faut pas cautionner la loi anti-crise", ou qu'il "faut lutter pied à pied contre chaque mesure anti-sociale, que la loi anti-crise permettra de faire adopter grâce aux pouvoirs spéciaux.

C'est un fait que la résistance des masses à faire les frais de la crise capitaliste, n'a pas pu rester sans réponse au sein du mouvement syndical et l'oblige à rejeter les aspects les plus nocifs de cette loi, contre certains droits acquis des travailleurs. Mais le problème ne se pose pas seulement sur ce terrain-là.

Il faut voir que, dans les faits la classe ouvrière paie déjà beaucoup de cette crise capitaliste, et cela essentiellement parce que les directions du mouvement ouvrier ne proposent pas une lutte pour en finir réellement avec le régime capitaliste lui-même, qui est la cause, de tous les problèmes des masses. Dans les faits, le pouvoir d'achat de la classe ouvrière a diminué de beaucoup: d'une part, il y a un blocage de fait des salaires, tandis que le coût de la vie continue, sans cesse, d'augmenter. Maintenant c'est le pain, ce sont les publications périodiques; en septembre ce sera le prix des transports urbains et des chemins de fer et aussi tous les frais d'école. On paie aussi la crise capitaliste, avec l'accroissement de la pollution, comme cela s'est manifesté dangereusement déjà à Hoboken avec l'intoxication au plomb de centaines d'enfants; avec la détérioration des conditions de travail et l'augmentation des cadences dans les usines et toutes les entreprises en général. L'expérience a montré que là où les travailleurs ont obtenu une certaine réduction du temps de travail, ils doivent travailler plus dans le même temps; et c'est la même chose en sidérurgie: dans l'accord qui a terminé la grève, les directions acceptent que la diminution du temps de travail à 38 heures/semaine, s'accompagne d'un accroissement de la productivité.

Ce sont tous ces problèmes-là que devrait discuter le congrès de

la FGTB et de la CSC et aussi toutes les tendances de gauche du mouvement ouvrier, en même temps que refuser l'application de la nouvelle loi unique.

La crise du capitalisme continue de s'aiguïser en Belgique et dans le monde entier. Pendant ce temps aussi, les Etats ouvriers discutent un progrès très important: l'élévation de la planification économique entre eux, et l'intégration dans le COMECON, de nouveaux pays révolutionnaires comme le Vietnam, l'Ethiopie, le Laos, l'Angola. Pendant que la bourgeoisie européenne, cherche à renforcer son unification au travers d'une entente entre les grandes sociétés capitalistes, sur le dos des autres capitalistes et de toutes les masses européennes, les Etats ouvriers et de nouveaux Etats révolutionnaires, discutent, comment intégrer plus leurs économies et pour que les pays les plus développés transmettent leur capacité technologique et économique pour développer rapidement les autres. En Angola par exemple, deux ans après la victoire de la lutte pour l'indépendance nationale, contre l'impérialisme portugais et mondial, le niveau de la population s'est élevé, du simple au double: d'abord parce que toute la population travaille à développer la production agricole, et industrielle qui sont destinées à répondre à leurs besoins; et surtout parce que toutes les masses participent à la construction du pays, les hommes et les femmes, les jeunes, les enfants, les ouvriers, et les secteurs les plus arriérés historiquement, comme certaines tribus encore très primitives, qui demandent des cayons et des cahiers, pour apprendre à lire et à écrire, et s'intégrer dans le progrès socialiste du pays!

Pendant que les pays capitalistes ne parviennent pas à faire en commun une seule fusée en Europe, les Etats ouvriers préparent des vols dans l'espace de cosmonautes, soviétiques, polonais, tchèques, cubains, mongols et font des plans concrets pour, dans le futur, pouvoir libérer l'humanité de sa dépendance de sources d'énergie limitées, pour éclairer et réchauffer à partir de l'espace, des zones immenses, créer les conditions pour en irriguer d'autres afin de résoudre les problèmes de nutrition qui sont encore le sort de l'immense majorité de l'humanité actuellement.

Les gouvernements des pays capitalistes ne discutent ni ne planifient rien de tout cela. Ils essaient de présenter la crise comme une calamité naturelle, ou une fatalité, alors que toute la responsabilité en revient au système capitaliste lui-même, à la propriété privée des moyens de production, à l'anarchie, de la production et de la consommation de la société capitaliste. Toutes ces contradictions sont arrivées à un degré d'aiguïsement extrême: c'est pour cela qu'il n'y a pas de solution à cette crise, dans le cadre même du système capitaliste.

Mais il y a en plus, des expériences de l'histoire qui montrent la possibilité, pour les masses, de vivre dignement, de construire des relations humaines socialistes.

Un des effets de l'aggravation de la crise du système capitaliste, est que dans les organisations de gauche, dans le mouvement ouvrier, socialiste ou chrétien, la tendance de gauche se développe avec la constatation qu'il n'y a pas d'amélioration possible dans le système capitaliste. Toutes les directions du mouvement ouvrier, et surtout les socialistes et les directions syndicales ont compris que c'était une crise passagère et qu'il fallait y trouver des aménagements; que la situation des travailleurs allait s'améliorer par la suite. Il n'en est rien. C'est pour cela que la crise,

fait mûrir le courant de gauche chrétienne, ou celui de la gauche socialiste, et aussi de la gauche, dans le camp syndical, vers la recherche de solutions anti-capitalistes.

La dernière assemblée du Groupe Politique des Travailleurs Chrétiens a fait ce bilan; et "Socialistes" en partie aussi; mais ont vu aussi que ces courants ne sont pas préparés pour proposer une alternative, un programme pour construire une nouvelle société, face à cette désintégration du système capitaliste. Elles ne posent pas un programme de transformations sociales, alors que ce devrait être la conclusion logique de l'analyse, de la nature de la crise actuelle.

Les camarades chrétiens de gauche et les socialistes de gauche de "Tribunes Socialistes" continuent à tourner en rond et à dépendre de conceptions politiques dépassées par le processus même de la crise et par le développement des expériences historiques dans l'ensemble du monde: ils continuent à s'accrocher au fédéralisme, à la régionalisation, comme à une planche de salut.

De là vient la confusion, au sein du GPTC, de croire qu'il pourra orienter plus à gauche le Rassemblement
suite page 4

VIVE LA PARUTION DU No 1 DE LUCHA OBRERA organe du groupe posadiste. Section colombienne de la IVe Internationale trotskiste Posadiste

proletarios de todos los paises, unios !

LUCHA OBRERA

ORGANO DEL GRUPO POSADISTA
SECCION COLOMBIANA IV INTERNACIONAL
TROTSKISTA POSADISTA

N°1 1 de mayo de 1978

2 pesos

Nous saluons avec toute notre fraternité communiste la parution du Premier numéro de Lucha Obrera, organe de la section colombienne de la IVème Internationale le-Posadiste, dont le fac-similé est reproduit ci-contre. Cela exprime le développement de la IVème Internationale et le progrès du Posadisme dans le monde.

L'expérience du Chili, la petite bourgeoisie contre la junte d'assassins de Pinochet

La discussion actuelle sur le Chili, à propos du gouvernement d'Allende et du coup militaire, se fait sur des bases très empiriques. Elle se termine toujours par la conclusion : "le Chili a été trop vite". Mais ce ne sont que des déclarations. On ne montre aucun exemple du comportement des gens, des classes. On pourrait dire : "le Chili est allé trop lentement", avec la même absence de critère, d'analyse et d'expérience. Il faut voir le comportement des classes, entre autres, celui de la petite-bourgeoisie. Ce qui s'exprime dans cette discussion c'est toute une peur de prendre la voie de l'affrontement contre le système capitaliste; alors on cache les conclusions du Chili, on les escamote.

Les communistes posent à présent : "il faut faire un front avec la démocratie chrétienne". Nous aussi, nous luttons pour un front avec la démocratie chrétienne, mais non pour une capitulation ou un abandon à celle-ci. Ce que posent les communistes actuellement - entre autres, ceux du Chili -, c'est une capitulation devant la direction, la politique et les objectifs de la démocratie chrétienne. La démocratie chrétienne va céder sur les aspects les plus restreints parce qu'elle n'a pas d'autre remède et parce qu'elle les récupérera par la suite. Mais elle a besoin, pour défendre le secteur capitaliste qu'elle représente et pour aller au pouvoir, d'affronter les masses, ou bien de faire un accord avec Pinochet pour empêcher, la montée des communistes et socialistes et des syndicats.

L'analyse que font les communistes est fautive, elle manque de critère scientifique. Ils disent simplement : "Allende était très pressé". Pourquoi? comment faire l'analyse qui démontre cela? Fallait-il gagner la bourgeoisie chilienne de la démocratie chrétienne au front populaire? ou bien la petite-bourgeoisie? et quelle est la méthode, l'expérience historique pour gagner la petite-bourgeoisie? ils n'en disent rien.

Nous avons donné un exemple: l'Unité Populaire a gagné les premières élections avec 37% des voix et elle a fini par en avoir 44%. En quelques mois: la petite-bourgeoisie s'est tournée vers le gouvernement d'Allende, quand elle a vu qu'il était disposé à avancer. Elle a perdu de son intérêt quand elle l'a vu indécis. Un secteur de l'armée a alors commencé à se sentir fort, parce qu'il voyait l'isolement de la population. Allende aurait gagné l'armée, ou une partie du moins, s'il avait une politique d'affrontement du capitalisme, d'expropriations, de contrôle ouvrier, de conseils ouvriers d'usines et de quartiers pour contrôler. D'autre part, l'armée aurait pu intervenir pour s'opposer à la préparation du coup et briser le haut commandement: la population aurait pu intervenir quand les nouvelles de fomentation d'un coup se répandaient. Et si on leur disait : "c'est un secret militaire", il fallait répondre : "si c'est un secret, c'est donc contre le gouvernement". Il fallait développer, parmi les gens et les militaires, la décision de sortir pour dénoncer tout ce mouvement. Car ces préparatifs, de mouvements, de coups contre le gouvernement, se voyaient venir. Il fallait aussi développer la vie politique dans l'armée, une vie de discussions, de programme, d'organismes aussi.

Il faut discuter: ou bien c'est l'OTAN, ou bien c'est le progrès. Le problème ne se pose pas: soit l'URSS, soit l'OTAN; mais: soit le progrès, soit l'OTAN. L'URSS appuie le progrès, l'OTAN appuie la mort. Il faut discuter de tout cela.

Les communistes prennent des décisions empiriques, basées sur l'impressionisme, la crainte. C'est leur

propre crainte qu'ils attribuent en suite aux masses. Les gens n'ont peur, ni de la guerre, ni de l'impérialisme, ni de l'OTAN. De plus, il faut affronter l'impérialisme, l'OTAN et la guerre pour faire avancer les pays.

L'impérialisme doit faire intervenir Mobutu pour camoufler ses intentions en Afrique, et faire comme si Mobutu organisait tout lui-même, parce qu'il se rend compte qu'autrement les peuples d'Afrique se soulèvent. Les masses sont des alliées naturelles du mouvement communiste. Il faut compter qu'elles vont agir, contre l'impérialisme. Mais elles ne peuvent bouger si on leur fait pas des appels, si on ne fait pas des mobilisations anti-impérialistes en Europe. Si le Parti Communiste, Socialiste, les syndicats, de France et d'Italie font une mobilisation contre l'intervention de l'impérialisme au Zaïre, exigeant son expulsion, alors ils mobilisent, et élèvent la capacité politique des masses italiennes et les font entrer en communication avec les masses des Etats ouvriers, du Zaïre et du Chili.

Mais ce qu'ils font maintenant, ce sont tous des accords entre les sommets, qui se limitent en fonction de l'état de compréhension ou de crainte des directions. Ils attribuent leur propre crainte aux masses, alors que celles-ci démontrent qu'elles n'ont pas peur.

Comment ont fait les masses au cours de la lutte de résistance en Europe? Il y avait contre elles l'équivalent de 20 OTAN; cependant, elles se sont débarrassées du fascisme, ont affronté les nazis qui valaient dix fois l'OTAN, du point de vue de leurs forces et des dommages qu'ils provoquaient. Et elles ont gagné. Les masses n'éprouvent pas la crainte, la timidité qu'ont leurs directions. Les directions ne comptent pas là-dessus, elles se basent sur leur propre compréhension, et attribuent ensuite cet état aux masses, et elles disent : "attention". "Attention au coup d'état, attention à l'OTAN". Elles expriment ainsi leur propre indécision, leur crainte, leur propre manque de capacité, théorique et politique.

Il n'y a aucun fondement politique permettant de dire : "on est allé trop vite au Chili". De plus, les dirigeants communistes qui disent cela ne tiennent pas compte de ce qu'avait déjà posé toute une partie du mouvement communiste mondial, à la Conférence de La Havane: "on est allé trop lentement au Chili". Cette conférence avait repris textuellement toute l'analyse de Posadas. C'est pour la même raison que ces dirigeants communistes se revendiquent de l'eurocommunisme et du pluralisme, afin que chacun puisse avoir son opinion selon les circonstances de rapports locaux avec la bourgeoisie.

C'est faux de poser que la petite-bourgeoisie a peur. Elle est disposée à avancer. L'actuelle base petite-bourgeoise, le secteur qui est en train d'occuper la fonction du prolétariat dans la production, au travers de l'automation et de l'électronique, n'a plus la petite-bourgeoisie. On n'est plus à l'époque montante du capitalisme; c'est l'époque de son déclin et de sa mort, et la petite-bourgeoisie est gagnée à la révolution. Tous les pays coloniaux et semi-coloniaux le montrent. Dans aucun de ces pays, la petite-bourgeoisie n'appuie l'impérialisme ou la bourgeoisie nationale. Celle-ci se maintient au pouvoir

comme au Zaïre, par la force des armes, et non par la peur d'avancer de la petite-bourgeoisie.

La petite-bourgeoisie reçoit l'influence du progrès du monde, au travers du prolétariat et elle élève sa compréhension sociale et politique. Les communistes considèrent, la petite-bourgeoisie comme si elle était immobile et était la même qu'il y a mille ans. Mais elle n'est plus la même qu'à l'époque de Lénine et de Marx; à cette époque, la petite-bourgeoisie fluctuait entre la montée du capitalisme et la montée de la lutte des masses; dans la production et dans le processus social, elle se situait entre le prolétariat et la bourgeoisie. Aujourd'hui, c'est toujours une couche située entre le prolétariat et la bourgeoisie, mais son rôle dans la production la rapproche, dans son immense majorité, du prolétariat, parce qu'elle voit que l'immense avance de la science et de la techni-

que résout les problèmes des besoins sociaux. Elle est contre le système capitaliste, dans lequel elle ne peut faire carrière. Elle correspond seulement à l'aristocratie ouvrière, aux secteurs privilégiés, du prolétariat; mais elle n'est privilégiée que dans la production: au plan social, la bourgeoisie n'a rien à lui offrir.

Les communistes ne se basent pas sur une analyse sociale; ils sont limités par leur manque de capacité d'interprétation, d'application du marxisme. Pour cela aussi ils s'en prennent au marxisme lui-même, à Lénine, à l'internationalisme prolétarien. L'internationalisme signifie: tout ce qui unifie les luttes du monde, car il unifie la compréhension et l'expérience historique, tout comme le font la science, la technique, la culture, l'art. Science, art et technique sont des expressions de la superstructure du développement de la société.

L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN ET LA DICTATURE DU PROLETARIAT SONT DES PRINCIPES MARXISTES NECESSAIRES AUJOURD'HUI

Il faut intervenir profondément dans toute cette discussion. Ils préparent un nouveau Chili, un nouveau Pinochet, entre autres, au Zaïre. Il n'y a pas de place pour un nouveau Pinochet. L'impérialisme n'en a pas la force. Mais les communistes sont en train de retarder le processus, et de cette façon, ils permettent à l'impérialisme d'intervenir, entre autres au Zaïre et d'en faire un centre de massacres d'un très grand nombre d'Africains. Ils ont permis cela, à cause de la politique visant à contenir, à ne pas affronter ni abattre le capitalisme: voilà quelles en sont les conséquences: il y a Israël, le Zaïre, et aussi l'Egypte. L'impérialisme s'appuie sur ces bourgeoisies pour créer des centres anti-progrès de l'histoire. Les communistes ne disent rien de cela, comme s'il s'agissait de quelque chose de naturel. Il n'y a là rien de naturel! S'ils avaient pris le pouvoir, tout cela ne se produirait pas. Si les Partis communistes français, italiens, espagnols, mobilisaient les masses, appelaient à une mobilisation, contre l'intervention de l'impérialisme en Afrique, cela aurait un effet énorme!

Il ne s'agit pas d'être contre l'Union Soviétique ou Cuba. Ces deux pays interviennent pour apporter la liberté. L'impérialisme intervient pour étouffer la liberté. La manière d'exprimer la liberté, c'est le développement social, économique, scientifique, culturel des masses. L'impérialisme intervient, pour écraser. Comment peut-on les mettre sur le même pied? La liberté n'est pas un objet; c'est un instrument pour le progrès. Comment faire progresser cet instrument? La culture permet de généraliser les aspects du progrès. Mais sans la science, la culture reste limitée, locale, arriérée. La culture et la science démontrent que, pour avancer, il faut planifier, chasser l'impérialisme. Les communistes cachent tout cela, ils ont peur, ils manquent d'expérience. Ils ne se sont pas préoccupés de la développer et ont, au contraire, développé l'isolement du nationalisme: le nationalisme mène à l'isolatisme.

En disant qu'il n'y a plus de dictature du prolétariat, ni d'internationalisme, on s'isole de l'histoire, de la science. Tout cela provient de Staline; l'époque stalinienne a signifié la liquidation de

l'instrument de préparation des partis communistes et développé des directions avec une conception individualiste, locale, indépendante, qui se mettent d'accord entre elles par besoin de soutien mutuel, et non par nécessité logique de la science d'une nouvelle société. Il a un intérêt de classe; mais pour développer cet intérêt, il ne peut agir au profit d'une classe. Son intérêt comme classe, est de détruire tout intérêt de classe afin de développer le socialisme: le prolétariat s'élimine en tant que classe. C'est une classe qui ne développe pas un intérêt social, économique, culturel pour elle-même, mais pour éliminer toute forme d'appropriation, de propriété, et pour développer la fraternité humaine par l'élimination de toute forme d'exploitation.

Les communistes ne discutent pas de cela, si ce n'est de façon très lointaine. Aussi l'attaque qu'ils font contre l'internationalisme est stupide et n'a aucun sens scientifique ni culturel. Ils considèrent l'internationalisme prolétarien comme une nécessité ou une décision héroïque du prolétariat d'appuyer d'autres luttes. L'internationalisme est une nécessité scientifique, tout comme la science de Pasteur a eu une transcendance mondiale. La science est une nécessité et l'internationalisme est une science. Pour construire la nouvelle société qui élimine le capitalisme, l'internationalisme est nécessaire, dès maintenant, et pas après, afin de développer la capacité de construire, d'organiser la compréhension scientifique. Les Rousseau de notre époque, sont Marx, Engels, Lénine et Trotsky. Ce sont eux qui ont généralisé l'intelligence, qui se trouvait contenue dans la science, l'art, la culture, mais sans généralisation. Ils lui ont donné un centre mondial

L'art, la science, peuvent provenir de n'importe quel endroit, mais la culture ne peut s'élaborer à partir de n'importe où. Le processus culturel est une élaboration. Les bases, de la culture d'aujourd'hui ne sont pas nées dans le pays le plus arriéré, mais dans celui le plus avancé, qui recueille des plus arriérés, les principes, les progrès et les centres dans la connaissance la plus élevée. Comment donc ignorer que les Etats ouvriers sont la base de

la culture d'aujourd'hui! Par contre, les communistes ne voient que ce qu'il y a en queue des Etats ouvriers: "regardez les dissidents"..

LE RAPPORT DE FORCES MONDIAL GAGNE LA PETITE BOURGEOISIE A LA PERSPECTIVE SOCIALE DU PROLETARIAT

Nous ne sommes pas contre un accord avec la démocratie chrétienne. Mais il faut établir des accords, avec indépendance d'action, et avec des objectifs de progrès de la démocratie qui doivent s'accompagner de transformations sociales. Sans cela, il n'y a pas de progrès, qui vaille! L'expérience montre que la dictature du Chili ne s'est pas imposée, comme ennemie de la démocratie, mais comme défenseur de la propriété privée et des secteurs les plus importants de celle-ci. La démocratie chrétienne va aussi défendre la propriété privée, mais en s'appuyant sur les communistes et les socialistes, parce que Pinochet ne peut plus s'en charger lui-même. Pinochet s'effondre et il ne sert plus pour les plans mondiaux du capitalisme. La première chose que fera un mouvement de rébellion, est de le renverser. L'impérialisme est pour Pinochet et non pour les socialistes et communistes; mais le problème est que Pinochet étouffe complètement le pays; une partie de cet étouffement consiste aussi dans l'élévation des prétentions de la bourgeoisie chilienne, comme elle le montre dans ses tentatives de s'emparer de la Bolivie et en partie, du Pérou, dans le problème de "l'issue vers la mer". Et cela complique encore plus les problèmes que l'impérialisme a déjà sur le dos. Les intérêts locaux, usurpateurs, de la bourgeoisie chilienne sont un emmurement pour les grands plans de l'impérialisme. Celui-ci a besoin du Chili, non pour cela, mais bien afin de résister aux masses et préparer la guerre.

Un nouveau front avec la démocratie chrétienne, qui n'incluerait pas les droits démocratiques y compris des conseils d'usines, de quartiers, les expropriations, l'étatisation et le contrôle ouvrier, n'a aucune valeur. Il prépare de nouvelles conditions pour un autre coup, et pour spolier les masses. C'est le rapport de forces mondial qui a brisé Pinochet, et non la politique des socialistes et communistes et des démocrates-chrétiens. Une partie de ce rapport de forces est constitué par Cuba, qui intervient assez bien en Amérique Latine, même, si elle ne peut pas y faire beaucoup de choses. Cuba est un centre d'attaques contre la junte d'assassins. Dans ce rapport de forces favorable au progrès de la lutte révolutionnaire des masses contre l'impérialisme, il faut situer aussi l'Ethiopie.

Ce n'est donc pas la démocratie chrétienne, mais le rapport de forces mondial qui brise Pinochet; et la démocratie chrétienne sort pour en recueillir les fruits. Il ne faut pas laisser croire qu'elle est en train de se repentir, qu'elle se corrige. Non! Pinochet et la junte d'assassins sont liquidés par le rapport mondial des forces. Et l'impérialisme essaie maintenant, au travers de la Démocratie chrétienne de contenir une poussée des communistes et socialistes. C'est aussi, pour cela, que maintenant le type qui a tué Kennedy et Allende se met à faire des révélations et à dénoncer. L'impérialisme veut se débarrasser de ces gens-là qui ne lui sont plus utiles.

Les rapports de force dans le monde changent. L'impérialisme le sent. Il voit que des Pinochet ne

lui servent plus, il en est de même pour Israël. Aussi, tend-il à s'appuyer sur l'Egypte.

Pour utiliser la faiblesse de l'impérialisme et l'incapacité de la bourgeoisie, il faut affaiblir, et désorganiser sa base petite-bourgeoise et la gagner. Et pour ce faire, la petite-bourgeoisie doit voir que le prolétariat est disposé à transformer la société et à prendre la direction. Cela ne suffit pas, que les communistes et les socialistes aillent au gouvernement au nom du prolétariat. Il faut un programme d'intervention du prolétariat, sous forme de conseils ouvriers, pour diriger l'économie, la société, l'armée et la police: autrement, on maintient le même appareil qu'avant le même instrument, le même fonctionnement administratif, et le prolétariat n'a pas les moyens de peser.

Il ne peut se montrer comme le dirigeant de la société aux yeux de la petite-bourgeoisie. Diriger la société ne consiste pas à dire politique il faut faire, mais aussi quelles mesures économiques et sociales il faut prendre. C'est alors, que la petite-bourgeoisie est en mesure de juger le prolétariat. S'il ne fait que dire: "voilà ce qu'il faudrait faire", la petite-bourgeoisie ne le suivra pas. Elle ne peut agir sur la base de déterminations politiques, mais en fonction de conclusions et de déterminations sociales - c'est à dire d'expropriation, de l'économie, de direction - elle doit voir que le prolétariat a la disposition de transformer la société. La petite-bourgeoisie sent et voit que cette transformation est nécessaire; c'est pour cela que le capitalisme ne gagne plus de forces en son sein. Son influence s'élimine au contraire, à mesure que l'automatisation, l'électronique, se développent. La petite-bourgeoisie fait

la fonction que faisait avant le prolétariat dans la production: c'est un prolétariat électronique!

Le capitalisme ne gagne plus de forces dans la petite-bourgeoisie. Et mondialement, c'est le prolétariat qui l'influence. Cette influence s'exprime par le fait qu'elle recherche des solutions sociales et voit que le prolétariat prend cette voie dans le monde. La preuve, c'est que dans n'importe quel pays d'Afrique où se produit un soulèvement, ce lui-ci adopte immédiatement des normes prolétariennes, c'est à dire, les normes de la Révolution Russe, - pas celles des partis communistes expropriations, conseils d'usines, direction ouvrière, planification de l'économie, appui aux mouvements de libération. La petite-bourgeoisie voit tous ces mouvements et est gagnée. Mais si elle voit que le prolétariat organise la même économie, que le capitalisme, même en cherchant une plus grande pureté dans l'administration, une plus grande objectivité, elle ne reçoit aucune influence. Aussi pur et objectif que puisse être le prolétariat, il y a une limite à l'administration capitaliste: une limite qui va de zéro, à zéro, parce qu'aucun arrangement n'est réellement possible

Ce n'est pas un problème de pureté administrative; c'est le système lui-même qu'il est nécessaire de changer complètement. Il n'y a rien que l'on puisse faire avec le capitalisme. Il a une structure déjà complètement corrompue. Quand on en arrive à des Watergate aux Etats-Unis, c'est parce que le capitalisme est dans un état de pourriture complète. Comment croire qu'il va bien se comporter dans le domaine économique, s'il est complètement pourri sur le plan politique et social! On ne peut pas s'arranger avec lui! absolument pas! Plus on gagne de temps moins on laisse au capitalisme la possibilité de faire du tort. Si on avait abattu le capitalisme il y a 20 ans, il n'y aurait pas de bombe atomique, de bombe à neutrons, il n'y aurait pas de Zaïre. Voilà la conclusion à tirer.

Par contre, les communistes disent: "30 ans de paix depuis la guerre mondiale". Mensonges! quelle paix? la bombe à neutrons est une preuve qu'il n'y a aucune paix! les

assassinats de millions de personnes commis par les capitalistes depuis la guerre, ce n'est pas la paix!

Le problème des groupes gauchistes au Chili n'est pas fondamental. Mais l'expérience des quartiers qu'ils ont organisé a eu de l'importance: ils ont montré qu'on pouvait éliminer le tabac, la prostitution. Et beaucoup de femmes considérées comme "perdues" se sont révélées d'excellentes militantes. Ils ont éliminé l'alcoolisme. Allende lui-même en fut ému et dit qu'il trouvait ce la très bon, quand il a rendu visite à ces quartiers. Il n'y avait plus d'ivrognes. C'est un progrès immense pour le Chili qu'il y ait des quartiers pauvres sans ivrognes. Il y avait des médecins qui faisaient des dispensaires et donnaient des soins gratuits. Les jeunes filles apprenaient en un mois ce que les facultés de médecine enseignent en un an; elles apprenaient, très rapidement. C'est la droite communiste et socialiste qui a cherché à affaiblir et étouffer cette expérience. Mais il faut la citer en exemple.

De toutes façons, les groupes gauchistes ont de moins en moins d'importance. Le processus va se décaler à la manière de l'Espagne, où les groupes ont chaque fois tendance à avoir moins de poids, à mesure que l'expérience des masses et la concentration du processus permettent de transmettre rapidement l'expérience. Il faut voir, d'autre part, que les groupes vont attirer les gens les plus opposés à la discipline. Leur indiscipline et leur empirisme énorme sont une de leurs caractéristiques. L'individualisme, la décentralisation des groupes est une réponse empirique au fait que le Parti ne parvient pas à les gagner. Ils correspondent à ce qu'étaient, à leur époque, les mouvements anarchiste et nihiliste.

Ce qu'il faut souligner, à propos du Chili, ce n'est pas l'expérience des groupes - bien qu'elle soit importante -, mais c'est que les masses ont montré leur capacité d'influencer la Démocratie Chrétienne: l'Unité Populaire a gagné 7% des voix d'une élection à l'autre. C'est une avance énorme, en peu de temps. Cela suffit pour montrer la capacité d'attraction sur la petite bourgeoisie. Tout cela va se discuter. 21.5.1978 J. POSADAS

"TRIBUNES SOCIALISTES", LA LOI ANTICRISE ET LA FONCTION DES SECTIONS SOCIALISTES D'ENTREPRISES

Nous invitons les camarades, de "Tribunes socialistes", à approfondir la discussion de la loi anticrise et toutes ses implications anti-ouvrières, et à discuter surtout un programme de transformations sociales, anti-capitalistes, pour obliger le Parti Socialiste à une discussion s'il n'est pas encore possible aujourd'hui de l'obliger à défendre une autre politique conforme à la défense des intérêts de la classe ouvrière et de toute la population, du pays.

Pour que Tribunes Socialistes ait un effet dans le PSB, pour gagner de l'autorité et de l'influence, il est essentiel qu'elle ait conscience de la nécessité de rejeter la loi anticrise dans son ensemble, qui fait partie des plans du gouvernement belge pour sauver le capitalisme et la propriété privée. Des aménagements, des réformes, quelques avantages acquis ne donnent aucune solution, durable, ni même à court terme à la crise économique, sociale et politique du capitalisme. L'accueil favorable que reçoit "Tribunes So-

cialistes", dans les manifestations, dans les meetings, à la fête de la rose, parmi les militants parmi les ouvriers socialistes et la population socialiste; est un encouragement, une impulsion à continuer la lutte pour aboutir à ce que veulent tous ces camarades, à ce que veulent les ouvriers socialistes, à avoir un Parti Socialiste qui ne cautionne pas la politique réactionnaire du gouvernement, un Parti Socialiste qui propose, des changements réels, et qui envisage une alternative de société

La dernière manœuvre de Tin Demans, de vouloir donner sa démission, avait comme objectif essentiel de faire pression sur le PSB et sur les Syndicats, pour qu'ils ne soient pas trop exigeants et acceptent la loi anticrise comme un moindre mal. Mais de toutes façons, avec ou sans le PSB au gouvernement, cette loi aurait été appliquée et le gouvernement aurait organisé le fonctionnement, du pays, réorganisé les budgets, imposé les pouvoirs spéciaux pour imposer cette loi par la force.

Pour bien mesurer la profondeur de cette loi, et sa portée, anti-ouvrière, il faut envisager l'

ensemble de la situation du pays et du monde, la crise du capitalisme en Belgique et dans le monde. La situation en Afrique, l'intervention au Shaba, et l'aide que la Belgique va apporter pour soutenir Mobutu augmente la crise. Il ne s'agit pas d'analyser les aspects positifs ou négatifs de la loi, mais la raison essentielle, de sa mise en application: le gouvernement veut faire et fait déjà payer les frais de crise à l'encontre de la population.

Les impôts vont encore augmenter, le budget de la Défense Nationale atteint déjà 74 milliards et tous les autres budgets sont rognés: Education Nationale, Sidérurgie, Maladies-Invalidité, transports etc... Les prêts ou les subsides accordés aux grandes entreprises sont passés dans les poches des patrons privés et n'ont jamais servis à sauver les entreprises

La productivité augmente et le chômage également. Alors que les banques continuent de faire des profits fabuleux, dont la So-

suite page 4

"Tribunes socialistes", la loi anticrise ...

ciété Générale et la Kredietbank, qui ont augmenté leur taux de profit. Les causes essentielles de la crise ne sont pas touchées parce que ce n'est pas l'intérêt du gouvernement, qui défend les grosses banques, la bourgeoisie belge, et la propriété privée.

Il faut discuter un programme de transformations sociales qui mette en question ces centres de décision.

Le plan anticrise, n'a pas été créé pour empêcher l'application du plan Egmond et la régionalisation. Le plan Egmond, les accord du Stuyvenberg, ou n'importe quel autre plan du gouvernement sert à sauver le capitalisme en Belgique. Il n'y a pas un plan plus favorable pour la Wallonie ou la Flandre, un plan plus progressiste qu'un autre. L'application de la régionalisation n'aurait rien changé à la situation économique, du pays, au chômage, à l'augmentation du coût de la vie, même avec une majorité de gauche en Wallonie. Il y aurait peut-être une majorité de gauche en Wallonie, mais qui n'a aucun pouvoir de décision au niveau national, au niveau des banques et du pouvoir exécutif, au niveau de la gendarmerie, de l'armée, de la police. C'est se faire des illusions que de croire que la régionalisation, allait apporter une solution, ou donner un pouvoir réel aux forces de gauche. Il faut l'imposer dans les luttes et cela de façon unifiée wallons-flamands contre le capitalisme, contre le gouvernement Tindemans.

Face à la décomposition des régimes capitalistes dans le monde; les pays socialistes, l'URSS, la Pologne, la Roumanie, le Vietnam progressent sur tous les plans. La participation de l'Angola, du Laos, du Vietnam aux dernières réunions du COMECON font partie de ce progrès. Le Vietnam s'est incorporé au Comecon. Les Etats Ouvriers cherchent à planifier leurs économies entre eux. Ils sont capables de s'unifier, parcequ'ils défendent des intérêts semblables et se préoccupent du bien-être de la population des différents pays. Nous invitons les camarades de "Tribunes Socialistes", à discuter ces expériences avec objectivité comme par exemple le progrès gigantesque de l'Angola après deux ans d'indépendance. Tous les problèmes ne sont pas résolus, mais les principes et la base pour la solution est envisagée. En deux ans, l'Angola a réalisé un progrès énorme avec l'intervention et participation massive de la population, avec le rôle dirigeant de la classe ouvrière même petite numériquement, par la transformation du MPLA en Parti.

Nous invitons les camarades de "Tribunes Socialistes" à discuter la participation et la fonction des Etats Ouvriers, de l'URSS et de Cuba. Les progrès de nouvelles révolutions comme l'Angola, Madagascar, viennent de l'application des principes marxistes, des principes de la Révolution Russe. L'existence de l'URSS malgré la bureaucratie, donne confiance à toutes les nouvelles révolutions que cette forme d'organisation sociale, politique, économique est supérieure et a été matérialisée en Union Soviétique. Toutes les révolutions ont appliqué les principes de la Révolution Russe, ou une partie de ces principes. C'est dans ce sens qu'il faut appuyer l'intervention, militaire des Etats Ouvriers, de Cuba et de l'URSS en Afrique, qui a aidé à la construction de la nouvelle société. Comme le dit, le camarade Willy Burgeon dans le

numéro deux de T.S. cette intervention doit être discutée en considérant le camp dans lequel, on se trouve. Il s'agit en effet de lutte de classes à échelle mondiale, de lutte entre le progrès et la réaction. L'expérience de l'URSS, et de l'Angola doivent être discutées pour l'appliquer également en Belgique. Les principes de la Révolution Russe sont tout aussi valables, tant qu'existe le capitalisme avec sa structure d'état, sa police, son armée, ses institutions. Cela veut en Belgique: Détruire l'appareil d'état, nationaliser toutes les entreprises, tous les secteurs de l'économie, Etatiser les banques sous contrôle de la classe ouvrière, monopole du commerce extérieur, planification de l'économie, un plan ouvrier de développement du pays, front unique wallon-flamand contre le capitalisme pour une République Socialiste et pour un gouvernement de gauche appliquant un tel programme. Nous invitons les camarades de "Tribunes Socialistes" à approfondir et continuer la discussion, les assemblées débats et à proposer un programme de transformations sociales du pays. Il est possible de

discuter un tel programme. Les besoins de la population sont immenses: On peut construire des hôpitaux, des crèches, des écoles, des routes, des installations sanitaires, des douches, des salles de bains, des parcs, et des plaines, de jeux, on peut envisager une reconversion des usines de façon à être utile à tout le monde.

La participation et le rôle de la classe ouvrière dans l'application de ce programme est essentiel, comme dans la lutte pour un changement de société. Nous pensons qu'il est très important que "Tribunes Socialistes" discute la fonction des sections socialistes d'entreprises dans ce sens. L'adhésion de 14 sections socialistes d'entreprises à "Tribunes Socialistes", exprime l'intérêt que la classe ouvrière a pour intervenir pour changer la société, pour changer la vie qui passe par la lutte pour changer le Parti Socialiste. Mais les sections socialistes ne représentent pas l'ensemble des travailleurs socialistes d'une usine. 80% des ouvriers socialistes ne sont pas membres des sections socialistes, qui comptent principalement, des militants socialistes, des mi-

litants syndicaux et aussi des militants de l'appareil syndical, qui sur beaucoup d'aspects ont une conception bureaucratique. La lutte contre la droite socialiste ne se fait pas seulement au sein du Parti, mais aussi au sein de la FGTB, et au sein des sections socialistes d'entreprises également. C'est pour cette raison que l'opinion de ces sections socialistes sur la loi anticrise n'était pas très clair.

Il ne s'agit pas d'idéaliser les sections socialistes d'entreprises parcequ'elles sont la représentation de la gauche socialiste, dans les usines, mais il faut lutter pour que là aussi s'appliquent les principes de la démocratie syndicale, la décision et la participation de plus d'ouvriers. Il est donc important que "Tribunes Socialistes" envisage une tactique pour intervenir dans les usines, pour participer à l'organisation du courant de gauche syndicale en même temps que d'une gauche politique dans le PSB.

Le 2 Juillet 1978

DISCUTER L'EXPERIENCE DU PROGRES DES ETATS OUVRIERS ET DES NOUVELLES REVOLUTIONS, POUR ETABLIR UN PROGRAMME DE TRANSFORMATIONS SOCIALES EN BELGIQUE

Editorial : suite
blement Wallon et faire de celui-ci la représentation politique des travailleurs chrétiens... C'est un fait que le RW est poussé à se radicaliser, comme conséquence de la radicalisation des secteurs de la petite-bourgeoisie qui sont sa base sociale; mais ce parti n'a pas un programme contre le capitalisme, et les camarades chrétiens de gauche, n'en ont pas non plus. L'auto-gestion n'est pas un moyen de transformer la société capitaliste et d'éliminer la propriété privée des moyens de production, le pouvoir économique qui est dans les mains des grandes sociétés capitalistes en Belgique. La défense de la régionalisation ne porte pas atteinte aux intérêts essentiels du pouvoir capitaliste: il faut les exproprier afin que la classe ouvrière ait la possibilité de contrôler l'économie et de l'orienter, de la planifier en fonction des besoins de la population, et non plus en fonction des profits. La régionalisation par elle-même, ne fait pas avancer dans cette voie, car elle laisse intact le pouvoir économique des grandes sociétés, nationales et multinationales.

L'exemple de la sidérurgie est très significatif: même si les pouvoirs "publics" parviennent à avoir une représentation dans les sociétés sidérurgiques, ils n'en ont pas pour autant le contrôle, ils ne brosent pas les lois du marché capitaliste. Que ces pouvoirs publics deviennent régionaux au lieu d'être nationaux, ils ne pourront rien de plus. Par exemple, à Charleroi, les directions syndicales et les patrons sidérurgistes se sont accordés sur un programme d'investissements permettant de garantir un certain niveau de production pendant 5 ans: de la part des travailleurs, cela a déjà signifié l'acceptation du principe de rationalisation et de diminution de l'emploi, dans l'immédiat. Pour ce secteur économique, cela ne donne aucune garantie: les patrons sidérurgistes ont gagné du temps; mais la concurrence intercapitaliste ne se réduira pas pour cela; et ils sont incapables de faire un plan qui serait encore valable d'ici 5 ans! Même si régionalement, directions syndicales et patronales, se sont mis d'accord sur ces points cela ne résout rien pour ce qui est des perspectives de l'économie en Belgique. Que sera la situation du Marché Commun d'ici peu d'années?

quelles seront les conditions de concurrence entre le capitalisme européen et celui des Etats-Unis ou du Japon? En faisant des accords de cette sorte, ce sont les travailleurs qui en paient les pots cassés dans l'immédiat et les capitalistes qui s'en tirent avec de simples promesses.

Il faut discuter un programme de transformations sociales du pays. Il n'est pas nécessaire, pour cela de tout réinventer. Il y a des expériences historiques sur lesquelles, le mouvement ouvrier en Belgique doit s'appuyer: ce sont celles de tous les Etats ouvriers et celles de tous les pays qui se libèrent de l'impérialisme et du capitalisme et prennent l'exemple des Etats ouvriers pour assurer leur développement économique et social.

Nous croyons que les camarades chrétiens de gauche et de la gauche socialiste, restent à court d'idées devant la nécessité de construire une société socialiste en Belgique, dans la mesure où ils n'étudient pas et ne s'appuient pas sur les exemples et les expériences qui surgissent des Etats ouvriers.

C'est bien plus important de voir ces aspects-là que de regarder chaque "dissident" des pays socialistes, car ces types n'ont aucune valeur et ne représentent que des déchets de la société, de la bureaucratie des Etats ouvriers. Même quand ils se couvrent du manteau de socialiste démocratique, ils ne s'intéressent qu'à montrer que "l'Occident est en péril, face à l'ogre russe"... et ils préfèrent le système capitaliste à l'Etat ouvrier. On fait beaucoup d'agitation, même parmi les mouvements de gauche, pour les 10 ans du "printemps de Prague" Mais pourquoi ne pas discuter en quoi la Tchécoslovaquie serait-elle un pays colonisé? où en est son développement économique et social? le développement des relations sociales? et que signifie l'élargissement du COMECON, de la planification économique des Etats ouvriers, à des pays comme l'Angola, le Mozambique, le Vietnam!

Le Parti Communiste doit faire une offensive devant ces mobilisations qui réunissent tous les courants anti-Etats ouvriers existant en Belgique. La résolution publiée il y a quelques semaines par le Bureau Politique du PCB n'apporte aucune con-

tribution pour élever la discussion de ces idées parmi les chrétiens de gauche ou les camarades de la gauche socialiste. Défendre les soi-disant dissidents des Etats ouvriers, ce n'est pas cela qui donne une garantie de conceptions démocratiques. Les dissidents ne luttent pas pour développer les droits démocratiques des masses des Etats ouvriers, mais pour leur propre personne; autrement, le minimum qu'ils devraient faire, est d'appuyer ce que font l'Union Soviétique et les autres Etats ouvriers, dont la Tchécoslovaquie, pour aider au progrès, de la révolution en Afrique. Et s'il faut critiquer l'insuffisance de démocratie, ils devraient parler de démocratie soviétique, d'organismes d'intervention des masses, et alors prendre exemple sur l'Angola, le Mozambique qui progressent beaucoup dans cette voie, et vont donc aider à faire avancer aussi l'Union Soviétique.

Les "dissidents" devraient s'opposer à l'expansion de l'Etat ouvrier, et chaque progrès du mouvement révolutionnaire dans le monde, parce que tout progrès dans ce sens est un affaiblissement de la bureaucratie dirigeante des Etats ouvriers. Mais tout cela ne les intéresse pas. Ce que veulent les dissidents, c'est, eux-mêmes, être à la direction et ils protestent parce que l'étape actuelle de la régénérescence partielle dans les Etats ouvriers les expulse de tout pouvoir. Les communistes, la classe ouvrière, n'ont rien à voir avec ces gens-là.

Il y a beaucoup de confusion à ce sujet au sein de la gauche chrétienne et socialiste. C'est pour cela qu'une intervention claire du Parti Communiste a beaucoup d'importance.

Tirant les conclusions de l'assemblée des chrétiens de gauche, le "Drapeau Rouge" dit que chacun d'eux peut devenir membre du Parti, et que cela n'est pas incompatible avec l'appartenance au GPTC. C'est un point positif. Mais nous croyons que ce serait beaucoup plus important que le Parti Communiste leur donne des idées claires sur la fonction historique des Etats ouvriers et sur le programme pour développer un Etat ouvrier en Belgique. In est de même vis-à-vis de la gauche socialiste, et c'est aussi nécessaire pour développer, un courant de gauche dans le mouvement syndical.

1.7.1978

TOUT NOTRE APPUI AUX MOUVEMENTS REVOLUTIONNAIRES DU ZAIRE!

Au nom des "intérêts supérieurs" de la Belgique et de la bonne entente avec Mobutu, la bourgeoisie belge a sacrifié sans hésitation les "droits de l'homme", qu'elle défend avec tant de rage quand il s'agit de dénigrer l'Union Soviétique. Depuis plusieurs semaines, les militants des différents mouvements d'opposition au régime de Mobutu, résidant en Belgique, ont été menacés, convoqués à la police de sûreté de l'Etat; on leur a exigé de signer, sous risque de graves ennuis, une déclaration dans laquelle ils s'engageaient à ne plus faire d'activité politique "pouvant porter atteinte aux bonnes relations de la Belgique avec le Zaïre". On les menace aussi d'expulsion, sous prétexte qu'ils n'auraient plus le droit de poursuivre des études en Belgique après un certain nombre d'années. Le gouvernement belge cherche à empêcher surtout les organisations révolutionnaires, à développer une activité parmi les mouvements de gauche en Belgique pour que la campagne contre le régime de Mobutu ne s'arrête pas.

Les militaires belges sont rentrés du Shaba, mais les représentants politiques de la bourgeoisie comme Simonet, ou les porte-paroles directs des banques et de grosses sociétés privées, comme De Croo, leur ont succédé. La Belgique va participer pleinement au "plan de redressement" du Zaïre, afin de redonner une certaine base d'appui à Mobutu.

Pendant ce temps, des déportations de milliers de personnes ont lieu au Zaïre, l'armée zaïroise assassine les gens considérés comme suspects au Shaba, 27 personnes viennent d'être exécutées dans un camp de concentration pour avoir protesté contre des déplacements des populations et contre l'arbitraire du régime zaïrois. Les masses vivent dans des conditions plus mauvaises que jamais. Le plan de redressement de l'économie congolaise n'est pas fait pour elles, mais seulement afin de continuer leur exploitation. Mais le Parlement belge n'a pas jugé nécessaire de voter une motion contre ces "atteintes aux droits de l'homme": cela montre toute l'hypocrisie et le cynisme du régime capitaliste. Cela montre surtout, pour les camarades des partis ouvriers et des syndicats, que la bourgeoisie défend ses intérêts de classe, la propriété privée, la course aux profits et que les soi-disant droits de l'homme n'ont rien à voir là-dedans.

La campagne pour en finir avec le régime de Mobutu et pour appuyer les mouvements qui luttent pour changer la société au Zaïre, ne doit pas s'arrêter. En manifestant cette solidarité avec les masses congolaises, la classe ouvrière en Belgique lutte aussi pour elle-même et pour en finir avec le régime capitaliste en Belgique. Il est certain que les intérêts capitalistes belges au Zaïre sont très importants. La droite socialiste impose au PSB le point de vue de la bourgeoisie; elle fait croire que le maintien des relations avec Mobutu et donc l'exploitation des richesses du Zaïre, est très favorable à la population belge. Comme si c'était la classe ouvrière belge qui tire des bénéfices des mines de cuivre, de cobalt ou d'uranium. Le ministre Outers a dit bien clairement ce que signifie la coopération avec le Zaïre: il faut aider Mobutu à stabiliser son régime politique pour que les capitalistes belges aient une certaine sécurité de s'assurer des profits à moyen terme. Les dirigeants socialistes font la même chose et appliquent la politique du capitalisme. Ils disent qu'au Zaïre, la reprise économique permettrait de donner du travail à des entreprises belges et donc de réduire le chômage. Mais le plan élaboré par les grandes puissances capitalistes mondiales pour le Zaïre ne vise pas au développement économique de ce pays, et surtout pas au développement de l'économie pour répondre aux besoins des masses zaïroises. Ce plan consiste à améliorer les conditions d'exploitation des entreprises minières et à améliorer l'infrastructure pour leur transport et leur sortie du pays. Cela ne donne pas plus de travail aux ouvriers belges, mais cela donne d'énormes profits à la Société Générale, à l'Union Minière etc. Le Parti Socialiste ne fait que protéger ces intérêts dans sa politique de soutien au régime de Mobutu.

Il n'y a certainement pas l'unanimité dans le mouvement socialiste pour accepter cette politique. "Tribunes Socialistes", les Jong Socialisten, les Jeunesses Socialistes, et même Karel Van Miert, lui ont fait beaucoup de critiques. Mais il faut aussi, et en même temps proposer un programme en alternative à celui-ci, un programme de transformations sociales en Belgique, d'expropriations des banques, des holdings et des grandes sociétés capitalistes, un programme de gouvernement de gauche qui pourra créer de nouvelles relations avec un pays comme le Zaïre, et participer donc à la lutte pour renverser le régime de Mobutu et pour l'instauration d'un gouvernement populaire au Zaïre, comme il y en a en Angola, au Mozambique, et avec lequel la Belgique des travailleurs aura des rapports et des échanges en vue du progrès des deux pays.

Pour cela aussi, il faut lutter en Belgique pour ne permettre aucune restriction à l'activité des mouvements révolutionnaires congolais en Belgique, et en particulier du FNLC qui est le plus visé dans toutes ces mesures de répression. Nous appelons les camarades de la gauche socialiste, le Parti Communiste, les groupes de gauche, les syndicats, le mouvement ouvrier chrétien à garantir le fonctionnement et la liberté d'action de tous les opposants au régime de Mobutu et à intervenir pour empêcher des mesures de répression ou d'expulsion à leur égard et à aider le FNLC à faire connaître son programme et les luttes du peuple congolais.

Suite page 4

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

LUTTE OUVRIERE



ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 Francs

16 ème Année

N° 304

Le 4 Août 1978

Périodique bi-mensuel-Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE - B.P. 273 Charleroi I. - Abonnement à 12 Numéros : 80 Frs; - Abonnement annuel 150 Frs. - Abonnement de soutien : 500 Frs. - A verser au CCP 000.0976234.26 de C. Pôlet-Editeur Responsable : Cl. Pôlet, 20, Place Morichar-1060 Bruxelles.

Discuter les conclusions de la conférence des non alignés:

IL N'Y A PAS D'AUTRES VOIES POSSIBLES QUE CAPITALISME OU ETAT OUVRIER

***** EDITORIAL *****

Le gouvernement profite de la "tranquillité" des vacances pour appliquer la loi anti-crise et toutes les mesures sociales dont l'augmentation des tarifs des transports en commun, de l'essence. Cette tranquillité est le fait des directions du mouvement ouvrier, du P.S.B., et des Syndicats et non pas des travailleurs ni de la classe ouvrière. Le mouvement ouvrier ne fait aucune activité politique, syndicale ou même culturelle pendant les congés annuels. Et ce n'est pas que les travailleurs partent tous en vacances, et la plupart de ceux qui partent, vont soit dans les ardenes ou au littoral

Mais la crise du capitalisme, continue, et il profite de cette passivité pour faire payer sa crise à toute la population, pour appliquer les lois réactionnaires comme la loi anti-crise. Les conditions de vie se détériorent inclus celle des vacanciers. L'accident de "Los Alfaques", en Espagne, est le résultat de la course aux profits, tant de la part des grandes entreprises qui transportent des produits dangereux que de la part des organisateurs de campings, qui pour gagner plus et plus, laissent des campings se surpeupler et décroître les normes de sécurité et d'hygiène minimums. De tels "accidents" sont la conséquence de la course aux profits, et de l'existence de la propriété privée, comme l'a été celui de l'Amoco Cadiz. Et ils vont encore se reproduire et même augmenter, parce que les banquiers, les capitalistes, les chefs d'entreprises pour faire face à la concurrence, négligent la santé la sécurité et la vie des gens. Les aiguilleurs du ciel, par contre, montrent par leur grève que les travailleurs eux, se préoccupent de la vie et de la sécurité des gens. Les aiguilleurs du ciel doivent s'occuper de 15 avions à la fois, le personnel est trop peu nombreux, et les conditions de travail sont très dures du point de vue nerveux. Leur grève est tout à fait justifiée et montre bien clairement que la lutte de classes ne s'arrête pas pendant les vacances.

Face à l'accentuation de la crise capitaliste, les pays du Marché Commun cherchent à se défendre, à s'unifier en inventant une nouvelle monnaie européenne, l'ECU. Et cela

dans l'objectif de défendre leur production sur le marché international. Immédiatement après cette mesure, les Etats Unis font chuter le dollar pour favoriser la vente de leur produits sur le marché, et pour obliger les 9 à suivre les Etats-Unis.

La campagne pour la défense des droits de l'homme orchestrée par Jimmy Carter, se retourne contre le gouvernement américain, parce que la petite bourgeoisie, à qui la campagne est adressée voit que tout ce qu'elle est mensonges et hypocrisies.

Young, qui a fait allusion à l'existence de prisonniers politiques aux Etats Unis même, s'est vu immédiatement menacé de démission. Où se trouve donc la liberté si même un ministre ne peut pas parler aux Etats Unis !!!

Les américains ont par contre, toute la liberté de tuer, d'assassiner au Liban, en Afrique du Sud, en Angola, et au Zaïre: 27 militants, ont été assassinés après tortures et mutilations, mais les journaux, se gardent bien de les montrer en première page parce qu'ils sont noirs et révolutionnaires. Le capitalisme a la liberté de provoquer la mort de 500 enfants en Allemagne, de 9 à 13 ans, qui se sont suicidés parce qu'ils ne supportaient pas l'angoisse et le désespoir de la sélection arbitraire dans les écoles et de leurs mauvais bulletins. Voilà le résultat des relations capitalistes de la propriété privée. Tcharansky, va peut-être servir à quelque chose si on l'échange avec un prisonnier, d'Amérique Latine ou d'un pays réactionnaire. L'acceptation de faire de tels échanges est la démonstration, de l'existence de prisonniers politiques de gauche dans les pays capitalistes.

La réconciliation entre Mobutu et Simonet est aussi le résultat, de la crise capitaliste. Il faut bien s'entendre avec Mobutu parce qu'il n'y a personne pour le remplacer. L'accord de coopération mutuelle entre le Zaïre et l'Angola montre la faiblesse de ce régime qui n'a pas la force de détruire l'Angola comme il le souhaiterait et est obligé de faire des accords. Le perdant dans cette signature est Mobutu parce que cela veut dire qu'il doit laisser l'Angola tranquille et retirer ces troupes de l'Unita et du FNLA.

Suite page 4

«NOUS SOMMES INDEPENDANTS, NOUS SERONS SOCIALISTES» (Agostinho Neto)

AGOSTINHO NETO parle de la fonction primordiale du Parti dans la construction de la nouvelle société en Angola. "Nous sommes indépendants, nous serons socialistes". Le manque de fonctionnement, d'expérience, de vie suffisante du Parti est responsable d'une démocratie encore insuffisante dans la participation des masses, et particulièrement, d'une absence de poids et d'intervention des syndicats dans la vie du pays. L'éducation et la vie idéologique et politique sont ce qu'il y a d'essentiel pour le Parti; le noyau du Parti est la cellule où ouvriers, intellectuels, hommes, femmes, enfants, doivent vivre intégralement et développer la connaissance du marxisme-léninisme. Il est nécessaire que chaque militant approfondisse ses connaissances dans la pratique quotidienne, dans l'analyse des problèmes sociaux, dans l'observation du processus du monde.

Le camarade LARA, responsable du Bureau Politique pour l'organisation du Parti dit : "la cellule est le moteur du Parti. Pour maintenir, une fusion entre les dirigeants et la base, chaque responsable doit fonctionner comme simple militant dans sa cellule, sur son lieu de travail, une fois par semaine et étudier et discuter dans la cellule. La cellule doit intervenir sur tous les problèmes de son lieu de travail, que ce soit le domaine de l'Etat, de la production, de la planification. La fonction essentielle du Parti sera de développer le front entre les ouvriers et les paysans, qui sont les alliés principaux pour le progrès de la révolution socialiste. Le Parti se construit en fonction des caractéristiques de l'Angola, mais en s'appuyant sur les principes universels du marxisme. Etant donné la situation de l'Angola, nous avons parcouru rapidement les étapes. Il y a peu de pays, qui après deux ans d'indépendance, ont nationalisé autant de moyens de production que nous. Au 2ème Congrès du MPLA-Parti, nous devons théoriser là-dessus.

En Angola, la classe ouvrière n'a pas de grandes forces numériques et l'on peut dire que pour le moment encore, la petite-bourgeoisie bureaucratique a beaucoup de pouvoir, mais c'est justement la fonction du Parti, de développer la fonction de direction de la société de la classe ouvrière. Cela semble paradoxal que nous pensions cela, juste au moment où plusieurs partis communistes d'Europe mettent en question les principes du marxisme. Nous suivons avec beaucoup d'attention toute cette discussion idéologique qui est en cours en Europe, mais nous croyons que la classe ouvrière est la plus apte à mener la révolution, jusqu'au bout. Tout ce processus a des caractéristiques propres à notre pays; mais si nous sommes quelque chose, c'est grâce à la conclusion d'une expérience qui a confirmé la valeur de la révolution et la validité de la théorie de la révolution mondiale, que nous enrichissons à notre tour, de notre expérience".

LOPO DI NASCIMENTO, premier ministre, dit : "nous donnons la priorité à l'agriculture parce qu'une tâche primordiale de la révolution, consiste à élever le niveau de vie de l'ensemble de la population. Sans agriculture développée, il ne peut y avoir de pays développé. Il faut établir une relation étroite entre le développement agricole et industriel, et pour cela, il faut une société planifiée, dirigée vers le socialisme. Les 2 ans d'indépendance se sont caractérisés par un grand nombre de nationalisations d'entreprises et de latifundia et autres entreprises agricoles abandonnées par les anciens propriétaires. Dans beaucoup d'entreprises d'extraction de minerais, l'Etat a la majorité, ou le contrôle total; mais il a surtout le monopole du commerce extérieur. L'industrie lourde est nécessaire. Mais, priorité aux besoins élémentaires des masses: agriculture et produits manufacturés de première nécessité.

A propos des ORGANISATIONS DE DEFENSE POPULAIRE : l'objectif est d'armer le peuple et que chaque citoyen se sente un soldat. Ces organismes remplacent les milices qui avaient été organisées plus ou moins spontanément pour la défense de Luanda et qui ont accompli un rôle important pour la défense de la ville. Mais elles se sont montrées très indisciplinées par la suite, défendant "l'autonomie", donnant une base d'appui aux fractionnistes. Beaucoup d'éléments du lumpenproletariat, de la capitale, s'étaient intégrées à elles. Les organismes de défense populaire, par contre, sont le résultat d'une sélection, faite par le Parti et par les comités de quartiers, des ouvriers et paysans les plus conscients. Ils sont présents sur tout le territoire national: il y a déjà 30.000 miliciens qui font leur instruction militaire et politique. Il y a 6% de femmes. Il faut systématiser l'étude du marxisme, dans les ODP. Sans connaissances politiques, les armes ne pourront pas accomplir leur fonction dans la défense populaire généralisée.

LA CONSTRUCTION DE L'ARMEE: il a fallu transformer l'armée de guerrilla, que dirigeait le MPLA jusqu'à l'indépendance, en une armée régulière pour faire face aux attaques armées de l'Afrique du Sud et du Zaïre qui alignaient des armées professionnelles et très bien équipées. Pour cela, l'appel aux Cubains et aux armes modernes des Soviétiques. Maintenant, beaucoup de soldats angolais sont en train d'apprendre le maniement de ces armes. En même temps, ils participent aux travaux publics et travaillent la terre là où ils se trouvent, pour subvenir à leurs besoins.

SUR LE PLAN DE L'ECONOMIE: la Constitution de l'Angola dit que son objectif est la construction d'un pays prospère et démocratique, complètement libre de toute forme d'exploitation de l'homme par l'homme. Un camarade dirigeant parle avec émotion de l'énorme capacité d'apprendre du peuple angolais et de son haut niveau et sa rapidité d'assimilation. Les paysans sont en train de faire l'expérience que la meilleure méthode pour résoudre leurs problèmes est le travail collectif, et qu'en agissant de cette manière, on n'a besoin ni de dieux ni de fétiches. La mesure prise par le gouvernement en janvier 1977 de changer la monnaie, a joué un grand rôle: en trois jours, et en fermant les frontières on a décidé le changement de toute la monnaie.

Le gouvernement est en train de prendre des mesures pour élargir le secteur d'Etat dans la production agricole et les coopératives, en même temps que des organismes centralisés de planification. L'aspect essentiel de cette tâche est la participation intelligente des masses. Les paysans le font quand ils voient que les paroles s'accompagnent d'

Suite page 4

Le reportage à Agostinho Neto publié dans la revue "Afrique-Asie" est une réponse aux problèmes essentiels de la révolution angolaise; ceux-ci consistent à lier l'économie et la culture aux relations sociales et à l'objectif de la révolution. Ces problèmes n'ont pas un rapport direct avec les problèmes de tactique, mais ils en ont un du point de vue objectif et historique parce que la tactique est déterminée en fonction de la finalité de la révolution. Le problème de la culture, des régions, des langues, de l'économie, le problème d'un choix de développement - soit un développement indépendant, soit un développement s'inscrivant dans la structure mondiale de la révolution, dans une unité mondiale de progrès vers le socialisme - se décident également, au travers de la culture locale.

Il s'agit là de problèmes essentiels de cette étape de la révolution. En cours de route, ces mouvements révolutionnaires déterminent la capacité politique, la ligne, le programme, la politique, la tactique, en fonction de l'objectif de l'unité du processus mondial de la révolution et du socialisme. Ce sont des tâches fondamentales, abordées par des mouvements qui ont peu de poids, de forces historiques, qui dépendent des relations mondiales, des autres pays, des Etats ouvriers. Cependant, ils prennent la résolution de considérer qu'ils n'ont pas de perspective de développement indépendant, mais que leur perspective de développement est liée à l'unité du processus mondial de la révolution.

Ce mouvement révolutionnaire, en Angola, reprend aussi tous les textes que nous leur faisons parvenir, que ce soit sur la culture, le régionalisme, l'Ethiopie, le problème de l'auto-détermination. Neto, dans cet interview, montre qu'il a lu nos textes, prend nos positions, reprend les mêmes qualifications et conceptions que nous, pour déterminer sa politique. Voilà une des expressions de notre fonction dans l'histoire. Nous écrivons pour cela. Nous ne pouvons pas gagner de militants à l'Internationale, mais nous gagnons des militants au progrès de la révolution socialiste. Et demain l'Internationale fera partie de cet organisme. Telle est la tâche de l'Internationale. Nous n'écrivons pas pour gagner l'un ou l'autre militant ou intervenir dans l'une ou l'autre grève. Si nous pouvons le faire, sans faire de tort à notre fonction nous le faisons. Mais notre fonction essentielle est celle-ci: cette influence sur Neto vaut cent fois plus que des grèves gagnées dans n'importe quelle partie du monde: c'est une révolution qui s'adresse au monde, aux Etats ouvriers, aux pays capitalistes, aux pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique, et qui leur dit, au nom de ce triomphe et de cette résolution historique, comment il faut résoudre les problèmes de l'économie, de la politique, de la culture, la science et la technique. Nous nous occupons de cette tâche, avec tout notre amour communiste, en ayant conscience qu'elle ne va pas nous apporter immédiatement, des militants. Notre fonction ne consiste pas à faire concurrence au mouvement communiste mondial et aux partis communistes, mais à les aider à se développer. Ces déclarations des camarades angolais, comme celle de Fidel Castro sur les objectifs et la fonction de la révolution cubaine, reprennent toute notre conception, notre position et notre politique.

Ces exemples sont un guide pour tous les membres de l'Internationale. Notre activité a des effets énormes et immédiats, en même temps que des effets historiques. Les effets immédiats se manifestent par l'influence sur l'Angola, l'Ethiopie, Cuba, le Vietnam, le Mozambi-

Le progrès fonction

que. Et nous influençons historiquement parce que c'est la ligne historique qui doit décider en dernière instance. De là provient notre préoccupation pour élever la vie de l'Internationale. Les cadres doivent élever leur compréhension théorique et politique. Les révolutions comme celle de l'Angola, doivent prendre des positions qui ne peuvent plus se définir comme à des étapes antérieures: maintenant, elles se résolvent dans l'unité du processus de classe contre classe, de système contre système. Dans ce cadre, un recul partiel ici ou là, ne signifie pas un recul historique. Comme le dit le Manifeste du Premier Mai de la IVème Internationale - Posadiste "les petits reculs comme au Cambodge et en Chine, ne déterminent pas et ne lésionnent pas le cours mondial d'avance de la révolution socialiste".

Il est nécessaire que tous les camarades se préoccupent de lire, de divulguer, de s'éduquer dans cette expérience. Telle est la tâche de l'Internationale. Nous écrivons pour aider à comprendre, développer, acquiescer confiance dans la méthode marxiste conséquente, les directions des révolutions d'Afrique, Asie et Amérique Latine. Les déclarations des dirigeants du Yémen du Sud, sont aussi inspirées de nos textes. C'est nous qui nous sommes préoccupés de tous ces problèmes. Personne à part nous, n'a écrit sur ces thèmes. Nous le faisons depuis des années. Maintenant, d'autres le font aussi. Telle est notre fonction. Les camarades doivent se préparer sur cette base. Ce n'est pas un rôle platonique: les conséquences de notre activité se manifestent. Neto n'a rien de platonique, il est bien concret et il est le représentant d'une révolution.

Nous éprouvons la plus grande joie et l'amour communiste de contribuer au développement du mouvement communiste mondial. Ce n'est pas une dispute avec les directions communistes, mais nous les aidons à comprendre qu'elles n'ont pas d'autre issue, pas d'autre voie que celle de développer le communisme. En outre, une partie des dirigeants communistes comme Neto, le font consciemment. Cette révolution, qui dispose des moyens les plus arriérés, du point de vue économique, a les positions les plus avancées. Nos textes permettent à cette révolution, dont les moyens sont très faibles, d'adopter les positions programmatiques, scientifiques les plus avancées, et de combler la différence de niveau qui existent entre l'Angola, et des pays comme l'Union Soviétique et la Chine. Il y a dans tout ce processus une série de secteurs communistes qui prennent des positions de conciliation, de recul de coalition avec des gouvernements capitalistes. Mais ils ne décident pas du mouvement communiste, ni de son avenir. C'est pour cette raison, que nous adoptons l'attitude de critique persuasive; ce qui détermine, est la persuasion de la critique. Nous ne faisons pas de critique qui tend à écraser, imposer, disputer, mais bien à persuader. Il n'y a pas de place, ni de voie dans l'histoire, pour autre chose que le progrès du mouvement communiste mondial et les révolutions doivent, quelle que soit leur origine, prendre le chemin des révolutions socialistes.

Il est nécessaire pour les camarades, d'étudier tous les textes de l'Internationale, d'autant plus maintenant que des révolutions comme celle de l'Angola se voient obli-

s de la Révolution Permanente en Angola et la du Posadisme

Le titre est de la rédaction

Le 11 Juillet 1978

J. Posadas

gées d'adopter un programme puisé, chez nous, et non en URSS, à Cuba, ni au Vietnam. Cela montre que nous sommes acceptés et considérés, comme une partie du mouvement communiste mondial. Autrement, Agostinho Neto ne parlerait pas comme il le fait.

Il ne nous nomme pas, mais il prend toutes nos positions. C' est un résultat de l'effort magnifique,

que fait l'Internationale Posadiste pour éditer des textes dans le but d'influencer le mouvement communiste mondial. Les camarades doivent ressentir la joie immense de cette activité et du progrès immense de la révolution communiste mondiale, qui se réalise avec l'intervention, la participation, la collaboration, de la IVème Internationale Posadiste.

tique, le programme, pour éliminer le système capitaliste, et construire le socialisme.

Ce qui ressort de plus important de ces déclarations d'Agostinho Neto et des camarades de la direction de la révolution angolaise, réside dans la démonstration qu'un petit pays acquiert la sécurité, la conviction, l'assurance matérielle, organisationnelle, pour passer de l'époque de l'esclavage - sous la domination portugaise c'était un régime à la fois féodal et esclavagiste - à la construction du socialisme. Cela signifie la confiance, l'assurance, la confirmation de ce que les gens veulent le socialisme et sont aptes pour le socialisme. Ils ne se sont pas laissés intimider, ni soumettre, par la colonisation, l'esclavage ou le féodalisme, par le manque de culture. Ils ont appris du reste du monde et, entre autres, de l'Union Soviétique et aussi de la Chine, de la Yougoslavie, de la Tchécoslovaquie.

faire autrement parce que c' était le capitalisme qui dirigeait. Mais tous les progrès que font les autres pays, nous les prenons à notre compte".

Nous avons une participation, et une contribution très grandes à ce processus. Il y a un progrès harmonieux du processus, dans lequel, les Etats ouvriers apportent leur contribution, au moyen de leur économie, du pouvoir militaire, indispensable pour empêcher que l'impérialisme fasse la contre-révolution, et pour se préparer à affronter la guerre préparée par l'impérialisme. Et ces autres pays contribuent au moyen de l'assurance sociale, du programme, de la politique et de leurs objectifs. Ils ne discutent pas de différences, de difficultés. Les Partis communistes d'Italie ou de France, avec toutes leurs objections, leurs limitations, leur souhait d'appliquer un communisme à eux, ne servent pas d'exemples dans l'histoire. C'est l'Angola qui donne l'exemple dans l'histoire. Et l'Union Soviétique influence l'Angola et celle-ci, le reste du monde en montrant dans la pratique, l'épanouissement de l'économie, de l'intelligence et des relations humaines. Les gens voient tout cela. Ils voient que, sans rien, ces pays font tout ce qu'ils font.

L'ANGOLA DEMONTE QUE L'ON PEUT PASSER DU FEODALISME, DU TRIBALISME AU SOCIALISME EN ADOPTANT LE PROGRAMME DU PROLETARIAT.

Les problèmes de la tactique, ne sont pas indépendants du programme et des objectifs. A cette étape de l'histoire, il est nécessaire d'intervenir en considérant la force des Etats ouvriers, leur influence mondiale et les rapports de forces favorables à la révolution, à l'intelligence et au développement intellectuel des populations. Même dans les pays les plus arriérés, elles ne demandent pas la terre pour elles, mais acceptent la production collective, l'étatisation de la terre et son travail collectif. L'aspiration à la propriété privée a déjà été vaincue par l'aspiration socialiste. C'est le bien-être humain qui détermine les relations. Et le principe du bien-être humain, ce sont les relations sociales humaines. On voit déjà cela dans tous les coins du monde. La tendance actuelle des Etats ouvriers est d'essayer de faire avancer le processus vers des mesures socialistes, depuis l'Union Soviétique jusqu'au pays le plus arriéré de l'Afrique, l'Asie, ou l'Amérique Latine. Mais il n'y a pas d'antécédents de programme, de politique, ni de discussions sur la portée que peut avoir le programme, la politique et la construction du socialisme.

encore acquis l'expérience pour diriger directement à partir de la base en coordination harmonieuse avec le Parti. Pour cela, il faut aussi le programme qui conduit, unifie et regroupe toutes les orientations et les capacités, depuis la direction politique jusqu'à l'intervention des masses des coins les plus éloignés.

De cette manière, le prolétariat acquiert de l'expérience, de la capacité et assurance de fonctionner comme classe dirigeante. Il unit la capacité scientifique et technique, scientifique et marxiste avec l'objectivité de sa participation à l'économie, de sa pensée pour le développement de la société. Il est objectif parce qu'il travaille au bénéfice de l'humanité et non pas à son propre bénéfice.

La capacité scientifique signifie le marxisme. "Le prolétariat sera révolutionnaire ou ne sera rien". Ce principe de Marx signifie que le prolétariat ne peut diriger ni construire la société à son propre profit, ni en combinant ses intérêts de classe à ceux d'une autre classe. Il doit développer la société en éliminant les classes et les intérêts de classes. Il les écarte de toute participation à l'économie.

La position de Neto est une des formes les plus élevées d'élimination d'intérêts de groupe, de tribu, de pays, d'intérêts locaux ou raciaux. Il montre l'objectivité du marxisme; la culture n'est pas une improvisation, mais le résultat des connaissances de l'humanité et de la pratique de ces connaissances en économie et dans les relations sociales. C'est de là qu'il résulte que la culture s'universalise, parce que les relations sont communes.

C'est dans ce processus que nous vivons. Nous devons ressentir, et maintenir l'amour communiste le plus profond pour cette tâche que nous accomplissons. Elle nous donne la joie de nous sentir une partie de la structure et de la construction du socialisme. Nous y contribuons par ces idées. Nous participons aussi à la tâche d'éduquer le prolétariat en tant que classe dirigeante, de le faire participer à la vie des partis communistes, des syndicats, des quartiers, à l'élaboration des programmes et de la politique. Nous donnons des arguments afin d'aider les directions des partis communistes, des syndicats, à comprendre ce processus de l'histoire sans craindre ni s'inhiber devant les conséquences du processus de l'histoire, entre autres, la guerre atomique. Il y a une confirmation, concrète, spécifique, de notre activité dans l'histoire, qu'il faut maintenir et élever au maximum chez chacun de nos cadres.

Toutes les expériences conduisent à montrer que les 7 premières années de la Révolution russe sont le guide en ce qui concerne la tac-

L'humanité acquiert déjà une conviction générale, qui s'épanouit rapidement. Voilà le niveau de la culture, de l'intelligence, de la conscience de l'humanité. Les Etats ouvriers contribuent beaucoup au progrès de l'humanité. Il y a des limitations dans les directions, mais celles-ci contribuent à ce progrès de l'humanité.

Tous ces pays élèvent leur intelligence à la recherche du niveau le plus élevé. Cela s'exprime dans le fait d'avancer vers l'élimination de la propriété privée, dans l'organisation planifiée de la production, dans la distribution équitable, dans l'élimination du sentiment individuel et de propriété. Les paysans veulent la terre pour tous. "Nous voulons la travailler, pour qu'elle rende pour tous". La propriété n'attire plus. Le sentiment, la conscience, le pouvoir de la propriété n'exercent plus d'attraction. Les peuples les plus arriérés du monde n'ont pas de problème à passer directement à un Etat ouvrier, et à partir de là, élaborer un programme économique de développement. Sans un profond sentiment d'amour humain, on ne peut mener cette tâche. Ce n'est pas un problème de calcul économique; le calcul existe mais il occupe le dernier rang. Le calcul immédiat consiste à dire: "ce la ne peut plus durer". Les relations sociales sont déterminées par l'intelligence et le progrès humain. On peut le vérifier avec le Polisario qui a à peine de quoi vivre, avec l'Ethiopie, l'Union Soviétique, Cuba, et aussi le Vietnam.

Ces déclarations de Neto, de Lopo de Nascimento et d'autres camarades de la direction angolaise, sont à la fois un exemple, une démonstration et un exposé programmatique. Ils montrent que la voie est ouverte pour apprendre dans les problèmes les plus élevés - et qui semblaient autrefois les plus compliqués - de la politique, de la culture, du programme. Il faut considérer que, quand un pays aussi arriéré prend des positions aussi élevées, c'est parce qu'il y a une grande généralisation de l'intelligence. Ce mouvement raisonne à un niveau très élevé et il en vient à poser: "la culture, c'est le progrès que l'humanité a réalisé". Il dit: "quelle contribution avons-nous faite à la culture? aucune. Mais nous n'en sommes pas diminués, pour autant; nous n'avons pas pu

Dans d'autres pays, c'est encore l'eurocommunisme, le programme national, le pluralisme, les sentiments de hiérarchie dans l'économie, l'établissement d'échelons, de privilèges dans l'économie, la culture ou l'intelligence, qui priment. Mais ces camarades communistes se trompent. L'histoire ne se construit pas ainsi. Ils continuent à vivre comme à l'étape antique, celle de Staline de Togliatti, alors que les exemples se généralisent, des pays les plus arriérés qui prennent le chemin des plus avancés. Les exemples existent: 20 pays ont pu progresser sur cette base.

L'Angola apporte une très grande contribution à la discussion mondiale des problèmes de tactique, d'objectifs et de délais historiques. Elle montre qu'un pays peut passer de la soumission à l'impérialisme à l'organisation de relations socialistes. L'Angola le montre, même si les conditions économiques ne

Suite page 4

BROCHURE EN VENTE

Sur Demande à
l'adresse du journal
Prix: 20 Frs.

J. POSADAS
**Les enfants,
la famille et
le socialisme**

textes de 1975 à 1978

IL N'Y A PAS D'AUTRES VOIES POSSIBLES QUE CAPITALISME OU ETAT OUVRIER

La conférence des pays non-alignés à Belgrade est un échec pour les pays réactionnaires qui en font partie, et aussi pour tout le camp capitaliste du monde entier. Ce mouvement se précise dans la lutte, camp capitaliste contre camp progressiste; de plus en plus de pays "non-alignés" s'alignent sur les pays socialistes, par les transformations sociales, politiques et économiques qu'ils réalisent pour le développement objectif de leur pays et pour le bien-être de la population. Les pays réactionnaires ont de moins en moins de forces pour imposer leurs vues aux autres.

Par contre, Cuba pèse et décide de plus en plus. Même si beaucoup de problèmes plus délicats de la situation mondiale n'ont pas été abordés publiquement (dont le conflit entre l'Ethiopie Socialiste et l'Erythrée, le conflit du Cambodge, contre le Vietnam, ou encore la guerre entre le Maroc et le F. Polisario qu'une partie des pays non-alignés a refusé de laisser participer à la conférence). Mais les objectifs de condamner l'intervention de Cuba en Afrique n'ont pu être atteints. Et la conclusion essentielle de la conférence est que les pays non-alignés sont les alliés naturels des pays socialistes.

La massive délégation cubaine, dirigée par Carlos Rafael Rodriguez a mené toute une offensive pour définir une politique anti-impérialiste alignée sur les Etats ouvriers. Et elle a proposé que ce mouvement, se transforme en une Internationale de tous les prolétaires et exploités du monde. Ces conclusions sont un coup porté au capitalisme mondial, qui ne trouve plus que de très faibles points d'appui pour mener sa politique contre-révolutionnaire en Afrique entre autres.

Le coup d'Etat en Mauritanie, bien que les militaires ne se proposent pas de réaliser des transforma-

tions socialistes, a provoqué une situation d'insécurité et d'inquiétude de Hassan II. Les conclusions de la conférence des non-alignés vont avoir des répercussions dans tous les pays qui y participent, mais aussi bien au-delà de leurs frontières. Les masses voient la supériorité des pays socialistes ou même des Etats révolutionnaires. Il suffit de regarder l'Angola qui, en deux ans d'indépendance, a transformé toutes les relations dans le pays et qui a permis un développement social et culturel qui jette les bases d'un progrès immensément plus important encore, par le choix du socialisme scientifique et du marxisme-léninisme.

Cette conférence va avoir des répercussions importantes en Europe également sur les discussions qui se développent entre les différents partis communistes européens entre autre entre le PCE et le PCF. Alors, que les pays progressistes d'Afrique cherchent à s'unifier, à unifier leur politique et leur tactique de la lutte contre l'impérialisme; les partis communistes espagnols et français se disputent à propos de l'intégration de l'Espagne dans le Marché Commun dont le PCF est opposé et le PCE, partisan. Il faut discuter au nom des intérêts de la classe ouvrière des deux pays, et non au nom des intérêts du capitalisme représenté dans le Marché Commun. L'intégration de l'Espagne au MCE ne changera rien au chômage, aux fermetures d'usines, aux licenciements, à la détérioration des conditions de vie et de travail des travailleurs, français et espagnols. Il faut donc discuter autrement, comme l'ont résolu les pays non-alignés, en termes de classe, et de défense d'intérêts de classe. Cette attitude est la conséquence d'une politique régionaliste, nationaliste alors qu'il serait bien plus important de discuter un programme de transformations sociales que le PCF a déjà envisagé d'ailleurs.

TOUT NOTRE APPUI AUX MOUVEMENTS REVOLUTIONNAIRES DU ZAIRE !

L'accord que Mobutu a dû signer avec le président Neto, est aussi une victoire de la révolution. C'est l'impérialisme au travers de Mobutu, qui a fait toutes les provocations armées du FNLA et de l'Unita, pour essayer d'affaiblir et de renverser le gouvernement du MPLA. Il doit y renoncer, du moins officiellement, et donc reconnaître le triomphe et la supériorité de l'Angola. Ce n'est pas une geste de "bonne volonté", mais la reconnaissance dans cet accord, du rapport de forces qui est favorable aux forces révolutionnaires. Ce sont des conclusions qui vont influencer en Europe, les luttes, et qui montrent que le mouvement ouvrier doit prendre l'offensive en Belgique, parce que le capitalisme est dans une crise énorme et est très faible.

Mais dans toutes les prochaines luttes, il faut maintenir une campagne pour le soutien à la lutte pour libérer le Congo de l'oppression impérialiste comme une partie de nos propres luttes.

Le Bureau Politique du P.O.R.T.

Le 2 Août 1978

LE PROGRES DE LA REVOLUTION PERMANENTE EN ANGOLA ET LA FONCTION DU POSADISME (suite de la page 3) Le 11 Juillet 1978 J. POSADAS

sont pas réunies; mais il y a le progrès social, l'intelligence et la compréhension des masses qui permettent de le faire.

Notre intervention représente une aide très grande à ce processus. Telle est la fonction de l'Internationale. Nous ne croissons pas directement en nombre, mais nous croissons en autorité et surtout, nous accomplissons un devoir nécessaire pour l'histoire. Il faut faire cette activité pour contribuer en même temps que les partis communistes, les Etats ouvriers, au progrès de l'humanité. Ce progrès est

très grand. Nos critiques envers le parti communiste et les Etats ouvriers sont des critiques dans le cadre du communisme, pour essayer d'aider à impulser, apprendre, donner confiance et assurance dans la continuité de la méthode dialectique.

Nous éprouvons une joie très grande pour notre contribution à l'histoire de l'humanité, au travers de cette discussion et de la construction des Etats ouvriers. Tous les camarades doivent discuter et approfondir ces conclusions.

11.7.78

J. POSADAS

Les conclusions de la conférence des non alignés sont très importantes à discuter dans tout le mouvement ouvrier en Belgique, tant dans le Parti Communiste, que dans le Parti Socialiste, les Syndicats, la gauche socialiste, dans les mouvements chrétiens de gauche et les gauchistes pour développer le front de la gauche et discuter quel chemin prendre pour changer la Belgique.

Les Etats Ouvriers ont été un centre pour montrer le chemin du progrès dans la conférence des non alignés. Les pays qui se libèrent de l'impérialisme, prennent le programme que les Etats Ouvriers ont appliqués et qui a permis un développement économique, politique et social sans contentions. Ils étatisent, nationalisent, établissent le monopole d'état du commerce extérieur, ils changent les monnaies, et organisent des campagnes de participation massive de la population, organisent l'unification culturelle, sur la base de l'unification dans l'objectif socialiste. Ils éliminent ainsi toutes conséquences néfastes, du colonialisme et de l'impérialisme. Ce sont les Etats Ouvriers, Cuba, et l'URSS, la RDA, qui ont réalisés cela avant eux et ont démon-

Résumé du reportage de "AFRIQUE-ASIE, sur l'Angola (suite de la p.2)

intentions réelles d'améliorer leur situation, de la part du gouvernement; quand celui-ci leur fournit des semences, des dynamiseurs ruraux, des moyens, pour élever leur niveau d'alphabétisation et de santé. (Une très belle photo accompagne l'article, montrant les femmes d'une tribu très primitive, qui disent qu'elles ont besoin de crayons et de cahiers pour apprendre à lire et à écrire...)

Du point de vue du développement industriel: même sans avoir nationalisé plusieurs entreprises, telles que celle de l'extraction du pétrole, plusieurs entreprises de diamant, le gouvernement a le contrôle de la commercialisation et il a besoin de temps pour développer ses contrats avec les pays socialistes et pour que ceux-ci lui fournissent des techniciens et des instructeurs pour former des techniciens locaux

Une première vague de nationalisations, agricoles et industrielles, a touché les grandes propriétés abandonnées par les Portugais et également de grandes unités industrielles. Maintenant, de plus en plus on nationalise des secteurs d'entreprises moyennes. De fait, dans les campagnes la totalité des entreprises furent abandonnées; par contre, le pétrole reste encore dans des mains privées.

L'ORGANISATION DU TRAVAIL: il existe, dans les faits, une élévation du niveau de vie de tous les travailleurs. Des transports collectifs, des coopératives de consommation, des restaurants collectifs sont organisés. L'éventail des salaires va de 1 à 4, sur la base de 190 heures de travail par mois. Au début, dans plusieurs entreprises nationalisées, on a pratiqué le principe de l'auto-gestion (préconisé, en particulier par les fractionnistes), mais il a fallu changer parce qu'on arrivait à une désorganisation et autonomie trop grandes. Actuellement, le principe appliqué dans les entreprises nationalisées, est de faire un projet de plan central, le discuter dans toutes les entreprises, dans les assemblées de travailleurs, le corriger, l'améliorer, et ensuite contrôler son application au travers d'une commission interne, élue par les ouvriers, aux côtés d'une commission syndicale et de la cellule du Parti.

L'EXPRESSION CULTURELLE en Angola: les camarades s'élèvent contre le concept de négritude, qui est réactionnaire. Par exemple, au cours d'un festival d'art nègre récent, on a invité des noirs américains à venir redécouvrir leurs origines, ce qui est un moyen de les éloigner de leur véritable lutte d'hommes travailleurs des Etats-Unis, qui doivent en finir avec l'exploitation capitaliste nord-américaine aux côtés de tous les autres prolétaires des Etats-Unis. C'est absurde de vouloir que les Africains parlent des "langues spécifiques"; c'est une manière d'éluider le problème des langues coloniales: qu'on le veuille, ou non, ces langues sont celles qui permettent actuellement une communication entre les pays, les nations, les groupes ethniques de chaque pays d'Afrique. Un autre aspect du problème, est qu'on ne peut faire l'alphabétisation uniquement dans les langues nationales, car cela est un empêchement pour étudier les disciplines scientifiques modernes et le marxisme. La langue portugaise est elle-même insuffisante, il faudrait apprendre au moins le français ou l'anglais pour apprendre tout ce dont le peuple angolais a besoin pour progresser. Que se passera-t-il avec les gens qui n'étudieront que la langue nationale?

Il n'existe d'ailleurs pas de culture authentiquement "angolaise" ou authentiquement de telle ou telle région africaine: prôner cela, revient à laisser le peuple dans son petit village. La culture et l'art strictement africains, sont très pauvres. Il faut donc chercher les aspects de culture dans chaque ethnologie ou région d'Afrique qui ont contribué à élever l'unification de l'Afrique au lieu de ce concept de négritude qui est réactionnaire. Il faut en finir avec "le tiers monde" considéré comme une entité en soi. Tout développement du problème linguistique dépendra naturellement du dépassement des barrières régionales, du renforcement de l'unité nationale, du développement économique. Le pluralisme linguistique existe, de fait (il y a 13 langues différentes en Angola). Le langage de la révolution fera l'union entre les langues.

LA TCHECOSLOVAQUIE ET LE PROGRES DU MOUVEMENT COMMUNISTE MONDIAL

Le 21 Août 1978, sera le 10^{ème} anniversaire de l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie, pour empêcher un retour au capitalisme, dans ce pays. En effet, en 1968, le camarade Posadas écrivait dans toutes les publications de la IV^{ème} Internationale dans le monde entier, et cela juste avant l'intervention militaire : " Si l'armée soviétique entre en Tchécoslovaquie, elle doit donner le pouvoir aux ouvriers et se retirer". L'intervention soviétique était nécessaire pour empêcher, le recul de l'état Ouvrier tchécoslovaque vers des normes de fonctionnement économique capitaliste, favorisant l'autonomie des entreprises. On ne peut donc qualifier cette intervention d'invasion. Il s'agit d'une invasion quand l'objectif est de détruire, de provoquer des reculs économiques, sociaux et culturels. Par contre, les soviétiques n'ont rien fait de pareil et sont intervenus pour développer ce que Ota Cik, et Dubcek n'ont pu faire: Développer les bases de la structure socialiste de l'Etat Ouvrier.

Par exemple, lorsqu'il y a un coup d'état dans un pays, on ne condamne ou n'approuve pas le coup d'état en soi, mais en fonction des mesures sociales et politiques, et économiques que les directions prennent. Par exemple, nous appuyons le coup d'état en Afghanistan, parce qu'il se propose le développement économique et social du pays, le renversement du féodalisme et de l'exploitation sur la base d'un programme de transformations du pays, de participation et d'élévation de l'intervention de l'ensemble de la population.

C'est la même chose pour la Tchécoslovaquie. Tout le monde doit bien se rendre à l'évidence, après 10 ans de présence soviétique en Tchécoslovaquie, il y a un progrès économique, politique et social du pays. S'il s'agissait d'une invasion, ce serait le contraire. Même Hugo Camps, avec ses intentions réactionnaires a dû reconnaître les progrès. Tous ceux qui veulent commémorer le 10^{ème} anniversaire de "l'invasion soviétique", le font aux noms des "libertés d'expression", de la défense des "droits de l'homme", " de la libéralisation, du printemps de Prague", etc... qui n'a rien à voir avec la défense des intérêts de la classe ouvrière et du progrès social, mais qui représente les intérêts, de couches privilégiées qui se sentent dépassées par le progrès des Etats Ouvriers dans le monde, et qui s'accrochent à tous les résidus du capitalisme.

La liberté de coeur, la liberté d'expression doit servir les intérêts de l'ensemble de la population. Il faut revendiquer que toute la classe ouvrière puisse s'exprimer, dans des organismes soviétiques sur tous les problèmes de la construction de l'Etat Ouvrier. Les dissidents ne veulent pas le progrès de leur pays, mais cherchent à copier, calquer le capitalisme.

Les dissidents, tels Sakharov, font des appels aux gouvernements européens, aux gouvernements capitalistes, à Carter, pour intervenir en faveur de la défense des droits de l'homme, des libertés dans les pays socialistes. Au nom de quelles libertés vont-ils intervenir, alors que le capitalisme assassine quotidiennement dans le monde entier: Ils assassinent au Liban, ils empoisonnent par la pollution à Seveso, en Bretagne, ils provoquent la mort, la maladie, par son régime d'exploitation.

Ils provoquent le chômage, les fermetures d'usines. Ils financent les coups d'état, et les armées réactionnaires et mercenaires comme au Chili, comme en soutenant le FNLA et l'Unita en Angola. Ils provoquent des assassinats comme celui de Aldo Moro en Italie, pour justifier un coup d'état de droite, pour établir l'état d'urgence pour empêcher les communistes d'aller au gouvernement.

Pourquoi ne disent-ils rien contre les massacres qu'il y a actuellement en Chine, où des gens sont fusillés, emprisonnés, condamnés pour s'opposer à la politique de la direction chinoise actuelle, de régression, de reculs sur tous les acquis de la révolution culturelle. Pourquoi ne fait-on pas un comité pour la défense des libertés en Chine. Parce qu'il s'agit là précisément d'une opposition de gauche, qui refuse cette politique de la direction du Parti.

Les dissidents font aussi des appels aux partis communistes d'Europe à les défendre. Ils s'appuient sur les hésitations, l'indécision de ces partis pour faire une campagne contre l'Union Soviétique et les Etats Ouvriers. Défendre les dissidents ne fait pas progresser les Etats ouvriers. Par contre ce qu'ils font discuter, c'est que l'on organise, des tribunaux populaires dans les Etats Ouvriers, pour condamner les dissidents sur la place publique et que tout le monde intervienne, les ouvriers, les ménagères, les enfants. De cette façon, les dissidents seraient condamnés, parce qu'ils ne veulent pas le progrès du socialisme, dans le monde, mais veulent une société libérale avec une démocratie bourgeoise.

Au Mozambique, les juges et les avocats n'existent plus. Ce sont les gens dans les quartiers qui organisent la "Justice", et qui discutent tous les problèmes. Pourquoi ne pas faire la même chose en URSS, en Tchécoslovaquie et dans tous les pays socialistes. Nous invitons les partis communistes à revendiquer cette démocratie, qui est la démocratie soviétique, la plus complète, que Lénine et le Parti Bolchévique ont appliquée en 1917 et qui est la défense des intérêts de l'ensemble de la population.

Cette campagne de défense des dissidents, contre l'Union Soviétique est organisée par la bourgeoisie, et elle lui est seulement profitable. Le fait que l'on ne dise pas un seul mot sur les atteintes aux libertés en Chine, montre bien qu'il s'agit d'une attaque contre le progrès de l'Union Soviétique et des autres pays socialistes, qui sou-

Suite page 4

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

LUTTE OUVRIERE



ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IV^e INTERNATIONALE POSADISTE

7 Francs 16^{ème} Année N° 305 Le 22 Août 1978

Périodique bi-mensuel-Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE - B.P. 273 Charleroi I. - Abonnement à 12 Numéros : 80 Frs; - Abonnement annuel 150 Frs. - Abonnement de soutien : 500 Frs. - A verser au CCP 000.0976234.26 de C. Pôlet-Editeur Responsable : Cl. Pôlet, 20, Place Morichar-1060 Bruxelles.

Régionalisation ou programme de transformations sociales du pays

EDITORIAL

Toute la campagne de la bourgeoisie contre les Etats ouvriers, ne lui permet cependant pas de cacher ou de détourner l'attention, de la classe ouvrière, de la crise qui s'approfondit encore dans le régime capitaliste, tant sur le plan économique, que social et politique.

Quand des chefs d'ordres religieux aussi importants, pour l'Eglise, que les Jésuites, se mettent à discuter que l'Eglise devrait se détacher de l'idéologie, capitaliste et puiser dans le marxisme ce que ce dernier a de positif pour la diffusion de l'évangile, cela montre bien la débâcle de toute la société capitaliste; c'est aussi un reflet de la radicalisation du mouvement chrétien. Cette radicalisation elle-même, est un résultat de la force et de l'influence des luttes révolutionnaires des masses du monde, et de l'autorité des Etats ouvriers sur les masses ouvrières, et aussi celles de la petite-bourgeoisie en Europe capitaliste. Les idées d'une solution socialiste, ne sont pas venues par elles-mêmes au mouvement catholique; elles ne sont pas venues non plus par l'exemple des partis socialistes qui ont, au contraire, freiné ce mûrissement par leur participation au gouvernement capitaliste. Elles proviennent de l'expérience de l'histoire d'aujourd'hui, qui montre bien qu'il n'y a pas beaucoup de voies pour faire progresser un pays, pour développer l'économie, dans l'intérêt de la population: la voie pour progresser est celle de l'étatisation des moyens de production, de la planification, centralisée, de l'économie, et la participation de la classe ouvrière, des masses travailleuses à l'organisation du pays. C'est ce que montrent tous les pays dits "du tiers monde" qui cherchent à développer leur pays: l'Angola, l'Ethiopie, le Mozambique, le Vietnam, Cuba sont devenus "soviétiques" sans avoir besoin de présence de Cubains ou des Soviétiques c'est à dire, qu'ils prennent la voie de construire des Etats ouvriers.

Et l'on pourra dire tout ce qu'on voudra du "manque de liberté en Tchécoslovaquie", mais il n'y

à qu'à comparer: la Belgique en 1978 et la Tchécoslovaquie en 78: dans lequel des deux pays y-a-t-il près de 10% de la population, qui vit au-dessous du seuil de pauvreté (admis officiellement), moins de 20% de la population qui disposent à elles seules de plus de 50% des revenus (déclarés au fisc, car les revenus les plus importants de la classe bourgeoise, échappent au contrôle fiscal), quasi 10% de la population active, qui est sans travail, la moitié de la population qui faute de moyens ne peut prendre aucune vacances; dans lequel de ces deux pays faut-il payer des sommes énormes, pour faire des études secondaires et universitaires, ou pour la moindre activité culturelle? Et dans lequel de ces deux pays y-a-t-il une intoxication des masses, par la pollution des usines sidérurgiques, comme on vient d'en voir, de la voir à Châtelet! Alors, nous laissons bien volontiers à Hugo Camps et aux porte-parole de la bourgeoisie belge, la défense de "la liberté de coeur des tchécoslovaques"... mais en Tchécoslovaquie, comme dans n'importe quel Etat ouvrier le développement économique et social est réel et c'est l'ensemble de la population, qui en bénéficie.

Nous pensons, certainement, qu'il y a à critiquer, dans les Etats ouvriers, un manque de démocratie, socialiste et de participation de la classe ouvrière en tant que direction de la société. Mais ces "dissidents", qu'ils soient de la Charte 77, ou du Comité pour Hel-sinki, ne défendent pas un tel pro-

Suite page 4

LUTTE OUVRIERE
supplément du N° 305

SUR LA REUNION DES NON ALIGNES

Le 26 Juillet 1978

J. Posadas

Les divergences entre le Espagnol sur le Marché

La forme de la discussion entre le Parti Communiste Français et le Parti Communiste Espagnol, à propos de l'entrée ou non de l'Espagne dans le Marché Commun Européen, n'est pas correcte, tant du côté du Parti Communiste Français que de celui du P.C.Espagnol. Le Marché Commun Européen ne représente aucune solution, que l'Espagne y entre ou non.

La prise de position adoptée par le P.C.F. tient compte du développement du capitalisme français. Les problèmes des paysans ne se résolvent pas en s'opposant à l'entrée de l'Espagne dans le Marché Commun, mais avec une politique de suppression du capitalisme, un programme de lutte anti-capitaliste.

Le Marché Commun Européen est une multinationale géante dans laquelle les capitalistes les plus capables décident, entre autres l'impérialisme yankee, qui intervient, au travers de la France, de l'Angleterre et de l'Allemagne. Que l'Espagne entre ou non dans le Marché Commun, cela ne va résoudre aucun problème, et la politique des deux partis communistes ne fait qu'aiguïser l'affrontement des masses paysannes de France et d'Espagne.

Il faut proposer, tant aux masses françaises qu'aux masses espagnoles, un programme anti-capitaliste pour unifier l'agriculture dans une Europe socialiste. Face à l'Europe capitaliste, il faut proposer: l'Europe socialiste! C'est la seule forme scientifique de développement de l'Europe. Le développement actuel de l'industrie européenne n'est pas favorable aux masses. Il sert à l'enrichissement et à l'accumulation du grand capital.

La politique que mène le Parti Communiste Français à propos de cette discussion sur le Marché Commun Européen, indique l'absence de principes. Elle est destinée à influencer la petite-bourgeoisie. Elle ne tient pas compte d'une perspective de développement socialiste, mais celle du développement capitaliste. Si le PCF tient compte du développement socialiste, il ne fait pas cette politique. Une série de points, coïncident avec les positions de Chirac. S'il menait une autre politique, cela ne se produirait pas. Chirac a un intérêt, les communistes un autre. Mais de la façon dont ils interviennent, ils restent prisonniers de la politique de Chirac.

Chirac représente des secteurs très petits de la bourgeoisie française. L'étape de De Gaulle était différente. Celui-ci exprimait la tentative de se protéger contre l'invasion de l'impérialisme yankee, qui voulait le déloger. Aujourd'hui, les multinationales qui opèrent en France, sont étroitement liées aux Yankees et au reste de l'impérialisme mondial. Chirac ne représente rien. C'est Giscard d'Estaing qui représente les intérêts du capitalisme français. Chirac essaie de mener une politique réactionnaire, en soutien à un secteur du capitalisme français. Les communistes coïncident avec Chirac sur une série de points, ce qui lui donne de l'autorité.

C'est juste que les communistes fassent des accords avec des secteurs de la bourgeoisie, mais en maintenant leur indépendance et en appelant à lutter pour les objectifs de classe. Si par exemple, la bourgeoisie française était d'accord de s'unir aux Soviétiques, en vue de mener un plan qui puisse être un progrès, nous l'appuierions, mais tout en maintenant la politique de classe, les principes. Et nous appellerions à lutter contre le capitalisme et contre Giscard. Si Giscard fait un tel accord, c'est parce que cela lui convient; il ne le fait

pas en fonction de l'intérêt de la classe ouvrière. Nous profitons ainsi de leurs contradictions, mais sans nous soumettre à eux. Par contre, la politique du Parti Communiste Français représente, en dernière instance, une soumission.

La politique qui consiste à lutter pour empêcher l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché Commun est absurde. Elle se fait en défense des intérêts d'un secteur du capitalisme français, parce que c'est Giscard qui représente le grand capital. Ce que le PCF doit, au contraire, proposer, face au Marché Commun Européen, est l'Europe socialiste. Il faut opposer l'Europe socialiste au Marché Commun Européen, en montrant qu'il n'y a pas d'issue dans le cadre de celui-ci, ni pour le paysan français, ni pour l'espagnol ni pour le portugais. La preuve en est que, au cours des dernières années, des dizaines de milliers de petites entreprises ont disparu.

Les communistes n'ont pas la même politique que celle de Chirac. Mais ils coïncident avec elle dans la façon de traiter une série de problèmes. Le problème de la petite bourgeoisie n'est déjà plus le même qu'à l'époque de Trotsky. Aujourd'hui, l'issue est globale. Cela n'annule pas la possibilité de donner des issues locales ou partielles, mais déjà il existe les conditions, pour la centralisation du marché capitaliste, qui ne peut se faire avec une politique partielle. On ne peut mettre un règlement à l'Europe des grands trusts; il faut donc proposer l'Europe socialiste, et montrer que, pour avancer, l'Europe doit être unifiée et centralisée. Mais alors, quelle Europe? L'Europe socialiste ou l'Europe capitaliste? Cela surgit clairement de l'économie. Quand Lénine et l'Internationale Communiste ont posé le mot d'ordre d'Etats-Unis Socialistes d'Europe, ils prévoyaient tout cela.

C'est l'arrièrément politique des communistes qui les mène derrière l'un ou l'autre. Ils n'ont pas de politique propre. Le paysan français ne peut se défendre à l'intérieur du capitalisme. Pour défendre le petit paysan français, ils doivent défendre le petit paysan espagnol et l'italien, et ils ne peuvent le faire à l'intérieur du capitalisme, mais au contraire, en luttant pour le socialisme et en systématisant une série de mesures qui permettent d'atténuer le poids des charges que le grand capital fait peser sur le petit producteur agricole. Il faut montrer qu'il n'y a pas de perspectives pour eux au sein du capitalisme. On doit faire une politique de défense du petit producteur, mais pas comme ils le font. En France même, le paysan dépend du grand capital, de la banque pour les prêts, la vente des produits et le transport. Parfois, il faut mettre les marchandises sur le marché des délais très courts et le petit paysan n'a pas les moyens de le faire, alors la banque intervient et se charge de tout, mais au prix de mille impositions pour le paysan. Elle achète à bas prix, ou même à un prix normal, mais ensuite ils détruisent tout et imposent une énorme augmentation des prix.

Les communistes savent tout cela, ils écrivent sur tous ces problèmes. Tous les ans, les grandes sociétés capitalistes achètent la plus grande partie de leur production de pêches aux paysans italiens et grecs pour les exporter; mais au lieu de les exporter, ils les détruisent sur place. De cette façon, ils mettent peu de fruits sur les marchés européens et récupèrent d'énormes bénéfices en augmentant les prix des fruits. Ils paient cent

millions pour les détruire, et gagnent ensuite 700 millions dans l'augmentation des prix. Ils jettent des tonnes de fruits, alors qu'il en manque dans les hôpitaux. Bien qu'ils n'aient pas l'intention de défendre tout cela, les communistes le soutiennent avec leur politique. On ne peut éliminer tout cela sans abattre le capitalisme.

Le Marché Commun Européen signifie la concentration de l'appareil de production, des finances, de la commercialisation dans les mains du grand capital. Ils sont tous déterminés par l'intérêt de la grande industrie. Le grand capital financier et industriel est amalgamé au grand capital agraire et ce sont eux qui déterminent le cours de l'argent, du marché, de l'achat, de la vente et des récoltes. Ils font de même avec la viande, avec le blé. Un paysan ne peut se défendre de cette politique. Ce n'est plus l'étape d'ascension du capitalisme, où l'on pouvait tirer certains avantages de la concurrence inter-capitaliste. Le capitalisme aujourd'hui, est épuisé. C'est l'Europe du grand capital, et elle ne peut prendre d'autre forme. Pour faire une autre Europe, il faut l'Europe socialiste. Il faut alors lutter pour l'unification de l'Europe sur la base du socialisme. L'expérience du Portugal, est bien claire. L'échec de la politique de Soares est l'échec de la politique visant à soutenir, contenir et se laisser guider par le Parti qui est allié au grand capital, aux propriétaires terriens, aux grands capitalistes.

la discussion dans le p.c.f. et le manque de perspective historique de l'eurocommunisme

La discussion en France est en train de s'élever, autour de la tactique et des objectifs. Cela s'exprime dans la discussion sur l'eurocommunisme et le pluralisme. Il y a des différences notoires entre le Parti Communiste Français, le Parti Communiste Italien et l'Espagnol. Dans la discussion du P.C.F. s'expriment des doutes théoriques, politiques, programmatiques, et ceci d'une façon chaque fois plus proche d'une rupture. Une crise vient de se passer; elle n'est pas terminée et elle se poursuit sous forme de discussions partielles qui, à court délai, vont se faire plus générales, quand la lutte en France et dans le monde va devenir plus aiguë.

Le P.C.F. a des positions divergentes par rapport aux autres partis communistes de pays limitrophes en ce qui concerne les problèmes de la tactique et du programme, ainsi que sur la façon d'agir à l'intérieur de l'eurocommunisme. Cela indique que l'eurocommunisme n'est pas un programme, ni une orientation, surgissant de la nécessité objective de la lutte de classes, mais qu'il est un programme inventé. C'est pour cela que les positions se heurtent à chaque instant.

L'eurocommunisme n'est pas un programme vérifié par l'histoire, comme l'a été le programme des Bolchéviques pour la prise du pouvoir, et comme l'est celui de l'Etat ouvrier. C'est ce qui va créer une crise beaucoup plus profonde que celle qui existe actuellement. Cela s'exprime dans les divergences que les communistes ont entre eux sur des problèmes tels que l'entrée de l'Espagne dans le Marché Commun. Les Partis Communistes Français et Espagnol attribuent au Marché Commun

La Communauté Economique Européenne est la communauté des grands capitaux qui dominent le marché. Face à cela, il n'y a pas de réponse nationale, mais une réponse européenne. Le capitalisme la donne, en défense du grand capital. Le mouvement ouvrier doit en donner une, contre cela. L'opposition petite-bourgeoise n'a pas d'effets, pas de valeur, car elle n'a ni les capitaux pour se défendre, ni la base sociale. Et même si elle avait, et les capitaux et la base sociale, elle ne pourrait y faire face qu'avec une politique prônant le remplacement du capitalisme par l'Etat ouvrier.

C'est ce que doivent discuter, le Parti Communiste, le Parti Socialiste Français et les syndicats. Il faut discuter tout cela dans les quartiers, les usines, les écoles. Le Parti Communiste et le Parti Socialiste prennent la C.E.E. comme un fait nécessaire au progrès de l'humanité. C'est un mensonge. Le Marché Commun n'est aucunement nécessaire. C'est une imposition pour permettre aux grands capitaux de dominer. C'est la concentration du capital local et national en Europe. En dehors de cela, le capitalisme ne peut vivre. Il n'a d'autre manière de vivre qu'au travers de la grande concentration de capitaux. Le COMECON par contre, est un centre qui stimule, développe l'économie des Etats ouvriers. Il faut aussi en discuter

une force et un pouvoir qui n'existent pas. Le Marché Commun ne répond à aucune nécessité pour le progrès. Il sert à coordonner les intérêts de la grande bourgeoisie, à contrôler la lutte entre eux, et à empêcher qu'un pays puisse entrer dans l'aire socialiste.

L'autre aspect est celui de la discussion à l'intérieur du P.C.F. lui-même. La crise intérieure est en train de se développer, sous une autre forme. Il ne s'agit pas de discussions publiques, ni de ruptures, mais de discussions exprimant une résistance à la politique de la direction. La direction du P.C.F. a une politique inconséquente et conciliatrice qui, par manque d'une position théorique ferme, le conduit à s'accrocher à Chirac. Bien qu'ils ne s'y accrochent pas organisationnellement, ils le font politiquement et confondent les secteurs petits-bourgeois car, avec cette politique, ils encouragent l'idée que le progrès en France, est possible sous le capitalisme.

D'autre part, les lettres qu'ils publient, les discours que font les dirigeants et particulièrement Marchais, démontrent qu'il y a beaucoup de résistance et un refus de l'abandon du matérialisme dialectique et de Lénine. Le P.C.F. n'a pas discuté cela ouvertement, mais d'après ce que dit Marchais et les autres dirigeants, on voit qu'ils le discutent. Le Parti Communiste n'a pas une orientation programmatique, propre. De plus, c'est une très grande erreur que de dédier l'essentiel de sa politique à l'attaque envers le Parti Socialiste. Cela indique une absence de programme, de politique, d'analyse. En même temps,

Partis Communistes Français et

Commun

Extraits

Le 23 Juillet 1978

J. POSADAS

une discussion se développe dans le Parti Socialiste pour la formation d'une gauche avec un programme répondant aux problèmes des masses. Ce la n'est pas encore clair parce qu'il n'y a pas encore une équipe dirigeante, mais l'objectif de la discussion qu'il mène conduit à cette conclusion.

Il y a un recul constant de la CGT qui a pour origine le manque de vie politique des partis ouvriers. La CGT s'adapte à la passivité dans les relations avec le gouvernement. Mais tant dans le Parti Communiste, que dans le Parti Socialiste et au sein de la CGT, il y a une énorme quantité de cadres qui cherchent à réanimer la politique de classe. Ce la s'exprime de façon indirecte au travers de ce que dit Ségué. Mais celui-ci défend des accords, des revendications d'augmentations de salaires et d'amélioration des conditions de travail qui signifient un progrès relatif, mais qui laissent intacte, la structure du système capitaliste. On ne peut rien faire en France, si on ne combine pas les revendications salariales, les améliorations des conditions de travail, avec des changements de structure. Si on ne pose pas l'élimination du capitalisme, il ne peut y avoir aucune amélioration de la situation, en France.

C'est ainsi que Giscard d'Estaing essaie de faire une politique qui ouvre les portes pour une discussion avec les directions ouvrières. Il fait cela pour s'adresser à la petite-bourgeoisie. Ce n'est pas une politique de force du capitalisme français. C'est une politique, destinée à impressionner la petite-bourgeoisie et à attirer des gens à lui en montrant que la politique, les organes et les objectifs des partis ouvriers et des syndicats, sont faibles.

Il essaie également, par cette politique, d'accroître la fonction, des multinationales, même s'il ne les nomme pas. La dernière réunion des Neuf a été une réunion d'une multinationale géante. Ils se sont réunis pour que personne n'échappe, au contrôle du capitalisme et pour essayer de dominer, de contrôler et de diriger les divergences entre eux et imposer en même temps la fixation des prix, de la production. Ils cherchent à contenir les conséquences de la crise du capitalisme, qui s'exprime dans l'augmentation des prix, du chômage, dans l'inflation, et dans l'aiguïssement de la concurrence entre eux. Ils font cette réunion pour contenir tout cela. Ceux qui dominent sont les Yankees, les Japonais, les Allemands et les Français. Quand ils font une telle réunion c'est parce qu'ils sentent, la faiblesse du système et cherchent à se maintenir en bloc pour parvenir à un accord, qui de toutes façons est superficiel. Tout en étant importants, les accords qu'ils font sont superficiels. Ce sont des recommandations, et non des résolutions imposant une application. Tout ceci est destiné à préparer les conditions pour que l'OTAN puisse lancer la guerre à un moment déterminé. Ce n'est pas simple de la faire, parce qu'ils sentent que les Soviétiques ont des armes pour les liquider tous; mais ils voient que si la crise du capitalisme dure encore 2 ans, ils n'ont pas d'autre solution et que la guerre peut éclater à court délai. Cela dépend des seconds qui commandent.

Il est visible et clair qu'ils essaient de coordonner de façon à

ce que les pays capitalistes les plus puissants interviennent maintenant, au bon moment, afin de donner un stimulant au développement économique pour contenir le chômage. Cela signifie qu'ils veulent avoir l'air d'être capables de résoudre les problèmes pour que l'Etat ouvrier ne gagne pas d'autorité sur les masses

Un des aspects essentiels qui a motivé cette réunion est la résolution des syndicats allemands, qui ont demandé - en Allemagne capitale - liste qui est le plus réactionnaire des pays dits démocratiques d'Europe -, les étatisations, les expropriations, et d'en finir avec les interdits professionnels.

Cette réunion a aussi pour but de faire dépendre le capitalisme européen de l'appareil yankee. Les pays capitalistes européens vivent dans des contradictions énormes, parce qu'ils se heurtent économiquement des Yankees et en même temps, ils se heurtent à eux du point de vue militaire. L'impérialisme yankee cherche à faire peser sa prépondérance, militaire, et les autres résistent. Cela indique qu'entre la solution économique et la solution militaire, c'est cette dernière qui prévaut, sans pour autant que soient éliminées les divergences économiques, qui sont très importantes.

Tout cela pèse sur la France, et l'impérialisme français s'est lancé à prendre une plus grande participation sur le marché mondial, pour élargir les forces du capitalisme et se sauver lui-même. De tous les pays qui ont assisté à cette réunion, le plus faible est l'impérialisme français. Du point de vue économique ce n'est pas le plus faible, il a encore pas mal de forces pour se soutenir. Mais il est le plus faiblement socialement, car il y a en France, le Parti communiste, et la CGT les plus puissants, les organisations de la petite-bourgeoisie les plus élevées et les plus liées au mouvement ouvrier, le mouvement "gauchiste" le plus puissant, et l'organisation syndicale de la police la plus élevée également. C'est pour cela qu'ils ont besoin de soutenir l'impérialisme français. Bien que les Allemands concurrencent les Français, ils ont besoin de protéger ceux-ci des conséquences des luttes syndicales et politiques qui se déroulent en France.

Dans ce processus, il est nécessaire d'augmenter la vie politique des partis ouvriers et des syndicats. L'intervention de l'impérialisme yankee a pour but de protéger le système capitaliste mais en

la polémique entre le pc et le ps et la nécessité de donner une réponse programmatique anti capitaliste

Il faut arrêter de critiquer les socialistes et de les accuser d'être agents du gouvernement ou de se préparer à le devenir, et proposer ce programme, qui va éduquer l'avant-garde communiste et socialiste, dans le but d'impulser le Parti Socialiste. Là est la solution. Les socialistes sont dans une situation de crise assez grande, qui provient de ce qu'ils ne savent pas répondre aux problèmes de la société. La crise du Parti Communiste a les mêmes bases.

Au nom de qui, les 300 millions qui se sont plaints du Parti Communiste l'ont-ils fait? Il faut répondre à cette question, cela mon

même temps, de canaliser la crise, pour qu'elle se décharge dans les autres pays capitalistes. C'est ce qu'il cherche et qu'il arrive à faire partiellement.

Ils sont aussi en train de programmer un développement économique. L'Allemagne doit faire de plus grands investissements pour développer l'économie de façon à pouvoir donner plus de travail. Pour cela, ils doivent augmenter la production capitaliste, sans éliminer la concurrence mais en la contrôlant. Il est impossible de le faire. Cela indique une crise très grande du capitalisme.

Face à cela, les partis ouvriers et les syndicats doivent donner des solutions en combinant revendications de salaires, amélioration des conditions de travail, avec des changements et des transformations. La politique suivie par le Parti Communiste est chauvine. Il n'existe aucune solution pour le développement de la France. C'est une solution qui tend à porter préjudice à la grande bourgeoisie à travers le gouvernement, mais qui encourage le développement de la petite-bourgeoisie à travers les gaullistes. C'est une politique fautive destinée à essayer d'influencer la petite-bourgeoisie au moyen du nationalisme.

Les cadres des partis de gauche doivent intervenir dans cette crise. Il y a une véritable crise de direction qui correspond à l'absence de programme, car ils n'ont pas de réponse à la crise du capitalisme et se sentent vaincus électoralement, alors que c'est faux. Ils n'ont pas gagné. Mais le capitalisme ne peut résoudre aucun problème, la crise continue comme avant. Le mouvement ouvrier se montre aussi puissant qu'avant. Ce qui manque est un programme qui cherche à donner des solutions au-delà du système capitaliste. Mais les partis ouvriers centrent tout autour d'une amélioration à l'intérieur du système capitaliste, ou bien autour des seules nationalisations qui, par elles-mêmes, représentent une solution très lointaine. Ils doivent mener toute une politique d'éducation des masses, de la population, dans laquelle ils montrent l'avantage d'une politique d'étatisations, de contrôle ouvrier, de planification de la production et de ce qu'il faut produire. Ils doivent faire une campagne d'éducation partant des syndicats, des écoles, des quartiers, des syndicats de la police, des conseils d'usines et de quartiers, et discuter une telle conclusion avec les socialistes.

tre l'état de confusion du Parti, parce qu'il n'a pas d'objectifs précis.

L'eurocommunisme et le pluralisme les empêchent d'avoir un programme objectif. Leur programme oscille alors, à l'intérieur du système capitaliste. Cela ne peut donner assurance, et encourage et stimule, les courants conciliateurs, ceux qui tendent à l'adaptation au capitalisme, à une combinaison du progrès avec l'existence du capitalisme, accentuant par conséquent le caractère du pluralisme dans un sens plus bourgeois.

Ceci est la conséquence du man

que de politique, de programme et d'objectifs de classe de la politique du Parti Communiste. Il a des objectifs de classe en général, de revendications, mais sans transformations sociales. Le capitalisme en France peut se tenir à flots dans sa crise, parce que ni les communistes, ni les socialistes ne présentent un programme de transformation sociale. Les cadres du Parti Communiste et du Parti Socialiste doivent discuter un plan de transformations sociales.

La discussion qui s'est faite, à propos de la publication de lettres des camarades qui écrivent à la direction, n'a pas reçu une réponse appropriée. Les militants communistes ont le droit de parler, et de discuter s'ils le croient nécessaire, et la direction et les cadres ont le droit et le devoir d'orienter la discussion et de démontrer que celle-ci se fait dans le vide, car ceux qui discutent ne posent pas qu'il faut changer le régime capitaliste, et ne se basent pas sur les expériences de l'histoire. Les expériences de l'Union Soviétique, de la Chine, de Cuba, de l'Angola, de l'Algérie, du Mozambique, ne sont-elles pas valides? Ne s'agit-il pas d'expériences pour guider la France?

Ils laissent tout cela de côté et discutent en l'air, tant ceux qui disent défendre Marx et le marxisme, que ceux qui se défendent de Marx et du marxisme. Il n'y a pas une discussion qui se base sur des expériences scientifiques, mais un vide dans la discussion. On ne discute pas en fonction des expériences ou des exemples concluants, comme le sont l'Angola, le Mozambique, l'Ethiopie, l'Algérie, Madagascar, la Chine, l'Indochine, Cuba.

Ils discutent par conséquent, d'abstractions, et la direction accompagne et développe ce type de discussions. Pour justifier l'eurocommunisme, ils dédient une partie essentielle de leurs publications de politique extérieure à une critique de l'URSS au sujet des "dissidents". Mais ils n'ont pu publier aucune idée des dissidents, qui soit valable pour le communisme. Alors, pour quoi les défendent-ils? Avec ce même critère, ils peuvent défendre un assassin ou les nazis, au nom du même droit: c'est une abstraction. Que défendent-ils chez les dissidents? le droit à quelle politique, à quel programme, à quels objectifs? D'autre part, comment faut-il mesurer l'Union Soviétique? par le fait qu'elle ne laisse pas parler les dissidents et les condanne, ou par le fait qu'elle appuie l'Angola, le Mozambique, l'Ethiopie, Madagascar, le Vietnam? Juge-t-on l'URSS par le fait qu'elle ne laisse pas tous ces types publier des livres qui chantent l'individualisme, qui font des éloges à l'individualisme? quelle contribution apportent-ils à l'idée socialiste? On ne peut juger de la même manière, l'URSS et les Yankees

Lors de la réunion de l'O.U.A. quand on a voulu comparer l'URSS, aux Yankees, plusieurs pays ont déclaré qu'ils remplissent des fonctions différentes. Nous disons la même chose. Les Soviétiques appuient, le progrès du monde. Quel progrès, défendent les dissidents? aucun d'eux n'a appuyé une seule fois la lutte révolutionnaire des masses du monde.

Quel droit défendent le Parti Communiste Français et les autres partis communistes en défendant ces gens-là? C'est une erreur et une politique fautive. C'est une fautive conception qui vient de l'eurocommunisme. On ne peut défendre le droit abstrait à parler. Il faut dire pourquoi. Tandis que les Soviétiques

suite page 4

Régionalisation....

éditorial

gramme. Alors, pour aider à faire progresser la démocratie socialiste en Tchécoslovaquie, en Union Soviétique, dans les autres Etats ouvriers, c'est un devoir, pour les tendances de gauche en Belgique de montrer des expériences de révolutions où les masses ont une grande participation, interviennent dans des comités de quartiers, d'usines, dans des conseils révolutionnaires, où ce sont les masses qui élisent les juges et tous les magistrats et qui contrôlent le développement de la société, où on cherche à appliquer, dès maintenant, le principe "à chacun selon ses besoins": il faudrait donc faire, en Belgique, une grande campagne du Parti Socialiste, du Parti Communiste, de la gauche chrétienne, des syndicats, des groupes, pour faire connaître à la classe ouvrière belge ce que font l'Angola, le Mozambique, le Vietnam, l'Ethiopie, Cuba! il faudrait, en même temps, l'exemple du fonctionnement, de la démocratie ouvrière dans les organisations du mouvement ouvrier, en Belgique: ainsi on apportera une contribution au progrès de la démocratie socialiste dans les Etats ouvriers.

Il ne faut pas s'adapter à cette campagne que fait la bourgeoisie mais au contraire, développer une offensive de la part du mouvement ouvrier, de toutes les tendances de gauche et révolutionnaires pour discuter: où va la Belgique! qui peut donner une issue à la crise qui s'aggrave constamment: le capitalisme, ou la classe ouvrière?

Dans les syndicats, plusieurs dirigeants sont en train de poser certaines auto-critiques et reconnaissent que le mouvement syndical, en Belgique, a trop souvent lutté pour des revendications immédiates,

sans poser une alternative de société, et que maintenant on va être acculés à le faire car même les revendications immédiates ne peuvent être satisfaites par le régime capitaliste.

C'est le même problème, dans le fond, qui conduit le mouvement ouvrier chrétien à avancer sur des positions, des conclusions anti-capitalistes et qui radicalise les positions au sein du Parti Socialiste. Cependant, toutes ces déclarations, expriment le désarroi et la crise dans laquelle se trouvent les directions du mouvement ouvrier, qui ne comptent pas que la crise capitaliste allait se poursuivre et qui, au contraire, espèrent une crise, transitoire et un redressement de l'économie capitaliste. Or, il n'en est rien. Et pas à pas, la classe ouvrière doit lutter durement pour défendre ses droits acquis; ceux-ci sont constamment attaqués et remis en cause par le gouvernement et le patronat. Il est bien certain que le chômage ne va pas diminuer, ni les fermetures d'entreprises, que les rationalisations et l'automatisation vont s'accroître, que les faillites des petites et moyennes entreprises vont encore augmenter.

Les grands pays capitalistes se livrent une véritable guerre entre eux, au travers de la crise monétaire. Ils n'osent pas faire une guerre militaire entre eux car ce serait leur fin à tous et la victoire pour les Etats ouvriers et la révolution dans les pays capitalistes. Mais les batailles pour le dollar, le mark ou le franc équivalent à des guerres. Elles montrent que le régime capitaliste n'a pas de ressort, de capacité, de moyens pour remettre sur pied l'économie et y incorporer des secteurs importants,

de la petite-bourgeoisie. La crise atteint aussi ces secteurs-là et leur coupe toute idée de prospérer, de faire carrière, de s'élever socialement dans la société capitaliste

LA REGIONALISATION NE RESOUD AUCUN PROBLEMES DES MASSES .

Les conflits qui se développent autour du problème de la régionalisation sont, eux aussi, un reflet, de l'aggravation de la crise capitaliste. Les tergiversations pour voter la loi sur la régionalisation, les réticences manifestées par le Conseil d'Etat, les ajournements successifs provoqués par les partis de la droite viennent de la peur, que la bourgeoisie attrape devant le danger de désintégration économique et politique de la Belgique capitaliste. Cela ne veut pas dire pour autant que la régionalisation, apportera une solution, un progrès pour les masses travailleuses! Ce sont des secteurs de la propre bourgeoisie qui ont prôné la régionalisation comme un moyen de se défendre contre le progrès du socialisme et contre l'élévation des luttes de la classe ouvrière dans tous les coins de la Belgique.

Mais la régionalisation apparaît comme une impasse maintenant, pour les directions du mouvement ouvrier qui l'avaient appuyée au départ: que ce soit dans la FGTB, la CSC ou le PSB. Même les groupes fédéralistes (comme celui de Yerna), disent maintenant, que même si la régionalisation est votée, elle n'aura aucun contenu anti-capitaliste. Et cette fameuse régionalisation, qu'on a présentée comme la solution de tous ses maux, à la classe ouvrière s'avère de plus en plus incapable, de résoudre le problème du chômage, ou celui de la détérioration des conditions de vie des masses; elle ne permettra pas non plus, aucune amélioration de l'économie. La Belgique régionalisée ou pas, n'est pas isolée du reste du monde capitaliste: si on ne prend pas de mesures, anti-capitalistes, il n'y a pas de solution à la crise.

La bourgeoisie se rend compte, que même si elle dirige la régionalisation, elle ne pourra plus empêcher une élévation des luttes de la classe ouvrière, dans tout le pays, et de l'unification anti-capitaliste de ces luttes. C'est pour cela qu'elle est tellement divisée quant à la mise en oeuvre de la régionalisation. Autrefois elle était farouchement unitariste pour assurer le maintien de son pouvoir en Belgique. Ensuite elle a manœuvré avec cette mesure de régionalisation, pour diviser les forces du mouvement ouvrier et pour continuer à sauvegarder, son pouvoir économique et social. Mais cela ne signifie plus aucune garantie pour elle. La crise totale du système capitaliste, met en évidence pour les masses, inclus des couches importantes de la petite bourgeoisie, qu'il faut une autre société, qu'il faut des transformations sociales pour assurer le progrès de la population, et pas seulement des institutions régionales. D'autre part, une tendance de la bourgeoisie, surtout flamande, se prépare à se séparer même du reste de la Belgique, en cas de crise révolutionnaire.

C'est toute cette crise qui s'exprime dans cette discussion des chefs des ordres catholiques, dans les prises de positions du mouvement chrétien, dans les élans de combativité (même si ils sont seulement au parlement) de Cools contre la propriété privée.

La classe ouvrière mène une lutte permanente, de Caterpillar, aux usines de raffinage du pétrole, aux usines Salik de Quaregnon, . Tout cela montre aussi, qu'il y a des conditions pour mener une offensive de la part de la classe ouvrière, et qu'il faut lutter pour la démocratie ouvrière dans nos propres organisations, pour permettre à toute la volonté de lutte des travailleurs de s'exprimer pleinement. Il faut aussi développer un front unique de toutes les tendances de gauche pour faire avancer des mesures et un programme de transformations sociales, en Belgique, unifier les forces afin d'empêcher l'application, dans l'immédiat, des pouvoirs spéciaux, de la loi anti-crise, et développer une discussion dans tout le mouvement ouvrier, pour un programme anti-capitaliste.

Il faut aussi développer un front unique de toutes les tendances de gauche pour faire avancer des mesures et un programme de transformations sociales, en Belgique, unifier les forces afin d'empêcher l'application, dans l'immédiat, des pouvoirs spéciaux, de la loi anti-crise, et développer une discussion dans tout le mouvement ouvrier, pour un programme anti-capitaliste.

LA TCHECOSLOVAQUIE

tiennent les mouvements révolutionnaires dans le monde, et qui ont mis l'impérialisme américain et mondial en déroute, au Vietnam, en Angola, au Mozambique, en Ethiopie, en Afghanistan.

Nous tenons à condamner le Comité Tchécoslovaquie-10 ans, et les organisateurs de la manifestation du 20 Août à Bruxelles, qui font toute une campagne contre l'Union Soviétique et les pays du Pacte de Varsovie, qui mobilise des forces et déploie des moyens pour une telle agitation alors qu'il n'y a aucune manifestation contre la loi anti-crise contre l'impérialisme américain, contre Mobutu. Cette manifestation a un caractère réactionnaire et contre-révolutionnaire, même si certains chrétiens qui y participent n'en ont pas conscience. Nous nous réjouissons que le CNAPD, et le Parti communiste, n'y participent pas. Cette manifestation équivaut à condamner l'intervention soviétique en Afrique, en Angola, au Mozambique et aussi au Vietnam. Cela va conduire à n'importe quelle alliance, accord avec le capitalisme, ou des secteurs de la bourgeoisie. Il faut d'ailleurs s'inquiéter de la similitude de certains mots d'ordre avec les partis de l'extrême droite.

Le gouvernement vote la loi anti-crise, les travailleurs, les familles en subissent déjà les conséquences. Il n'y a aucune manifestation, contre cette loi, il y a eu une seule petite manifestation pour condamner l'intervention du gouvernement belge au Zaïre et on se permet le luxe d'organiser une manifestation contre l'Union Soviétique, pour la "neutralité", "l'indépendance nationale", la "démocratie".

Cette manifestation et toutes les attaques contre les pays socialistes se font précisément quand le camp socialiste, élève son intervention dans le monde, élève l'application des principes du marxisme, et organise toutes ces forces pour affronter l'impérialisme et le capitalisme. Les dernières déclarations de Marchais aux journalistes à la TV font partie de ce progrès. Il pose la nécessité de reconstruire l'Union de la gauche à la base, dans les usines, et que les élections n'ont pas été un échec de la gauche, et que dans les pays socialistes; les travailleurs disposent de plus de droits que dans n'importe quel pays capitaliste.

Celles de Berlinguer également, parce qu'il pose la nécessité de lutter pour le renversement du capitalisme. Les discussions dans le mouvement communiste mondial s'élèvent. Les déclarations de Ceausescu montrent la nécessité de l'unification du mouvement communiste, au travers de l'appel qu'il a fait à refaire une conférence des Partis Communistes d'Europe alors que lors de la dernière réunion, ils s'étaient jurés de ne plus jamais refaire de telles réunions. Face à l'élévation du processus mondial, du murissement de la révolution dans le monde et de l'approfondissement de la crise du capitalisme, les partis communistes doivent approfondir la discussion d'un programme de transformations sociales. Nous appelons le Parti Communiste belge à approfondir cette discussion et à intervenir en organisant des campagnes d'explication, de distributions de tracts pour montrer la supériorité économique, politique et sociale des Etats Ouvriers de l'Union Soviétique, de la RDA, de la Tchécoslovaquie, et également de la Chine malgré les positions réactionnaires de sa direction, du Vietnam.

Le 19 Août 1978

LES DIVERGENCES...

ques ne laissent pas parler les dissidents, ils laissent parler les Angolais et les Mozambicains qui sont en train d'influencer le monde. S'il faut corriger quelque chose en Union Soviétique, c'est dans la direction. Mais il ne faut pas le faire dans le sens que ces partis disent: il faut affirmer la direction dans une politique de classe, il faut élever le fonctionnement intérieur en Union Soviétique afin de permettre une vie basée sur la démocratie soviétique, il faut intervenir dans le but d'améliorer la politique qu'ils mènent. Il ne s'agit alors d'aucun changement. Il ne faut pas s'allier à la démocratie bourgeoise, il faut s'allier au mouvement ouvrier mondial, aux Etats ouvriers, pour les impulser et, de là, les corriger.

La politique des partis communistes est fautive et a des conséquences dans la politique intérieure, car ils mènent ensuite une politique ambiguë, douteuse, hésitante. Ils ne mènent pas une politique résolue. La conséquence en est que l'actuelle discussion du Parti Communiste se fait de façon abstraite, empirique et vide de contenu et d'objectifs anti-capitalistes et révolutionnaires: ce sont des objectifs, démocratiques, abstraits.

Il faut poser un programme de revendications de salaires, d'amélioration des conditions de travail,

faire un plan de production, d'étatisations, un plan d'extension de la discussion dans le Parti Communiste à tous les problèmes de la crise mondiale du système capitaliste, et que le Parti Socialiste le discute également. Il faut organiser une discussion sur les Etats ouvriers et faire toutes les critiques qu'ils croient nécessaire de faire, mais sur la base de l'appui, à l'Etat ouvrier, de son impulsion, et appeler tous les Etats ouvriers à discuter ouvertement tous les problèmes du communisme, les expériences réalisées, les voies pour y parvenir. Il faut discuter aussi qu'il est nécessaire d'appuyer ouvertement et inconditionnellement le mouvement ouvrier révolutionnaire mondial et le mouvement des pays colonisés ou semi-colonisés contre le système capitaliste, en l'unissant à la discussion d'un programme de transformations sociales en France, combiné à des revendications de salaires, d'amélioration des conditions de travail et d'un plan de production. (...)

23.7.1978

J. POSADAS

Le texte complet de cet article du camarade J. POSADAS est publié sous forme de brochure et peut être obtenu sur demande, à l'adresse du Parti (Prix: 20 FB)

LUTTE OUVRIERE



ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section belge de la IV^e INTERNATIONALE POSADISTE

Bi-mensuel

n° 306 bis

17.10.1978

7 F.B.

DECLARATION DU BUREAU POLITIQUE DU P.O.R.(T)

C'est la classe ouvrière qui, seule, peut sortir le pays de la crise au bénéfice de la population

Les travailleurs, sans avoir besoin d'élections, ont déjà voté, au travers de leurs luttes, au travers de la grève du pétrole, de l'occupation de la RBP qui se poursuit, de l'action des ouvrières de Salik. qui organisent elles-mêmes la production, au travers du referendum d'Andenne où toute la population s'est prononcée contre l'utilisation de l'énergie nucléaire dans les mains du capitalisme: ils ont déjà voté aussi il y a deux ans, en faisant les grèves générales unanimes du "vendredi" contre la préparation de la loi anti-crise. Ils ont voté aussi, en refusant que l'intervention militaire belge au Zaïre serve à défendre les intérêts et les biens des grandes sociétés capitalistes. La crise qui a éclaté maintenant au sein du gouvernement et l'éventualité de nouvelles élections, sont toutes des affaires dans lesquelles la classe ouvrière n'a pas pu intervenir, ni faire peser son jugement et ses propres perspectives. Tous les partis bourgeois crient: "le pays a besoin d'être gouverné...", mais de quoi ont-ils donc si peur? de conflits linguistiques et communautaires qui risqueraient de déchirer le peuple belge? Non. Ils ont besoin d'un gouvernement au service du capitalisme pour avoir un rempart contre la montée du mécontentement et des luttes des masses et pour essayer de faire encore plus payer la

crise capitaliste par les travailleurs de ce pays. Les "problèmes communautaires" sont le rideau de fumée derrière lequel tous les problèmes que la crise profonde du régime capitaliste pose à la population travailleuse, peuvent apparemment s'estomper. Le gouvernement ne tombe pas à cause des problèmes dit communautaires. Il tombe parce que le capitalisme lui-même est en train de tomber et est tout à fait incapable de représenter un progrès, d'assurer un développement de l'économie, de répondre aux besoins de la population.. N'importe quel gouvernement, quelle que soit la formule qu'ils vont lui trouver, se trouvera dans la même situation et sera voué à une chute rapide parce qu'il va se heurter aux mêmes problèmes: qui va faire les frais de la crise? la classe ouvrière ne veut pas en faire les frais plus longtemps! Que les capitalistes la paient eux-mêmes! Alors, la bourgeoisie pour faire face à cela, devrait imposer un gouvernement ultra-réactionnaire ou le fascisme. Mais elle n'est pas en conditions de le faire. Le fascisme - bien qu'il est vrai que les groupes fascistes développent de plus en plus d'activités comme fer de lance du capitalisme contre les tendances de gauche- n'a aucune perspective de triompher. Toutes les dictatures que le capitalisme mondial a cherché à instaurer, en Europe ou en

Amérique Latine, ont échoué, depuis l'Espagne jusqu'au Brésil, en Iran, ou au Nicaragua. C'est pour cela aussi que le capitalisme mondial se concentre dans la préparation militaire contre les Etats ouvriers, contre les révolutions dans le monde, contre les luttes de la classe ouvrière en Europe et aux Etats-Unis. La bombe à neutrons n'a pas été reléguée dans les tiroirs...

La bourgeoisie belge n'est pas en conditions de forces pour imposer, un gouvernement réactionnaire directement. Elle cherche encore à utiliser la direction du Parti Socialiste pour faire passer des mesures anti-ouvrières et faire payer la crise aux travailleurs, à la petite bourgeoisie pauvre; de même elle suscite et entretient les soi-disant problèmes communautaires pour diviser la population, pour faire apparaître pour des conflits entre des secteurs de la population, ce qui est en fait le conflit contre la classe capitaliste elle-même. La force la plus importante pour faire échec aux plans du capitalisme, est le front unique des travailleurs wallons et flamands. Et les dirigeants du PSB ont divisé le Parti en deux ailes! En faisant cela, ils portent un coup bien plus grand encore que quand ils ont voté la loi anti-crise et ils rendent bien service à la bourgeoisie belge.

La régionalisation est un faux problème car, quelle que soit la forme de régionalisation qui finira par être décidée, elle ne pourra répondre aux problèmes fondamentaux: elle ne porte aucune atteinte aux responsables de la crise, à la structure même du régime capitaliste, aux grandes sociétés capitalistes, aux holdings et aux banques qui dirigent l'économie et sont en train, eux-mêmes, de liquider le pays parce qu'ils n'ont plus intérêt à ce que la Belgique continue à exister, en tant que telle. Non seulement, les dirigeants socialistes décident la scission du PSB, mais aussi ils acceptent qu'un politicien aussi foncièrement réactionnaire que Van den Boeynants soit nommé pour reconduire une coalition gouvernementale. Ils acceptent que le roi, qui ne représente absolument rien et ne représente aucune idée, aucun progrès pour la Belgique, apparaisse comme un arbitre au-dessus de la mêlée, oeuvrant pour le bien de tous! C'est

le roi qui soutient, et fait partie lui-même, des intérêts les plus conservateurs et arriérés de la bourgeoisie de ce pays. Le mouvement ouvrier n'a rien à faire avec lui!

Dans toutes ces manoeuvres et ces discussions de coulisses, le mouvement ouvrier ne fait pas entendre sa voix. Nous appuyons les propositions et les appels du Parti Communiste et croyons aussi que la classe ouvrière doit intervenir avec toute sa force dans cette crise et montrer qu'une alternative est possible, que le capitalisme est incapable de la donner et qu'il faut prendre des mesures de transformations de la société pour réaliser un progrès de la Belgique qui pourra profiter à la population. Ce ne sont pas seulement les états-majors des partis ou des syndicats qui doivent publier des motions. L'opinion publique réelle, celle de la classe ouvrière, des ouvriers et employés, des ménagères, des étudiants, c'est celle-là qui doit se faire entendre et peser dans ces conflits.

C'est un fait que la classe ouvrière a déjà voté à sa manière: les étudiants, la petite-bourgeoisie également. Les ouvriers du pétrole, ont démontré qu'il n'y a pas de problèmes linguistiques communautaires dans la classe ouvrière, mais le problème d'imposer les revendications aux capitalistes. La population d'Andenne tout entière a voté - 80% - contre les plans d'énergie nucléaire dirigés par les sociétés capitalistes privées comme Intercom. Elle a voté pour un changement de société, pour une société où les progrès de la technique soient mis au service réel de la population. Cela n'est pas possible avec le régime capitaliste. Les étudiants, eux aussi, ont voté, de même que les enseignants: le jour même de la chute du gouvernement, 12.000 étudiants de tout le pays manifestaient à Bruxelles pour le rejet de la loi anti-crise et refusant le doublement des droits d'entrée dans les universités, exigeant le droit aux études, gratuites pour la population.

Déjà cette "opinion publique" pèse lourd dans les calculs des partis bourgeois et des directions ouvrières qui négocient pour un nouveau gouvernement: tous redoutent que la politique se fasse dans la rue, au grand jour, dans les assemblées d'usines, de quartiers, dans les meetings et les manifestations des tra

vailleurs! Tindemans a agité tant qu'il a pu "le danger de l'aventure de droite... comme de gauche". Les aventuriers, ce sont eux. Les dirigeants capitalistes belges et mondiaux vont effectivement à "l'aventure parce qu'ils sentent chaque fois plus que tout le processus du monde leur échappe des mains, qu'ils ne contrôlent plus les crises. Mais dans le Parti socialiste, comme dans le mouvement chrétien de gauche, une telle situation n'est pas acceptée. La rébellion dans les organisations du mouvement ouvrier s'exprime faiblement parce qu'il n'y a pas de vie démocratique, politique de ces partis; les directions syndicales ne bougent pas non plus car elles partagent la même politique, de marchandages de conciliation avec le capitalisme. Il y a dans le CVP, comme dans les partis fédéralistes, une base chrétienne de gauche qu'il faut influencer et gagner à rompre avec ces partis capitalistes. Pour cela, il faut lutter aussi dans le mouvement syndical pour reconstruire le front commun syndical à partir de la base, des entreprises, et discuter entre les travailleurs de différentes tendances, un programme anti-capitaliste qui donnera la réponse de la classe ouvrière face à cette crise du capitalisme. Il faut lutter pour réaliser une réelle démocratie syndicale et le front commun syndical le plus complet. Le mouvement ouvrier est le seul capable de donner une perspective de développement de la Bel-

gique pour le progrès de toute la population: la perspective du socialisme. Il faut pour cela, imposer par des mobilisations, toutes les revendications pour que les travailleurs ne fassent pas les frais de la crise: pour les 36 heures immédiatement et, en plus, le partage du travail existant entre tous les ouvriers sans pertes de salaires, pour un plan ouvrier de développement du pays, l'étatisation des principaux moyens de production et des banques et une planification collective de l'économie.

Dans le cas où des élections se réaliseraient, nous proposons de faire un front de la gauche, des socialistes, tant wallons que flamands, communistes, RW, les secteurs de gauche de la VU et du FDP alliés aux syndicats pour proposer une alternative de transformations sociales du pays.

Nous proposons au Parti Communiste d'intégrer notre propre Parti, dans une liste communiste -concrètement à Charleroi - pour développer ensemble des mesures anti-capitalistes et des propositions d'alternatives de la classe ouvrière. Mais, qu'il y ait ou non des élections, il faut que la classe ouvrière intervienne dans cette crise! C'est seulement la classe ouvrière qui peut donner une issue et qui pourra agir comme la direction de la société au bénéfice de toute la population.

le 17.10.1978

Le n° 307 de LUTTE OUVRIERE sortira avec plusieurs jours de retard, du fait d'une restructuration technique dans l'imprimerie qui le produit. Pour cette raison, nous publions comme un numéro spécial, la déclaration du Bureau Politique à propos de la chute du gouvernement Tindemans et les propositions de notre Parti en vue d'éventuelles élections.

Ce prochain n° de LUTTE OUVRIERE contient, entre autres :

- du camarade J. POSADAS : - le progrès de l'Ethiopie et la fonction de l'Union Soviétique
- sur la politique contre-révolutionnaire de la direction de l'Etat ouvrier Chinois
- l'écologie, la crise du capitalisme et l'issue socialiste aux problèmes de l'humanité.

ainsi qu'une analyse sur la crise de croissance dans le Parti Communiste Belge et la préparation du 23e Congrès du PCB.

LETTRE AU PARTI COMMUNISTE POUR NOTRE PARTICIPATION A LA FETE DU DRAPEAU ROUGE

Le 26 Juillet 1978

Au Bureau Politique du Parti Communiste de Belgique
Camarades,

Par la présente, nous vous demandons de pouvoir participer avec un stand, à la fête du Drapeau Rouge, soit au nom de notre organisation, soit au nom de "Edition Revue Marxiste".

Nous espérons pouvoir participer à la fête du Drapeau Rouge, pour contribuer au progrès de la discussion qui se développe dans le mouvement communiste mondial, et dans les différentes tendances de la gauche en Belgique.

Nous estimons que le progrès communiste des pays socialistes, par leur intervention militaire, politique et économique dans le reste du monde comme en Angola, au Vietnam, au Mozambique, est fondamental. Ce progrès est en élévation constante et s'exprime, entre autres, par la participation de l'Angola, du Laos et de l'Ethiopie aux réunions du COMECON, et l'incorporation du Vietnam à cette organisation. Cela exprime également la nécessité de l'unification des pays socialistes face au capitalisme mondial.

Par notre présence, notre presse, les textes et analyses du camarade Posadas, nous voulons participer à l'élévation de la discussion, au sein du Parti Communiste et de toutes les tendances de gauche sur les principes du marxisme, sur le rôle et la fonction des Etats Ouvriers, sur la crise du capitalisme et le programme de transformations sociales du gouvernement de gauche, sur la crise actuelle de la direction du Parti Communiste Chinois, sur les dissidents et bien d'autres sujets.

Nous tenons à manifester notre approbation pour le thème choisi, pour la fête du Drapeau Rouge: "L'enfant dans la société", qui va susciter de nombreuses et riches discussions sur un thème qui n'est pas exclusivement politique. C'est un moyen d'attirer et de convaincre des courants non communistes, sur ce que sera la société socialiste, l'avenir communiste de l'humanité.

Nous envisageons de centrer notre intervention sur ce thème, qui nous semble important et nouveau. En effet l'enfant d'aujourd'hui représente le dirigeant et l'adulte de la société socialiste pour la quelle nous luttons aujourd'hui. Dans cette société, l'être humain sera le centre de la préoccupation. Mais déjà, maintenant, l'enfant intervient dans la société, dans la lutte de classes, et dans la construction de nouvelles relations humaines. Le régime de propriété privée, empêche le développement de l'intelligence, la participation des êtres humains dans leur ensemble, il limite les relations à un niveau d'exploitation, même dans la famille et dans le couple. Mais déjà l'humanité cherche à s'unifier avec elle-même, parce que toutes les forces sont nécessaires au progrès: les enfants, les jeunes, les femmes et les vieux. Le Vietnam, l'Angola, le "Polisario", et bien d'autres mouvements révolutionnaires montrent des niveaux de participation des enfants, très élevés, non seulement dans la lutte armée, mais aussi dans la construction de nouvelles relations sociales, humaines, dans une fonction politique et dirigeante. Le niveau de l'intelligence se mesure par l'intervention et la participation au progrès social.

Notre secrétaire général le camarade Posadas s'est préoccupé de puis longtemps de ces problèmes, de ces thèmes, et a écrit plusieurs analyses et textes à ce sujet. Nous joignons à cette lettre un exemplaire de la brochure et des derniers textes que nous voulons diffuser à la fête du Drapeau Rouge, contenant les dernières interventions, du camarade Posadas à ce sujet: "Les enfants, la famille et le socialisme".

L'objection que votre organisation a émise à notre participation l'an dernier, a été l'impossibilité d'accepter d'autres partis comme tels à l'intérieur de la fête. Nous pensons au contraire, que la participation d'autres partis et tendances de gauche, tels que le PSB, "Tribunes Socialistes", GPTC, MOC pour faire progresser la discussion d'un programme de front de la gauche en Belgique.

Mais si vous estimez que les conditions ne sont pas encore mûres pour une telle confrontation d'idées, nous vous proposons une autre forme de participation telle que "Edition Revue Marxiste", par exemple

Nous sommes également disposés à rencontrer un camarade responsable de l'organisation de la fête, au nom de votre Parti, pour discuter, éventuellement d'autres formes de participation.

En attendant votre réponse, camarades, nous vous envoyons nos saluts fraternels et communistes.

Pour le Bureau Politique du P.O.R.T.
IVème Internationale-Posadiste

Prolétaires de tous les pays Unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 Francs 16 ème ANNEE N°306 Le 12 Septembre 1978

Périodique bi-mensuel-Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE - B.P. 273 Charleroi I. -
Abonnement à 12 Numéros : 80 Frs; - Abonnement annuel 150 Frs. - Abonnement de soutien : 500 Frs.
- A verser au CCP 000.0976234.26 de C. Pôlet-Editeur Responsable : Cl. Pôlet, 20, Place Morichar- 1060
Bruxelles.

Face à la politique au jour le jour du gouvernement ; répondre par un plan d'ensemble du mouvement ouvrier

 Editorial

Les réactions des directions syndicales et ouvrières à la loi anticrise, et à la politique réactionnaire du gouvernement ont été et sont pratiquement nulles. Les directions syndicales ont crié qu' on ne toucherait pas aux acquis sociaux ! Et les acquis sociaux, en matière de Maladie-Invalidité, d' allocations familiales, d'enseignement sont attaqués. Les Syndicats restent passifs devant toutes ces atteintes au niveau de vie de la population, prétextant les vacances ! Ils restent encore bien tranquilles devant cette dégradation du niveau de vie, des conditions de travail, et de santé des travailleurs et de leur famille, et de l'ensemble de la population du pays. La "rentrée" reprend pour tout le monde avec l'application de loi-anticrise votée pendant les vacances et son arsenal de conséquences néfastes pour les travailleurs, les chômeurs, les étudiants, les chefs de famille. Les directions syndicales, et les directions socialistes pour l'essentiel, sont très passives, et non seulement très passives, mais ont participé à l'élaboration et l'acceptation de cette loi anti-ouvrière; du moins pour le Parti socialiste. Malgré les protestations, la contestation parlementaire de André Cools, qui n'ont pas beaucoup d'effets pour imposer une autre politique à la direction du Parti.

Mais les travailleurs et la population ne l'entendent pas de la même oreille, et déjà; les grèves et les arrêts de travail, les occupations d'usines, ont commencé et annoncent un automne chaud et même brûlant. Les différentes luttes qui se développent acutellement dans le pays pour des problèmes aussi diffèrents que la fermeture de l'usine Salik à Quaregnon, ou contre l'implantation d'une centrale nucléaire ou encore contre la crise dans l'industrie pétrolière montrent une disposition à la lutte dans les différentes régions du pays. Elles se manifestent de façon dispersée et donnent parfois l'impression de défendre des revendications corporatistes à cause du manque de direction, de la passivité et même de la capitulation des directions syndicales, comme c'est le cas en Sidérurgie, et Métallurgie. De ce fait, les travail-

leurs luttent comme ils peuvent, et défendent leurs intérêts. Dans toutes les actions en cours, les travailleurs, la population démontrent qu'ils sont prêts à lutter, qu'ils veulent un changement social, et la dignité humaine au travail, et qu'ils sont capables de diriger et d'organiser une usine sans les patrons.

Les ouvrières de Salik à Quaregnon, ont occupé leur locaux et ont commencé la production avec la conscience que cette forme de lutte ne peut pas développer de perspective stable, et ne va résoudre les problèmes à longs termes. Mais elles démontrent aussi que les patrons ne sont pas nécessaires, qu'il est possible de diriger l'usine sans capitalistes. Cette expérience ne peut être poursuivie très longtemps, parce que la vente de ces Jeans doit faire face au reste du marché capitaliste. Et les capitalistes vont s'arranger pour saboter, pour empêcher l'extension de cette expérience. La solidarité, l'appui rencontré dans la population, et la commande de 500.000 Francs réalisée lors de la journée "portes ouvertes", montrent que la population est prête à envisager d'autres relations sociales, d'autres rapports que ceux imposés, par le patronat, le capitalisme et la propriété privée. Et de plus, c'est une démonstration également du fait qu'il est possible de fabriquer des Jeans aux prix de 350 à 500 Francs, alors que les prix habituels imposés par les "grandes" marques sont de 1.000 à 1500 Francs, par pantalons. Et cela est possible parce que n'entre pas en ligne de compte, la course aux profits.

La révolte, la colère de la population
Suite page 4

**LA REGIONALISATION:
RESULTAT DE LA
DESINTEGRATION DU
CAPITALISME BELGE**
voir page 3

J POSADAS
**L'énergie nucléaire
doit être mise au
service des gens**
30.9.77 voir page 4

A PROPOS DE LA DEMANDE

Il faut tenir compte que la demande de réhabilitation de Trotsky, et de Boukharine- mais surtout celle de Trotsky- est faite à un moment de crise très aigue dans le mouvement communiste mondial, et d'un approfondissement de cette crise entre autre au travers de la polémique entre les Partis Communistes de France et d'Espagne et la polémique d'ensemble entre les PC de France, d'Italie, et d'Espagne, dans laquelle c'est le Parti Communiste Italien qui-avec le PCF sur certains aspects-à les positions les plus cohérentes, les meilleures.

Ils doivent discuter des problèmes qu'ils ne peuvent éluder plus longtemps. Cela ne veut pas dire qu'ils tirent des conclusions justes, et nécessaires. Ils doivent discuter Trotsky parcequ'ils ne peuvent plus le cacher, et parce que c'est pour eux un moyen de se défendre de l'Union Soviétique. Mais en même temps, il y a de moins en moins de raisons de se défendre de l'Union Soviétique.

La nécessité de l'histoire impose l'affrontement de système contre système; elle impose aussi le fait que les pays arriérés ne peuvent avancer qu'en adoptant des formes soviétiques; les pays qui ont été démenbrés par le développement empirique, tribal, du capitalisme, doivent avancer, s'intégrer dans un processus plus élevé. C'est le cas de l'Ethiopie par exemple. Le capitalisme n'a pas de réponse face à cela. Les dissidents n'ont aucune réponse non plus et n'ont d'ailleurs, pas d'intérêt à répondre parce qu'ils sont contre. Les partis communistes ne donnent pas de réponse; les Soviétiques non plus n'en avaient pas en général, c'est seulement maintenant qu'ils commencent à proposer une réponse.

Dans de telles conditions, à quoi obéit toute cette demande de réhabilitation de Trotsky de la part de certains partis communistes? A une recherche de réponse à l'élévation du processus? Ou plutôt à une tentative d'utiliser Trotsky comme un écran, pour dévier, désintégrer l'unité du processus qui va vers le Soviétisme? Le processus ne mène pas à la bureaucratie, il va vers des formes soviétiques de progrès de l'humanité, de la société. Ces partis cherchent à le contenir.

Il y a aussi le fait qu'il existe une inquiétude intellectuelle au sein de la petite bourgeoisie, un intérêt pour connaître, qui est un principe de volonté d'avancer. Il y a aussi le fait de l'impuissance du système capitaliste, qui n'a rien à opposer à tout cela, si ce n'est les armes atomiques, électroniques. Il n'a rien d'autre. Il essaie de répondre à ce processus, comme le fait Carter; à propos du Moyen Orient, ou comme les pays réactionnaires tels que l'Arabie Saoudite à la Conférence des Non Alignés, qui ont dû accepter l'intervention de Cuba dans le monde, sa participation ouverte, avec des troupes, pour impulser la lutte anti-impérialiste et anti-capitaliste.

Il faut donc voir à quoi obéit cette "renaissance" de la préoccupation pour Trotsky. Il existe un courant très grand, dans et hors des partis communistes, qui, sans avoir, encore une compréhension politique, a déjà une préoccupation intellectuelle. Entre autres, la petite bourgeoisie. Le système capitaliste n'a pas été capable de résoudre le moindre problème d'une certaine importance. Aucun! Par contre, l'Union Soviétique les résoud. Ce processus acquiert un poids très grand et conséquent. On discute de Trotsky dans les partis communistes, et beaucoup de dirigeants se mettent à le défendre. Mais ils défendent un Trotsky symbolique, et non Trotsky, l'organisateur. Ellenstein, lui-même défendait Trotsky, il s'appuyait sur lui afin de l'écraser et en même temps, d'écraser le marxisme. Mais il n'y a

pas de place pour la social-démocratie, ni non plus pour utiliser Trotsky au profit d'une bureaucratie de l'Etat Ouvrier, des Partis Communistes, de la social-démocratie, et du capitalisme. Cette tentative va échouer comme toutes les autres antérieures, parceque l'économie, le développement social ont un caractère déterminant. n'importe quel pays, pour progresser, doit adopter des formes soviétiques. La direction politique peut être en retard sur cette nécessité, mais elle doit adopter cette forme de structure économique pour se maintenir. Le capitalisme est impuissant pour résoudre aucun problème. Deux faits récents réaffirment cela de façon très profonde: la réunion des Non-Alignés d'une part et, de l'autre le massacre des Mo-

zambicains par les Rodhésiens. Les deux faits ont le même sens: ils ne peuvent plus contenir, et ils assassinent. L'assassinat n'a jamais pu contenir le progrès de l'histoire, depuis la nuit de la Saint Barthélémy jusqu'à nos jours.

On discute de façon plus ouverte et claire de Cuba. Un pays minuscule du point de vue géographique, mais qui représente le progrès de l'histoire ce qui lui donne une puissance immense. Beaucoup de dirigeants disent: "Cuba fait cela, parce qu'il y a l'Union Soviétique". Et pourquoi les Yankees, qui ont tant de forces ne balaient-ils pas Cuba, de la carte, "Parcequ'il y a l'Union Soviétique". Mais pourquoi n'envahissent-ils pas l'Union Soviétique?

Les formes du progrès sont variées. Mais l'aspect le plus frappant est le fait qu'un petit pays comme Cuba intervienne en Afrique, en Asie, en Amérique Latine en impulsant la lutte anti-capitaliste. C'est à ce moment qu'apparaît la demande de réhabilitation de Trotsky, en même temps qu'une discussion du Posadisme dans le monde entier. Il faut considérer qu'il faut intervenir dans ce processus, parceque cela signifie une grande autorité de notre part.

Il y a un progrès dans la discussion théorique et politique, mais il se réalise sur la base des expériences pratiques, entre autres, le fait que Cuba est allé à la réunion des NON-Alignés et tous se

La crise révolutionnaire en Iran et le programme à développer

J. Posadas

Le titre est de la rédaction

Le 24 Juin 1978

Les conditions en Iran sont très favorables pour intervenir. Il y a une très profonde lutte interne au sein de la bourgeoisie et également de la part des secteurs de la petite bourgeoisie, d'intellectuels, et du prolétariat. Le prolétariat intervient moins, car il a moins de force et n'a pas de Parti. Mais toute cette lutte a reçu une grande impulsion de l'Afghanistan et l'URSS veut également la pousser de l'avant.

Il est en train de se créer, de se former un courant qui veut comprendre théoriquement, politiquement et programmatiquement. La couche de la population qui s'engage et mène de l'avant l'activité politique, est chaque jour plus importante. Le Shah lui-même devra voir la nécessité d'accorder certaines concessions, contre l'ultra-droite qui veut frapper.

Il faut intervenir à propos de l'Iran, pour combiner les revendications démocratiques au développement économique. Ne pas parler seulement d'étatisations, de nationalisations, mais aussi du développement de l'agriculture qui est un problème fondamental; du développement de la production, de l'industrie. Il faut utiliser l'argent provenant du pétrole pour développer l'Iran. Maintenant, c'est la bourgeoisie qui se développe en Iran. Mais cette bourgeoisie est très mesquine, parcequ'elle n'a pas d'idées. L'idée de la propriété privée, de la grande entreprise capitaliste ne peut pas se développer, parceque la concurrence mondiale est trop grande. Par contre, l'Agriculture, le développement agricole a une très grande importance. En agriculture, on peut faire la concurrence au marché mondial, pour le marché intérieur. Il faut proposer un développement et des changements dans l'agriculture, la création de coopératives socialistes, de distribution des terres pour les cultiver beaucoup plus que jusqu'à présent; et organiser un travail collectif entre tous les paysans pour développer la production, diminuer les prix et accroître la consommation. Tout cela uni à un programme de développement industriel.

Il faut proposer un plan: Quels sont les revenus du pétrole? Comment les développer? Il n'y a aucun programme de développement. Il n'y a rien! La direction de l'Etat ne fait rien sinon favoriser l'intérêt privé de cercles, de groupes. Il faut

mener une discussion sur ce qui doit être fait pour développer l'Iran. Un plan est nécessaire pour sortir de l'arrièrment. Il ne faut pas arriver à un affrontement direct avec la bourgeoisie nationale. Celle-ci a aussi un certain intérêt à un développement, à la création d'un marché intérieur. Le marché de cette bourgeoisie est le marché intérieur et celui-ci ne peut se développer sans un développement de l'agriculture et de l'économie. La bourgeoisie a intérêt à cela, et en même temps, elle a peur. Mais certains secteurs y ont beaucoup d'intérêts parceque sinon, ils voient qu'autrement ils n'ont pas de perspective. Ils voient et comprennent que c'est l'Union Soviétique qui va arriver... non pas Brejnev, mais l'Union Soviétique de l'Iran.

Il y a beaucoup d'années que ce régime dirige le pays. Qu'a-t-il développé? Il a développé la bourgeoisie, les grandes puissances économiques et rien d'autre. La population s'est développée un peu, mais très peu. Il y a aussi une grande disproportion entre les études universitaires et le développement industriel. Il faut dire: Pour qu'il y ait des études universitaires importantes, il faut un développement industriel, un développement économique du pays.

A quoi sert le diplôme universitaire s'il n'y a pas de développement de l'économie- surtout de l'agriculture une politique de transformations de l'agriculture, de développement industriel? Dans ces conditions, c'est la grande bourgeoisie qui cherche à fabriquer et fabriquer des étudiants. Il faut discuter la nécessité d'un développement de l'économie afin que tous les étudiants trouvent du travail, un emploi leur permettant d'appliquer ce qu'ils ont étudié. Il faut développer la production agricole et le capitaliste privé ne le permet pas; il n'y a pas intérêt, il n'a pas de capitaux pour cela, ni de marché, il se méfie. C'est l'Etat qui doit le faire. Mais si l'Etat le fait seul, il développe une bureaucratie qui empêche, à son tour, le développement de l'économie.

Il faut exiger des étatisations. Mais, il ne s'agit pas seulement d'étatiser, mais de développer l'économie. Il faut un plan économique. Il faut montrer qu'il est possible de le faire en se basant sur le prolétariat. Nous donnons des idées dans ce but. L'Etat n'a pas de plan

économique parcequ'il n'existe pas de réelle bourgeoisie nationale, et le gouvernement n'a pas de plan qui réponde à une classe ou à une autre

S'il répondait à la classe ouvrière il aurait un plan. L'Etat correspond à la bourgeoisie, à la propriété privée, mais il n'a pas un plan de la classe bourgeoise. Il n'a pas de plan parcequ'il n'a pas de perspectives. Ils ne peuvent pas inventer un. Nous devons intervenir et faire ce plan. On ne peut pas attendre un plan de développement de la bourgeoisie, parceque cela n'aura jamais lieu. Elle n'a déjà plus de perspectives. C'est l'Etat qui fait le travail de la bourgeoisie. Et lui-même n'a pas d'intérêt, de capacité, et par conséquent pas de perspectives. Il est limité puisqu'il se fonde lui-même sur le marché. Le Marché est alimenté de l'extérieur. Il faut donc un plan de développement: Où va l'argent du pétrole? Comment est-il investi? Nous devons dire comment il faut l'investir. Que les universitaires, les Syndicats interviennent pour développer l'économie. Un plan pour développer le pays!

Ils ne peuvent pas le faire parcequ'ils n'ont pas de perspectives de développement et défendent les intérêts privés de cercles, de secteurs de la bourgeoisie. Ils voient l'économie en fonction d'intérêt de groupes. Ils ne voient pas en tant que bourgeois parce que celle-ci n'a pas de perspective. L'attitude du Shah exprime cette étape. Il faut voir en même temps qu'il y a un certain développement de l'agriculture. Mais il est resté entre les mains privées, qui ont peur d'un développement des coopératives. On peut établir des coopératives avec des équipements de machines agricoles. Si l'Etat Ouvrier a intérêt à intervenir- comme il est en train de le montrer- alors, il faut demander, et faire, un échange avec les Etats Ouvriers en échange de machines. Et au lieu de donner du pétrole à l'URSS, on peut le donner à un autre pays. Actuellement, le Mexique et le Vénézuéla livrent du pétrole, à Cuba, au nom de l'URSS; et l'URSS livre des machines agricoles au Mexique. Les deux y gagnent énormément.

Il faut discuter comment développer l'Iran. La discussion doit faire intervenir également les universitaires, les ouvriers. Pour les ouvriers, c'est plus compliqué pour le moment parcequ'ils n'ont pas de parti public, ni de Syndicats libres. Mais cette situation ne peut plus durer longtemps. La lutte en Iran, entre les clans est très aigue. C'est la même chose en Egypte: Les généraux les plus importants se retournent contre Sadate et veulent en revenir à l'étape de Nasser. Cela ne vaut pas seulement pour l'Egypte, mais aussi pour tous ces pays.

24 Juin 1978 J. POSADAS

REHABILITATION DE TROTSKY

Le 1er Août 1978

sont alignés sur Cuba, ils se sont rangés derrière elle. La Yougoslavie a dû fermer la bouche, non par peur de Cuba et de l'URSS, mais parce qu'en Yougoslavie aussi, il y avait une opposition.

Et si la Yougoslavie aurait pris une autre position, il y aurait eu une crise.

Il faut intervenir dans cette situation, dans le processus, et expliquer l'activité de ces "vieux trotskystes", comme Mandel, qui va faire des conférences en Allemagne, un des sommets du capitalisme mondial, contre l'Union Soviétique et le processus de la révolution permanente.

Pour lui, le processus de la Révolution Permanente consiste à défondre l'immobilité et des types inexistantes comme le sont les dissidents.

Pour eux, défendre le progrès de l'humanité consiste à défendre, un type qu'on ne laisse pas parler, pour qu'il ne dise pas de bêtises. Mandel ne dit rien, par contre de l'Angola. Le processus d'élévation de la révolution socialiste mondiale comporte beaucoup d'aspects. Du fait de l'existence de 20 Etats Ouvriers et de 20 Etats Révolutionnaires, ce processus acquiert une forme de plus en plus claire, mais il s'exprime aussi, bien que très indirectement, dans le fait de poser l'élimination de l'arrière-culturel et

(Le titre est de la rédaction)

J. POSADAS

politique que représente le stalinisme. La demande de réhabilitation de Trotsky n'est pas seulement une simple manoeuvre, c'est une nécessité.

Beaucoup de ceux qui la font sont des gens honnêtes. Il y en a, comme ce communiste mexicain qui vient d'écrire un livre sur l'assassinat de Trotsky qui déclarent se repentir d'avoir tué Trotsky. Ils l'avaient fait en croyant que c'était quelque chose de juste. Trotsky dit lui-même: "Celui qui va ou qui veut me tuer, croit qu'il fait quelque chose de bien pour le socialisme." Pour cette raison, le fait que Berlinguer dit dans un discours: "Zinoviev était contre la révolution et

Lénine l'a ensuite gagné", est très important. Ce que pose le dirigeant mexicain Campas est aussi important. Il a des antécédents, il était de gauche, bien qu'il se trompait dans les conclusions, mais il s'est maintenu de toutes manières au sein du mouvement communiste. S'il pose cette question de Trotsky, c'est parce qu'il n'est pas seul. Il n'aurait cette préoccupation de ressortir Trotsky s'il était isolé, mis à l'écart. Il le fait parce qu'il est lié au mouvement communiste mondial. Cette revendication n'est pas de la simple manoeuvre, mais c'est aussi une nécessité. Il faut qu'elle surgisse. Le communisme signifie l'honneur et la pureté devant l'histoire. J. POSADAS 18 1978

La Régionalisation : Résultat de la désintégration du capitalisme belge

On ne peut pas discuter du problème de la régionalisation en la séparant du reste de la crise du capitalisme, de ses conséquences en Belgique, ni en ignorant les expériences de l'histoire aujourd'hui. La bourgeoisie belge, qui depuis 1830 a été farouchement unitariste, est devenue partisane de la régionalisation et a elle-même élaboré, "Le Pacte d'Edmond", avec la direction du Parti Socialiste. Cela ne veut pas dire qu'elle serait devenue en quelques années, plus raisonnable ou plus sensible à des revendications, ouvrières et populaires! Il y a une lutte et une division très grande dans les partis de la bourgeoisie, et la base principale en est, que de plus en plus, des secteurs faibles du capitalisme sont écartés, absorbés par les capitalistes plus puissants, par les grandes sociétés, financières, par les multinationales par le Marché Commun. Le capitalisme belge s'est maintenu centralisé, parce qu'il avait besoin de cela à l'époque de l'expansion capitaliste en Belgique, et dans les colonies

Le Congo "Belge", rapportait, gros, à toute la bourgeoisie, aussi bien en Flandres qu'en Wallonie, ou à Bruxelles. Mais même à cette étape, le capitalisme belge montrait, ses limites, parce qu'il imposait une centralisation économique, financière, politique, qui lui permettait le mieux d'assurer ses bénéfices, mais il était incapable d'élever la population dans cette centralisation, de réaliser un développement économique et culturel harmonieux du pays. Les conflits "linguistiques", en étaient et en sont la manifestation, la plus visible. Mais tous les secteurs du capitalisme et la petite bourgeoisie avaient leur part dans l'expansion capitaliste et dans le développement économique capitaliste. Tout cela n'est plus vrai aujourd'hui. La concentration du capitalisme, qui ne fait que s'accroître, se fait aux dépens de l'ensemble des masses travailleuses, mais aussi des secteurs de plus en plus importants de la petite bourgeoisie et des secteurs les plus faibles de la bourgeoisie. Les grands capitalistes n'ont plus les moyens, ni sociaux, ni politiques de maintenir et d'imposer la centralisation du pays sous leur domination. Il y a constamment, des luttes et des rébellions de tous les secteurs de la population travailleuse, et même jusque dans les instruments de domination de la grande bourgeoisie: la police qui se syndicalise, l'armée qui manifeste dans les rues en considérant l'Etat comme un patron et les militaires comme des "fonctionnaires publics". Le Parti libéral qui était le représentant le plus "pur" de la bourgeoisie, est en dissolu -

tion parce qu'il n'a plus aucune autorité sur les milieux petits bourgeois qui étaient sa clientèle, électorale. Et la classe ouvrière montre constamment, qu'elle refuse de faire les frais de la crise capitaliste. Et cela aussi bien dans la région flamande que wallonne. La grève des mineurs du Limbourg, des dockers d'Anvers et de Gand, des métallurgistes, des ouvriers du pétrole, témoignent de cette volonté de lutte.

Dans ces conditions, la régionalisation représente un moindre mal pour la bourgeoisie belge et aussi, c'est elle qui l'organise, tout en admettant la participation des socialistes, pour essayer de se sauver elle-même. Les limites étroites de cette "réforme des institutions" apparaissent clairement, quand personnellement, ni même les socialistes, ne pose le problème de la monarchie! La régionalisation se fera avec le maintien de la monarchie belge, cela veut dire qu'elle ne sortira pas du cadre des institutions bourgeoises! Les camarades socialistes, communistes, de la gauche syndicale, qui croient que la régionalisation peut représenter un progrès pour la population en doivent, doivent pour le moins, mettre en cause le régime monarchique! C'est vrai que le roi en Belgique n'a pas de grands pouvoirs. Mais pourquoi le maintient-on? C'est un représentant de tout ce qu'il y a de plus arriéré dans l'histoire, comme en Espagne, en Angleterre. La monarchie est un "symbole" (qui coûte des millions), du maintien de la "concorde" entre les citoyens, c'est à dire de la conciliation du mouvement ouvrier avec les forces capitalistes.

D'autre part, cette régionalisation ne met pas en question la fonction de l'armée, de la police, de la gendarmerie, de l'intégration de la Belgique à l'OTAN, au marché Commun, et ne touche absolument pas à la propriété privée, aux banques, au pouvoir économique du capitalisme. Et c'est le problème le plus important. Même si les institutions régionalisées, conduisent à une majorité, de gauche, dans une assemblée régionale wallonne, ni la direction du PSB, ni celle de la Délégation Chrétienne, ni celle du Rassemblement Wallon qui formeraient cette majorité - à part le Parti Communiste - n'ont un programme contre le capitalisme, et proposent des aménagements et non des transformations sociales. L'expérience de la crise en Sidérurgie et les luttes ouvrières dans ce secteur, est très significative. On ne peut pas dire, dans ce cas, que ce sont "les flamands" qui ont entravé la lutte! C'est bien à Charleroi, que Davister et Camarata et les patrons sidérurgistes de la région; ont signés des accords, pour garantir le maintien et l'au-

gmentation de la productivité capitaliste, pour accepter des pertes massives d'emplois, pour supplier le patronat de bien vouloir rester à Charleroi et lui offrir en garantie la tranquillité sociale!

La régionalisation ne crée pas un cadre meilleur pour aborder ces problèmes-là, qui sont pourtant les plus importants pour le développement des luttes de la classe ouvrière et pour donner des perspectives de progrès pour la population. De compromis en compromis, les dirigeants socialiste et syndicaux se soumettent à la politique de la bourgeoisie et servent de caution de gauche pour une régionalisation qui elle, sert à faire gagner du temps, au capitalisme en crise.

Mais même ainsi, le capitalisme n'a aucune assurance quant à l'avenir, même immédiat, de la Belgique, parce que les masses ne se soumettent pas à ce programme de régionalisation. Elles ne restent pas tranquilles en attendant des solutions, d'en haut. D'autre part, pendant que se poursuivent les négociations pour une nouvelle distribution des finances de l'Etat, toute la crise capitaliste augmente, en Belgique, en Europe et dans le monde. Dans le CVP il y a aussi la conscience de cette insécurité complète sur l'avenir. Et une partie de la bourgeoisie se prépare à une rupture complète de la Belgique, pour garder encore quelque chose en Flandres; c'est pour ce la qu'il y a constamment ces proco-

positions flamingantes de la droite du CVP de Dilbeek, Overijse qui n'agissent pas pour compte, mais pour celui des grands capitalistes (d'ailleurs autant "flamands, que wallons ou américains) qui misent sur le démembrement complet de l'Etat belge pour se sauver eux-mêmes, et même faire un état indépendant.

Si les problèmes "linguistiques et culturels" prennent tant d'importance en Belgique c'est parce qu'ils servent de couverture et de déviation à d'autres intérêts beaucoup plus profonds et vitaux pour le capitalisme: la défense de la propriété privée et du régime d'exploitation de l'homme par l'homme. Il faut voir que ces problèmes se posent aujourd'hui de façon plus aiguë parce que le capitalisme est en crise, et qu'il est très faible!

Le mouvement ouvrier, le Parti Socialiste, le Parti Communiste et les Syndicats, s'adaptent à cette crise du capitalisme, alors qu'elle montre surtout qu'il y a des possibilités pour proposer à tout le pays, une solution anti-capitaliste, un programme de transformations sociales pour la Belgique. Le fond du problème de la régionalisation n'est pas un aménagement de nouvelles constitutions. Une "wallonie de gauche", qui maintient le même programme qu'actuellement, va se trouver devant la même crise! Par contre, le front unique du prolétariat wallon et flamand, au travers du mouvement syndical est une force contre le capitalisme belge.

Dernières brochures en vente de J. POSADAS

Sur demande à l'adresse du journal en versant 20 Frs par brochure

- * LES SOUCOUPES VOLANTES, LE PROCESSUS DE LA MATIERE ET DE L'ENERGIE, LA SCIENCE, LA LUTTE DE CLASSES ET REVOLUTIONNAIRE, ET LE FUTUR SOCIALISTE DE L'HUMANITE Le 26 Juin 1968
- * LES ENFANTS, LA FAMILLE ET LE SOCIALISME Textes de 1975 à 78
- * LES DIVERGENCES ENTRE LES PARTIS COMMUNISTES FRANCAIS ET ESPAGNOL SUR LE MARCHÉ COMMUN Le 23 Juin 1978
- * LE LENINISME, EXPERIENCE VIVANTE DE L'HUMANITE AUJOURD'HUI. Extraits d'une conférence avec la participation de camarades de la section italienne Le 17 Juin 1978

Ces brochures peuvent être obtenues par souscription spéciale, sur demande à l'adresse du journal, en versant la somme de 350 Francs pour un abonnement annuel qui comprend 20 brochures: C C P de Pôlet Claudine, 000.0976234.26

Nous proposons également une formule pour un abonnement combiné à Lutte Ouvrière et aux brochures: 500 Francs par an. Un catalogue avec tous les textes du camarade Posadas publiés dans Lutte Ouvrière depuis 1976 est à la disposition des camarades qui en font la demande.

pulation à Couvin contre la construction d'un barrage, et les protestations de la population à Andennes, contre la construction possible d'une centrale nucléaire, montrent aussi la disposition à la lutte, dans des endroits qui ne sont pas "traditionnellement", combattifs, comme le sont les régions de Charleroi et de Liège en particulier. La position sur le problème nucléaire est bien clairement posée à Andennes. La population n'est pas contre l'énergie nucléaire, mais contre son utilisation. En effet, une centrale nucléaire, construite par les capitalistes n'a d'autres objectifs que de développer les profits, sans tenir compte du bien-être et de la sécurité, des riverains, et des habitants, sans tenir compte de la destruction de l'environnement et de la détérioration des récoltes, ou des forêts avoisinantes. Envisagée en fonction, des intérêts capitalistes, la centrale nucléaire n'offre aucune garantie de sécurité pour la vie des gens, des enfants, des animaux, et pour l'environnement. Les exemples récents, de destruction de la nature, d'empoisonnement de l'air, en Belgique, à Hoboken, à Hainaut -Sambre; ou encore à plus grande échelle en Italie, à Seveso, en France, en Bretagne donnent pleinement raison aux habitants d'Andennes et justifient leur crainte et leur méfiance à l'égard de la centrale construite dans l'intérêt de la propriété privée.

Les habitants d'Andennes, les ouvrières de Salik doivent mener une lutte quotidienne, au jour le jour parce que les directions syndicales, ni le PSB, ne donnent de mots d'ordre unifiés, ne généralisent les luttes pour tout le pays.

Les Syndicats, FGFB et CSC doivent discuter, par exemple, un plan de restructuration de l'industrie textile. Discuter avec les ouvrières du secteur dans les assemblées, avec la participation des habitants des quartiers ouvriers, ce qu'il faut produire et à quel prix. Et organiser une campagne dans tout le pays, en Flandres et en Wallonie pour un plan de développement de l'industrie textile en fonction des besoins de l'ensemble de la population. On a toujours besoin de vêtements, le secteur est "bouché" pour les capitalistes qui font plus de profits et paient une main d'oeuvre meilleur marché, en envoyant leur confection dans les pays "sous développés".

Comme pour l'énergie nucléaire, la protestation de la population se manifeste contre l'utilisation brutale, anachronique, du progrès technique faite par les capitalistes.

Les Syndicats, le PSB, doivent discuter tous ces problèmes, qui font partie de la vie quotidienne, au lieu de se laisser emporter dans les problèmes de régionalisation, d'accord d'Egmond, de conflits linguistiques. Le Parti Socialiste doit, en outre, condamner toutes les actions provocatrices, du style des bourgmestres de Dilbeek et Overijse autant que celles de Nols à Schaerbeek. Les déclarations de ces bourgmestres flamingants, de vouloir, ex-pulser tous les francophones de leur commune, est de l'Apartheid, du tribalisme linguistique, ayant même un caractère fascisant. Il faut discuter autrement ces problèmes. Il ne s'agit pas de problèmes de langues, mais d'intérêts à défendre. La crise pour les travailleurs wallons, flamands et burxellois est la même, le chômage, l'augmentation du coût de la vie, la détérioration des conditions de vie et de travail, égale.

Il faut que les socialistes s'opposent à ces attitudes, les condamnent et fassent des propositions afin d'éliminer les conflits linguistiques: Par exemple, que dans les administrations, les Services Publics, à la Poste, à la Caisse d'é-

Face à la politique au jour le jour du gouvernement

Editorial

pargne etc.... on apprend l'autre langue en 3 mois. Et puis c'est tout. En 3 mois, il est possible d'apprendre l'autre langue! Que cela fasse partie du contrat d'emploi! Voilà ce que les socialistes doivent proposer. Ce sont des problèmes inventés par le capitalisme, pour masquer la crise, pour trouver n'importe quel prétexte, à des restrictions, à une plus grande répression, ou contrôle, alors que la solution aux problèmes linguistiques est très simple, quand elle est envisagée sereinement et non dans l'intérêt de minorités nationalistes et chauvines. En Angola, par exemple, le MPLA est décidé et organisé que tout le monde apprenne le français et l'anglais en plus du portugais, (langue des colonisateurs), pour se communiquer avec le reste du monde; avec les Etats Ouvriers, et avec le marxisme.

Ces provocations "linguistiques", sont aussi linguistiques, que la révolte "religieuse", des masses en Iran. Certains sectes religieux de la bourgeoisie nationale cherchent peut-être à profiter de ces mobilisations, mais elles ont un caractère bien anticapitaliste, et donnent lieu à des scènes de fraternisation entre les soldats et la population, aussi émouvantes que celles de la Révolution Russe et aussi de la Révolution des "oeillets" du Portugal, du 25 Avril.

Les masses en Iran, utilisent, les mosquées comme lieux de rassemblements, comme moyens d'organisation contre le régime pourri et corrompu du Shah. Le capitalisme dans le monde entier, multiplie les provocations, les attentats, les massacres déguisés en "Brigades Rouges", au au tres "terroristes". Les actions du style des bourgmestres de Dilbeek, et Overijse ont le même caractère, sans avoir la même ampleur et le même niveau que celles perpétrées en Italie ou en Iran. Leur objectif, est de préparer les conditions pour un Etat fort, pour une plus grande répression, pour faire pression sur les partis de gauche, communistes, socialistes pour les empêcher d'aller au gouvernement, pour créer une situation de panique dans la population et d'incertitude pour justifier un coup d'état. L'incendie du cinéma Rex en Iran, l'explosion de l'immeuble habitant les sièges de différentes organisations palestiniennes à Beyrouth, la découverte d'un complot de "dangereux terroristes" en Allemagne, l'assassinat à bout portant d'un autre "terroriste" en plein centre de Dusseldorf, l'assassinat de Aldo Moro, le déraillement du train en Italie, les bombes lancées contre le local du Parti Communiste en Angleterre sont toutes des provocations organisées par les groupes fascistes, avec l'aide de la C.I.A. pour faire pression sur les gouvernements et obliger à une politique "dure", qu'ils n'ont pas la force d'imposer par les voies "démocratiques".

Mais toutes ces actions sont très clandestines et montrent la faiblesse du capitalisme parce qu'il doit les masquer, en accusant l'extrême gauche, et n'ont pas la force de faire tous ces attentats publiquement, ouvertement, en défense de la "Patrie", de l'"ordre établi", de la propriété privée, ou de la valeur morale de la civilisation occidentale comme ils ont encore pu le faire, encore auparavant en entreprenant la guerre coloniale. Maintenant, les militaires, les soldats, et même les chefs religieux se révoltent, se rebellent contre le régime capitaliste, et sont attirés et gagnés par la supériorité sociale, politique économique et militaire des Etats Ouvriers, et de nouveaux pays comme, l'Angola, le Mozambique, l'Ethiopie.

C'est cette même faiblesse du capitalisme qui oblige Mobutu à signer des accords avec l'Angola, et ob-

lige également Simonet à voyager en Angola, au nom du gouvernement belge, du capitalisme belge pour entrevoir les possibilités d'échanges, économiques et autres. Il est bien évident que ce sont le progrès social et économique atteint par l'Angola, le rapport de forces établi, l'intervention des soviétiques et des cubains qui oblige le capitalisme belge à envisager d'autres relations avec l'Angola. L'intention, serait de détruire, comme de détruire tous les pays socialistes et l'exemple qu'ils représentent pour les masses du monde. Mais le capitalisme n'a pas la force, ni sociale, ni militaire pour le faire.

La volonté de vaincre et de triompher des masses, l'option socialiste basée sur le marxisme léninisme, la construction de nouvelles relations sociales imposent par la force au gouvernement belge ces nouvelles relations.

Ces relations économiques vont sans doute permettre à quelques entreprises capitalistes importantes, d'avoir certaines commandes, mais elle ne seront qu'un délai gagné dans le cours de la crise capitaliste. Même ainsi, cela ne réduira pas le chômage, ni les rationalisations, capitalistes sur le dos de la classe ouvrière en Belgique. Mais de toute façon, l'Angola va en profi-

ter, et il faut profiter de toutes les contradictions intercapitalistes.

Les pays socialistes, l'Union Soviétique, la RDA, Cuba, influencent énormément les propres militants socialistes, tels ceux qui ont participé au Congrès Mondial de la Jeunesse à La Havane. Ils sentent le souffle puissant que donnent les pays socialistes à tout pays en révolution, et cela sur la base des principes marxistes, de l'Internationalisme prolétarien, de la dictature du prolétariat. C'est à dire en balayant toutes les hésitations et résistances, les attitudes nationalistes et chauvines, ou même réformistes et de collaboration de classe, de certains Partis Socialistes en Europe. Certains camarades socialistes ont sentis, à Cuba, que l'histoire se faisait sans eux. Et que pour être à la hauteur, au niveau du progrès dynamique et impétueux de la révolution dans le monde, il faut discuter toutes ces expériences, et les généraliser, les appliquer pour notre pays, pour développer une politique anti-capitaliste, pour discuter un programme de transformations sociales, pour discuter un plan de développement du pays au bénéfice de l'ensemble de la population.

Le 6 Septembre 1978

L'énergie nucléaire doit être mise au service de la population J. POSADAS

Le titre est de la rédaction

Le 30 Septembre 1977

Nous ne sommes pas contre l'énergie nucléaire. Mais ce à quoi, nous nous opposons, c'est à la façon dont elle est produite et utilisée, c'est à dire, qu'elle est produite de telle façon qu'elle tue les gens.

Nous sommes en faveur de l'énergie nucléaire. Mais le problème est: Comment la produire? Eux, ils la fabriquent de la même manière qu'ils font "Seveso" et vont donc provoquer des Seveso dans toute la France, l'Italie, et l'Allemagne.

L'énergie nucléaire est un progrès de la science, mais elle ne signifie aucun progrès dans les mains du capitalisme. Elle permet de diminuer le coût de production d'énergie et rend plus facile sa production, mais le capitalisme, en la produisant, contamine un grand nombre de gens, rend inutilisables des zones énormes de terre.

Il faut donc poser, de mettre l'énergie nucléaire au service de la population, et dans ce but, il faut le contrôle de la population. Contrôle des Syndicats, des quartiers, des organismes de partis, des ouvriers. Ce sont eux qui doivent contrôler, et non pas le Parlement, on a déjà constaté que l'on ne peut rien obtenir au travers du Parlement.

L'énergie nucléaire doit être en faveur de la population, et non contre elle. Le capitalisme ne peut réaliser cela. Seul, peut le faire un gouvernement ouvrier, qui ait intérêt à la santé de la population au lieu de faire baisser les prix de l'énergie aux dépens de l'empoisonnement de la population.

D'autre part, n'importe quelle usine d'énergie nucléaire, qui n'est pas sous contrôle populaire, est en puissance, une usine d'armes atomiques. Il faut le dire! La méfiance de la population, notamment en Allemagne vient de là: Les gens disent qu'ils ne sont pas contre l'énergie nucléaire en soi, mais qu'ils voient qu'on est en train de préparer des armes atomiques.

Sous le prétexte de produire de l'énergie nucléaire en Allemagne, on est en train de faire des armes atomiques. Les scientifiques allemands eux-mêmes, le dénoncent. On va vouloir faire la même chose en Italie.

Les gens sont préoccupés par ce problème. Il faut montrer qu'ils ne sont pas contre le progrès, mais que dans ce cas, il ne s'agit pas de progrès; il s'agit de l'utilisation de la science et de la technique au profit du système capitaliste, aux dépens de la population. C'est ce qu'ils ont fait à Seveso. Nous ne voulons pas de nouveaux Seveso!

Pour pouvoir utiliser l'énergie nucléaire, celle-ci ne doit pas rester dans les mains des capitalistes. Il existe d'ailleurs actuellement des formes d'énergie, supérieures, entre autres l'énergie solaire, qui ne provoque aucun dommage et ne requiert pas tous ces énormes investissements.

Mais le régime capitaliste ne peut utiliser tout cela, parce que cela n'entre pas dans le processus des profits et de l'accumulation. Ce qui doit guider le programme de production de l'énergie, c'est le bien-être de la population; le régime capitaliste est incapable de faire cela.

J. POSADAS

Le 30 Septembre 1977

Contribution à la discussion préparatoire du XXIII^{ème} Congrès du PCB

FAIRE PESER LE PROGRES COMMUNISTE DU MONDE EN BELGIQUE

Notre objectif, en collaborant à la discussion au sein du Parti Communiste, est de le faire progresser, de contribuer à ce qu'il accomplisse sa fonction d'instrument nécessaire de l'histoire, sur la base des principes marxistes. Les divergences, l'existence même de tendances, et l'acceptation par la direction du Parti de l'existence de ces tendances et désaccords, montrent la nécessité d'approfondir la discussion sur tous les problèmes. Nous avons la conviction que ces discussions ne peuvent en aucun cas favoriser une désintégration du Parti Communiste, comme le souhaiteraient certains, ou comme d'autres l'imaginent possible en voyant le faible résultat électoral du P.C. en Belgique. Nous pensons que toutes les divergences et désaccords, parfois graves et que d'aucuns voudraient voir aboutir à des ruptures, sont le résultat d'une crise de rénovation et de croissance. Notre collaboration a donc pour objectif d'approfondir la discussion, sans éluder les problèmes très profonds qui existent et engendrent ces divergences, et en aucun cas de stimuler des ruptures ou des disputes. Nous tenons à critiquer tous les courants qui, dans ou hors du Parti Communiste, cherchent à dresser un secteur contre un autre, à utiliser les faiblesses, les erreurs du Parti Communiste pour en tirer profit ou pour désintégrer ou paralyser davantage le P.C. C'est ce que font en particulier, les journalistes du journal "Le Monde" quand ils écrivent sur la Belgique. C'est ce que font aussi - et ceci au nom du trotskysme -, les dirigeants de "La Gauche", quand ils appuient les dissidents et leurs défenseurs contre l'union Soviétique; ils cherchent à stimuler une tendance contre une autre, à défaire le Parti Communiste et à en tirer un profit, à lui faire la concurrence.

Le Parti Communiste, même petit, et avec un faible poids électoral, représente les intérêts historiques de la classe ouvrière, il est le prolongement, dans les pays capitalistes, des Etats ouvriers, de l'Union Soviétique en premier lieu. Cette crise de rénovation n'est pas déterminée par le poids du P.C. en Belgique, mais par le progrès du communisme dans le monde. Le Parti Communiste représente ce progrès communiste. C'est en fonction de cette analyse qu'il faut juger, discuter et envisager un programme de transformations sociales pour la Belgique. Le progrès du communisme dans le monde est l'élément essentiel, qui doit guider la politique, la tactique et le programme du Parti Communiste en Belgique, et non les particularités spécifiques de notre pays. La ligne générale qui triomphe dans le monde est le fait que les Etats ouvriers sont en train de se développer et s'étendre; chaque nouvelle révolution, chaque nouveau pays qui veut progresser et lutter contre l'impérialisme, prend l'exemple du programme des Etats ouvriers organise l'économie planifiée, impose le monopole du commerce extérieur, centralise l'économie dans les mains de l'Etat, construit un Parti, organise le fonctionnement de la société pour le développement et le bien-être de l'ensemble de la population. C'est l'exemple de tous les pays qui veulent sortir de l'arrière-pensée: l'Angola, le Mozambique, l'Ethiopie, la République Saharouï, l'Afghanistan, l'Algérie. La crise globale du système capitaliste dans le monde, accule les gouvernements capitalistes, à cause de leur immense faiblesse, à établir des accords avec les Etats ouvriers, ou les Etats révolutionnaires comme c'est le cas de la Belgique avec l'Algérie, l'Angola.

Dans le mouvement communiste mondial lui-même, il y a un énorme progrès, sur tous les plans; d'abord dans les Etats ouvriers, et dans l'intervention des Etats ouvriers en Afrique, dans leur soutien aux mouvements révolutionnaire de libération, ou à des révolutions comme celle de l'Ethiopie.

Dans la conférence des non-alignés, les pays révolutionnaires ont recherché un alignement anti-impérialiste et anti-capitaliste. Cuba a été un centre. La position de la Yougoslavie, par contre, qui se voulait équidistante contre les soi-disant "hégémonismes", se désintègre. De plus en plus, les pays non alignés cherchent à établir un front, à coordonner les expériences, à en faire profiter aux autres mouvements, et cherchent à former un front unique contre l'impérialisme. La troisième voie, le non-alignement n'existent plus; et de plus en plus, c'est un affrontement classe contre classe, système capitaliste contre système socialiste, et un alignement sur l'URSS et les pays socialistes.

Ce progrès s'exprime également dans les partis communistes d'Europe, qui se voulaient les champions de l'"eurocommunisme". Les masses communistes ont remis Lénine et l'Union Soviétique à l'ordre du jour et ne suivent ni Marchais, ni Berlinguer, ni surtout Carrillo, dans une application du socialisme "aux couleurs de chaque pays". Le discours de Berlinguer au festival de l'"Unita" a été très important dans ce sens, parce qu'il a rendu hommage à l'URSS et à Lénine. Et dans la fête de "Mundo Obrero" en Espagne, la majorité des militants communistes arboraient l'insigne de Lénine à leur chemise, pour bien montrer qu'il ne s'agit pas seulement d'un mot pour eux, mais d'une politique, d'une conception pour organiser la lutte pour un changement de société en Espagne, comme en Italie et dans chaque pays d'Europe.

Ce progrès dans la discussion s'exprime également par la publication en France, par le Parti Communiste, du livre "L'URSS et nous", qui

suite page 4

Prolétaires de tous les pays Unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE



ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section belge de la IV^{ème} INTERNATIONALE POSADISTE

7 Francs 17^{ème} ANNEE N° 307 Le 20 Octobre 1978

Périodique bi-mensuel-Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE - B.P. 273 Charleroi I. - Abonnement à 12 Numéros : 80 Frs ; - Abonnement annuel 150 Frs. - Abonnement de soutien : 500 Frs. - A verser au CCP 000.0976234.26 de C. Pôlet-Editeur Responsable : Cl. Pôlet, 20, Place Morichar - 1060 Bruxelles.

Déclaration du Bureau Politique du P.O.R.(T) sur la crise gouvernementale

C'est la classe ouvrière qui, seule, peut sortir le pays de la crise au bénéfice de la population

Les travailleurs, sans avoir besoin d'élections, ont déjà voté, au travers de leurs luttes, au travers de la grève du pétrole, de l'occupation de la RBP qui se poursuit, de l'action des ouvrières de Salik qui organisent elles-mêmes la production, au travers du referendum d'Andenne où toute la population s'est prononcée contre l'utilisation de l'énergie nucléaire dans les mains du capitalisme: ils ont déjà voté aussi il y a deux ans, en faisant les grèves générales unanimes du "vendredi" contre la préparation de la loi anti-crise. Ils ont voté aussi, en refusant que l'intervention militaire belge au Zaïre serve à défendre les intérêts et les biens des grandes sociétés capitalistes. La crise qui a éclaté maintenant au sein du gouvernement et l'éventualité de nouvelles élections, sont toutes des affaires dans lesquelles la classe ouvrière n'a pas pu intervenir, ni faire peser son jugement et ses propres perspectives. Tous les partis bourgeois crient: "le pays a besoin d'être gouverné...", mais de quoi ont-ils donc si peur? de conflits linguistiques et communautaires qui risqueraient de déchirer le peuple belge? Non. Ils ont besoin d'un gouvernement au service du capitalisme pour avoir un rempart contre la montée du mécontentement et des luttes des masses et pour essayer de faire encore plus payer la crise capitaliste par les travailleurs de ce pays. Les "problèmes communautaires" sont le rideau de fumée derrière lequel tous les problèmes que la crise profonde du régime capitaliste pose à la population travailleuse, peuvent apparemment s'estomper. Le gouvernement ne tombe pas à cause des problèmes dit communautaires. Il tombe parce que le capitalisme lui-même est en train de tomber et est tout à fait incapable de représenter un progrès, d'assurer un développement de l'économie, de répondre aux besoins de la population. N'importe quel gouvernement, quelle que soit la formule qu'ils vont lui trouver, se trouvera dans la même situation et sera voué à une chute rapide parce qu'il va se heurter aux mêmes problèmes: qui va faire les frais de la crise? la classe ouvrière ne veut pas en faire les frais plus longtemps! Que les capitalistes la paient eux-mêmes! Alors, la bourgeoisie pour faire face à cela, devrait imposer un gouvernement ultra-réactionnaire ou

le fascisme. Mais elle n'est pas en conditions de le faire. Le fascisme - bien qu'il est vrai que les groupes fascistes développent de plus en plus d'activités comme fer de lance du capitalisme contre les tendances de gauche - n'a aucune perspective de triompher. Toutes les dictatures que le capitalisme mondial a cherché à instaurer, en Europe ou en Amérique Latine, ont échoué, depuis l'Espagne jusqu'au Brésil, en Iran, ou au Nicaragua. C'est pour cela aussi que le capitalisme mondial se concentre dans la préparation militaire contre les Etats ouvriers, contre les révolutions dans le monde, contre les luttes de la classe ouvrière en Europe et aux Etats-Unis. La bombe à neutrons n'a pas été reléguée dans les tiroirs...

La bourgeoisie belge n'est pas en conditions de forces pour imposer un gouvernement réactionnaire directement. Elle cherche encore à utiliser la direction du Parti Socialiste pour faire passer des mesures anti-ouvrières et faire payer la crise aux travailleurs, à la petite bourgeoisie pauvre; de même elle suscite et entretient les soi-disant problèmes communautaires pour diviser la population, pour faire apparaître pour des conflits entre des secteurs de la population, ce qui est en fait le conflit contre la classe capitaliste elle-même. La force la plus importante pour faire échec aux plans du capitalisme, est le front unique des travailleurs wallons et flamands. Et les dirigeants du PSB ont divisé le Parti en deux ailes! En faisant cela, ils portent un coup bien plus grand encore que quand ils ont voté la loi anti-crise et ils rendent bien service à la bourgeoisie belge.

La régionalisation est un faux problème car, quelle que soit la forme de régionalisation qui finira par être décidée, elle ne pourra répondre aux problèmes fondamentaux: elle ne porte aucune atteinte aux responsables de la crise, à la structure même du régime capitaliste, aux grandes sociétés capitalistes, aux holdings et aux banques qui dirigent l'économie et sont en train, eux-mêmes, de liquider le pays parce qu'ils n'ont plus intérêt à ce que la Belgique continue à exister, en tant que telle. Non seulement, les dirigeants socialistes décident la scission du PSB, mais aussi ils

Suite page 4

LE PROGRES DE L'ETHIOPIE ET LA FONCTION DE L'URSS

J. POSADAS

Le 6 Aout 1978

La politique de Mengistu en Ethiopie stimule les autres mouvements de libération à aller beaucoup plus loin dans l'affrontement contre l'impérialisme, que ce que l'Union Soviétique est elle-même disposée à aller. Il y a à la fois un progrès immense de la révolution et une limitation de la direction: cela se manifeste dans le fait qu'un cas comme l'Erythrée puisse se produire. Il y a à ce sujet, des divergences importantes entre les directions. Les Soviétiques essaient de ne pas trop se compromettre et font même pression pour que les Ethiopiens cèdent. Mais l'Union Soviétique doit quand même continuer à aider l'Ethiopie qui dépend d'elle. La direction soviétique le fait pour se donner du crédit à l'intérieur même de l'URSS. Si elle n'agissait pas ainsi, c'est l'armée soviétique qui la chasse; il y a un conflit entre l'armée et la direction politique. Cette dernière veut concilier. L'armée ne veut pas. Sur beaucoup de points, l'armée est à gauche de la direction politique. Ce manque de direction fait qu'il n'y a pas d'homogénéité dans la conduite, la politique, le programme, les objectifs. Il y a même des positions contradictoires, opposées. Les Soviétiques eux-mêmes ne discutent pas sur le problème de l'auto-détermination et les aspects particuliers que prend ce problème à l'étape actuelle.

Le triomphe de l'Ethiopie va signifier une impulsion énorme pour toute l'Afrique. Il va montrer comment on résoud les problèmes de langue, de l'économie, de la culture. L'Ethiopie a fait une armée avec des paysans et adopte un programme de transformations sociales. Cela vaut pour toute l'Afrique et toute l'Asie. Il n'y a plus de pays arriérés: il y a des pays qui manquent de moyens - et c'est là le retard qu'ils ont -, mais n'importe quel pays peut faire la même chose que l'Ethiopie. Ceci est déjà quelque chose d'acquis et représente une immense impulsion. Il est donc très important de ne pas léser une telle conclusion. Les Soviétiques, eux, la redoutent et essaient d'en limiter les effets, parce qu'elle les pousse plus loin dans la politique intérieure également. Mais Fidel Castro se montre plus résolu. Il prend certaines précautions, parce qu'il dépend aussi de l'Union Soviétique, mais il laisse la porte ouverte. Il manque une direction homogène. La bureaucratie soviétique sent où va le processus, mais elle a des limitations très grandes du fait de sa structure et de son propre manque d'homogénéité.

L'Ethiopie signifie une élévation très grande de Cuba, de l'Angola et même du Vietnam. Le rapport de forces n'est pas seulement déterminé par le fait que l'Union Soviétique donne son appui, ou parce que ces mouvements affaiblissent le système capitaliste. Il l'est aussi par la nature même de la structure de ces partis: c'est l'armée qui est un Parti! Cela signifie un stimulant, une accélération des délais de l'histoire, et tout cela influence l'Union Soviétique. C'est pour cela que la bureaucratie essaie de contenir. Elle essaie de freiner le rythme et la rapidité du processus, parce qu'elle n'a pas de politique pour y répondre et elle va être obligée de sauter des étapes et d'aller à un affrontement avec les Yankees. Autrement, elle pourrait encore faire un jeu et essayer de gagner du temps.

La décision de l'Ethiopie de mener l'offensive contre l'Erythrée est très importante. La presse capitaliste pourrait essayer de faire une utilisation réactionnaire de cette offensive et de montrer une armée éthiopienne en train de "faire des sauvageries"... mais elle ne dit pas un mot; elle dit seulement: "l'armée éthiopienne avance..." Par contre, au moment des événements du Zaïre, ils ont dit que presque tous les étrangers trouvés morts à Kolwezi avaient été tués par l'armée de Mobutu. Les chefs militaires belges eux-mêmes ont dénoncé Mobutu.

Le monde a fait changer le rapport de forces en Afrique; et maintenant l'Afrique contribue aux changements dans le monde. Cet ordre des relations permet de voir que la force essentielle ne provient pas d'Afrique: si elle se trouvait en Afrique même, il devrait y avoir sur ce continent un processus antérieur déjà développé de transformations sociales. Mais un tel mouvement n'existait pas avant. Cependant, l'Angola adopte immédiatement les formes cubaines: voilà comment "s'exporte la révolution"! On parle d'exportation de la révolution, mais c'est une conception fautive: la révolution ne s'exporte pas et ne s'importe pas non plus. Elle est une nécessité de l'histoire, qui se développe de la même façon que la culture, la science et l'art. De la même façon la révolution ne s'exporte pas. On ne peut pas poser cela. La révolution progresse, s'épanouit et chaque progrès cherche à adopter la forme la plus élevée de ce qui existe. Le pays qui atteint le niveau le plus élevé cherche lui-même à s'étendre, comme la chose la plus naturelle de son existence, pour développer un rapport de force plus favorable. Il en va de même pour la science, la culture, l'art, l'économie. C'est de là que surgit l'internationalisme, qui est une nécessité logique.

Le concept d'"exportation de la révolution" est une qualification fautive, une invention. Un processus scientifique, répondant à une nécessité cherche, comme une conclusion naturelle, à s'étendre. Et cela, non parce qu'il y est poussé par celui qui le dirige, mais parce qu'il en a besoin pour s'affirmer lui-même, pour se développer et avancer. N'importe quel progrès scientifique, depuis les remèdes aux maladies jusqu'aux inventions, vit le même processus. L'expansion ne répond pas à un besoin de satisfaire l'égoïsme, l'intérêt local. Le progrès acquis a besoin de s'appuyer sur des conditions extérieures pour s'affirmer lui-même et pour aller plus loin. Il n'y a aucune force qui puisse le faire reculer, s'il répond à une nécessité. Transitoirement, il peut reculer, comme cela aurait pu être le cas pour l'Union Soviétique si elle n'avait pas gagné la guerre. Il n'était pas exclu que les nazis l'emportent. Ils auraient pu gagner si la bourgeoisie n'avait pas été dans les contradictions qu'elle a connues.

Suite page 4

Dans les mouvements écologistes ce n'est pas la forme écologiste qui détermine, mais le fait même de cette revendication des populations, qui cherchent à assurer un régime de purification supérieur pour défendre la vie. Cette revendication va aller en se développant. Elle surgit comme une nécessité. La pollution de Londres, Milan ou Turin, par les fumées est un véritable poison pour les gens. De même, les déchets industriels qui polluent les eaux, les déchets des usines atomiques - dont on ne disait rien auparavant. De même, ce pétrolier (Amoco Cadiz) en Bretagne; les communistes ont dénoncé que le gouvernement savait que ce bateau était en conditions de se rompre.

Dans le développement de leur indignation, les gens vont chercher et trouver comme allié naturel, le prolétariat, les syndicats et par-tis ouvriers. Aucun parti bourgeois ne peut accepter une alliance avec les écologistes: une condition même de l'existence du régime capitaliste est d'empoisonner les eaux, les plantes, les aliments. Le développement de la concurrence exige des capitalistes l'accélération des différentes phases de la production, l'utilisation d'éléments chimiques, le raccourcissement des délais de production, pour pouvoir maintenir l'accumulation et les profits. Il en résulte la pollution de l'eau, de la terre, la création de produits insalubres - soit dans les matières premières utilisées, soit dans le processus de production industrielle; même les produits textiles sont pleins de matières dangereuses. Et tout cela, parce que le capitalisme a besoin de réduire le temps de production pour maintenir le niveau de profit, pour se faire la concurrence et pour se défendre de la lutte du mouvement ouvrier et des Etats ouvriers. Ils sont donc poussés de plus en plus à polluer parce qu'ils doivent augmenter la technification de manière telle que cela empoisonne les gens, produit des déchets industriels qui contaminent les eaux diminue la qualité de la production. Pour maintenir le niveau des profits, on fait entrer des matières premières de moindre valeur dans les produits. Le capitalisme accentue, de jour en jour, son caractère criminel dans la production des aliments, des vêtements, de tous les produits, et pas seulement dans la préparation de la guerre.

Il y a d'une part, la crise normale du système capitaliste, qui provoque le chômage, l'inflation, l'élévation quotidienne du coût de la vie, l'élimination quotidienne de secteurs capitalistes, la concentration du capital dans la production, l'augmentation de la productivité, sans augmentation correspondante de la consommation. Des millions de gens sont écartés de ce circuit et le capitalisme ne peut plus les incorporer. D'autre part, le développement des Etats ouvriers, de la politique de l'Union Soviétique en appui aux mouvements révolutionnaires de libération anti-impérialiste exige de l'impérialisme un investissement de milliards de dollars et affaiblit encore plus le système capitaliste. L'intervention soviétique pour appuyer les mouvements révolutionnaires de libération anti-impérialiste, fait partie de la préparation de la guerre et vise à contenir l'impérialisme. Tout cela oblige l'impérialisme à des investissements de guerre beaucoup plus importants. Par conséquent, il diminue la qualité de la production afin de maintenir les profits: et tout cela ne va faire qu'augmenter.

Dans toutes les usines du monde capitaliste, il y a un empoisonnement de la population à cause des déchets chimiques industriels, des éléments radioactifs dangereux, de la production de produits toxiques,

L' ECOLOGIE, LA PROBLEMES DE

comme à Seveso. Partout, le capitalisme tend à introduire, développer et appliquer plus profondément et constamment des éléments chimiques, qui empoisonnent les gens, que ce soit dans l'alimentation ou dans l'importe quel autre produit d'usage courant. L'utilisation quotidienne de ces produits fait que, chaque jour, les gens s'empoisonnent un peu. Le capitalisme est incapable d'assainir cette situation; elle va continuer à s'aggraver.

Il faut alors conduire tous ces mouvements écologistes à comprendre que la solution qu'ils recherchent, ne peut être obtenue dans le régime capitaliste. Ils avancent déjà vers cette compréhension. Mais il manque encore une politique, un programme, unissant la lutte pour des revendications ouvrières, pour l'élévation politique de la classe ouvrière et celle des écologistes afin qu'ils se joignent à la lutte pour la destruction du capitalisme.

Le capitalisme accroît la capacité technique de la production et de certains aspects des relations humaines tels que la presse par exemple, mais il le fait aux dépens des gens. Il ne peut combiner l'élévation de la technique et celle du niveau de vie de la population. Au contraire, il réduit le niveau de vie. Il faut montrer la nécessité de maintenir le progrès de la technique en même temps que celle de chasser le capitalisme afin que cette technique soit utilisée pour les gens. Autrement, elle l'est contre eux. De cette façon, on peut unir l'utilisation de la technique, et la lutte des écologistes pour la préservation de l'environnement, contre l'empoisonnement que l'impérialisme occasionne avec tout ce qu'il fait.

Sur la politique J. POSADAS

La direction de l'Etat ouvrier chinois cherche à développer le pays avec une conception semi-capitaliste. La propriété est étatisée, mais la planification, les normes de production sont capitalistes. On élimine les délégués, la population; l'intervention de la planification est décidée par un directeur et celui-ci est très loin de la population; on réintroduit des normes d'ambitions, et d'intérêts pour le progrès individuel: ce sont des normes capitalistes. C'est la même chose que faisait Staline.

Cette politique ne peut avoir de perspective de progrès. Elle est destinée à gagner de l'autorité, à montrer un développement de l'économie. Mais ils le font avec des normes capitalistes et un intérêt bureaucratique, et non en fonction de l'intérêt, de la conception communiste. Cela développe une couche bureaucratique avec une mentalité de patron; elle n'est pas un patron, parce qu'elle ne détient pas la propriété, mais elle a une mentalité de patron et agit comme tel. Il n'y a pas de perspective pour une telle politique.

Cette politique est menée en fonction d'une camarilla dirigeante qui a des ambitions séparées de la population. Ils introduisent des normes de relations capitalistes, comme l'utilisation de "Monsieur", les grades dans l'armée, une plus grande différenciation de catégories. Instaurer les grades dans l'armée, obliger les élèves à dire "Monsieur" à leur professeur, signifie créer une différenciation de

CRISE DU CAPITALISME ET L'ISSUE SOCIALISTE AUX J. POSADAS

Le 29 Mars 1978

Le capitalisme ne peut renoncer à cette politique. La concurrence l'oblige, de toutes manières, à augmenter le rendement de la production, le rythme et le niveau d'accumulation du capital. Les Etats ouvriers et la révolution mondiale élèvent leur concurrence envers le capitalisme: l'Ethiopie, le Mozambique, l'Angola, le Vietnam sont tous concurrents du système capitaliste et affaiblissent celui-ci. Et cela conduit le capitalisme, pour sa propre survie, à augmenter l'empoisonnement de la population: il cherche à diminuer le coût de production et à obtenir les matières premières qui lui permettent de produire plus rapidement et de s'imposer sur le marché dans la concurrence inter-capitaliste et dans celle avec les Etats ouvriers. Il y a aussi l'empoisonnement dû à la préparation de la guerre atomique, à l'usage de l'énergie et d'armes atomiques.

Il faut admettre l'énergie atomique comme un moyen de produire de l'énergie. Mais le capitalisme ne peut l'utiliser de cette façon. Il va faire la guerre avec l'énergie atomique. Nous ne sommes pas contre l'utilisation de la technique dans l'industrie du livre et de la presse par exemple, et nous ne sommes pas contre, non plus, l'utilisation de l'énergie atomique au bénéfice de la population. Mais le capitalisme est incapable de le faire! Il pollue les gens, il les tue, il prépare les armes atomiques et fera la guerre atomique: il faut donc prendre le pouvoir.

Il faut faire sentir à ces mouvements écologistes qu'il faut abattre le capitalisme pour empêcher d'empoisonner les gens et pour pouvoir utiliser l'énergie atomique

convenablement. L'énergie atomique, permet de ne pas devoir utiliser d'objets ou de produits coûteux, arriérés ou nuisibles. Mais son usage, sous l'actuel régime capitaliste, signifie autant de dommage que de progrès, à commencer parce qu'il fait des armes atomiques et ensuite, par le fait que les déchets de l'énergie atomique polluent l'environnement. Il faut développer la compréhension de ce que le progrès est nécessaire. Mais, qui va le réaliser? le capitalisme tue les gens, il faut donc l'abattre.

Il faut prendre l'exemple des ouvriers typographes en Allemagne capitaliste, qui disent: "nous ne sommes pas contre le progrès de la technique et de la science, nous sommes contre ce progrès se fasse à nos dépens". Ils ont obtenu, que pendant 8 ans, les entreprises les maintiennent au travail avec le même salaire, même s'ils ne font que balayer.

Le déficit se trouve dans les partis ouvriers, qui n'ont pas de politique ni de compréhension conséquente. Par exemple, ils n'ont pas encore fait de discussion sur l'utilisation de l'énergie atomique. Ils sont en divergences. Il faut discuter que l'énergie atomique, actuellement, constitue certainement un danger, parce que le capitalisme se prépare à faire des armes atomiques et déverse des déchets qui font du tort aux gens. Mais alors, que faut-il faire? empêcher un instrument d'énorme progrès? ou chasser le capitalisme qui provoque la nuisance? Il faut renverser le capitalisme. La conclusion est simple, mais il y a un manque de coordination politique entre les partis socialistes, communistes et les syndicats pour arri-

ver à cette conclusion.

Il faut appeler à prendre exemple sur la victoire des ouvriers du livre en Allemagne. Elle a beaucoup d'importance. Au début, il semblait qu'ils allaient perdre. C'est intéressant de voir que, d'abord, le patronat crânait: "dans 5 ou 6 jours, ils reprendront le travail, car ils n'ont pas d'argent". Mais pas un ouvrier n'est allé travailler. Il en est de même pour la grève des mineurs des Etats-Unis, qui représente une victoire énorme et une terrible défaite de la bureaucratie et de Carter.

Ces problèmes vont s'accroître dans les principaux pays capitalistes - le Japon par exemple. Il y a un beau mouvement des paysans au Japon: ils défendent un niveau de vie qu'ils avaient conquis et, en même temps, ils luttent pour défendre l'environnement (référence à la lutte contre la création de l'aéroport de Narita). De plus, ces aéroports sont destinés à la guerre. Le mouvement paysan n'a pas été déterminé par la conscience patriotique, mais par la conscience -même limitée - de la lutte de classes. Les mouvements, comme ceux des paysans japonais et des écologistes, ont une raison d'être: ils ont une profonde racine historique et concrète. Ce sont les syndicats, les partis communistes, socialistes, qui doivent faire un front unique et chercher un programme de front unique contre le capitalisme, et y incorporer toutes ces luttes. Ils pourront alors éduquer ces mouvements et leur donner conscience de ce qu'il faut chasser le capitalisme pour pouvoir utiliser l'énergie atomique au bénéfice de l'humanité. Sans quoi, celui-ci va continuer à polluer.

Ces mouvements n'ont pas encore un grand poids, mais ils sont en extension. Il y a des mouvements écologistes dans le monde entier. Ils attirent des intellectuels, des scientifiques qui, sans être d'origine communiste, aboutissent à la conclusion de la nécessité du communisme. Par exemple, en France: le mot d'ordre de la dernière mobilisation des écologistes était: "à bas le capitalisme!". C'est très beau! Au Japon également: "dehors les capitalistes!". La décision des jeunes, des étudiants, est formidable.

Tout cela signifie un progrès très grand de l'influence des Etats ouvriers, des révolutions dans le monde, sur tous ces mouvements. Ils puisent l'assurance de leur lutte dans le progrès des Etats ouvriers, dans la lutte de libération d'Asie, d'Amérique Latine et, surtout, d'Afrique, où l'Ethiopie par exemple, a une très grande influence. Ce processus tend à unir et impulser ces mouvements vers la compréhension de la lutte anti-capitaliste, et cela signifie une défaite très profonde pour le capitalisme. Ce processus va s'élever encore. Il acquiert une force telle, qu'il touche même des paysans du Japon, de France. Des secteurs de paysans relativement aisés sont d'accord avec cela. Ils voient que le mouvement ouvrier peut leur donner des garanties, tandis que le capitalisme ne leur en donne aucune et empoisonne chaque fois plus les gens.

Les écologistes ont une raison d'être; ils expriment une nécessité historique à laquelle les partis ouvriers, communistes, socialistes et les syndicats auraient dû répondre. C'était à eux de remplir cette tâche.

suite page 4

Politique contrerévolutionnaire de la direction chinoise

Le 28 Août 1978

classe, tandis que la base de l'Etat n'est pas capitaliste, mais celle d'un Etat ouvrier. Qui va gagner dans cette contradiction qui devient antagonique? Staline et Tito avaient déjà voulu faire la même chose; la Tchécoslovaquie et la Pologne également: où se sont-ils retrouvés? Ils ont tous essayé la même chose, et tous ont échoué. Les exemples de l'histoire montrent clairement qu'ils ont tous échoué. En 1952, le prolétariat allemand s'est rebellé, a fait de grandes grèves et quelques années plus tard, Ulbricht et Staline sont tombés. Ensuite, il y eut deux soulèvements ouvriers en Pologne et un en Hongrie. Ce sont des soulèvements qui ont contribué à liquider la bureaucratie. En Yougoslavie le prolétariat s'est également soulevé et a chassé 500.000 membres du Parti. Comment croire que cette politique des Chinois va triompher? Le prolétariat chinois n'a pas le même poids que le soviétique, mais il est très concentré. C'est à Shanghai et à Canton que se sont produites les grandes mobilisations pendant la Révolution Culturelle.

Cette politique des Chinois n'a pas de perspective. Ils essaient de créer des difficultés à l'URSS, pour que celle-ci n'exerce pas d'influence en Chine. Pour faire une telle politique, ils doivent s'allier au capitalisme. Ils la font parce qu'ils ont des intérêts qui les rapprochent plus du capitalisme que des Etats ouvriers. Cette politique des Chinois est sans perspective et sans raison historique. Ce n'est pas là le moyen de développer l'Etat ouvrier. Il n'y a pas d'autre façon de développer l'économie qu'

au travers de l'Etat ouvrier. Ce n'est pas possible de le faire sous la bureaucratie ou avec une direction qui se rapproche du capitalisme. La bureaucratie va apprendre du capitalisme, non pas sa technique, mais ses normes et ses relations. De toute manière, la technique capitaliste n'a plus d'importance décisive. La technique soviétique remplace très bien et dépasse même sous certains aspects, la technique capitaliste.

En fait, il ne s'agit pas d'un problème technique, mais d'organisation du travail. Une part essentielle de cette organisation consiste dans la passion de celui qui travaille pour élever la production. Elle comporte aussi l'aspect de la distribution, de laquelle dépend également le rendement: comment se fait la répartition, comment se fait l'accumulation du capital pour former la part de réserve et la part d'investissement. En Union Soviétique, 30% du produit national brut sont réinvestis; c'est une mesure de ce que sera le plan de production. En Chine, ils n'ont pas dit combien ils réinvestissent. Les capitalistes réinvestissent au maximum 13% du produit national brut parce qu'ils ne savent plus où réinvestir.

En Chine, ils veulent diminuer le coût de production, au travers d'une programmation liée au capitalisme: cela ne peut se faire. Dans l'Etat ouvrier, la démocratie sociale est une condition essentielle pour le développement de tout plan de production: la population doit sentir qu'elle contribue au progrès du pays, du monde. La bureaucratie chinoise veut faire progresser le

pays avec un programme social réactionnaire, à tous points de vue. Ils sont en train de créer une bureaucratie sur le plan syndical. Ils ne l'avaient pas encore, c'est pour ce la qu'ils ont tardé à faire des congrès et des réunions. Il ne sort pas un mot du camp syndical. Pas une usine ne dit: "nous appuyons Hua Kuo Feng et Teng Siao Ping", alors que c'est la première chose qu'ils devraient utiliser.

Dans les usines yougoslaves, lorsque les ouvriers ont chassé les secteurs de direction qui voulaient revenir en arrière, la première chose qu'ils ont fait a été de sortir le portrait de Tito en partisan, et le programme socialiste. Ils ont mis ce portrait à côté de celui de Guevara.

La direction chinoise est en train de tirer profit du manque d'intervention, de politique des Soviétiques. Les Soviétiques critiquent les Chinois et les Yougoslaves, mais ils ne dénoncent pas quel est la raison historique, sociale et concrète de cette attitude de la Chine. Les Soviétiques ne le disent pas, parce que cela revient à se condamner eux-mêmes. Mais ils peuvent et doivent le faire! Ils doivent écrire, sans crainte, quelle est la raison historique et concrète qui a amené les Chinois à cette politique actuelle: quelle base sociale détermine cette politique? quels sont ses objectifs historiques et concrets? quelle couche sociale en tire profit? y a-t-il des bases pour un développement vers, ou contre le socialisme? Les Soviétiques ne discutent pas cela. Ils doivent le faire.

Il faut intervenir pour contribuer à cette discussion. La politique de la direction chinoise actuelle est contre-révolutionnaire. La Chine est un Etat ouvrier, mais sa direction est contre-révolutionnaire et ressemble à Staline. Staline réapparaît en Chine au moment où des partis communistes et certains secteurs intellectuels font resurgir Trotsky. En Chine, on a ressorti les portraits de Staline.

Les Soviétiques devraient réclamer et critiquer les Chinois pour le fait qu'il n'y a pas de démocratie syndicale, pas de prises de positions des usines, des municipalités, pas de résolutions des cellules militaires. Mais si les Soviétiques font ces accusations aux Chinois, les masses soviétiques vont dire: "et pourquoi ne le faisons-nous pas ici?". Les Soviétiques pourraient faire ces critiques, même sans grand risque pour la bureaucratie, mais l'appareil bureaucratique est encore très puissant, il est plein de crainte, d'incertitude et croit que cela va affaiblir sa préparation militaire contre les Yankees. La bureaucratie n'a pas de raisonnement cohérent, parce qu'elle ne pense pas en fonction de la raison, mais en fonction d'un intérêt. C'est cet intérêt qui l'oblige à raisonner. Une chose est l'intérêt qui l'oblige à raisonner, une autre, quand la raison détermine l'intérêt. Mais les Soviétiques sont en train d'élever leurs critiques envers la direction chinoise. C'est l'indice d'une grande pression. De toutes manières, des critiques et des accusations plus profondes contre la Chine vont bientôt éclater.

28.8.1978

J. POSADAS

montre une recherche pour comprendre la fonction de l'Union Soviétique le rôle du Parti Bolchévique, de Lénine et aussi pour rétablir la fonction de Trotsky et du trotskysme dans le mouvement ouvrier international, pour analyser plus profondément qu'avant, le stalinisme. Tous ces progrès montrent l'élévation d'une discussion et la nécessité objective de revenir à la vérité historique, à la discussion des principes du marxisme, que les Partis communistes avaient laissé de côté pendant 30 ans.

Dans la lutte système contre système, il faut tenir compte de l'ensemble de ce processus, de ces discussions, et partir du niveau mondial du progrès du communisme, pour envisager ensuite les particularités de chaque pays. Mais ce ne sont pas les particularités de chaque pays, de la Belgique, qui font le monde. Il faut discuter que la Belgique fait partie d'un processus mondial, dont elle dépend et dont elle reçoit l'influence.

La fonction du Parti Communiste s'inscrit dans ce cadre général, global, de crise du capitalisme mondial pour représenter les intérêts historiques de la classe ouvrière en Belgique. Le document préparatoire au Congrès du PCB pose la nécessité de développer le rôle du Parti comme un représentant et défenseur des intérêts de la classe ouvrière qui doit diriger la société. Nous croyons qu'il faut alors discuter les expériences concrètes menées par le Parti pour affirmer ou non ce rôle

La "Fête du Drapeau Rouge", comme elle a été organisée, n'a pas représenté ces intérêts ni cette fonction; elle avait plutôt pour intention d'attirer des secteurs de la petite-bourgeoisie. Mais ce n'était pas vraiment une fête - politique, culturelle - des travailleurs, des ouvriers. La limitation énorme des débats politiques, l'exagération des stands "alimentaires", l'absence d'un centre politique et l'accent mis presque exclusivement sur les chanteurs et les spectacles de variétés, n'ont pas contribué à attirer ni à élever les militants ouvriers, mis à part les camarades militants du Parti qui ont mis tout leur dévouement comme chaque année à la réalisation de la fête. Mais, pourquoi ne pas organiser dans des grandes salles, facilement accessibles, des débats très ouverts à toutes les tendances du mouvement ouvrier, et aux militants et dirigeants d'autres pays du monde, sur les thèmes essentiels de la situation mondiale. Rien n'était organisé pour discuter de l'Union Soviétique par exemple, ou même des dissidents; le problème de l'Ethiopie et de l'Erythrée; les positions du PCB sur le Marché Commun Européen et les élections européennes, la Tchécoslovaquie, le progrès des Etats ouvriers, le problème de la Chine; la participation des femmes et des enfants dans la lutte pour changer la société. Des divergences et des désaccords existent et les discussions ont lieu dans les couloirs, sans préparation sérieuse et sans pouvoir approfondir les problèmes. Pourquoi ne pas en débattre ouvertement, en discutant fraternellement tous les problèmes! Cela fera avancer cette discussion, qui est une nécessité.

Dans le document préparatoire au Congrès, il est dit également que le rôle du Parti est de favoriser, de construire, d'aider à construire un front de la gauche, le rassemblement des progressistes. Mais encore une fois, la pratique n'a pas correspondu à cette volonté, et aussi ce sentiment des camarades communistes. Rien n'était organisé dans la Fête pour faire avancer ce front. Par exemple, il fallait proposer un débat avec "Tribunes Socialistes", avec le courant socialiste de gauche sur la perspective de la construction de ce courant de gauche, et proposer un programme d'alternative, à discuter avec Tribunes Socialistes, avec les militants chrétiens de gauche. La Fête du Drapeau Rouge, est une bonne opportunité pour envisager des activités culturelles correspondant plus à ce que pose le propre document de préparation du Congrès. Il faut attirer les travailleurs, les ouvriers socialistes, syndicalistes, chrétiens de gauche - qui ont un poids et un rôle d'organisateur dans le mouvement ouvrier - et harmoniser, coordonner les différentes activités de la Fête de telle sorte qu'il y ait une place pour eux. Cela ne veut pas dire éliminer les spectacles, les chanteurs, les clowns, mais accorder beaucoup plus de préoccupations aux débats politiques.

Camarades, voilà quelques considérations et analyses et propositions que nous faisons, comme une partie de la discussion pour le prochain Congrès.

L'ÉCOLOGIE...

Et pas seulement celle de l'écologie, mais aussi la préoccupation pour la santé des ouvriers dans les usines. L'exploitation et l'empoisonnement des ouvriers est terrible et chaque fois plus brutal. Dans certains endroits, ils ont obtenu la semaine de 40 heures, mais ils doivent travailler comme des ânes: ils travaillent autant pendant ces 40 heures qu'avant. Il y a une augmentation de l'absentéisme des ouvriers, parce qu'ils ne peuvent plus travailler! 5 sur 100 s'absentent pour ne pas travailler, mais tous les autres le font parce qu'ils ne peuvent plus travailler dans ces conditions! Ils ont besoin de repos car le travail qu'ils font

est meurtrier, atroce. A la production à la chaîne, s'ajoute maintenant la pollution chimique ou radioactive. Non seulement on travaille comme des brutes, mais en plus, il y a un niveau de contamination, un nombre de maladies chaque fois plus élevé - maladies pulmonaires, estomacales, cardiaques. Le mal dont la classe ouvrière souffre le plus, c'est l'insalubrité de son travail. Un point très important qu'il faut donc ajouter à la lutte des écologistes, est d'élever les conditions de vie de la classe ouvrière à l'usine, et de la population - hommes, femmes ou enfants.

29.3.1978

J. POSADAS

acceptent qu'un politicien aussi foncièrement réactionnaire que Van den Boeynants soit nommé pour reconstruire une coalition gouvernementale. Ils acceptent que le roi, qui ne représente absolument rien et ne présente aucune idée, aucun progrès pour la Belgique, apparaisse comme un arbitre au-dessus de la mêlée, oeuvrant pour le bien de tous!

C'est un fait que la classe ouvrière a déjà voté à sa manière: les étudiants, la petite-bourgeoisie également. Les ouvriers du pétrole, ont démontré qu'il n'y a pas de problèmes linguistiques communautaires dans la classe ouvrière, mais le problème d'imposer les revendications aux capitalistes. La population d'Andenne tout entière a voté - 80% - contre les plans d'énergie nucléaire dirigés par les sociétés capitalistes privées comme Intercom

Déjà cette "opinion publique" pèse lourd dans les calculs des partis bourgeois et des directions ouvrières qui négocient pour un nouveau gouvernement: tous redoutent que la politique se fasse dans la rue, au grand jour, dans les assemblées d'usines, de quartiers, dans les meetings et les manifestations des travailleurs! Tindemans a agité tant qu'il a pu "le danger de l'aventure de droite... comme de gauche". Les aventuriers, ce sont eux. Les dirigeants capitalistes belges et mondiaux vont effectivement à "l'aventure" parce qu'ils sentent chaque fois plus que tout le processus du monde leur échappe des mains, qu'ils ne contrôlent plus les crises. Mais dans le Parti socialiste, comme dans le mouvement chrétien de gauche, une telle situation n'est pas acceptée. La rébellion dans les organisations du mouvement ouvrier s'exprime faiblement parce qu'il n'y a pas de vie démocratique, politique de ces partis; les directions syndicales ne bougent pas non plus car elles partagent la même politique, de marchandages de conciliation avec le capitalisme. Il y a dans le CVP, comme dans les partis fédéralistes, une base chrétienne de gau-

che qu'il faut influencer et gagner à rompre avec ces partis capitalistes. Pour cela, il faut lutter aussi dans le mouvement syndical pour reconstruire le front commun syndical à partir de la base, des entreprises, et discuter entre les travailleurs de différentes tendances, un programme anti-capitaliste qui donnera la réponse de la classe ouvrière face à cette crise du capitalisme. Il faut lutter pour réaliser une réelle démocratie syndicale et le front commun syndical le plus complet. Le mouvement ouvrier est le seul capable de donner une perspective de développement de la Belgique pour le progrès de toute la population: la perspective du socialisme. Il faut pour cela, imposer par des mobilisations, toutes les revendications pour que les travailleurs ne fassent pas les frais de la crise: pour les 36 heures immédiatement et, en plus, le partage du travail existant entre tous les ouvriers sans pertes de salaires, pour un plan ouvrier de développement du pays, l'étatisation des principaux moyens de production et des banques et une planification collective de l'économie.

Dans le cas où des élections se réaliseraient, nous proposons de faire un front de la gauche, des socialistes, tant wallons que flamands, communistes, RW, les secteurs de gauche de la VU et du FDF alliés aux syndicats pour proposer une alternative de transformations sociales du pays.

Nous proposons au Parti Communiste d'intégrer notre propre Parti, dans une liste communiste -concrètement à Charleroi - pour développer ensemble des mesures anti-capitalistes et des propositions d'alternatives de la classe ouvrière. Mais, qu'il y ait ou non des élections, il faut que la classe ouvrière intervienne dans cette crise! C'est seulement la classe ouvrière qui peut donner une issue et qui pourra agir comme la direction de la société au bénéfice de toute la population.

le 17.10.1978

LE PROGRES DE L'ETHIOPIE ET LA FONCTION DE L'URSS

Mais lorsque ce progrès répond à la nécessité économique, sociale, politique et scientifique de l'humanité, lorsqu'il a déjà acquis de l'assurance et s'est développé pendant un certain temps, il s'élève alors à des niveaux desquels il ne peut plus revenir en arrière. Les gens ont déjà vu: "ceci est meilleur"! C'est meilleur, non pour un individu, mais pour la vie. Le développement même de la science, de l'économie, de la technique, de la culture, de l'art, montre qu'il faut élever les relations de la vie: ce progrès répond à un besoin et aucune force ne peut le faire revenir en arrière. Il peut subir certains reculs, mais non faire un retour en arrière.

Trotsky disait: "il se peut que l'Union Soviétique perde la guerre; alors, l'humanité passerait par une étape plus arriérée que le féodalisme, mais une telle situation ne pourrait durer plus de 10 ans parce que toutes les contradictions du système capitaliste seraient mises en lumière, et la direction qui n'avait pu se développer avant, se développerait à ce moment". Une telle chose se produit parce qu'il s'agit de nécessités de l'histoire, qui se basent sur l'économie, la science, l'art et la culture. Le capitalisme se comporte comme un égoïste. Il n'agit pas comme quelqu'un qui se dispute avec le sentiment de pouvoir vaincre. Son propre comportement est un facteur de faiblesse, d'incertitude pour le système capitaliste; il doit faire constamment des marchandages avec l'URSS et agiter la menace de ses armes, et non la preuve de sa supériorité économique, scientifique, technique. Les Soviétiques, par contre, montrent leur supériorité en tout: dans l'économie, la technique, la société.

La direction soviétique peut remplir une fonction très importante d'impulsion, mais aussi de rétention et de recul. Mais cela est transitoire, parce que l'humanité a déjà l'expérience de ce que le progrès se fait comme en Union Soviétique... La direction peut contenir, limiter, échelonner le progrès, mais elle ne peut empêcher ni le progrès, ni la généralisation de celui-ci. Voilà ce qui se passe actuellement. Chaque révolution a besoin, pour avancer, d'accomplir un cycle plus complet. Le Vietnam a du liquider tout le système capitaliste, toute la propriété privée et établir le principe "à chacun selon ses besoins". Les révolutions les plus pauvres prennent le programme le plus développé de la révolution permanente. A mesure que la révolution s'étend, la capacité de persuasion objective du développement social révolutionnaire avance. Toutes les relations scientifiques et culturelles conduisent à la raison et non à l'affirmation du pouvoir ou de la force.

6.8.1978

J. POSADAS

L'étape actuelle de la lutte de classe en Espagne

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 Francs 16 ème ANNEE N° 308 Le 8 Novembre 1978

Périodique bi-mensuel-Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE - B.P. 273 Charleroi I. -
Abonnement à 12 Numéros : 80 Frs ; - Abonnement annuel 150 Frs. - Abonnement de soutien : 500 Frs.
- A verser au CCP 000.0976234.26 de C. Pôlet-Editeur Responsable : Cl. Pôlet, 20, Place Morichar -
1060 Bruxelles.

EDITORIAL: Face aux élections

IL FAUT LE FRONT DE LA GAUCHE ET NON LE FRONT DES FRANCOPHONES POUR FAIRE PAYER LEUR CRISE AUX CAPITALISTES

L'enjeu principal des prochaines élections pour la bourgeoisie, est de gagner du temps et de diviser la classe ouvrière pour pouvoir faire payer, encore plus, aux travailleurs les conséquences de la crise du régime capitaliste. Pour les travailleurs, il doit être de ne pas donner une seule voix aux partis bourgeois! que ce soit dans la région flamande ou wallonne, et de maintenir par tous les moyens un front unique de la classe ouvrière, de tout le pays. La décision du récent congrès du Parti Socialiste d'accepter le principe de la rupture, entre les socialistes flamands et wallons ne va pas faciliter cette tâche. Pour cela, c'est important, que le mouvement syndical, FGTEB et CSC, refuse de suivre cette tendance à la "régionalisation" des organisations ouvrières. Les syndicats montrent par là qu'ils sont amenés, de plus en plus, à remplir une fonction politique et qu'ils devront peser beaucoup plus directement dans la prochaine étape pour manifester la riposte de la classe ouvrière, qui ne veut plus faire les frais de la crise du système capitaliste. Et ils ne pourront pas s'en tenir là, mais devront aussi proposer un programme qui donne une alternative à la crise capitaliste, et avec lequel le mouvement ouvrier montre que c'est lui et lui seul, qui peut prendre la direction de la société, et réaliser le progrès et le développement de la Belgique pour le bien-être de la population. Dans ces élections, il est certain que la classe ouvrière n'aura pas les moyens de proposer cette alternative et de montrer toute son unification et toute sa volonté de combat, dans les luttes, les grèves, les occupations d'usines, les mobilisations partielles.

Dans la campagne électorale, il y a une confusion très grande, créée par les directions des partis ouvriers, du PSB et du mouvement ouvrier chrétien. Ils présentent maintenant le "front des francophones" comme un moyen de donner une perspective progressiste à la population de la Belgique. Comme si le PSC, le Parti Libéral, l'immense majorité de la direction du FDF, n'étaient plus les partis représentant la grande et la moyenne bourgeoisie! Ce front des francophones peut exister quand il

s'agit de faire des disputes pour les problèmes d'institutions, de conseils communautaires. Mais il éclate en mille morceaux dès qu'il s'agit de discuter un programme de transformer la société, pour donner une solution socialiste à la crise capitaliste en Belgique. Il faut rappeler, entre autres, que c'est le FDF qui était le partisan le plus acharné d'une intervention militaire à "la française" au Zaïre; ce n'était pas pour défendre le droit à l'autonomie des peuples congolais... mais pour défendre les intérêts des grandes sociétés capitalistes de la Belgique. A aucun moment, le PSC, le FDF, ni même le RW n'accepteront des mesures anti-capitalistes, l'expropriation des capitalistes et l'étatisation sous contrôle ouvrier des grands moyens de production, de l'énergie ou des banques. Cependant, de telles mesures sont indispensables pour changer la situation actuelle et répondre à la crise capitaliste. Le nouveau Parti Socialiste a mis ce programme dans sa poche, quand il a participé au gouvernement Tindemans

et soutient celui de Van den Boeynants et maintenant encore, quand il préconise le front des francophones.

Une grande masse de travailleurs et de la petite-bourgeoisie pauvre, en Belgique et en particulier dans la région flamande, vote encore CVP et soutiennent la démocratie chrétienne sur le plan politique. Rompre le CVP est une nécessité. Mais c'est nécessaire, non parce qu'il est un parti "flamand" qui veut faire dominer l'appareil de l'Etat par les flamands, mais bien parce que c'est le plus important parti de la bourgeoisie en Belgique; il n'est pas le parti des "capitalistes flamands", mais le parti principal de tous les grands intérêts capitalistes de ce pays. Il utilise à fond les problèmes et les conflits communautaires pour assurer le maintien de la domination capitaliste. Il a besoin, au nom de toute la bourgeoisie, d'empêcher à tout prix le front unique des ouvriers wallons-flamands avec un programme anti-capitaliste.

Une chose apparaît bien clairement en tout cas, c'est que le droit à l'auto-détermination est une farce tant que c'est le capita-

v.p. centrales **J. POSADAS** Le 16 Juillet 1978

GRECE: UN CANDIDAT POSADISTE ELU SUR LA LISTE DU PARTI COMMUNISTE (K.K.E)

Nous saluons avec toute notre fraternité et joie communiste le progrès très important réalisé en Grèce dans l'unification de la IVe Internationale - Posadiste et le mouvement communiste. Tous les partis de gauche ont eu un grand succès aux élections communales et ont emporté les mairies de 80% des villes grecques. Dans ce cadre, le Parti Communiste (K.K.E.) avait invité notre Parti à intégrer une de ses listes à Athènes, en tant que Posadistes. Un de nos camarades a été élu conseiller communal. Cette action a une importance qui dépasse les frontières de la Grèce et exprime l'élévation de la discussion et de la vie dans tout le mouvement communiste en fonction de principes marxistes. Nous avons défendu un programme de transformations sociales pour la Grèce et la nécessité de prendre appui sur l'expérience historique de l'U.R.S.S. et des autres Etats ouvriers et, concrètement, de réaliser une fédération socialiste dans laquelle s'incorpore la Grèce. Sans partager tous ces points de vue, le Parti Communiste Grec a montré qu'il est disposé à discuter et progresser en acceptant que notre camarade soit élu sur sa liste, avec ce programme.

* * *

VENEZUELA: NOTRE PARTI APPUIE LE CANDIDAT COMMUNISTE AUX ELECTIONS

La section vénézuélienne de la IVe Internationale-Posadiste donne un appui critique au Parti Communiste pour les prochaines élections présidentielles. Nous avons proposé un candidat unique pour toute la gauche dans ces élections. Mais dans la mesure où ce front ne s'est pas réalisé, la direction de l'Internationale a orienté à appuyer le Parti Communiste, dont le programme se rapproche le plus de la nécessité de transformations sociales au Venezuela, même s'il n'y répond pas encore globalement. Nos camarades ont pris part à de nombreux meetings publics du Parti Communiste avec ces positions, qui ont été publiées dans les principaux journaux du pays et, en particulier, dans la presse communiste.

lisme qui domine et structure la Belgique! Les dirigeants socialistes et chrétiens de gauche du MOC, attendent que la bourgeoisie accepte de céder la régionalisation pour aborder, dans un futur indéfini... une lutte contre les structures capitalistes de l'économie et de toute la société, contre la monarchie, contre l'OTAN.

C'est bien pour cette raison, que les prochaines élections ne pourront résoudre aucun problème; dans les élections, les partis bourgeois gardent une autorité et une force, qui ne correspondent pas à la réalité: mais que la petite-bourgeoisie, et certaines couches de travailleurs moins conscients politiquement, voient que les représentants de la classe ouvrière font la même politique et les mêmes marchandages, ont le même programme que les partis bourgeois, ils ne sont pas attirés, par les partis ouvriers! Ils restent électoralement là où ils étaient. Mais socialement, ils luttent, eux aussi, contre le capitalisme et cela se manifeste dans toutes les luttes syndicales. Les luttes syndicales aujourd'hui, ne restent jamais dans les strictes limites d'une revendication syndicale. Elles ont chaque fois plus une portée politique parce que le capitalisme n'est pas en conditions d'accorder des revendications par-ci, par là; il oppose un front de classe à chaque revendication des travailleurs, comme dans la loi anti-crise; de même il a fait bloc contre les 36 heures etc..

Partout dans le monde où les partis ouvriers adoptent un programme de lutte anti-capitaliste, ils progressent! Même en France, la gauche n'avait pas gagné les dernières élections législatives; mais à chaque élection partielle qui viennent d'avoir lieu, elle a de nouveau pro-

gressé; parce que l'union de la gauche s'est montrée plus forte que les divisions et les conflits des directions et que les tentatives de régression des dirigeants socialistes. En Grèce, les partis de gauche ont gagné la majorité dans 80% des villes. Les pays qui ont adopté un programme de transformations sociales, progressent énormément.

La crise, dite mondiale, sévit dans tous les pays capitalistes; elle devient chaque jour plus grave, et la lutte entre les grands pays capitalistes chaque fois plus furieuse. L'impérialisme yankee utilise la dévaluation du dollar comme un moyen de guerre contre les autres

Suite page 4

DANS CE NUMERO

Lettre au PCB en vue des prochaines élections législatives:

POUR INCORPORER DES MILITANTS POSADISTES A LISTE COMMUNISTE A CHARLEROI voir page 3

*

Après le Congrès de division du PSB:

LE FRONT UNIQUE DES OUVRIERS FLAMANDS ET WALLONS EST INDISPENSABLE POUR VAINCRE LE CAPITALISME Voir page 4

*

LUTTE OUVRIERE Supplément

J.POSADAS: LA PORTEE DE LA GREVE GENERALE EN IRAN ET DE L'INSURRECTION AU NICARAGUA: Le 1er Sept. 78

L'étape actuelle de la lutte de classe

EXTRAITS

J. POSADAS

LE 16 Juillet 1978

Le processus de l'Espagne est uni au processus mondial et dépend de lui dans une certaine mesure. En analysant l'Espagne, il faut tenir compte que le franquisme n'a été liquidé que depuis deux ans et qu'on est passé du franquisme à une certaine démocratie. Mais la moitié des franquistes se sont déguisés en démocrates. Ceci est un résultat du rapport de forces mondial, et non local. Les communistes, les socialistes, les syndicats, les Commissions Ouvrières ne comptent, à aucun moment, sur le processus mondial. Ils ne tiennent compte que de l'Espagne. Mais Franco et le franquisme seraient encore là s'il n'y avait pas un tel processus mondial. C'est le rapport mondial des forces qui a éliminé Franco et qui a stimulé la lutte des masses espagnoles, ouvrières, paysannes et petites-bourgeoises. Franco étouffait l'économie espagnole et suscitait un mécontentement et malaise constants dans la bourgeoisie et une détérioration de la capacité de concurrence de tout le système économique avec le système capitaliste mondial. Mais le franquisme ne pouvait plus accroître ses forces répressives; au contraire, sa structure interne s'affaiblissait de plus en plus. La crise économique, en s'aiguissant, augmentait aussi la crise politique: c'est cela qui a liquidé Franco. Cette situation reste toujours le centre vital de l'Espagne.

La tentative de faire entrer l'Espagne au Marché Commun tend en partie à corriger cette difficulté, du capitalisme espagnol; ces mêmes difficultés sont le propre de tout le système capitaliste, mais elles sont plus accentuées dans le capitalisme espagnol à cause de sa pauvreté et de son arriération et des grandes luttes des masses. Les luttes des masses et le rapport de forces mondial, sont les deux facteurs essentiels qui ont mis en déroute le capitalisme.

Le développement du mouvement ouvrier est très grand depuis la chute de Franco. Le Parti Communiste et le Parti Socialiste et les Commissions Ouvrières se sont considérablement développés. S'il y avait de réelles élections, les communistes, les socialistes et les autres secteurs de la gauche les emporteraient. On ne sait toujours pas ce qu'il est advenu d'un million de voix qui avaient été contestées aux élections précédentes.

La présence du roi en Espagne, ne représente pas la moindre contribution ni impulsion pour le développement de l'économie, pour la croissance des forces économiques du pays. Quelle est donc sa raison d'être là? Un président de gouvernement représente une tendance de la bourgeoisie; le roi ne représente pas les intérêts de l'Espagne. Qui représente-t-il donc? Il n'apporte aucune idée; c'est un pantin qui dit ce qu'on lui ordonne de dire. Pourquoi est-il là? Aucun parti ne pose ce problème! Au contraire, ils présentent la monarchie comme une étape nécessaire pour l'Espagne. Mais il faut se demander: de quelle force dispose la monarchie pour être là? Quelle force bourgeoise représente-t-elle? Le roi est un centre de convergence, de conciliation, destiné à contenir les luttes inter-bourgeoises. La bourgeoisie est si faible qu'une lutte en son sein l'empêcherait de résoudre le moindre problème et qu'elle serait immédiatement débordée par le prolétariat, qui lui, entraînera les paysans et la petite-bourgeoisie. Ils laissent donc le roi en place comme un centre de convergence pour résoudre, par en haut, les divergences entre eux.

L'autonomie accordée aux Catalans leur sert pour se rendre auto-

nomes du pouvoir central et pouvoir développer leurs propres affaires, en tant que bourgeois en Catalogne, mais ils ne demandent pas à être autonomes du roi! Ils en ont besoin, pour se défendre des ouvriers, des paysans, des communistes, des socialistes et de la concurrence du reste de la bourgeoisie espagnole et mondiale.

Le roi est un indice de la faiblesse du capitalisme espagnol. Il n'y a qu'à voir que la bourgeoisie espagnole ne pèse sur le marché mondial avec aucun article relativement important. Elle est concurrentielle pour le textile et la chaussure, comme les Italiens, mais c'est au prix des bas salaires, du travail en noir à domicile, des mauvaises conditions de vie des masses. Il n'y a pas de développement de l'industrie ni de l'agriculture en Espagne. L'augmentation de la production se réalise sur la base du travail humain et non des machines. Il faut sortir l'Espagne de l'arriération, et le régime capitaliste ne peut le faire parce qu'il doit concurrencer une industrie beaucoup plus développée, comme celle d'Allemagne, de Belgique, de France, d'Italie ou d'Angleterre. L'Espagne ne peut faire la concurrence aux autres pays qu'à condition d'avoir un faible coût de production, de mauvais salaires et conditions de vie. Il faut discuter cela pour voir où en est l'Espagne et comment avancer dans cette situation. Il n'est pas vrai que de grandes conquêtes démocratiques ont été accomplies et qu'il n'est pas possible d'en faire plus. On a fait des conquêtes démocratiques; mais l'existence même du roi montre que les libertés obtenues sont bien limitées et que l'incapacité du capitalisme à développer le pays a provoqué et fait ressortir tous les problèmes intrinsèques à l'état arriéré du capitalisme espagnol: c'est le cas, en particulier, du régionalisme.

La régionalisation se réalise dans l'intérêt de la bourgeoisie catalane ou basque et des autres secteurs bourgeois qui la demandent. Ils la font pour pouvoir développer les intérêts capitalistes dans les limites de ces régions sans devoir payer le prix de la centralisation à l'Etat central. Ils ne le font pas dans le but de développer l'Espagne mais pour se développer eux-mêmes, en tant que bourgeois. Le mouvement ouvrier doit discuter ce problème! Les partis ouvriers, les syndicats, les centres d'enseignement, doivent en discuter. Le régionalisme va faire baisser encore plus le niveau de vie des masses espagnoles. Il représente, par conséquent, une régression. Le niveau de vie ne se mesure pas seulement par la façon dont les gens s'habillent ou mangent, mais par les droits sociaux, culturels et les possibilités d'épanouissement des gens. Le régionalisme conduit à une séparation et une limitation de l'influence et, par conséquent, à une limitation et une régression dans la capacité culturelle, scientifique et technique. Le progrès que le capitalisme a introduit dans l'histoire par rapport au féodalisme a consisté dans la centralisation de l'Etat. On ne peut pas se contenter de discuter: "il faut défendre la volonté culturelle, l'éducation, les traditions, régionales"...

Sur quoi se base la bourgeoisie catalane pour justifier l'autonomie? Est-ce pour mieux développer l'économie, la culture, la science, l'art, la technique? Non. C'est pour défendre les intérêts de la bourgeoisie, qui sent que le res-

te du pays est plus arriéré et ne lui est pas utile pour la défense de ses propres intérêts; elle croit pouvoir mieux peser sur l'appareil d'Espagne au travers de l'autonomie de la fédération, et obtenir ainsi, plus d'avantages pour elle-même. Elle ne rompt pas avec la centralisation. Ce qu'elle veut, c'est avoir l'autonomie pour imposer à l'Etat la défense des capitalistes les plus forts aux dépens des plus faibles. Cela produit une stagnation de l'économie espagnole.

C'est aussi pour cela qu'ils gardent le roi. Celui-ci est un centre qui coordonne les différentes tendances. Les partis ouvriers doivent discuter cela. Comment les partis ouvriers vont-ils parler du socialisme - qui signifie la centralisation - en défendant le régionalisme! Comment vont-ils éduquer et donner assurance aux masses et lutter avec continuité pour le progrès de l'Espagne s'ils commencent par défendre le régionalisme, qui est en contradiction antagonique avec la nécessité de la centralisation.

La centralisation ne tend pas à imposer le pouvoir du plus puissant au plus faible: cela, c'est le propre du régime capitaliste. Dans l'Etat ouvrier, la centralisation signifie la coordination, la planification, la concentration de la capacité productive, économique, culturelle, pour développer tout le pays. Il n'y a pas moyen de le développer sous une autre forme. La centralisation signifie qu'on peut avancer avec une capacité double de celle des zones où existe la régionalisation. Là où existe la centralisation existe aussi une capacité centralisée et on peut éliminer le coût que représente la concurrence. On ne peut avancer vers le socialisme en Espagne, s'il y a de la concurrence entre Madrid, la Catalogne et les Asturies. La concurrence et la compétition ne sont pas des fonctions du socialisme. Sa fonction consiste à centraliser pour éliminer un des facteurs essentiels des coûts de production élevés et en même temps de l'arriération de la production: la concurrence.

Au moyen de la centralisation, on peut planifier, et on élimine alors des efforts et des programmations inutiles parce qu'on permet à toutes les forces de se concentrer, dans une production répondant à une nécessité. On n'a pas intérêt à produire pour faire des profits, alors on peut planifier pour développer la production pour les gens, en fonction des besoins et des forces productives existantes. On élimine la concurrence de différentes entreprises entre elles.

La Yougoslavie permet la concurrence. Mais c'est quelque chose de mauvais. D'ailleurs ils essaient maintenant d'éliminer peu à peu l'auto-gestion et d'avancer vers la centralisation. Il faut discuter ce problème. C'est grâce au prolétariat que la Yougoslavie a pu passer l'étape où Staline la laissait seule, et l'abandonnait aux mains du capitalisme. Le prolétariat a empêché le retour au capitalisme. Il a empêché que triomphe la tendance qui cherchait à organiser l'économie comme dans le régime capitaliste. Il y a un changement très grand dans l'auto-gestion, depuis ses origines jusqu'à aujourd'hui, et un rapprochement de la planification collective. Ils doivent agir ainsi pour que l'économie puisse avancer. Il y avait plusieurs usines de chaussures, de textiles, se faisant la con-

currence entre elles. Il n'y avait pas de concurrence entre les grandes entreprises, pour la simple raison que le pays n'avait pas les moyens de le faire. Sans quoi, ils auraient fait dans les grandes entreprises, la même chose qu'ils ont fait entre les plus petites.

Nous appelons les partis ouvriers à discuter ces problèmes. Ils ne le font pas car ils ne les comprennent pas. On ne peut faire progresser l'Espagne sans avancer dans l'adoption de mesures socialistes. Et on ne peut organiser, ni prévoir des mesures allant vers le socialisme sans discuter ces problèmes. Nous disons: "socialisme", parce que c'est une expression du langage commun et elle n'est pas incorrecte. En réalité, il faudrait dire: Etat ouvrier.

Le progrès de l'Espagne peut avancer sous deux formes: soit des investissements massifs de capitaux soit la planification. Mais pour planifier il faut exproprier, au moins, les principales sources de production. Il y a pas mal d'étatisations en Espagne; mais elles sont toutes dirigées administrativement, au bénéfice du capitalisme. Il faut lutter pour que les secteurs étatisés - hauts-fourneaux, ports, etc. - se soumettent à une planification, sous contrôle ouvrier. Il ne s'agit plus d'exproprier, puisque les capitalistes individuels ont déjà été liquidés. Ce fait montre, lui aussi la faiblesse du capitalisme espagnol: celui-ci a du exproprier parce que tout s'en allait à la merde si on laissait l'économie individuellement dans les mains des capitalistes. Franco a agi ainsi pour maintenir de l'autorité sur des secteurs qui, à leur tour, devaient conserver le contrôle de la petite-bourgeoisie.

Les partis ouvriers et les syndicats devraient discuter ces problèmes. La tâche des syndicats s'élevé constamment. Il faut discuter la nécessité d'imposer le contrôle ouvrier sur les entreprises étatisées et faire une planification qui tienne compte également des coûts de production, des salaires des ouvriers et celui des administrateurs. Il faut prendre des mesures tendant à rectifier, corriger, liquider une partie du corps administratif. La bourgeoisie a du réaliser certaines formes d'étatisations, pour conserver l'appui de la petite-bourgeoisie et parce que le capitalisme privé ne disposait pas des moyens de rendre ces entreprises concurrentielles et donc d'en tirer un bénéfice pour lui. Il ne pouvait concurrencer les capitalistes du reste du monde. L'Etat se chargeait donc de ces entreprises pour fournir au reste du système capitaliste les matériaux nécessaires à la construction mécanique, au fonctionnement des mines, ou pour faciliter le transport des matières et l'énergie. L'Etat imposait un faible coût de production, en imposant de faibles salaires. S'il avait diminué le coût de production en augmentant la capacité technique, cela se serait exprimé dans une élévation des conditions de vie des ouvriers. Mais le faible coût de production a été obtenu sur le dos des masses et a profité par contre, à la bourgeoisie, en lui fournissant à bas prix des produits semi-élaborés et de l'énergie.

Plus s'approfondit la crise du capitalisme, plus se rapprochent et s'identifient les fonctions des syndicats et partis. Syndicat et parti ont la finalité et l'objectif identiques de supprimer le capitalisme.

en Espagne

Leur fonction est différente, mais elle tend de plus en plus à se communiquer et s'identifier l'une à l'autre: la crise du capitalisme est telle qu'il ne s'agit plus seulement de résoudre des problèmes du travail, de salaire, d'emploi, mais aussi ceux des conditions de vie et des moyens pour changer ces conditions.

Les étatisations ont été faites en Espagne pour en faire profiter le capitalisme. Elles sont destinées à soutenir le système de propriété privée, car les capitalistes individuels n'avaient pas les fonds nécessaires pour faire fonctionner, avec profits, une série d'entreprises. Il faut poser la nécessité de transformer la nature des étatisations. Que les syndicats et les partis discutent un programme de développement économique, qu'ils planifient l'économie au bénéfice des gens. Ils doivent expliquer ce qu'il faut produire et comment. Il faut faire un plan pour réduire une grande partie de l'appareil administratif existant actuellement et qui est complètement inutile pour le développement économique; il a été créé dans le but de disposer d'une structure et d'un appareil qui défend le système capitaliste. Le capitalisme n'aurait pas intérêt à entretenir tout cet appareil, du point de vue des dépenses que cela signifie - et d'ailleurs les capitalistes privés n'ont pas un appareil aussi important - mais l'Etat l'entretient, sur la base du maintien des très bas salaires des ouvriers-pour pouvoir disposer de tout un corps défenseur du capitalisme et programmeur du développement de l'économie en fonction des intérêts de la propriété privée.

Mais d'autre part, l'Etat est obligé - à cause de cette crise du capitalisme - de subventionner les ouvriers sans travail. C'est là une source constante d'inflation qui s'exprime ensuite par une diminution générale des conditions de vie des gens. C'est aussi une masse immense de capitaux qui sont utilisés là et ne peuvent être investis ailleurs. L'Etat pourrait développer l'économie d'une autre façon. Les syndicats et les partis ouvriers doivent discuter de cela et faire ensemble un programme de développement. Ils doivent unir les activités dans l'usine et la recherche de cette finalité.

La centralisation est nécessaire pour sortir l'Espagne de l'arriération. L'attribution de l'autonomie à toutes les régions qui la demandent va accentuer l'arriération des masses espagnoles et en particulier des masses paysannes. La régionalisation ne va pas favoriser le développement de la production ni en diminuer le coût, ni permettre d'élaboration culturelle. Toute dissémination et fracturation signifie un recul culturel. Pour maintenir sa régionalisation, la bourgeoisie va empêcher de mille manières que dans chaque région, se développent les idées, les coutumes, la pensée scientifiques - que ce soit du point de vue politique, social, intellectuel ou culturel. Elle ne va pas laisser se développer que ce qui est utile à sa fonction régionaliste exploiteuse. Elle n'agira pas autrement que le grand capital. Elle va accentuer les aspects régionaux pour faire la concurrence aux autres; elle va susciter constamment la concurrence, l'affrontement entre les masses - prolétariat, petite-bourgeoisie, paysanne - de cette zone et celle du reste du pays, afin de garder les

masses de cette région sous son propre contrôle.

La bourgeoisie ne demande pas la régionalisation pour développer l'économie, la culture, la science mais seulement pour défendre son économie. La régionalisation démontre toute l'impuissance du capitalisme, sous un de ses aspects les plus nuisibles: elle ferme la porte au développement de la culture, de la science, de l'art. Sans qu'ils soient annulés complètement, ceux-ci progressent à peine dans de telles conditions. La décentralisation limite fortement la capacité de production, le développement des forces productives et réduit, par conséquent, le niveau de culture, de l'art, le niveau de vie.

Il faut discuter les expériences du monde. Des pays aussi arriérés que la Corée-Etat ouvrier, l'Albanie, la Yougoslavie, la Hongrie ou la Roumanie sont sortis de l'arriération en vingt ans grâce à la centralisation et l'unification du pays. Il y avait un état très arriéré, de grandes différences de langues; mais la concentration de l'économie, de la culture, de la science dans l'appareil d'Etat, et l'élévation de l'objectivité ont permis de surmonter tous les problèmes importants. L'objectivité consiste à décider en fonction de ce qui est nécessaire au développement de la production. Aucun de ces pays ne connaît encore un développement pareil à celui de certains pays capitalistes. Mais ils sont plus développés que tous les pays capitalistes ensemble, sous deux aspects: celui de la culture, et celui des relations sociales humaines de la population. Cela a été rendu possible de par l'objectivité du système de production, par les relations politiques, et l'objectif socialiste des relations humaines. Il n'y a, dans aucun de ces pays, une pénurie économique, il n'y a donc pas non plus de pénurie sociale. La population de ces pays a déjà la notion de ce qu'elle est en train de construire le socialisme. Elle a déjà une conscience sociale de cette tâche.

En Espagne, par contre, si on stimule le régionalisme, on fait régresser la conscience sociale et on pousse à une lutte antagonique. Le régionalisme accentue et approfondit l'arriération économique. Il crée des conditions plus favorables pour des secteurs individuels du capitalisme aux dépens du reste, parce qu'il concentre toute la force, et la capacité économique, financière, sociale entre les mains des secteurs les plus forts de la bourgeoisie aux dépens du reste du pays. A l'inverse, l'Albanie, la Corée, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, se sont montrés capables, en peu d'années, d'unifier le développement du pays et de sortir ces pays de l'arriération brutale dans laquelle ils se trouvaient. Il n'y avait même pas de dispensaires dans les zones agricoles. Maintenant, il y en a partout. On a construit des universités. Il n'y a plus de pénuries ni de famines. Ces pays ne disposent peut-être pas de toutes les quantités d'aliments qui existent dans certains pays capitalistes, mais ils ont, par contre, des relations sociales profondément supérieures qui permettent - au travers de la centralisation économique - de réaliser un progrès intellectuel, scientifique et économique.

La centralisation doit comporter également un épanouissement des droits démocratiques et syndicaux, de sorte que les syndicats interviennent dans la programmation du progrès de l'économie, dans la direction de la société et, par conséquent de l'art, de la culture et la science. Pourquoi ne pas discuter tout cela avec les syndicats? (..)

16.7.1978

J. POSADAS

Lettre au Parti Communiste Belge en vue des prochaines élections

POUR INCORPORER DES MILITANTS POSADISTES A LA LISTE COMMUNISTE A CHARLEROI

Au Bureau Politique du Parti Communiste Belge

Camarades,

Le 28 Octobre 1978

En prévision des prochaines élections législatives, nous vous demandons de discuter la possibilité d'incorporer des camarades de notre Parti dans la liste du Parti Communiste à Charleroi.

Cette proposition n'est pas neuve, puisque déjà, nous l'avons faite à plusieurs reprises à l'occasion d'élections précédentes.

Notre objectif, par cette proposition, est de donner un exemple à la classe ouvrière, aux travailleurs, à la population de Charleroi, qu'il est possible de réaliser une unification de différentes tendances de gauche, tout en maintenant l'identité politique des différentes organisations. C'est à dire que chaque Parti puisse faire sa campagne électorale, des meetings, une intervention et une activité indépendante avec son journal et ses publications.

Nous proposons d'incorporer deux camarades posadistes à la liste du Parti Communiste à Charleroi, comme un exemple de ce qui devrait se faire au niveau du PSB, des chrétiens de gauche. De telles listes de front de la gauche recueilleraient beaucoup d'influence, d'autorité et représenteraient une force organisée beaucoup plus grande contre les partis réactionnaires, PSC, CVP, FDF, Volksunie, et libéraux.

Le front de la gauche est une nécessité impérieuse pour sortir le pays de la crise, avec une alternative favorable à l'ensemble de la population qui doit supporter la crise dans tous les secteurs de la vie du pays, économique, culturel et social.

Ce front de la gauche doit se réaliser sur la base d'un accord de programme minimum, qui propose des transformations sociales en Belgique. Bien que nous ne soyons pas d'accord avec tout le programme du PCB, nous approuvons une partie de ce programme et de ces objectifs. Mais si l'incorporation de camarades posadistes à la liste du PC se réalise, nous ne ferons pas de ces désaccords une condition sine qua non de cette participation. Mais, nous tenons à préciser que dans la campagne électorale nous développerons toutes les positions, les points de programme de notre Parti que nous pensons nécessaires de discuter.

Notre Parti ne défend pas les mots d'ordre de fédéralisme et ne trouve rien de positif dans la régionalisation et estime que la Belgique est partagée en deux; mais pas en communautés linguistiques; mais en deux camps défendant des intérêts de classe antagoniques.

Il y a d'un côté les défenseurs de la propriété privée, les grandes entreprises capitalistes, les banques, les sociétés multinationales, la monarchie, et toutes les institutions de l'Etat, défendant ce régime capitaliste, l'armée, la police, la justice, la gendarmerie et les partis réactionnaires, et de l'autre, la majorité de la population du pays, belge et immigrée, hommes et femmes, enfants, jeunes et vieux, la classe ouvrière, les travailleurs, les employés, les étudiants, et leurs organisations syndicales et politiques, PSB y compris malgré la politique conciliatrice des directions. Notre incorporation sur les listes communistes aurait comme objectif essentiel de développer les idées, pour aider à construire la gauche dans le PS, pour arriver à rompre le PSC-CVP, qui n'est pas un bloc homogène, et qui a encore une base ouvrière. C'est là aussi que se trouve la grave erreur du PSB de se diviser, qui a comme conséquence l'affaiblissement de la classe ouvrière flamande et wallonne, l'abandon de la classe ouvrière flamande. C'est laisser la porte ouverte à la droite, au CVP, à la Volksunie et à la réaction flamande car le PSB est plus puissant en Wallonie. Une des tâches les plus importantes du PCB aux élections est donc, non pas de dire que les élections, changeront quelque chose, mais de les utiliser comme une tribune, pour discuter un programme de transformations sociales, pour discuter la nécessité de gagner la gauche socialiste à ce programme, de rompre le PSC CVP et former sur cette base un front de la gauche qui lui va pouvoir donner une issue à la crise du pays. Pour cela, il faut trouver les moyens, prendre les initiatives pour que la classe ouvrière intervienne dans cette discussion.

Cette crise du capitalisme n'est pas belge, mais mondiale. Dans le monde entier, le capitalisme est en décomposition et les forces révolutionnaires, le camp socialiste gagnent des positions et s'étendent, s'élargit à d'autres pays avec un dynamisme très grand. L'Angola, le Mozambique en deux ans ont réalisé un progrès économique et social énorme, avec l'intervention et la participation de l'ensemble de la population du pays. Les Etats Ouvriers, l'Union Soviétique, le Vietnam, la RDA réalisent également des progrès essentiels tant du point de vue de la politique intérieure qu'extérieure.

Dans les pays d'Europe capitaliste également, les Partis Communistes réalisent des progrès dans la discussion des principes marxistes, dans la discussion d'un programme de transformations sociales, dans les activités publiques, et également dans les élections. C'est le cas notamment du KKE, Parti Communiste Grec qui a augmenté ses voix de 11% à 18% dans les récentes élections communales. Dans ces élections, un camarade posadiste de Grèce a été élu conseiller communal sur la liste communiste.

Camarades, nous espérons cette fois que cette incorporation va se réaliser et nous sommes convaincus qu'elle sera profitable tant à votre Parti qu'au nôtre pour arriver à une unification de la gauche.

Suite page 4

LE FRONT UNIQUE DES OUVRIERS WALLONS ET FLAMANDS EST INDISPENSABLE POUR VAINCRE LE CAPITALISME

Vouloir diviser le principal parti de la classe ouvrière, et à ce moment où le capitalisme en crise accentue de plus en plus son offensive anti-populaire, est un coup contre tous les travailleurs de ce pays. Ce n'est pas un problème "interne" du Parti Socialiste, mais un problème qui concerne toute la classe ouvrière du pays; et c'est bien comme cela qu'il est ressenti par les travailleurs socialistes et non socialistes.

Les militants et les travailleurs socialistes se sont trouvés devant un fait accompli; aucune discussion, aucun texte d'argumentation d'explication, aucun appel à une discussion démocratique et approfondie n'a précédé ce congrès d'information de mise devant un fait accompli! Cette décision de diviser le Parti Socialiste ne provient pas de l'ensemble du Parti, mais uniquement de la direction, et encore d'une partie de celle-ci seulement. C'est faux de présenter cette division comme ayant une base "idéologique" comme une opposition entre "des socialistes nordiques", plus proches de la social-démocratie, et des "socialistes du Sud", plus purement socialistes. Rappelons, par exemple, qu'au Nord de la Belgique, le Parti Socialiste Hollandais s'est prononcé avec beaucoup de vigueur contre l'impérialisme américain, contre l'installation de la bombe à neutrons, et contre l'OTAN - ce qui représente une volonté de lutte anticapitaliste-, et qu'au "Sud", la direction du Parti Socialiste avec Soarès a essayé de diriger le Portugal en fonction des intérêts du capitalis-

me, portugais et européen. Par contre, le Parti Socialiste Français, est en train de développer une profonde discussion pour continuer les objectifs de l'Union de la gauche avec le PCF, et un programme de transformations sociales de la France.

La division au sein du PSB répond bien uniquement à des disputes et des concurrences entre les différentes tendances de la direction, parce que les uns et les autres cherchent à "s'adapter" aux institutions du capitalisme en crise. Dans une Belgique régionalisée, la classe ouvrière n'aura pas plus de pouvoir que maintenant, pas plus dans le Sud que dans le Nord du pays. Parce que ce problème de lutte pour le pouvoir des travailleurs ne résulte pas d'une simple addition de voix aux élections. Il faut encore même avec une majorité potentielle de gauche dans la région wallonne - la décision, la clarté, et le programme politique de la part de la direction socialiste pour amorcer des mesures de transformations anticapitalistes de la société. Il faut pour cela, discuter avant tout un programme anticapitaliste pour faire face à la crise actuelle, qui n'est pas celle de "la Belgique", mais celle du capitalisme belge et mondial. Mais la volonté de changer profondément la société, elle existe aussi bien chez les travailleurs socialistes flamands que les travailleurs wallons ou bruxellois! On a beau dire qu'en faisant cette division "on reste plus près d'un dockers d'Anvers que d'un bourgeois de Charleroi": dans la réalité ce n'est pas

comme cela! Pour le moment les ouvriers flamands continuent la grève et l'occupation de la RBP d'Anvers, pour défendre le droit au travail; tandis que que les ouvrières de Sallik à Quaregnon, font la même chose: Mais malheureusement, ils ne reçoivent pas le soutien du PSB, ni en Flandres, ni en Wallonie. Pourtant, ce sont toutes ces luttes de la classe ouvrière qui montrent le chemin pour riposter à la crise du capitalisme actuellement.

Le gouvernement Vanden Boeynants sera -peut-être- de courte durée. Mais il ne va pas gouverner en défense des intérêts et des besoins de la population travailleuse de Belgique. Vanden Boeynants et l'équipe qu'il se répare à former avec lui, sont des porte-parole de la grande bourgeoisie belge, et de l'impérialisme américain, les représentants des intérêts les plus réactionnaires du capitalisme. Derrière, lui il y a la professionnalisation de l'armée, le perfectionnement de tout le matériel de la gendarmerie, le renforcement de tous les liens de la Belgique avec l'OTAN: derrière lui, il y a non seulement des intérêts capitalistes, mais les intérêts du monde capitaliste dans son ensemble et la préparation de la guerre contre les pays socialistes, contre les peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine, et contre la classe ouvrière en Europe et aux Etats-Unis; l'installation de la bombe à neutrons en Europe est une mesure contre-révolutionnaire du capitalisme, à laquelle participe pleinement la Belgique capitaliste (Et là... les trois régions, et les deux communautés, et la régionalisation n'y changeront rien!) Le capitalisme va utiliser la bombe à neutrons contre les travailleurs, et la population, quand il sera menacé de perdre le pouvoir.

Vanden Boeynants représente de tels intérêts, qui sont antagoniques avec ceux de la classe ouvrière et de la population travailleuse en général. Non seulement le Parti Socialiste se compromet gravement, en faisant une alliance avec eux-là. Mais en plus, voilà qu'il se divise, alors que toutes les forces de la classe ouvrière ont besoin d'être unifiées pour en finir avec le capitalisme et pour faire face à tous les plans réactionnaires et

les masses! On nous présente toujours le CVP comme une sorte de monstre tout puissant, contre lequel on se butte et qui est le principal obstacle à tout progrès socialiste. Comme si en divisant le Parti Socialiste, on va être plus fort face au CVP... Mais dans le CVP, il y a une partie de la population qui, comme le reste des travailleurs, subit de plus en plus durement les conséquences de la crise capitaliste. Le CVP est bien sûr, le principal parti de la bourgeoisie. Mais dans la base du CVP, il y a des travailleurs qu'il faut et que l'on peut influencer et pousser à rompre avec ce Parti. Il faut rompre le CVP lui-même, au lieu de s'orienter à diviser le Parti Socialiste. Et pour le faire, les travailleurs socialistes, communistes, le mouvement ouvrier doit montrer qu'il lutte avec résolution pour changer la société!

La petite bourgeoisie en Flandres, les secteurs ouvriers qui votent encore CVP doivent voir que le mouvement socialiste offre une alternative. Par contre, avec cette alternative, cette division, ils voient que le Parti Socialiste ne fait pas une politique meilleure que la démocratie chrétienne, ils voient qu'il s'adapte au capitalisme au lieu de le combattre, et ils ne sont pas influencés.

Le front unique de toute la classe ouvrière, de Flandres et de Wallonie, et de Bruxelles, et le front des Syndicats et des partis ouvriers sont plus nécessaires que jamais pour prendre l'offensive face à cette situation. Au lieu de l'Union de tous les francophones - dont les grosses sociétés capitalistes, qui dirigent le pays, se moquent complètement, parce qu'ils parlent tous le même langage: Argent, Profits, Rendement...., il faut faire l'Union de la gauche pour affronter les réels problèmes de ce pays: Il faut développer le front commun syndical, refuser la division du Parti Socialiste, et s'unir entre socialistes, communistes et chrétiens de gauche, avec aussi toutes les tendances révolutionnaires, pour proposer une alternative, un programme de transformations sociales pour répondre à la crise dont le système capitaliste porte toute la responsabilité.

Nous appelons tous les camarades socialistes à refuser catégoriquement la division du mouvement ouvrier et à exiger, avant toute décision, une discussion peinement démocratique entre les travailleurs flamands et wallons!

Le 2 Novembre 1978

Face aux prochaines élections:

IL FAUT

UN FRONT DE LA GAUCHE

pays capitalistes. Mais ce n'est pas seulement la concurrence entre eux qui aggrave la crise du monde capitaliste. Ce sont aussi et surtout les progrès immenses des luttes des masses, comme maintenant en Iran, où le renversement de la monarchie et la perspective d'un mouvement conduisant vers un Etat révolutionnaire, vont porter un grand coup à la domination capitaliste de tout le monde arabe. Ce sont aussi, les progrès des Etats révolutionnaires et des Etats ouvriers qui aggravent cette crise capitaliste. Maintenant, en Angola par exemple, toute la population s'est mise à l'étude et intervient avec une passion et une norme pour construire le pays, pour assurer son développement socialiste. En Union Soviétique, l'exploit scientifique des cosmonautes dans l'espace a une grande importance, pour montrer non seulement sur le plan scientifique mais aussi sur le plan social, les possibilités infinies et progrès et de découverte de l'humanité quand elle s'est libérée de l'oppression capitaliste. Toutes ces expériences que font les Soviétiques dans l'espace, font partie d'une nécessité pour l'Etat ouvrier, de se préparer à la guerre contre l'impérialisme; mais c'est aussi une expérience d'une portée plus lointaine et qui exprime la confiance, et la sécurité historique que l'Etat ouvrier donne à la population pour envisager toutes ces recherches

que les étudiants en lutte contre l'augmentation du minerval, et les enseignants qui ont manifesté pour le droit et la dignité au travail, se révoltent, et expriment la rébellion des masses, contre cet étouffement de toute vie et perspective de progrès culturel que provoque la crise et l'existence même du régime capitaliste aujourd'hui.

Tandis qu'en Union Soviétique, la population développe une capacité scientifique et culturelle telle qu'elle réalise cette expérience des cosmonautes; tandis qu'en Angola les travailleurs - qui ont été opprimés pendant des dizaines d'années par l'impérialisme portugais - décident de s'alphabétiser dans la langue portugaise pour pouvoir se communiquer plus largement: pendant ce temps, la bourgeoisie en Belgique voudrait faire croire que les gens ne peuvent absolument pas s'en tendre parce qu'ils parlent flamand ou français! La bourgeoisie montre toute son incapacité pour assurer le progrès et essaie de diviser et provoquer des affrontements entre "communautés" pour cacher les véritables raisons de la crise.

C'est pour cela qu'il faut rejeter avec toutes nos forces un front des francophones et lutter afin de réaliser un front de la gauche dans toute la Belgique, en même temps que pour un programme de transformations sociales du pays. Il faut discuter ce programme dans toutes les organisations, et proposer un front des syndicats et des partis ouvriers pour le mener de l'avant, et cela avant et après les élections.

2.11.1978

En Belgique, la crise de la direction capitaliste de la société, conduit au désenchantement, au manque d'intérêt pour toute la recherche scientifique, pour tout progrès culturel. Les travailleurs de la RTB qui font grève maintenant, de même

Lettre au Parti Communiste..

Nous faisons donc les propositions suivantes:

- * Incorporer deux camarades Posadistes à la liste communiste à Charleroi: Pôlet Claudine et Taminaux Yves, en indiquant dans toute la propagande communiste qu'ils sont Trotskystes-Posadistes.
- * Se mettre d'accord pour une activité publique, meetings et conférences, où nous parlons au nom de notre Parti pour expliquer pourquoi nous appelons à voter communiste et pourquoi notre incorporation.
- * Aider dans la mesure de nos moyens, le PCB à faire sa campagne, telle qu'elle est établie par vous.
- * Faire notre campagne indépendante appelant à voter Parti Communiste et pour nos camarades.
- * S'engager publiquement et réciproquement à respecter intégralement l'accord établi.

En attendant votre réponse, la plus rapide possible, vu le délai très bref dont nous disposons pour la préparation aux élections, nous vous envoyons camarades, nos saluts fraternels et communistes.

Le Bureau Politique du P.O.R.(t)
IVème Internationale-Posadiste

A propos de l'Iran et de la tactique des soviétiques

J POSADAS

Le 24 Octobre 1978

voir pages centrales

VOTEZ PORT 17

Pour un programme anticapitaliste pour élever le niveau de vie et la culture de la population

Les Trotskystes-Posadistes présentent une liste à Charleroi, par ce qu'il est nécessaire de pouvoir manifester, dans ces élections, comme dans tout le cours de la lutte de classes, un programme conséquent, pour sortir la Belgique de l'état d'arrière-pensée dans lequel le régime capitaliste maintient et enfonce le pays. Il y a beaucoup de confusion et d'indignation dans la population travailleuse face à ces élections, parce que les gens ont le sentiment d'une mascarade qui se joue à leurs dépens, et qu'après les élections, les capitalistes reprendront les mêmes, ou d'autres dirigeants politiques, et continueront toutes leurs affaires. Tout cela est bien vrai, parce que les dirigeants du Parti Socialiste, au lieu d'intervenir dans cette crise pour montrer que le mouvement ouvrier est le seul à pouvoir donner une alternative contre le capitalisme, ont fait une régression brutale avec leur front des francophones, et avec la scission entre les socialistes flamands et les socialistes wallons. Pourtant la crise actuelle - qui prend la forme d'une nouvelle crise politique de gouvernement - est avant tout une expression de la profonde crise du régime capitaliste, comme l'analyse le camarade J. Posadas dans l'article que nous publions dans ce numéro de "Lutte Ouvrière" - et que notre Parti salue avec toute sa fraternité communiste pour la clarté et la perspective qu'il donne sur l'avenir de la lutte révolutionnaire en Belgique.

Le capitalisme est très faible et incapable d'assurer le progrès et le développement de la Belgique. Les directions du mouvement ouvrier, et principalement du Parti Socialiste et des syndicats - ne basent pas leurs conclusions, leurs activités, sur cette compréhension de la crise du régime capitaliste. Elles ne proposent donc pas non plus un programme pour que la classe ouvrière prenne en mains la direction de la lutte pour sortir de la crise, ce qui ne peut se faire avec le maintien du régime capitaliste.

C'est pour cela que le Parti Socialiste invente un ennemi de toutes pièces : "le flamand", "le CVP", et appelle à l'union de toutes les classes sociales de la région wallonne et bruxelloise face à "la dictature flamande".

L'achat des nouveaux chars pour l'armée belge, l'acceptation - même si elle n'est encore que tacite - de l'installation des bombes à neutrons en Europe, sont des exemples de cette préparation à la guerre. Le capitalisme belge participe à ces plans de guerre, parce qu'il n'a pas la force de montrer aux masses qu'il est supérieur aux Etats ouvriers. Par contre, les masses travailleuses en Belgique voient bien que le progrès se trouve du côté des pays socialistes. L'opinion révélée par les sondages, ne fait que mettre en lumière ce sentiment très profond de la classe ouvrière, de la petite-bourgeoisie en Belgique, contre les dépenses d'armement! et cela n'est pas parce que ce sont des dépenses trop élevées; c'est parce que les gens ne considèrent pas l'Union Soviétique comme un ennemi mortel. S'il y avait le sentiment qu'il faut défendre la patrie contre une barbare invasion des Russes... il y aurait aussi un courant massif pour soutenir les dépenses d'armement et les efforts de guerre du capitalisme belge. Mais même dans l'armée, le sentiment patriotique ne rencontre aucun écho parmi les soldats, parmi les officiers. Il faut se rappeler les manifestations syndicales des militaires, considérant l'Etat comme un patron, et se considérant eux-mêmes comme des fonctionnaires d'un service public.

Ce sont autant de manifestations de la crise du capitalisme en Belgique. La bourgeoisie ne peut plus compter sur des forces sociales, qui la soutiennent dans tous ses plans. Elle compte avant tout sur la division qu'elle est en train de susciter au sein de la population, et sur la politique conciliatrice que font les dirigeants socialistes.

Pour cela, dans ces élections, c'est important de lutter pour le front des ouvriers wallons et flamands, de refuser de faire un vote anti-flamand! Il faut faire un vote anti-capitaliste. Qu'il n'y ait pas une voix des travailleurs aux partis bourgeois! L'enjeu de ces élections n'est pas de faire un bloc contre le CVP, mais de faire avancer un bloc de gauche, pour donner une perspective à la crise en Belgique: qui doit décider en Belgique? Le capitalisme s'est montré impuissant à résoudre les problèmes des masses. C'est le mouvement ouvrier, qui doit prendre dans ses mains l'avenir de ce pays. Celui-ci ne peut coïncider avec le régime capitaliste; l'avenir est à une société socialiste.

Il y a des forces très importantes en Belgique - dans la classe ouvrière, dans le mouvement étudiant, intellectuel, de la petite-bourgeoisie - qui cherchent à intervenir et à peser pour réaliser ces transformations sociales. Elles se sont exprimées tant de fois déjà, dans les manifestations et les grèves, dans les occupations d'usines, dans le fonctionnement des usines sous la direction des ouvriers, dans les grèves du "vendredi", dans l'auto-production des ouvrières de Salik. Et aussi dans le dernier congrès de la FGTB de Charleroi où la candidature du camarade communiste Dussart a été soutenue par plus d'1/3 des délégués - ce qui correspond à un courant beaucoup plus puissant que cela dans le mouvement syndical. Ce sont aussi ces forces qui ont poussé les camarades de la gauche socialiste à avancer dans leur lutte au sein du PSB et s'organiser autour de "Tribunes Socialistes", et qui stimulent les Jeunes Socialistes, de Flandres comme de Wallonie, à affronter la politique pro-capitaliste de la direction socialiste avec un programme pour changer la société; ce sont elles aussi qui alimen-

suite page 4

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

LUTTE OUVRIERE



ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 Francs

17ème ANNEE

N° 309

Le 8 Décembre 1978

Périodique bi-mensuel-Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE - B.P. 273 Charleroi I. - Abonnement à 12 Numéros : 80 Frs ; - Abonnement annuel 150 Frs. - Abonnement de soutien : 500 Frs. - A verser au CCP 000.0976234.26 de C. Pôlet-Editeur Responsable : Cl. Pôlet, 20, Place Morichar - 1060 Bruxelles.

Les problèmes de la Belgique, de la crise du capitalisme: Synthèse des problèmes mondiaux du système capitaliste

J. POSADAS

LE 21 NOVEMBRE 1978

Les actuelles élections en Belgique n'ont pas le même sens qu'avant. Ce n'est pas la même situation. C'est une situation très supérieure. Il ne s'agit pas d'élections normales, ni même d'élections rendues nécessaires par suite d'une crise de cabinet pour l'avènement d'un nouveau Tindemans. C'est beaucoup plus profond que cela. Ces élections expriment une profonde crise du capitalisme. Ce ne sont pas des élections comme les autres. Elles ont lieu au milieu d'une crise très profonde du système capitaliste. On pouvait la discerner déjà avant, dans les conflits, les divisions entre wallons, et flamands. La crise du capitalisme belge met en évidence que celui-ci est en semi-liquidation. La Belgique fut une invention du régime capitaliste au siècle dernier. Et maintenant, les capitalistes se disent: "qu'est-ce qu'on en a encore à faire...".

Pour ces élections, il est fondamental de poser quel est notre objectif. Nous devons intervenir afin d'influencer l'organisation d'un courant, d'une tendance, ou impulser dans les partis - communiste socialiste - dans le mouvement ouvrier, la nécessité d'élever la discussion, pour que celle-ci acquière un caractère programmatique. Il faut poser cela comme un centre. En même temps, plus nous gagnons des voix, mieux cela vaut, parce que cela montre le poids d'un courant que nous influençons.

Il faut montrer que le capitalisme n'a résolu aucun problème. La division entre flamands, wallons et bruxellois n'a résolu aucun problème. Au contraire, cette division, est une base très grande pour approfondir encore la crise de la production, l'augmentation des prix, le manque de travail. L'unification, la centralisation atteinte par le capitalisme lorsqu'il a organisé les nations et les pays, a permis un développement. Maintenant, le morcellement et la division signifient un recul, qui s'exprime ou va s'exprimer inévitablement dans les domaines économique, social, scientifique, artistique.

Une des conditions qui a permis l'existence du capitalisme, est le fait que celui-ci représentait un progrès par rapport au féodalisme, essentiellement dans la production, mais aussi dans la capacité de penser, de raisonner, et d'acquiescer les moyens pour se développer. Le capitalisme se limitait aux frontières de la nation, mais il faisait quand même des structures nationales. Maintenant par contre, il fait la division entre flamands et wallons. Cela n'obéit à aucune nécessité culturelle, scientifique ou même sportive... Cela répond aux besoins de groupes, de fractions, du système capitaliste, qui expriment la crise de ce système, dans laquelle chacun des groupes essaie d'imposer la défense de ses intérêts locaux, en s'accrochant aux nationalités, ou à la langue. Cela ne répond à aucun besoin, à aucun progrès. C'est un besoin pour le capitalisme. Pour résoudre sa crise, chaque secteur se recluse dans l'intérêt local, partiel, et cherche la manière d'avoir des relations pour lui-même, pour affronter la crise du système capitaliste, et affronter les masses du pays.

Que représente cette division, pour parler précisément et concrètement? Fait-elle avancer l'économie? est-ce que l'économie se développe? Ce qui se développe, ce sont les intérêts de quelques types, wallons, flamands ou bruxellois. Mais pas ceux de la population. Toute la science et l'expérience montrent que la centralisation du pays permet de coordonner la production, de planifier, orienter la planification. Ainsi se développe l'économie. Actuellement par contre, c'est le chômage qui augmente, les prix, les mauvaises conditions de vie de la population, les mauvaises conditions de travail. C'est ainsi qu'il faut discuter le problème de la division du pays. Celle-ci ne bénéficie à aucun secteur de la population, ni aux flamands, ni aux bruxellois, ni aux wallons.

suite page 2 et 3

A PROPOS DE L'IRAN ET DE LA TACTIQUE DES SOVIÉTIQUES

J. POSADAS

Le 24 OCTOBRE 1978

Note de la rédaction

Depuis la date de cet article, qui aborde un aspect particulier du mouvement révolutionnaire actuel en Iran, la situation a continué d'avancer vers ce que le camarade J. Posadas a qualifié de "révolution sociale". C'est très important d'intervenir pour appuyer ces luttes du peuple iranien et nous appelons toutes les organisations du mouvement ouvrier, les syndicats, les étudiants en Belgique à manifester cet appui !

Nous invitons aussi nos camarades lecteurs à demander à l'adresse du Parti le texte d'une conférence publique donnée par J. POSADAS à propos de l'Iran : " LE SOULEVEMENT DES MASSES ET LE PROGRES DE L'IRAN" (5.11.1978)

* * *

Dans leur intervention en Iran, les Soviétiques se rendent compte que la chute du Shah, sans qu'il y ait un mouvement pour le remplacer, peut donner lieu à une intervention de la droite et de l'impérialisme, ou à un mouvement propulsé par les courants religieux. C'est une erreur de leur part de croire cela. Il n'y a pas de possibilité pour des étapes de développement de mouvements religieux, et si ceux-ci se développent, c'est pour très peu de temps.

Cette conception des Soviétiques est le produit de l'insécurité de la bureaucratie, qui n'a pas confiance dans la méthode conséquente, dialectique, anti-capitaliste. Elle développe la lutte anti-capitaliste dans des limites propres à ne pas porter préjudice à toute sa structure. Mais une partie de la direction soviétique veut déjà aller plus loin. Mais il existe une telle structure qu'un appareil bureaucratique assez grand s'interpose entre la direction et ceux qui appliquent ses directives. Cela rend difficile, entrave et empêche même un déroulement conséquent, dialectique, du raisonnement qui mène à la lutte anti-capitaliste sur tous les terrains. Les dirigeants soviétique limitent cette lutte et mettent l'accent en priorité sur la conciliation, sur les accords. Des accords ne sont pas toujours à rejeter; même une direction révolutionnaire peut y avoir intérêt et doit en faire - comme l'ont fait Lénine et Trotsky. Mais les Soviétiques en restent encore à cette phase.

Du fait de l'absence de parti en Iran, le prolétariat ne peut pas encore intervenir. Il n'y a pas de parti conséquent. De plus, l'Union Soviétique ne fait pas tout ce qu'elle devrait faire. Elle est en train de chercher comment concilier, pour ne pas être dépassée elle-même, pour ne pas se mettre les Yankees à dos, mais aussi pour empêcher le processus d'aller très loin. Elle redoute le processus religieux. Cette crainte et cette préoccupation sont fondées, mais elles peuvent se surmonter très facilement et rapidement: le mouvement de l'ayatollah Khomeiny est religieux, mais il va très loin, il va jusqu'à demander des étatisations. Il réclame, non seulement la chute du Shah, mais aussi des étatisations. Cela veut dire - et il en est de même pour le nouveau pape d'ailleurs - que ce mouvement religieux doit poser des problèmes de revendications sociales, sans quoi il ne marche pas.

Il est vrai que les masses d'Iran sont des masses arabes connues - sans un très grand arrièrément. Mais un tel arrièrément est très relatif; il faut voir que ce sont ces masses-là qui avaient appuyé Mossadegh. Mossadegh fut renversé, entre autres raisons, à cause de la politique de Staline. Staline l'avait laissé tomber. L'Iran devait normalement, logiquement, faire partie des zones d'intérêt de l'URSS, ne fût-ce que par sa frontière commune de 2.000 km. Mais Staline l'a abandonnée. Le Parti Communiste a été paralysé. C'est maintenant seulement qu'il commence à bouger. Il est certes difficile d'agir en Iran, parce qu'on assassine les gens. Mais il faut voir qu'il y a, chez le Shah lui-même, de profondes contradictions: subitement, il accorde certaines libertés démocratiques. Il ne le fait pas comme on fait une concession, pour calmer, orienter le mécontentement, et réprimer ensuite; il le fait parce que certaines tendances au sein même de la bourgeoisie cherchent cette conclusion et profitent de la situation pour en tirer le maximum. Mais il n'y a pas de direction pour organiser le mouvement. L'ayatollah sent qu'il sera dépassé lui-même s'il concède un accord dans lequel son mouvement n'aurait pas la majorité.

A l'heure actuelle, il ne peut y avoir de mouvement religieux de masses, qui n'ait pas un caractère essentiellement social. Alors que les masses de Mozambique, de Madagascar, d'Angola, du Vietnam, du Cambodge, du Laos, en partant de rien, de l'ignorance la plus complète, font ce qu'elles font, pourquoi en serait-il autrement en Iran? C'est la direction qui fait défaut, une direction ayant une politique et une organisation adéquates pour passer de l'étape antérieure à l'étape actuelle. En Angola, au Vietnam et dans d'autres pays par contre, il y a eu une direction. En Iran, l'arrièrément du mouvement n'est pas quelque chose de fatal. On ne doit plus mesurer les mouvements en fonction de l'arrièrément qu'ils avaient dans le passé; il faut les mesurer en fonction de la capacité de la direction à les faire passer du niveau où ils sont, au niveau le plus élevé. Il faut voir que l'ayatollah Khomeiny doit incorporer beaucoup de choses dans ses mots d'ordre, qui le lient à Marx. Mais tant que c'est lui qui les dit, il les manipule, les freine, les dévie et ne leur donne ni le sens ni l'ampleur correspondant à la volonté et à l'impulsion des masses.

Il n'y a plus de mouvements arriérés. Ce sont les directions qui sont arriérées. Il en est de même au Nicaragua. Ce mouvement n'a pas pu triompher, il a été écrasé, assassiné. Mais des changements se préparent au Nicaragua, faits par l'impérialisme et la bourgeoisie du Nicaragua. Ces derniers les préparent afin de ne pas laisser accès au mouvement des masses. Mais ces changements ne sont pas des concessions qu'ils accordent. Ils sont le résultat des luttes des masses, qui ne font que persévérer et se développer.

24.10.1978

J. POSADAS

Nous sommes contre la division du pays. Nous revendiquons l'unité, du pays. Le mouvement ouvrier - et les Trotskyistes-Posadistes comme une partie de celui-ci - est le principal défenseur d'une conquête démocratique réalisée par le capitalisme autrefois, et que ce dernier, aujourd'hui, jette par-dessus bord. Le capitalisme provoque une division du pays pour susciter un affrontement au sein de la petite-bourgeoisie et créer artificiellement un antagonisme afin de dévier les préoccupations sociales et économiques des masses, et de présenter un programme linguistique, nationaliste, patriotique. Pendant que la bourgeoisie fait cela, elle continue, comme avant, toutes ses affaires.

Cette division est un coup porté au développement de la culture. Un des progrès les plus grands accomplis par l'humanité - après celui d'avoir constitué des états nationaux pour le capitalisme contre le féodalisme - consiste dans son unification. C'est le moyen de pouvoir développer le progrès scientifique et technique. Mais aujourd'hui ce progrès de la science et de la technique se heurte aux états indépendants comme à un obstacle. Mais il faut, pour le moins, maintenir ces formes d'états pour qu'il n'y ait pas une régression. Le progrès du pays ne peut s'accomplir que s'il y a une unité entre le programme de l'économie, de la culture, de la science, de l'art. Et il n'est pas possible de faire cela, sans que les masses interviennent. Mais le capitalisme ne s'intéresse plus à la culture, à la science, ni à l'art. Ceux-ci se détachent de la vie et du développement du capitalisme; c'est pour cela qu'il ne s'y intéresse plus. Le capitalisme devient un obstacle. Il ne développe plus d'intérêt pour la culture, la science dans les couches bourgeoises et petites-bourgeoises aisées. Il ne s'intéresse plus qu'à la culture technique en vue de la production, de la guerre, des massacres.

La régionalisation est une régression du capitalisme, qui exprime en même temps les contradictions inter-capitalistes. Ces contradictions ne conduisent à aucun progrès mais bien à une stagnation. Un pays comme l'Angola par exemple, était mille fois plus arriéré que la Bel

LES PROBLÈMES DU CAPITALISME SYSTEME

gique. Mais il ne connaît pas de contradictions entre la production, l'objectif de l'économie, et les besoins de la population. L'économie, fonctionne dans l'intérêt de la population. En Belgique par contre, elle fonctionne dans l'intérêt du profit; on investit en fonction du profit. Les profits sont, à leur tour, déterminés par la concurrence mondiale du capitalisme. La fédéralisation aiguise ces contradictions et par conséquent, les comportements pervers envers la population, au bénéfice exclusif des capitalistes.

Ces élections ont lieu pour chercher à résoudre une crise au sein des directions du système capitaliste. C'est une nouvelle crise, due à des raisons strictement capitalistes, d'investissements, de profits, de développement des différents secteurs capitalistes. Il n'y a aucune raison scientifique, culturelle, économique, à cette division

Aucune! Les raisons économiques qu'ils invoquent sont totalement fausses. Ce sont les mêmes arguments qu'il y a 20 ans, 100 ans, pour justifier la crise. Mais il n'y a aucun argument, aucun programme, aucune politique montrant qu'ils vont faire des améliorations par rapport à ce qu'ils faisaient hier. C'est pour cela qu'il y a un scepticisme dans la population. Celle-ci voit que ce sont les mêmes qui ont conduit la crise, et cela pendant des dizaines et des dizaines d'années. Il ne faut donc pas considérer le scepticisme de la population comme un manque d'intérêt ou un abandon. Par exemple, il existe une préoccupation pour mener des luttes. Mais s'il n'y a pas d'attraction pour intervenir dans la crise politique, c'est que les gens ne croient en aucun de ces partis. Voilà la base du scepticisme. Ce n'est pas un abandon, mais un manque de confiance et de foi dans les partis. Les gens ne voient de la part des partis et des syndicats, aucune politique, aucun programme pour faire face à la situation actuelle.

Faire un programme pour développer l'économie en faveur de la population

Il faut appeler les syndicats, à faire un programme contre la crise. Cette crise n'est pas politique elle est économique et sociale; elle s'exprime sous forme de crise politique, parce que ce sont ces partis qui décident. Les syndicats n'ont donné aucune réponse à ce besoin. Ils n'ont rien planifié. Ils ont accepté les licenciements, les fermetures d'usines: cela, c'est une baisse du niveau de vie! Le capitalisme ne paie les subventions aux chômeurs que de façon très partielle, et chaque fois plus restreinte. Mais il doit le faire de toutes manières, afin de contenir l'aiguïsment de la lutte des classes.

Les syndicats, les partis ouvriers - communiste et socialiste - les "gauchistes" ne présentent aucune explication, aucun développement d'idées pour mener la lutte pour un changement de société, pour avancer un programme, une politique pour l'emploi, la défense des salaires, l'élévation du niveau de vie. Ils disent: "il n'y a pas de travail, car il n'y a pas de marché". Mais les gens n'ont pas de maisons, pas d'égoûts ni de moyens de transport:

et on dit qu'il n'y a pas de marché. Et ceci, qu'est-ce que c'est? Les syndicats doivent faire un programme pour poser: quel est le programme pour développer la production en faveur du pays. Alors tout le charbon, l'acier, le fer que l'on n'utilise pas maintenant, les industries que l'on est en train de fermer, auront un champ de développement énorme.

Les camarades de la section belge doivent développer ce programme: il faut faire des hôpitaux, des moyens de transport, des écoles, des installations d'eau courante, de bons transports en commun, des routes, des toilettes, des W.C., des salles de bain: voilà tout ce qu'il y aurait à faire! Les partis ouvriers ni les syndicats n'ont discuté ces problèmes; ils font comme si le problème du capital, des investissements, de l'argent, des usines est un problème des patrons ou des partis politiques. Non! c'est le problème des syndicats.

Les problèmes des conditions, de travail, de salaires, d'emploi,

PROBLEMES DE LA BELGIQUE, DE LA CRISE DU CAPITALISME: SYNTHÈSE DES PROBLÈMES MONDIAUX DU CAPITALISME

J. POSADAS

Le 21 NOVEMBRE 1978

sont chaque fois plus unis aux problèmes de la direction politique du pays. Il n'y a pas de division entre les syndicats et la direction politique, la vie politique des partis. Ce sont des sphères d'activité, différentes, mais leur finalité est la même. Les activités sont différentes, parce que les syndicats doivent s'occuper particulièrement - quoique non exclusivement - des salaires. Mais il faut qu'ils s'occupent aussi des conditions de vie de la population. Les conditions de vie, cela veut dire qu'il n'y a pas d'hospitaux, ni de moyens de transport, ni d'égoûts. Les syndicats doivent s'occuper de tout cela.

Il y a une lutte entre les différentes couches des directions, les quelles disent que ce sont les problèmes mondiaux qui empêchent la Belgique de sortir de cette crise. Ce n'est pas vrai. C'est la situation du pays, le manque de résolution des partis dans ce pays, leur manque de décision pour résoudre ces problèmes, qui est la raison de la crise.

Il faut faire un programme de façon à discuter tous ces problèmes à en discuter dans toutes les usines, dans toutes les maisons. En commençant par exiger le paiement à 100% du chômage, en même temps que l'on fait un programme de production, de travail afin de créer du travail dans le pays, et de créer des conditions d'échanges commerciaux, permettant de développer des relations économiques avec les pays socialistes, les pays d'Amérique Latine, ou même avec d'autres pays capitalistes. C'est la recherche du profit qui empêche le capitalisme belge de le faire.

C'est sur cette base qu'il faut développer la campagne électorale. Il faut aussi faire un appel, aux syndicats à discuter, sans leur faire d'attaques. Mais il faut faire une critique montrant qu'il s'agit là d'un manque d'attention de la part des directions syndicales, et faire appel à l'unification, au front unique de tous les syndicats, de toutes les tendances syndicales, et au front unique de tous les partis ouvriers - inclus la démocratie chrétienne - sur la base d'un programme qui exprime cette nécessité, et qui conduise à l'accomplissement de ce programme.

Il est nécessaire de créer et développer tout un courant qui s'occupe de ces problèmes, en montrant que cette crise va se poursuivre. Il faut montrer la nécessité de centraliser la vie du pays, au moyen d'un programme, d'une politique conduisant à l'objectif de développer le pays. C'est ainsi que le pays peut se développer. La division entre flamands, wallons et bruxellois a pour but de défendre des intérêts des diverses couches capitalistes, et d'affronter les ouvriers, la petite-bourgeoisie des différentes régions, pour provoquer des disputes entre eux, des problèmes raciaux - car il s'agit bien de cela! Mais en réalité ces problèmes sont inexistant. La culture peut les surmonter. C'est l'impuissance du capitalisme qui fait que celui-ci s'accroche à ces problèmes. Les Etats ouvriers les ont surmontés, inclus les pays les plus récents comme l'Angola, l'Indochine. Ce qui détermine dans les Etats ouvriers, c'est la nécessité de vivre; la science détermine la nécessité d'unifier l'intérêt des uns et des autres. C'est le processus scientifique qui montre cette nécessité d'unification.

Il faut faire appel à discuter la nécessité d'un front unique des syndicats, avec un programme de plein emploi, de développement industriel, de plans de production, de moyens de transport, de routes, d'égoûts, d'hospitaux, d'eau courante, de gaz de ville; il faut accroître la sécurité au travail et l'hygiène pour les ouvriers du charbon, de l'acier, de toutes les usines, contre la pollution, contre l'empoisonnement des eaux. Il existe mille problèmes à partir desquels on peut faire un front unique! Il faut exiger aussi une augmentation des salaires, avec un salaire minimum vital basé sur des conditions de vie dignes pour la population.

La division du pays en trois régions - flamande, wallonne et bruxelloise - est une mesure capitaliste, pour que la population se dispute entre elle. C'est aussi une démonstration d'impuissance, d'incapacité du capitalisme qui est contre le progrès de la vie, car elle tend à séparer les gens selon les langages, à développer des intérêts particuliers de chaque secteur capitaliste dans une concurrence plus aigüe, dans laquelle les plus capables - qui sont les flamands - mènent la lutte contre tous les autres secteurs financiers, commerciaux, industriels. Il y a un aiguïsement de la crise entre eux, qui provoque à son tour un aiguïsement des mauvaises conditions de vie de la population, la baisse du niveau de vie, l'augmentation des prix.

Il faut faire appel à une intervention en front unique dans des assemblées, dans les maisons, les quartiers, sur tous les lieux de concentration ouvrière; faire des meetings, des discussions, des réunions pour aborder tous ces problèmes.

Front Unique pour sortir la Belgique de son arrièrément et pour chasser de sa direction tous les arrières qui la gouvernent

Dans les Etats ouvriers le niveau de consommation est peut-être inférieur à ce qu'il est dans les pays capitalistes. Mais la qualité de la consommation et le niveau de la science sont infiniment supérieurs. Les aliments ne sont pas frelatés. Il n'y a qu'à voir le faible taux de maladies dans les Etats ouvriers. Il n'y a plus de maladies endémiques, alors que celles-ci subsistent toujours dans les pays capitalistes. De nouvelles maladies apparaissent, et d'autres se maintiennent en permanence. Un très grand nombre d'enfants meurent avant d'avoir atteint l'âge d'un an. Des masses de gens meurent dans des accidents de travail, à cause des mauvaises conditions de travail, d'une mauvaise alimentation, d'infarctus, ou par assassinat... comme l'impérialisme vient encore de le démontrer avec le massacre qu'il a fait en Guyana.

Les écologistes ont raison, dans leur revendication et leur plainte, leur protestation sociale, contre la pollution. Mais il faut leur proposer alors de lutter pour des transformations sociales. On ne peut faire une épuration sans changer le régime. Il ne peut y avoir d'épuration de la production, de préoccupation pour les animaux, de maintien de la pureté des eaux pour les poissons, au sein de ce régime, car le système capitaliste produit tous ces déchets comme une partie même de son existence. Il répand

mes. L'objectif doit en être que la classe ouvrière intervienne dans les réunions, qu'il faut accroître les droits démocratiques de la classe ouvrière dans les usines, dans les syndicats. Il faut avoir le droit démocratique de discuter, de former des tendances, le droit de s'opposer, le droit de formuler des principes, de faire des propositions, de prendre des initiatives, le droit de discuter ouvertement au sein de la classe ouvrière, le droit des partis de discuter entre eux; il faut développer des discussions, entre les partis, entre les différents courants de la population, au sein du mouvement syndical, et faire toute une activité dans laquelle la population voit les directions de la classe ouvrière prendre des initiatives. Alors, sa passivité sera surmontée. Il n'y a pas d'inertie dans la population. Son manque d'intérêt et d'intervention ne provient pas d'une inertie, ou d'une apathie. Mais les gens ne voient pas de direction, pas d'activité, ni de politique qui les attirent, alors, ils restent dans leur coin.

Il faut poser la nécessité de l'intervention des masses, partout, avec la plus large liberté démocratique, avec un programme anti-capitaliste, un programme de lutte. Il faut unir ce programme d'ensemble à des mesures anti-capitalistes concrètes telles que l'étatisation sous contrôle ouvrier, la planification de la production, l'étatisation des principaux moyens de production, dans un délai plus ou moins immédiat. Mais il faut poser dès maintenant dans le programme, la nécessité d'étatisations pour pouvoir planifier le pays. Au travers du développement économique, la science, la culture vont également se développer.

ces déchets partout, dans l'eau, l'air, sous la terre. Quand le système capitaliste sera éliminé, alors, on aura la préoccupation pour l'humanité et non celle pour la production. On se préoccupera de produire afin de pouvoir reproduire, élever, culturellement et scientifiquement, l'humanité. On ne peut le faire tant que le capitalisme existe.

Nous posons la perspective de la république socialiste et démocratique. Mais dans l'immédiat, dans la campagne électorale, il faut proposer une république démocratique. C'est un mot d'ordre de front unique, qui tend à unir communistes et socialistes, groupes de gauche, gauche chrétienne. En même temps, il faut proposer des mesures permettant le développement de l'économie. Il faut mener une campagne pour montrer que la monarchie est une institution sans la moindre valeur, sans la moindre signification. Elle ne représente aucun parti, ni une tendance. Elle sert d'instrument, pour maintenir de l'autorité sur la petite-bourgeoisie et sur des couches plus arriérées des campagnes, et des villes. Mais elle n'a aucune valeur en soi. Ce n'est pas un parti. C'est seulement un instrument, en vue de garder de l'autorité et d'exercer une pression sociale sur des couches de la petite-bourgeoisie, et un centre qui sert à maintenir une union au sein même de la bourgeoisie.

En Belgique tout comme en Allemagne, le prolétariat doit tenir compte d'un facteur qui lui est défavorable et qui consiste dans l'absence de droits politiques et syndicaux des ouvriers étrangers. Les ouvriers étrangers, aussi bien que les belges, sont ceux qui produisent la richesse du pays, toute la richesse du pays! Mais ils n'ont pas de droits politiques. Ils pèsent au plan social, mais pas au plan politique ou scientifique. Il faut proposer que les ouvriers étrangers aient pleinement le droit d'intervenir dans les élections syndicales, politiques et qu'ils puissent également être candidats. Le seul fait d'intervenir dans l'activité économique du pays doit leur donner les mêmes droits politiques et syndicaux et sociaux que les belges. La classe ouvrière pourra ainsi, dans son ensemble, accroître son poids social. Ce manque de droits sociaux et politiques des ouvriers étrangers, résulte d'une alliance entre la bureaucratie syndicale, le patronat et la bourgeoisie, pour empêcher la formation d'une force sociale qui viendrait renforcer la force sociale de la classe ouvrière. Il faut poser cette revendication!

Il faut aussi élire des délégués syndicaux qui luttent pour le programme de transformations sociales, en prenant comme base du progrès social, l'élévation du niveau de vie de la population.

Il faut pour cela, développer l'économie, assurer le travail. La bourgeoisie ne peut le faire. Le progrès d'un pays se mesure à son niveau de vie, à l'intervention de la population, au régime sanitaire de la population. Le niveau de vie des masses empire chaque fois plus que ce soit sur le plan économique, social ou culturel. La classe ouvrière voit se réduire ses possibilités d'intervention sociale, du fait que les ouvriers étrangers ne peuvent pas participer. Les capitaux, par contre, ont plein droit d'entrée au travers des multinationales.

La division du Parti Socialiste Belge provient du manque de vie politique, programmatique, de l'absence d'un programme objectif de progrès pour la Belgique, lequel ne peut être atteint qu'au moyen de transformations sociales et en se basant sur les intérêts de la population exploitée. Ce manque de programme a permis que se développe au sein du Parti Socialiste, un courant intéressé au maintien de la structure capitaliste. De là, une telle division.

Si ce parti répondait, dans ses structures, aux intérêts de progrès historique de la Belgique - c'est à dire le progrès de la lutte anti-capitaliste - il n'y aurait pas cette division. Le même problème se pose dans les partis ouvriers et les syndicats. Ce n'est pas une conséquence nécessaire du développement du pays, mais l'expression d'un arrièrément politique, social et culturel des organismes, de la direction qui représente la classe ouvrière. Le progrès des masses pose la nécessité de l'unification du pays au travers d'un programme de transformations sociales, qui doit être accompagné d'un programme de revendications immédiates pour développer l'économie du pays, pour empêcher le chômage, le bas niveau de vie, la pollution, l'empoisonnement des eaux; il faut aussi inclure, dans ce programme, l'intervention de la population. Il faut maintenir la

suite page 4

LES PROBLEMES DE LA BELGIQUE....

revendication de l'échelle mobile des heures de travail, sous contrôle ouvrier, ce qui signifie une réduction des heures de travail avec maintien du salaire - et l'échelle mobile des salaires.

Les ouvriers veulent vivre, ils veulent travailler, ils veulent créer, se sentent des créateurs, ils veulent participer au développement de la vie du pays, dans tous les sens. C'est en participant à la vie du pays qu'ils sentent qu'ils vivent eux-mêmes et qu'ils peuvent créer. Lorsqu'on leur supprime leur travail, ils se sentent exclus de la vie. Le capitalisme n'a pas intérêt à donner du travail: voilà un recul du niveau de vie! On ne doit pas mesurer le niveau de vie au nombre de saucisses ou à la quantité de viande que l'on mange, mais au fait que les ouvriers ne participent pas à la vie. Cela, c'est un recul du niveau de vie! On élimine la capacité créatrice des êtres humains.

Les étudiants, eux aussi, veulent travailler. Ils étudient, passent leurs examens et ne trouvent pas d'emploi. C'est le résultat de ce que le système capitaliste est incapable de répondre à des besoins que lui-même avait suscité en organisant un système d'études. Maintenant, il ne peut plus donner du travail aux étudiants. Les Etats ouvriers par contre, le peuvent très bien. Ces problèmes font aussi partie de la crise du système capita-

liste.

Il faut appeler à un front unique d'étudiants, de jeunes, d'ouvriers, de syndicats, un front unique pour arracher la Belgique à cet arrièrément et chasser tous les arriérés de la direction de la Belgique! Tous ces problèmes indiquent une régression du niveau de vie, et le degré aigu de la crise. Le recul du niveau de vie s'exprime par ce fait qu'il faut passer la plus grande partie de son temps à chercher du travail, à trouver des moyens de subsistance etc.. Comment peut-on dire que dans ce pays, il y a un niveau de vie élevé! C'est une régression brutale. Il y a plus de conflits familiaux que jamais car il existe une paralysie de la vie. Il faut considérer également l'augmentation des accidents de travail, des accidents de circulation, de la mortalité infantile, des maladies.

Il faut établir une programmation pour prendre soin de la Belgique. Cela veut dire qu'il faut prendre soin, se soucier de la vie des gens qui travaillent: ils sont ce qu'il y a d'essentiel dans ce pays. Le gouvernement, dans cette crise, se préoccupe de comment concentrer les capitaux pour faire fonctionner encore le système, comme si c'était eux la vie! C'est faux! Dans les Etats ouvriers, il n'y a pas de capitaux ni de capitalistes, mais il y a un progrès immense de toute la société.

dant toute l'année. Mais il intervient publiquement au sein de la classe, des mouvements, des secteurs d'intellectuels. On ne peut donc pas mesurer l'activité du Parti au travers du nombre de voix qu'il va obtenir.

Beaucoup de gens sont d'accord avec nous, mais ils ne nous voient pas avec la force suffisante pour décider, pour peser ou résoudre les problèmes. Alors, ils peuvent chercher à voter pour les communistes, les socialistes de gauche, ou même certains groupes gauchistes, afin de les impulser et de transmettre, là, l'orientation des documents qu'ils ont lu dans notre Parti.

On ne peut pas mesurer la force du Parti par le nombre de voix qu'il obtiendra. Les gens qui ont donné leur appui en soutenant la présentation de la liste de notre Parti, montrent qu'il y a un secteur d'accord pour appuyer le Parti. Ce ne sont pas des adhésions d'individus qui veulent faire de la propagande ou faire entendre une réclamation. Leur adhésion signifie qu'ils appuient, soutiennent ou veulent impulser un Parti représentant des idées avec lesquelles ils sont d'accord, ou qu'ils cherchent à impulser notre Parti, pour qu'il puisse développer le programme de critique et de transformations sociales, et mettre en avant l'application de ce programme. Toutes ces forces ne vont pas s'exprimer dans les voix, aux élections. Elles s'expriment avec beaucoup plus de force - dans la formation des gauches, socialiste, communiste, des courants syndicaux de gauche, des groupes gauchistes également.

Notre campagne n'est pas destinée à obtenir des voix qui serviraient à démontrer la nécessité de notre existence. Cette nécessité s'exprime dans la formation de courants de gauche et dans l'influence exercée au sein de ces courants.

augmenter les salaires et diminuer les heures de travail: cela n'a pas de solution dans le système capitaliste.

Il faut appeler au front unique, à l'unification des ouvriers, wallons et flamands. Il faut réaliser ce front dans chacune des régions et entre les régions. Et décider que le mouvement ouvrier doit intervenir dans les usines sans distinction de communauté ou de parti, en front unique, avec un programme anti-capitaliste. Que soient élus les travailleurs les plus capables et les plus résolus à lutter, ceux qui donnent des idées, qui sont fermes, et qui maintiennent le combat pour défendre les conquêtes actuelles de la classe ouvrière, ou pour les élargir et les élever. Que la classe ouvrière se présente avec un programme qui dispute au capitalisme, la conduite du pays. Si ce pays est en crise, c'est le capitalisme et non les ouvriers qui l'y a conduit.

Que les ouvriers lui disputent la direction de la société, soit au travers des partis - socialiste, communiste, démocrate-chrétien - soit au travers des syndicats.

21.11.1978

J.POSADAS

Impulser la formation d'un courant qui lutte pour le programme de transformations sociales

Notre Parti doit intervenir, dans cette crise, pour impulser la formation d'un courant dans le Parti Communiste, le Parti Socialiste, parmi les gauchistes. Il ne faut pas intervenir dans ces élections, comme si c'était les mêmes que les précédentes. Il faut se réjouir de voir qu'il s'agit d'élections de crise du système capitaliste. La Belgique ne s'est pas arrêtée. Elle ne l'a jamais été d'ailleurs. Elle a toujours été en mouvement. Cela s'est exprimé par la formation continue de courants de gauche; mais c'était des gauches qui marchaient, sans chaussures. Elles ne pouvaient fouler fermement le sol de leurs pieds. Elles voulaient avancer, mais sans avoir de bonnes chaussures grammaticales... cette image est poétique, mais elle est bien claire

Il ne faut pas diminuer l'importance de la formation de ces courants de gauche. Par le fait même de se former, ils expriment un certain malaise, un mécontentement et un désir de progrès, en même temps qu'un manque de préparation pour accomplir effectivement ce progrès. Mais si ce progrès ne s'accomplit pas encore en Belgique, il se réalise par contre, en Ethiopie par exemple... Le processus en Belgique ne se développe pas de façon centralisée. Au contraire, il connaît des déviations, des bifurcations à cause de ce problème des langues, qui montre la grande profondeur de la crise du système capitaliste.

Notre Parti n'est pas largement connu en Belgique, mais il n'est pas du tout un inconnu. Il est connu dans tous les cercles liés aux partis de gauche, aux syndicats aux secteurs qui interviennent dans la société. Il a une activité sur tout au sein des partis, des mouvements, et au travers de ses publications, de sorte qu'il ne se communique pas pendant toute l'année avec de larges masses, n'intervient pas sous une forme publique notoire pen-

Notre intervention dans les élections a pour objectif de maintenir l'activité, la présence du Parti au sein de l'avant-garde ouvrière, intellectuelle, syndicale et de l'avant-garde communiste et socialiste. Nous ne cherchons pas à avoir des députés. Si on pouvait avoir un député, c'est bon de l'avoir car c'est un instrument pour développer la politique que défend le Parti dans ses publications. Mais il n'y a pas de conditions pour ce la maintenant. Il faut donc intervenir dans ces élections pour aider, et pousser les électeurs à faire avancer des élus dans cette ligne.

Voilà la conclusion à tirer de cette situation en Belgique. Toute la situation du monde est favorable à une telle conclusion. Cette crise du capitalisme remonte à de longues années, elle surgit continuellement et ne va pas se terminer dans ces élections non plus. Le capitalisme, a pour but d'imposer un gouvernement à la classe ouvrière, qui réduise ses conditions de vie, ses salaires, qui augmente la productivité et, s'il le peut, qui augmente également les heures de travail. Mais justement les principales conquêtes de la classe ouvrière consistent à

VOTEZ PORT 17 A CHARLEROI..

tent constamment le courant de la gauche syndicale, et notamment en appuyant chaque fois plus la tendance de "Lutte des Métallos".

Il faut voir que tout le processus qui se développe dans le monde vient sans cesse renforcer cette lutte et ne va pas renforcer le régime capitaliste en Belgique. Les luttes des masses en Iran pour renverser le Shah et instaurer un régime démocratique populaire en Iran, montrent une force et un courage très élevés, malgré qu'il n'y a pas une direction pour les conduire à ce but. En Amérique Latine, toutes les dictatures ont échoué. En Bolivie, c'est un mouvement nationaliste militaire de gauche qui vient de chasser la vieille droite militaire du pouvoir. Les grèves des ouvriers sidérurgistes en Allemagne capitaliste sont un exemple très important pour les travailleurs de Belgique. C'est une grève générale pour imposer les 35 heures/semaine et un plan d'embauche, c'est un refus du plan capitaliste de restructuration de la sidérurgie sur le dos des ouvriers. Cette grève est d'autant plus importante qu'elle se passe dans un pays comme l'Allemagne qu'on montre toujours comme le "paradis de la collaboration de classe et de la cogestion". Les dirigeants syndicaux qui, au congrès de la FGTB, ont déclaré ne pas vouloir de la cogestion allemande et défendre l'idée du contrôle ouvrier, devraient dire aussi qu'il faut faire comme en Allemagne, comme les ouvriers: se mobiliser pour imposer la diminution du temps de travail. Si les capitalistes disent que cela va les ruiner: qu'ils se ruinent! ce n'est pas à la classe ouvrière à payer leur crise! C'est cela que les ouvriers sidérurgistes en Allemagne sont en train de montrer à tous les travailleurs d'Europe.

Il faut dire clairement, et pour cela utiliser la campagne électorale, que la crise actuelle vient du régime capitaliste, que c'est lui qui provoque le chômage, la détérioration des conditions de vie de la population, la pollution, les disputes absurdes entre communautés. Il le fait parce qu'il n'a pas intérêt au développement objectif, au progrès de la société. Nous intervenons dans ces élections pour montrer qu'il faut, non seulement lutter pour les problèmes immédiats, pour la liquidation de la loi anti-crise, pour les 36 heures, pour le droit aux études, mais en même temps que tout cela, il faut discuter: où va la Belgique? et qui va décider de l'avenir de ce pays? La crise actuelle met en cause toute la structure sociale, politique, institutionnelle que le capitalisme a installée pour assurer ses profits. Le mouvement ouvrier, wallon et flamand, n'a pas intérêt à la régionalisation, ni à la division de la Belgique, ni au démantèlement de l'industrie, aux restructurations. C'est lui qui peut faire un plan de développement économique, avec toutes les ressources qui existent en Belgique, et en prenant comme centre essentiel: le niveau de vie de la population flamande et wallonne. C'est pour cela qu'il faut l'étatisation des banques, des principales entreprises du pays, de l'énergie, et leur fonctionnement sous contrôle ouvrier. Nous appelons les partis ouvriers et les syndicats à s'unir pour défendre un tel programme et à intervenir dans et hors de la campagne électorale pour le faire connaître et le faire discuter dans toute la population travailleuse. Il faut arriver au front de la gauche, même en dehors de ces élections, afin de donner une issue à la crise.

Ce front ne s'est pas formé pour affronter les élections. Notre Parti avait proposé au Parti Communiste de Charleroi d'incorporer des camarades posadistes sur sa liste. Mais le PC n'a pas accepté, considérant qu'"il ne pouvait accepter sur sa liste des personnes appartenant à une autre organisation". C'est pourquoi nous intervenons directement dans les élections, car c'est nécessaire d'impulser la discussion et la diffusion d'un programme pour donner une réponse, au nom du mouvement ouvrier, à la crise capitaliste, pour montrer qu'il faut se préparer à la lutte pour des transformations sociales pour ne pas voir la situation des masses se détériorer encore plus. Nous voulons impulser un courant anti-capitaliste à Charleroi. Pour cela, nous appelons à voter pour la liste 17-PORT, car cela va donner plus de confiance et de décision aux tendances de gauche dans le Parti Socialiste, dans le mouvement chrétien, dans le mouvement syndical, et au Parti Communiste lui-même, à s'armer d'un programme de transformations sociales.